

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13755 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 18 AVRIL 1989

## Les bombardements meurtriers au Liban

### Accord acquis entre M. Kouchner et les musulmans sur l'évacuation des blessés

#### Les vraies questions

La politique, dit-on, est l'art du possible. La question n'est-elle pas de savoir si elle se limite à ce qui est possible ou si elle vise à le rendre possible ?

La question fera bondir les responsables français qui ont reproché aux gouvernements libanais de ne pas avoir eu recours aux chrétiens libanais que le général-premier ministre Aoun s'est juré de « libérer » de l'occupation syrienne. Certains risques doivent sans doute être pris, mais à quel prix ?

C'est à ce stade que les autorités françaises, manifestement troublées par les accusations d'indignité portées à leur encontre, ont réagi en décidant d'envoyer une aide humanitaire aux chrétiens libanais « aujourd'hui menacés », selon l'expression de M. Mitterrand, sans se rendre compte de l'engagement qui allait être ainsi décliné.

Il fallait s'attendre à voir cette aide, même si elle était humanitaire, considérée par le président syrien Hafez El Assad, comme un défi, comme l'ébauche d'un retour de l'ancienne puissance tutélaire. Les bombardements du régime syrien constituent en effet une étape de la « guerre de libération » lancée il y a un mois par le général Aoun. Damas, qui n'a jamais vraiment accepté l'idée d'un Liban indépendant, est passé, même dans l'art de terroriser et de « couloirer » tout à tour chaque communauté, selon les circonstances, pour mieux assurer son protectorat.

Comment avoir pu penser, dans ces conditions, qu'une aide française aux Libanais en révolte contre la présence syrienne serait accueillie par Damas sans réagir ? D'autant que l'ambassadeur français envoyé à Beyrouth, M. Deniau, n'avait pas mâché ses mots à son retour, appelant un chat un chat et la Syrie un envahisseur. Autant dire que l'opinion française fut de brève durée. C'est ainsi, M. Deniau ayant été démis, qu'apparut une nouvelle race d'ambassadeurs : ceux qui ne sont pas représentatifs des gouvernements qui les ont mandatés.

M. Kouchner, dont le courage n'est plus à souligner, s'efforça, à Beyrouth, sous les bombes de mener à bien une mission difficile : obtenir l'accord des dirigeants musulmans libanais pour une opération de secours tous azimuts. Comme si l'obstacle était là, alors qu'il est bel et bien à Damas !

La France est-elle prête à risquer un affrontement militaire durable avec la Syrie, pour ne rien dire des Libanais qui ont fait mésestime à l'Iran ? Faut-il interdire en faveur des chrétiens libanais avec tous les moyens diplomatiques possibles ou faut-il les encourager à mener une guerre de libération ? Telles sont les vraies questions qui auraient dû être débattues avant d'entreprendre toute action non diplomatique. Faut-il avoir fait, l'expédition humanitaire actuelle a toutes les chances de se transformer en preuve supplémentaire de la puissance et du dynamisme de la Syrie. Ce n'était pas, assurément, le but recherché.

M. Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, est parvenu, selon l'AFP, à un « accord total », lundi matin 17 avril, avec le gouvernement libanais musulman de M. Salim Hoss sur l'évacuation de blessés musulmans à partir du port de Saïda, au Sud-Liban. Pendant le week-end, des duels d'artillerie ont fait, à Beyrouth, quarante-six morts, dont l'ambassadeur d'Espagne, M. de Arístegui, et son beau-père, l'écrivain libanais Youssef Awad.

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale

Quarante-six morts, deux cent trente-quatre blessés en un week-end, 85 % du pays plongés dans le noir total, des habitants prostrés, choqués, désespérés : le Liban, qui en a tant vu en quarante ans, chancelle dans une guerre qui n'en est pas une. « Une tuerie, de la folie », avouent, de plus en plus nombreux, les Libanais, qui s'interrogent sur le sens d'un conflit, jugé aujourd'hui sans issue par la majorité.

Mille quatre cent quatre victimes, dont deux cent soixante-trois morts, des dégâts qui se chiffrent en milliards de dollars, pour « une guerre de libération contre l'occupation syrienne », dont le général Michel Aoun, premier ministre d'un gouvernement de militaires chrétiens, a pris seul la responsabilité le 14 mars, sans visiblement en avoir les moyens et contre l'avis déclaré de la majorité de ses concitoyens, au moins en ce qui concerne la stratégie adoptée.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 3.)

## 60 % de oui au référendum

### Les Uruguayens ont ratifié l'amnistie des militaires

Les résultats du référendum sur l'amnistie des militaires, qui a eu lieu dimanche 16 avril en Uruguay, donnent une large victoire aux partisans de la ratification du texte voté en 1986 par le Parlement. Environ 60 % des électeurs ont accepté le « pardon » accordé par le président Sanguinetti, au nom de la réconciliation nationale, aux militaires accusés de violations des droits de l'homme au temps de la dictature.

MONTEVIDEO  
de notre envoyée spéciale

Après une semaine d'été indien, qui a permis aux partisans du vote à bulletin vert d'étendre leur campagne contre l'amnistie et en faveur de la « justice », c'est un crachin persistant dans la capitale uruguayenne et une pluie parfois diluvienne en province qui ont accompagné — et parfois rendu difficile — le référendum de dimanche.

Dans le milieu de la nuit, l'annonce des premiers résultats (60 % de « jaunes » ; et 40 % de « verts ») n'a pas provoqué la moindre réaction populaire. Les « verts » et les « jaunes » (les partisans de l'amnistie) étaient d'accord pour tenter d'éviter incidents et provocations.

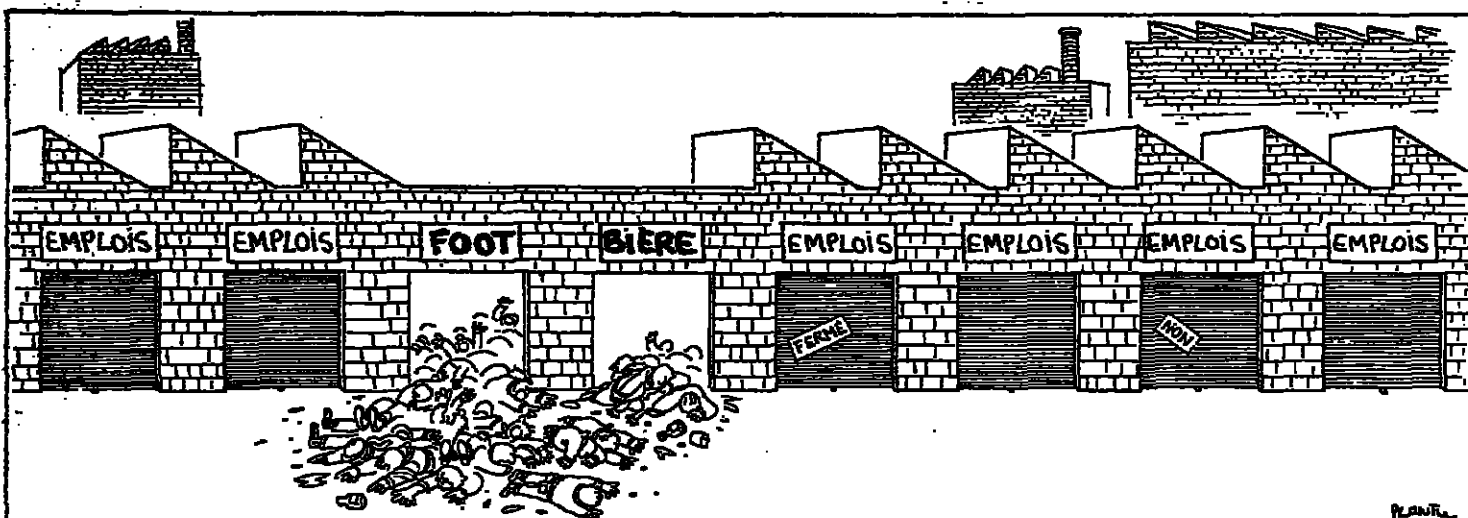
Si les « jaunes » (le Parti Colorado au pouvoir, le centre-droit et les deux tiers du Parti national blanc, centriste) ne fêtent pas leur victoire, c'est qu'il s'agit, pour eux, d'un vote essentiellement politique, dont beaucoup ne sont pas fiers.

CATHERINE DERIVERY.

(Lire la suite page 8.)

## Quatre-vingt-quatorze morts au stade de Sheffield

### Une foule piégée, paniquée, piétinée...



La Chambre des Communes britannique a décidé, lundi 17 avril, l'ouverture d'une enquête publique, parallèlement aux enquêtes policières, après la mort, lors d'une tragique bousculade, de quatre-vingt-quatorze personnes, samedi, au stade de Sheffield, au cours d'une demi-finale de la Coupe d'Angleterre de football, qui devait opposer les équipes de Liverpool et de Nottingham-Forest.

LIVERPOOL  
de notre envoyé spécial

Liverpool pleure ses morts à la manière des petites gens. Avec des bouquets à trois sous et des mots d'amour, au son d'un modeste orchestre de l'Armée du salut dont les fausses notes s'élevaient vers le ciel gris. Telle une enfant perdue, la foule, blême et silencieuse, marche vers Anfield Road, le stade du Liverpool FC. Un stade « à l'anglaise » : quatre tribunes de béton et d'acier plantées au cœur d'un quartier triste comme un mur d'usine avec ses maisonnettes de brique rouge et leurs jardins déserts.

De vieilles dames courbées, de solides gaillards rougeauds, des gamins blafards aussi qui vont au stade, dépenaillés, alors que d'autres se rendent à la messe tirés à quatre épingles. Elle est là, sur la pelouse, cette Angleterre des faubourgs qui a pris bien des rides depuis Victoria, déteste Margaret Thatcher, ne croit plus aux travailleurs mais se lève toujours pour le God Save the Queen. Un peu décadente, toujours

très fière et aujourd'hui complètement abattue.

Qui avec un bouquet, qui avec une gerbe ou une lettre d'adieu griffonnée à la hâte, ils se recueillent en pleurant et déposent tour à tour leurs présents dans l'un des buts. Derrière ces filets bientôt recouverts de drapeaux rouges et d'œillets, s'élève la tribune des plus fidèles supporters du club (le kop).

PHILIPPE BROUSSARD.

(Lire la suite, le commentaire d'ALAIN GIRAUDE et nos informations pages 20 et 21.)

## L'Europe monétaire en trois étapes

Le rapport du « comité Delors », présenté lundi 17 avril, propose la construction de l'Europe économique et monétaire en trois étapes, la création d'une banque centrale intervenant dans le courant du processus.

PAGE 31

## Limogeage au Caire

Le maréchal Abou Ghazala remplacé au ministère de la défense.

PAGE 4

## Le verdict de Palerme

Le « pape » présumé de la Mafia acquitté.

PAGE 8

## Le conflit corse

Reprise du travail dans les deux préfectures.

PAGE 12

## Les centristes et les renovateurs

Concurrence pour moderniser l'opposition.

PAGE 10

## Eurêka de l'audiovisuel

Un entretien avec M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales.

PAGE 23

## Le Monde

### DE L'ÉCONOMIE

- Les Bourses européennes à l'horizon 1992.
- Expériences de développement au Bangladesh.
- La chronique de Paul Fabra.
- A travers les revues, par Michel Beaud.

PAGES 27 à 30

### Le sommaire complet se trouve en page

Ce cahier comporte un encart de deux pages folioté en romain (I et II) entre les pages 17 et 18.

## TRADUIRE FREUD



Par André Bourguignon, Pierre Cotet, Jean Laplanche et François Robert

L'ambition ici est d'offrir une propédeutique de lecture freudienne organisée autour de trois moments : la traduction, la terminologie raisonnée, le glossaire. Ni pour Freud, ni contre Freud, mais avec Freud, ce livre est une invitation au plaisir d'une œuvre redécouverte.

Volume relié pleine toile sous jaquette. 392 pages - 195 F

### ŒUVRES COMPLÈTES DE FREUD

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## Un entretien avec le ministre de la santé

### Sida, préservatif et fidélité

Sur le thème « Les préservatifs préservent de tout, de tout sauf de l'amour », M. Claude Evvin, ministre de la santé, a lancé lundi 17 avril une nouvelle campagne de prévention du sida. A cette occasion, un spot télévisé montrant les ébats amoureux d'un homme avec une femme sera diffusé.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Evvin affirme qu'il n'existe que deux manières de prévenir le sida : l'utilisation du préservatif ou la fidélité réciproque dans le couple. Le ministre de la santé rompt ainsi avec le discours officiel qui ne mettait

l'accent, jusqu'à présent, que sur les préservatifs.

Soucieux de prévenir les polémiques que la diffusion de ce nouveau spot risque de déclencher, il répond par avance à certaines critiques et rappelle qu'il ne lui appartient pas de porter une « appréciation morale » sur le comportement des Français, mais que le gouvernement doit tout faire pour lutter contre l'épidémie de sida.

(Lire les propos de M. Evvin recueillis par JEAN-YVES NAU page 16.)

M 0147 - 0418 D - 450 F



3790147004500 04180

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$ ; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr ; Espagne, 165 pes ; G.-B., 80 p ; Grèce, 150 dr ; Irlande, 80 p ; Italie, 1.800 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr ; Suisse, 1,60 L ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

## ÉCONOMIE

### Vive le capitalisme industriel

par GÉRARD BONIFACIO (\*)

**A**bas l'argent « facile » ? Au-delà des révélations et des rebondissements sur la réglementation des OPA traduit une heureuse prise de conscience. Quelques années seulement après que la France a découvert, puis encaissé les trappes de la Bourse, la voici qui commence à douter des vertus économiques de la volatilité spéculative.

Il y a en effet un formidable malentendu sur le sens des années 80. La réhabilitation de l'entreprise — si chère à l'ensemble de la classe politique — a tendance à se confondre avec celle de l'argent. La première n'est pas nécessairement plus vertueuse que la seconde. Après tout, il est plutôt sain qu'un pays de tradition catholique lève enfin le voile hypocrite sur son portefeuille et reconnaisse la légitimité d'enrichissements fondés sur le travail et le talent. Mais, à vouloir résumer trop souvent la première à la seconde, le discours économique devient particulièrement vicieux.

La plupart des nouveaux héros ont aujourd'hui une caractéristique commune : s'être fait un nom par leur habileté financière plutôt que par leur savoir-faire industriel. En d'autres termes, la croissance externe par acquisitions successives, si possible spectaculaires, est le plus court chemin vers la célébrité économique. Exit Marcel Dassault et son bureau d'études, voici Bernard Arnault et sa stratégie boursière.

L'intérêt d'opérations financières utiles à un projet industriel n'est pas en cause. Et il serait dangereux que la condamnation de « l'argent facile » conduise à un banissement de l'argent tout court. Il y a des cas fréquents où un montage intelligent peut permettre de sauver, consolider ou développer une entreprise.

Ce qui est grave, là où naît le vice, c'est l'apparition d'une culture économique sommaire qui

privilegie outrageusement la sphère de l'argent par rapport à celle du savoir-faire. Ses conséquences néfastes pour l'avenir sont essentiellement au nombre de deux.

#### Le mythe du golden boy

La première est déjà perceptible : c'est le transfert des élites. On ne compte plus les meilleurs des hauts fonctionnaires et des cadres dirigeants qui se reconvertisent dans des métiers d'ingénierie financière. Et qui pratiquent parfois d'étonnantes parties de poker avec, sur le tapis, la moitié de l'économie belge. Alors même que de nombreuses entreprises moyennes doivent faire face à un difficile problème de succession.

Plus grave parce que plus masqué, le mythe du golden boy déteint sur toute une génération en phase d'accession à la vie active. Pourquoi faire de longues études si l'habileté — ou l'initiation, mais où se situe exactement la frontière ? — permet de s'enrichir vite, beaucoup et jeune ? Les métiers de chercheur, d'ingénieur ou de vendeur, du coup, dégagent comme une odeur de formol... La deuxième conséquence est plus pernicieuse : c'est l'état d'ébriété économique. Au monopole de l'OPA, la France peut certainement faire illusion. La modernisation de son marché boursier et le talent de ses stratèges lui confèrent quelques atouts. Mais, au bout du compte, sa puissance financière est faible au regard des mobilisations de capitaux que peuvent réaliser d'autres grandes nations industrialisées. Faudra-t-il attendre le jour où Moët-Hennessy - Louis Vuitton sera conquis de haute lutte par un consortium venu des rives du Pacifique pour commencer à désaibler ?

Soyons plus précis : il ne s'agit pas de retomber dans quelques explications trop causales entre infrastructures et superstructures. La vie d'une entreprise est le fait de plusieurs métiers qui, de la recherche à la trésorerie, concourent ensemble à la création d'une richesse économique.

A ce titre, l'argent en tant que tel est un levier de commande important. Mais s'il vient à perturber la logique économique, en prenant le pas sur tout le reste, alors il y a danger. Et il devient urgent, quitte à forcer un peu le trait, de lancer le mot d'ordre : Vive le capitalisme industriel. Pour la simple raison que la valeur d'une entreprise, sur le long terme, ne repose que sur son seul capital réel : le savoir-faire.

#### L'enjeu des années 90

Au commencement est le produit face au marché. Cette vérité fondamentale d'une économie développée est parfois oubliée dans l'ivresse de l'OPA-mania. Ceci est d'autant plus regrettable dans un pays comme la France, qui doit fondamentalement sa prospérité à sa compétence en matière de produits industriels ou de services plutôt qu'à ses richesses naturelles. Autrement dit, l'acquis technologique est son bien le plus précieux, le développement permanent de cet acquis, son seul point fort.

Au risque de paraître caricatural, disons que l'avenir économique sera chaque fois un peu plus compromis lorsque, d'une manière ou d'une autre, par telle ou telle législation ou réglementation, la démarche spéculative sera indirectement encouragée par rapport à la démarche entrepreneuriale.

(\*) Président de Scholtes.

## RELIGIONS

### Vrai et faux sacré

par VINCENT COSMAO (\*)

**A** l'est, on désacralise à tour de bras, on voit « voler en éclats le piédestal de nos derniers dieux » ; « Il ne reste plus rien de sacré aujourd'hui » ; on avoue dans la presse : « Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : Crucifie-le ! », nous avons exigé le sang des « ciments du peuple » (Le Monde 7 mars 1989).

Alors, en « chrétienté » comme dans la « umma », on voit le sacré partout, on régit ses comptes, y compris entre évêques, à propos du sacré, on produit du sacré à tour de bras, on sacralise tout ce à quoi on tient ou tout ce dont on a peur, comme s'il y avait un déficit de sacré, alors qu'il prolifère, occupant tout l'espace disponible. Weber nous avait pourtant prévus que nous étions en train de revenir en polythéisme. Nous y sommes et nous semblons nous y complaire, tant il est naturel à l'homme de se fabriquer des dieux.

Il est temps de s'expliquer sur le sacré et sur la nécessité de lui délimiter son espace, et par là même, de le situer par rapport à celui de la liberté, responsable de tout, y compris et peut-être d'abord de son rapport au sacré, de sa régulation, de sa maîtrise : c'était la fonction que Thomas d'Aquin assignait à la « vertu morale » de religion.

Le christianisme, dont un des premiers effets historiques fut la désacralisation de César, et par là même, l'affirmation de la liberté responsable des « acteurs du développement » des sociétés, s'était tellement investi dans la sacralisation d'un nouveau système social qu'il n'a pas fallu moins, pour s'en sortir, que la négation illusoire de toute sacralité, de toute transcendance, de toute ouverture de l'homme à ce qui le dépasse et qui ne se réduit pas à son avenir historique dont il suit désormais qu'il est seul responsable.

Le terrain ayant été ainsi débarrassé — c'est l'apport irréversible de la modernité — reprenant à nouveaux frais le travail insoufflé du christianisme naissant — il reste à le baliser pour qu'il ne retourne pas en friche, en terrain vague ou en sauvagerie. Encore faut-il trouver quelque repère pour faire le point. Rien n'est sacré : ni le pouvoir, ni la patrie, ni la propriété, ni le modèle ou le projet de société, ni les acquis, ni le rêve, ni l'utopie... Il n'y a pas d'autre dieu que Dieu, s'il existe. S'il existe ? C'est la question sans réponse de la modernité.

Il est dit la tradition monothéiste, abrahamique, judéo-chrétienne. Encore faut-il que, le disant, ceux qui s'en réclament, disent, effectivement, qu'il n'y a pas d'autre dieu que Dieu et que, le disant, ils fassent ce qu'ils disent, c'est-à-dire qu'ils se conduisent en adultes responsables, orphelins de tout père fantasmatique, libres de tout dieu comme de tout dieu.

#### Une parole aussi imprononçable qu'inaudible

La maladie infantile de la modernité n'est peut-être rien d'autre, en dernière analyse, que son irresolution quant au sens de sa liberté retrouvée : libres pour quoi faire, libres pour qui devenir ? La réponse chrétienne — inaudible tant que le christianisme n'a pas assumé tout l'acquis de la modernité, à commencer par son passage au crible — est :

libres pour devenir Dieu en Dieu, fils dans le Fils unique.

Si cette parole est aussi imprononçable qu'inaudible, c'est que le christianisme comme mouvement historique est encore, tel Lazare de ses bandelettes, prisonnier du système en lequel il s'est enfoncé ou laissé enfermer, système sacralisé s'il en est : n'est-ce pas en lui que s'est construit le paradigme de la hiérarchie (pouvoir sacré) sur-sacralisé selon le modèle des hiérarchies ecclésiastiques ? N'oublie-t-on pas un peu trop qu'en Dieu, seul « paradigme », les personnes, « pures relations substantielles », reçoivent « même adoration et même gloire » ?

Si le christianisme se croit en crise, ce n'est pas parce que la crise du monde déteint sur lui, c'est parce qu'il hérite depuis trop longtemps à se soumettre à la « crise », à l'Apocalypse, à la Révélation, dont il sait et qui, en même temps que déflation de Dieu est déflation de l'homme, révélation de sa nudité native, de sa non-programmation, de sa vocation — à partir de son enracinement dans la lignée, dans la mémoire accumulée et organisée depuis les origines — à se faire exister en construisant, collectivement, un monde habitable en solidarité instable, quoique toujours provisoire.

#### Il rêve, ni utopie ni messianisme

Loin de pouvoir se laisser aller à rêver de quelque « retour du sacré », le christianisme a vocation, aujourd'hui, une fois reconnues ses erreurs aux mondes des dieux, à signifier à qui s'interroge activement sur l'avenir de l'humanité de quel côté il y aurait peut-être une brèche dans son enfoncement.

A voir ce qui se vit actuellement en Église, c'est-à-dire dans le collectif, moins figé qu'on ne le croit, de ceux qui prennent en compte leur relation à Dieu selon la promesse et la prédication de Jésus et qui s'organisent pour participer activement à la « marche humaine » en « marche vers Dieu », ce sont les « pauvres », interloqués de Dieu « depuis toujours » qui nous indiquent la voie : à l'appel de Dieu, ils se mettent à construire un monde où il n'y ait plus de pauvres ou « pauvres absolus » ; ni rêve, ni utopie, ni messianisme millénariste : pratique quotidienne.

Si, pas plus que les autres, ils ne sont sans péchés, ils savent, avec un instinct quasi inflexible, discerner, dévoiler les faux dieux, à commencer par le « système » qui les écrase. Par là même ils disent Dieu, qui seul est Dieu ; ils se mettent à la tâche, qui est notre vocation première, de la construction d'un monde habitable pour tous ; ne pouvant compter que sur eux-mêmes et sur Dieu, ils sont assez libres pour s'en remettre à Dieu dans l'acte même de leur autoréalisation.

Il nous indiquent l'issue au risque où nous sommes de nous laisser emporter par notre propension naturelle à produire du sacré qui nous enferme, nous paralyse ou nous inhibe ; au-delà de l'athéisme comme de tous les théismes, si nous ouvrons des chemins de liberté responsable : affrontés à des questions quotidiennes de mort ou de vie, ils ne peuvent guère s'écarter de la vie : Dieu est pour eux le Dieu de la vie.

(\*) Dominicaux.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauré (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouss,

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet,

Correspondant en chef :

Claude Sèze.

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montmartre, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tous articles,

sous réserve de l'accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

#### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois .....	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois .....	720 F	763 F	972 F	1 400 F
9 mois .....	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an .....	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de

vos chèques de 100 F ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Au courrier du Monde

### BICENTENAIRE

#### Les mauvais masques de la fête

Le premier gâchis de cette foire au Bicentenaire est de laisser croire que les droits, en l'occurrence de l'homme, sont acquis dès lors qu'ils sont décrétés. Nous vivons dans un monde de pensée magique et de déni de la réalité. Il n'y a de droits que ceux que chaque individu est capable de défendre par lui-même, par la force, l'argent ou le privilège de son rang.

Le contrat social est au service du plus fort, car de toute façon nul n'a à craindre du plus faible sinon la révolution comme « remise en cause de la possession et de l'exercice du pouvoir politique ». Mençant le programme Ariane, des techniciens obtiennent en quarante-huit heures satisfaction à leurs revendications tandis que des milliers de travailleurs sociaux, des infirmières aux aides ménagères, pourrissent dans le mépris de leur statut et de leur rôle.

Et la France, patrie des révolutions, aura beau clamer ses maximes à travers le monde, ériger sa morale et son socle du citoyen, il faudra qu'elle commence à balayer devant sa porte. On a les violations que l'on veut bien voir, et s'il en est de plus criantes malgré les bâillons imposés aux torturés, il en existe de plus pernicieuses, mal étouffées et d'autant plus révoltantes qu'elles sont institutionnalisées.

#### Une menterie

Le droit à l'éducation pour tous est une menterie. Le droit au logement est une plaisanterie pour l'immigré, le Français mal « typé », le couple aux revenus incertains, le premier pèlerin non introduit.

L'handicapé mental n'a pas de droit s'il ne connaît pas les lois. Le marginal perd ses droits, car il ne peut se battre contre la forteresse kafkaïenne d'une administration dont le dernier souci est de faire du social.

L'esprit de la Révolution n'est pas dans les fionflons bleu, blanc, rouge des lampions allumés de-ci de-là pour nourrir les escarcelles d'individus fûtes à l'affût du bon rendement. Il est dans la rue là où la colère gronde. La fête est dans l'ivresse, dit Nietzsche. Ivresse d'un peuple assoiffé de propos politiques vrais, d'une justice réellement égali-

taire, de droits sociaux réellement accordés.

La publicité donnée aux mesures sociales ne correspond pas à la réalité des faits, tout comme la débauche avec laquelle on chante la liberté, l'égalité et la fraternité est proportionnelle à la montée de l'exclusion, de la discrimination et de l'immolance.

Pourtant, les remèdes existent portés par des hommes épris de motivation, de foi en leur métier, soucieux de responsabilités et habitués d'esprit d'initiative.

Le Bicentenaire fête une Révolution désanimée de l'esprit des Lumières, parti de France pour éclairer les nations d'Europe, non parce qu'il manque d'énergie, non parce qu'il manque de foi, mais parce qu'il refuse la fête mais les mauvais masques qui l'affublent.

PHILIPPE GABERAN  
(Fareins, Ain.)

Les codes

Dalloz ne

cessent de

grandir : réguliè-

ment mis à jour, en-

richis des annotations

de jurisprudence et

complétés de biblio-

graphies, toujours

accessibles grâce

à de nombreuses

tables. Nouveau code

de procédure civile

1989.



Sa grandeur est à l'intérieur.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR



# Etranger

• Le Monde • Mardi 18 avril 1989 3

## Les bombardements meurtriers au Liban

### M. Mitterrand félicite la marine pour l'« efficacité remarquable » de l'aide humanitaire

M. Mitterrand a adressé, samedi 15 avril, aux personnels des armées et plus particulièrement à la marine française un message de félicitations pour l'« efficacité remarquable » avec laquelle a été menée l'opération de secours aux blessés du Liban.

« J'adresse, déclare M. Mitterrand dans ce message diffusé par l'Elysée, mes félicitations à l'ensemble des personnels des armées et en particulier de la marine, qui ont participé à l'opération Acanthe, pour l'efficacité remarquable avec laquelle notre aide humanitaire a pu être apportée au Liban durant la nuit du 14 au 15 avril ».

A Beyrouth, « surpris » par l'opération française, le chef du gouvernement à majorité musulmane, M. Salim Hoss, a fait part de son irritation devant une opération menée dans le pays chrétien sous l'autorité du cabinet rival du général

Michel Aoun. « Pour le moment, a-t-il affirmé à la presse, nous nous contentons d'exprimer notre surprise de cette démarche, dont nous avons été informés après son déroulement, surtout que la France insistait pour que l'aide soit distribuée simultanément dans les deux régions ».

Le Parti socialiste progressiste (PSP) du chef d'armée Walid Joumblatt, plus sévère, a estimé que « l'opération de l'aide française est devenue problématique après ce qui s'est passé dans la nuit ». La Voix du peuple, radio du Parti communiste, a affirmé que M. Kouchner a prouvé « la partialité de la France en évacuant uniquement les blessés de l'Est ».

Samedi, le ministère français des affaires étrangères avait indiqué dans un communiqué que la mission

humanitaire française au Liban se poursuivait et s'adressait à tous les Libanais victimes des affrontements, « sans distinction d'aucune sorte ».

A Damas, le ministre des affaires étrangères, M. Farouk El Chareh, a qualifié dimanche de « double et stérile » la politique française, soutenant qu'« elle ne gagnera ni le respect des Libanais ni celui des Arabes ». Dans une interview à Radio-France internationale, M. Chareh a réaffirmé une fois de plus, malgré le démenti de Paris, que le ministre français des affaires étrangères Roland Dumas lui avait adressé, jeudi dernier, un message exprimant « l'intérêt de la France pour le rôle syrien au Liban et l'aide syrienne à ce pays », message qui lui a été remis par le directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, M. Bertrand Dufourcq.

Le ministre syrien a « regretté que le Quai d'Orsay ait démenti l'envoi et la teneur de ce message » (le Monde daté 16-17 avril).

M. Dufourcq avait été reçu à Damas où une délégation de la trêve européenne (Espagne, France, Grèce) faisait part au gouvernement syrien des préoccupations des Douze sur la crise libanaise. Pour M. Chareh, la France doit appuyer « l'opinion de la majorité des Libanais favorables à l'unité du Liban et à ses relations privilégiées avec la Syrie », plutôt que de prendre en considération « les prétentions de ceux qui regardent vers la France en fonction des liens culturels et historiques avec ce pays ».

Le gouvernement Aoun a, pour sa part, critiqué samedi le communiqué publié la veille par le département d'Etat américain sur le Liban

(le Monde daté 16-17 avril), lui reprochant de prendre parti pour les alliés de la Syrie. « En dépit du contenu apparemment positif du communiqué américain, nous ne pouvons ignorer qu'il ne fait pas clairement état de l'occupation syrienne du Liban et met sur un pied d'égalité l'agresseur et l'agressé, l'autorité légale et l'illégalité, l'occupant et l'occupé », a-t-on déclaré de source autorisée du cabinet Aoun.

A Paris, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a affirmé dimanche que la France devrait menacer les Syriens d'un « appui logistique » au Liban pour empêcher qu'ils commentent « l'irréparable » : le franchissement de la ligne qui a jusqu'ici permis le maintien du Liban chrétien. « Le jour où les Syriens franchiront cette ligne, le Liban est mort et c'est

l'envahissement total et définitif », a-t-il déclaré lors du « Grand-Jury RTL-le Monde ».

En conclusion, M. Barrot a estimé que l'aide humanitaire française devait être doublée d'un « effort politique, avec à la clé, une menace d'appui logistique ». Il ne s'est pas prononcé sur la nature de cette aide logistique, mais n'a pas écarté une intervention militaire, citant des « précédents » : « Il y a eu le Tchad, il y a eu Kolwezi. Je ne dis pas que les situations soient analogues, mais, au plan logistique, la montagne libanaise peut se trouver secourue et appuyée militairement », a-t-il dit. De son côté, le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, a estimé sur Europe 1 que la France, avec son aide humanitaire, « s'est pas mal couchée pour finalement extirper douze blessés ». — (AFP.)

### Accord en vue entre M. Kouchner et les musulmans

(Suite de la première page.)

Tout le week-end, les duels d'artillerie opposant les brigades à majorité chrétienne, fidèles au général Aoun, aux partis nationaux appuyés par l'artillerie syrienne, et les unités de l'armée libanaise dépendant du gouvernement à majorité musulmane, de M. Salim Hoss ont secoué Beyrouth et le pays chrétien. Aucune région n'a été épargnée, et la journée du dimanche 16 avril restera à jamais gravée dans les mémoires à Beyrouth-Ouest.

Le cœur du secteur à majorité musulmane de Beyrouth n'avait plus connu de jour aussi noir depuis l'invasion israélienne de 1982. De 13 heures à 15 heures, quasiment sans interruption, des obus de 155 millimètres, des roquettes de types Grad, des mortiers, se sont abattus sur environ 1 kilomètre carré, densément peuplé et pris systématiquement pour cible. Deux heures d'enfer, qui se sont arrêtées comme par miracle, les ambulances commençant alors à sillonner la ville toutes sirènes hurlantes. Dans les rues, on ne comptait plus les voitures calcinées achevant de se consumer alors que les pompiers, en manque d'eau, avaient bien du mal à éteindre les multiples incendies, dont l'un au ministère de l'Information.

Les rues, recouvertes de gravas, de verre brisé, de fils électriques arrachés, défoncées par les obus, offraient le spectacle d'un enfer. Sur le bord d'un trottoir, dans une Mercedes toutes portes ouvertes et trouée par les éclats d'obus, trois personnes gisaient dans leur sang. Par petits groupes, les habitants hébétés sont sortis constater les dégâts et arracher de leur appartements, dont certains encore en flammes, les quelques objets à sauver. Les bombardements ont été particulièrement intenses dans la région de Dar-el-Farwa, siège du mufti sunnite de la République, le cheikh Hassan Khaled, et près du domicile de M. Salim Hoss, à El-Hamra, où tous les médecins de l'hôpital américain ont été rappelés d'urgence devant l'affluence des blessés.

Beyrouth-Est et le pays chrétien n'ont pas non plus été épargnés par ce carnage, et c'est dans sa résidence attenant de plein fouet par un obus, alors qu'il attendait des invités pour le déjeuner, que l'ambassadeur d'Espagne, don Pedro Manuel de Aristegui, a été tué ainsi qu'une de ses filles, son beau-père, l'écrivain libanais Toufic Youssef Awwad, et deux autres personnes. La femme de l'ambassadeur et ses deux enfants ont été blessés. Samedi, c'est dans son appartement, au cœur d'Achrafieh, qu'avait aussi été tué le député du Kesrouan, Louis Abou Charaf.

Tout aussi intenses mais moins concentrés, parce que frappant une plus grande surface, les bombardements sur le pays chrétien ont touché comme d'habitude Baabda, siège du gouvernement du général Aoun et quartier résidentiel des diplomates français, Yarzé, Hazmilyé, et Achrafieh, et pour la première fois aussi durablement, Jbaïl, à la limite nord du pays chrétien et Joumblatt, cœur du Kesrouan maronite, particulièrement visé depuis vendredi.

#### Un déluge de feu

Devant ce déluge de feu qui s'abat indistinctement et quasi uniquement sur elle, la population, toutes confessions confondues, craque. Dans sa grande maison entourée d'un jardin où fleurit le jasmin, en pleine banlieue sud chûite, Ali avoue : « Jusqu'à quand nos cœurs pourront-ils tenir ? C'est la première fois que je me sens aussi épuisé. J'ai vécu depuis deux ans et demi en état de guerre perpétuelle, mais cette fois ce n'est pas la même chose. La population est partie, la banlieue est vide, mais surtout, c'est la première fois que nous affrontons une guerre dont nous n'arrivons pas à maîtriser les règles. Avec les bombes qui tombent sans crier gare à toute heure du jour ou de la nuit, on ne sait plus quoi faire ». Partout c'est le même refrain. Un mois dans les abris ou un mois sans sortir de chez soi à tourner en rond, c'est trop, beaucoup trop pour une guerre qui n'a pas mobilisé les énergies, tant le but à atteindre est irréaliste. « Je ne me reconnais plus, confie une jeune femme. J'ai vécu le siège israélien, mais maintenant, quand un obus tombe, je deviens hystérique. Mes enfants tremblent des heures durant quand les obus pleuvent et que j'ai peur de faire ? Partir, mais où et avec quel argent ? » A Beyrouth-Est, les habitants quittent par centaines chaque soir le port de Jounieh pour Chypr. A Beyrouth-Ouest, les Chûites ont déjà en majorité rejoint le sud du pays ou la Bekaa, et les hôtels de Damas affichent complet depuis un mois.

#### Privés d'électricité

Un nouveau coup très dur a frappé la population et menacé à terme tout ce qui reste d'activités au Liban : l'arrêt de la centrale électrique de Zouk, la plus importante du pays. Zouk, qui alimente les deux secteurs de Beyrouth, l'ensemble du pays chrétien, et une partie de la plaine orientale de la Bekaa, s'est en effet arrêté dimanche à 11 h 20 faute de carburant, privant d'électricité plus de deux millions de Libanais.

Avec l'arrêt de cette centrale, qu'il faudra dix jours, quel qu'il arrive maintenant, pour remettre en marche, la situation devient critique aussi pour les hôpitaux et les centres téléphoniques. Ceux-ci ne dépendent plus que de leurs générateurs à essence, qu'il faut faire reposer toutes les huit heures. « En quarante ans de guerre, c'est la situation la plus critique que nous ayons connue », affirme le directeur de l'électricité du Liban.

Ces données pessimistes, comme le temps qui passe, jouent contre le général Aoun, qui a subi dimanche le premier avertissement de la part de son propre camp. La tentative de cessez-le-feu négociée pour douze heures par M. Georges Saadé, président du Front libanais (coalition des partis et de la milice chrétienne), directement avec M. Salim Hoss et le président du Parlement, M. Hussein Hussein, en accord avec le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Stéir, marque en effet le premier signe officiel de défiance des leaders politiques chrétiens envers le général Aoun.

Certes, M. Saadé avait pris contact avec lui, mais pour s'entendre dire que l'armée ne faisait que répondre aux tirs, donc, en bref, que le général n'était pas concerné par cet appel. De son côté, M. Hoss approuvait ce cessez-le-feu, et le général Sami Khatib, commandant en chef provisoire de l'armée à majorité musulmane, donnait l'ordre à ses propres troupes et aux partis nationaux alliés de Damas de stopper les tirs.

#### Fissure

dans le camp chrétien

Dans les milieux musulmans, on interprète d'ailleurs les deux heures d'enfer sur Beyrouth-Ouest comme la réponse du général Aoun à la proposition de M. Saadé. « Il devait démontrer que c'est lui le chef, lui qui tient les canons, et qu'aucun cessez-le-feu ne peut se faire sans lui », nous disait ainsi dimanche soir un politicien de l'Ouest. Mais si le geste de M. Saadé signifie que les alliés naturels du général Aoun commencent à prendre conscience du danger qu'il représente en premier pour les chrétiens ; ces morts n'auront pas été inutiles.

Politiquement, en effet, la démarche de M. Saadé, qui avait d'autre part proposé la mise sur pied d'un comité politico-militaire libanais pour superviser ce cessez-le-feu, alors que le général Aoun ne veut entendre parler que d'un comité libano-syrien, car il estime que seule la Syrie dirige la guerre, est une fissure dans le camp chrétien. Celle-là va-t-elle s'agrandir ? Il est trop tôt pour le dire, tant les chrétiens du « rédit » sont déchirés entre leur fidélité aux thèses défendues par le général Aoun et leur conviction qu'elles ne peuvent aboutir de la manière qu'il a choisie.

C'est pourtant sur eux que compte d'abord l'établissement politique de l'Ouest pour trouver une solution à ce qu'est devenu pour eux le « cas » Aoun. Si les dirigeants chrétiens sont tous convaincus que rien ne pourra être fait avec lui, ils ignorent comment l'éliminer. C'est aujourd'hui la seule question que se posent les alliés de Damas, qui savent qu'en tout état de cause, il a dépassé depuis longtemps, pour la Syrie, toutes les « lignes rouges ».

Dans ce contexte, la question de l'aide humanitaire française paraît bien subsidiaire. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, s'est brièvement rendu dimanche à Beyrouth-Ouest pour déjeuner avec le personnel chargé de garder les locaux de la chancellerie, après avoir passé la nuit dans l'abri de la résidence de l'ambassadeur de France. Il n'a quasiment pu en de contacts politiques depuis vendredi. Après l'évacuation à la sauve, le

dans la nuit de vendredi à samedi, de douze blessés du secteur chrétien, les obstacles demeurent toujours en ce qui concerne la même opération et la livraison de vivres et de médicaments au secteur à majorité musulmane.

#### Le « cinéma français »

M. Salim Hoss s'est, pour sa part, samedi, déclaré « surpris » de cette opération, « surtout que la France insistait pour que l'aide soit distribuée simultanément dans les deux régions ». Cette affaire lui servira-t-elle de prétexte pour revenir sur l'accord qu'il avait officiellement donné à la distribution de l'aide française ? Peut-être, si l'intransigence de M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste à majorité chrétienne, demeure. La crédibilité de son gouvernement est toutefois en jeu et c'est pour cela que son ministre de l'Intérieur, M. Abdallah Racy, s'est rendu samedi à Damas pour tenter d'obtenir de la Syrie qu'elle fasse pression sur M. Joumblatt.

Celui-ci accepte l'aide de la France, mais à des conditions — levée du blocus des ports et réactivation du comité de sécurité libanais — inacceptables pour le général Aoun. Si une solution peut être trouvée — mais rien n'est encore sûr — pour l'évacuation des blessés à la fois pour sauver la face du gouvernement Hoss et pour faire un geste à l'égard de la France après le message très conciliant de M. Mitterrand, une chose est sûre : le pétrolier français Penhros n'arrivera pas directement à Zouk.

« Tant que le blocus n'est pas levé, il n'y aura rien, nous affirmait dimanche soir M. Marwan Hamadé, conseiller de M. Joumblatt. Si les Français veulent nous livrer du fuel, qu'ils le fassent à Tripoli (port du Liban du Nord sous contrôle de l'armée syrienne) et nous le livrerons par camions-citernes jusqu'à Zouk. Le cinéma français nous a coûté très cher et il a provoqué beaucoup plus de morts et de blessés que les douze recueillis par le navire-hôpital la Rance ».

M. Kouchner, arrivé il y a une semaine au Liban, n'entendait toutefois pas dimanche soir renoncer à sa mission qui n'a pas, c'est le moins que l'on puisse dire, convaincu les Libanais des deux camps. Face aux événements de ces dernières quarante-huit heures, qui n'ont fait qu'ajouter une page sanglante à la tragédie que vit le Liban depuis plus d'un mois, la simple compassion ne suffit pas.

FRANÇOISE CHIPAUX.

### La mort de l'ambassadeur d'Espagne

#### Pedro Manuel de Aristegui était un habitué des situations difficiles

MADRID de notre correspondant

M. Pedro Manuel de Aristegui, ambassadeur d'Espagne, qui vient d'être tué à Beyrouth, était un habitué des situations difficiles.

Avant de diriger la représentation diplomatique espagnole au Liban, il avait notamment été chef de mission au Nicaragua durant l'époque la plus « chaude » de la révolution sandinista. Il avait ensuite été nommé gouverneur civil de la province basque de Guipuzcoa — lui-même était originaire d'Irun, — ce qui avait fait de lui une cible privilégiée de l'ETA.

Peu après son arrivée à Beyrouth en 1984, il avait été enlevé par deux jeunes Libanais chûites, qui tentaient d'obtenir de la sorte la libération de deux membres de leur famille emprisonnés en Espagne suite à un attentat contre un diplomate libyen. Il avait finalement été libéré au bout de quelques heures... et avait accepté peu après une invitation à déjeuner au domicile de ses ravisseurs. Un geste très caractéristique de cet homme qui, lui-même marié à une Libanaise, tentait de maintenir de bonnes relations avec toutes les communautés en présence dans la capitale libanaise.

Sa mort n'a jusqu'ici suscité que de prudentes réactions à Madrid. Les responsables diplomatiques espagnols se sont contentés de déplorer l'accident, en excluant pour le moment toute préméditation de la part des troupes syriennes, qui sont apparemment à l'origine du tir de l'obus qui a explosé sur l'ambassade.

Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordóñez, a réuni, dans la soirée de dimanche, le cabinet de crise de son ministère afin d'examiner les mesures à prendre. Le directeur général du Proche-Orient et de l'Afrique au ministère, M. Jorge Descallar, devait se rendre dès lundi, dans un avion de la force aérienne, à Beyrouth, afin de réaliser les démarches permettant le rapatriement du corps de M. Aristegui et d'enquêter sur les circonstances exactes de sa mort.

L'hypothèse d'une fermeture de la représentation espagnole à Beyrouth ne semble pas devoir être retenue par le gouvernement, surtout à un moment où Madrid exerce la présidence de la Communauté. Au sein des Douze, l'Espagne constitue traditionnellement l'un des pays les plus sensibles aux thèses des pays arabes.

Th. M.

### L'écrivain Toufic Youssef Awwad parmi les victimes

Toufic Youssef Awwad, mort à soixante-dix ans aux côtés de son gendre, l'ambassadeur d'Espagne à Beyrouth, était un maronite de la région de Bickfaya. Cet écrivain, qui fut aussi journaliste et diplomate — notamment ambassadeur à Rio-de-Janeiro — laisse une œuvre littéraire importante, de facture classique, mais novatrice dans son inspiration. Tous ses livres romanesques, nouvelles et de magnifiques poèmes courts — sont écrits en langue arabe, dans un style que ses commentateurs s'accordent à qualifier de « pur et simple ».

Son roman *Le Pain* (1939) — récit de la famine dans la montagne libanaise, causée par le blocus turc pendant la première guerre mondiale — lui valut un grand succès et est désormais considéré comme le roman majeur de la littérature arabe.

de l'entre-deux-guerres. Auparavant, Toufic Youssef Awwad avait publié deux livres : *L'enfant boiteux et la Chemise de laine* (tous deux en 1937). Devaient suivre (pour ce qui concerne sa production romanesque) : *les Vagabonds* (1944), *le Taise et l'Interprète* (1962), *la Possession des jours* (1963), *les Caravanes du temps* (1973), *les Moulins de Beyrouth* (1973), *la Récolte d'une vie* (1983). En 1974, Awwad a été cité par l'UNESCO parmi les « grands écrivains mondiaux représentatifs de leur époque ».

On trouve — en français — des extraits significatifs de son œuvre dans *l'Anthologie de la littérature arabe moderne* de Raymond et Laura Makarius (Editions du Seuil).

### Arrivée en France des chrétiens libanais évacués à bord de « la Rance »

L'opération Acanthe, réalisée dans la nuit du vendredi au samedi 15 avril au large de Jounieh au Liban, a connu son épilogue dimanche soir avec l'arrivée en France de onze des douze chrétiens libanais qui avaient été évacués à bord du navire-hôpital français la Rance.

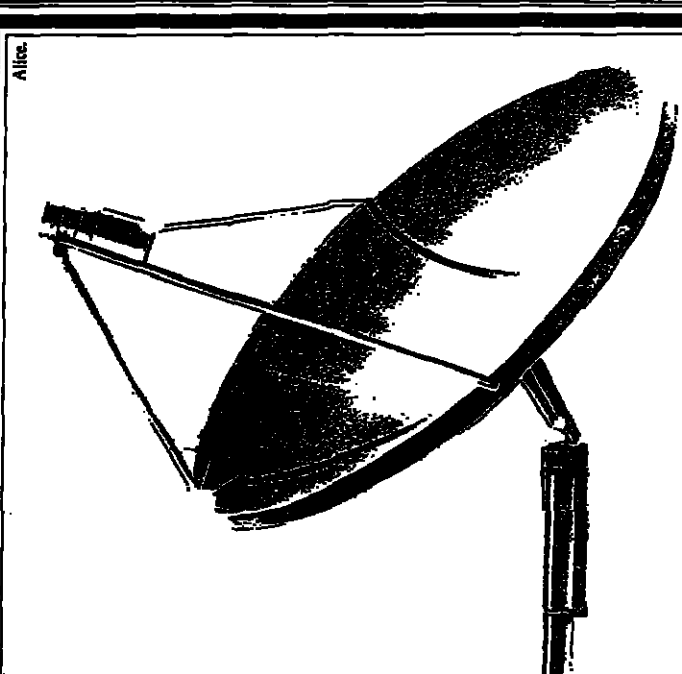
Grièvement blessés lors des bombardements, ils ont été soignés à bord d'un Transatlantique de l'armée de l'air d'Orléans dimanche matin pour Larnaca, où ils avaient d'abord été conduits. L'avion a atterri sur la base aérienne de Villacoublay.

Le secrétaire d'Etat chargé de la famille, M<sup>me</sup> Hélène Dorzac, venue les accueillir au nom du gouvernement français, est aussitôt montée à bord pour leur rendre visite, avant leur prise en

charge dans des ambulances de l'armée ou des sapeurs-pompiers qui devaient les conduire dans divers hôpitaux civils de la région parisienne.

Cinq des blessés ont été sortis sur des civières, enveloppés dans des couvertures isolantes, quatre hommes et une femme, qui tenait son sac à main posé sur son ventre. Les autres, dont trois enfants, ont rejoint, pour la plupart, leur ambulance, soutenus par des pompiers et des infirmiers.

M<sup>me</sup> Dorzac, peu avant leur arrivée, avait déclaré qu'elle tenait « à apporter le soutien du gouvernement français à tous les blessés » et qu'elle souhaitait que la France puisse « accueillir d'autres Libanais blessés, quels qu'ils soient ».



### LA TÉLÉVISION EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Par Hervé Michel

Face aux mutations profondes de l'ensemble des systèmes télévisuels, Hervé Michel nous éclaire sur la structure des télévisions de nombreux pays, sur leur mode de fonctionnement, sur leur audience, et sur leur financement : ce livre est une véritable banque de données de l'audiovisuel mondial.

Collection « Politique d'aujourd'hui » 176 pages - 85 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## Proche-Orient

## ISRAËL

## La droite du Likoud critique le projet d'élections dans les territoires occupés

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Couvre-feu sur toute la bande de Gaza, l'ensemble des camps de réfugiés et la quasi-totalité des villes de Cisjordanie : près d'un million de résidents des territoires occupés ont été confinés à domicile dimanche 16 avril. La mesure, assez exceptionnelle, avait été décidée à l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat d'Abou Jihad (Khalil Al Wazir), le numéro deux de l'OLP, tué à Tunis par un commando israélien, le 16 avril 1988.

Les militants nationalistes avaient appelé à une « journée d'effort » à la mémoire de celui qui fut tout à la fois le chef militaire de l'OLP, le « responsable » des territoires et le parrain de nombreuses opérations terroristes. En dépit du dispositif mis en place par l'armée israélienne, plusieurs affrontements ont, en effet, eu lieu. Trois Palestiniens ont été tués, dont un garçon de dix ans. La journée de samedi s'était soldée par deux autres morts, ce qui porte à dix le nombre de Palestiniens tués dans les territoires depuis jeudi dernier, date de l'affrontement dans le village de Nabalin (dont les autorités maintiennent qu'il a fait quatre morts et non pas six ou sept comme l'ont assuré certaines sources pale-

niennes). Cependant, le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, s'est heurté à une vive opposition au sein de son propre parti, le Likoud (droite), lorsqu'il a présenté au conseil des ministres son projet d'organiser des élections dans les territoires occupés. Il n'y a pas eu de vote, le gouvernement se contentant de déléguer à un « comité d'experts » le soin d'étudier les modalités d'un tel scrutin. Aucune échéance n'a été fixée, mais M. Shamir, pressé par les Etats-Unis, a annoncé que cette phase préparatoire ne « devrait pas durer longtemps ». Il a reçu un soutien sans réserve du côté travailliste, tout particulièrement de la part du ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, qui a largement inspiré cette initiative.

Les seules critiques contre le plan de M. Shamir sont venues du Likoud, notamment de M. David Lévy, vice-premier ministre et ministre de la construction. Il s'est fait le porte-parole de nombreux responsables de la droite en expliquant : « De telles élections vont faire élire les dirigeants de l'Unité (l.-j.). Nous allons donner à l'OLP, sur un plateau d'argent, la représentation de la population des territoires. »

Ce débat a eu lieu au moment où plusieurs informations laissent penser que certains milieux nationalistes

des territoires, proches de l'OLP, auraient souhaité que la centrale palestinienne ne réponde pas de manière aussi négative qu'elle l'a fait au projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza. En visite au Caire, des personnalités nationalistes de Cisjordanie, MM. Fayal Hussini et Said Kanana, notamment, ont expliqué qu'un tel projet pourrait être acceptable à condition d'être assorti de garanties précises : le retrait partiel de l'armée israélienne de certains secteurs, une supervision internationale du scrutin et, surtout, l'assurance écrite que l'OLP serait associée à la négociation finale sur le statut des territoires à l'issue d'un régime intérimaire de courte durée.

ALAIN FRACHON.

[A Tunis, M. Arafat a affirmé dimanche que l'OLP acceptait des élections sous deux conditions : qu'elles se déroulent après l'expulsion des forces israéliennes des territoires occupés, et sous la supervision de l'ONU. Il a par ailleurs déclaré que l'OLP demandait son accord à une « période transitoire » (avant la solution définitive du problème palestinien) « de quelques mois au cours de laquelle les forces de l'ONU seraient stationnées » dans ces mêmes territoires.

« Je dis au président Bush, a-t-il poursuivi : « Ne nous traitez pas plus mal que la Namibie. N'avez-vous pas dit que la Namibie a été libérée, puis « déployement des forces de l'ONU, puis « élections ? » ]

## EGYPTE

## Le maréchal Abou Ghazala est démis de ses fonctions de ministre de la défense

LE CAIRE  
de notre correspondant

Le président Mubarak a procédé samedi 15 avril au remplacement du maréchal Abdel Halim Abou Ghazala à la tête du ministère de la défense. Nommé assistant du président de la République, il a été remplacé par le général Yousef Sabri Abou Taleb, jusqu'à la gouvernance du Caire. « Assistant du président de la République » est en Egypte un titre synonyme de « retraite honorable pour services rendus par un haut fonctionnaire ». Comme d'autres assistants du président le maréchal Abou Ghazala a inauguré ces nouvelles fonctions en se rendant dimanche en Irak pour remettre un message du président Saddam Hussein.

Longtemps considéré comme l'homme fort du régime, le maréchal Abou Ghazala (cinquante-neuf ans) semblait inamovible. Il détenait depuis huit ans le portefeuille de la défense. Commandant de l'artillerie durant la guerre de 1973 et nommé ministre de la défense par Sadate en 1981, il avait réussi à rester en place contre vents et marées et avait été promu maréchal en 1982 par le nouveau régime.

Lors de l'affaire du piratage de l'Achille-Lauro par un commando palestinien en octobre 1985, des signes de méfiance entre le maréchal et le président étaient apparus, mais quelques mois plus tard, en

février 1986, le maréchal faisait preuve de loyalisme en venant au secours du gouvernement menacé par la rébellion des conscrits de la police.

A la veille de la réélection du président Mubarak pour un second mandat de six ans en octobre 1987, certains donnaient le maréchal comme un vice-président potentiel. Mais le vote plébiscitaire, ce poste restait vacant et, depuis, l'étoile du maréchal a progressivement pâli.

Il avait été indirectement la cible du FMI, car il refusait obstinément une réduction substantielle du budget de l'armée dans le cadre des mesures d'austérité économique.

En 1986, le maréchal Abou Ghazala avait, selon de bonnes sources, victorieusement résisté aux pressions du premier ministre, M. Ali Loufi, qui exigeait que l'armée paye ses dettes (4,5 milliards de dollars aux seuls Etats-Unis), grâce aux revenus des ventes d'armes à l'étranger (Irak).

ALEXANDRE BUCCIANTI.

[Le nouveau ministre de la défense, le général Yousef Sabri Abou Taleb, soixante ans en mai, est comme son prédécesseur issu de l'artillerie. Diplômé de l'académie militaire en 1948, il a commandé l'artillerie de la III<sup>e</sup> armée durant la guerre de 1973. Adjoint au ministre de la défense en 1980, le général Abou Taleb a été nommé gouverneur du Nord-Sinaï puis ministre du développement populaire, avant de devenir gouverneur de la province du Caire en 1983.]

## Diplomatie

La réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE

## Les Douze s'efforcent de coordonner leurs politiques en direction des pays de l'Est

GRENADE  
de notre envoyé spécial

La session de coopération politique qui a rassemblé les ministres des affaires étrangères des Douze ainsi que la Commission européenne, les 15 et 16 avril à Grenade a principalement porté sur les relations Est-Ouest.

« L'Europe doit formuler une nouvelle politique à l'égard de l'Est et apporter son soutien aux efforts de réforme qui sont accomplis », a estimé M. Hans Dietrich Genscher. Aux yeux du ministre allemand des affaires étrangères, les élections soviétiques ont clairement montré que la perestroïka ne concernait pas uniquement une minorité d'intellectuels et que l'intérêt de l'homme de la rue ne se limitait pas aux seuls problèmes matériels. La plupart de ses collègues ont brodé sur le même thème. Sir Geoffrey Howe, le secrétaire au Foreign Office, a incité la Communauté à se tenir prête à aider la Pologne et la Hongrie.

M. Jacques Delors, quant à lui, s'est félicité de voir les pays de la

CEE traiter enfin des relations avec l'Est sans distinguer artificiellement problèmes politiques et problèmes économiques. « Nous avons besoin d'une appréciation globale et d'une action cohérente même s'il faut l'appliquer ensuite à chacun des pays de l'Est selon ses mérites. Il est devenu nécessaire que nous modernisons notre politique à l'égard de ces pays. Et, ce dimanche, nous avons fait un pas important dans cette voie. On peut ainsi envisager l'espoir que la Communauté devienne un acteur de plus en plus présent dans les relations Est-Ouest », a commenté le président de la Commission.

Cependant, les nouvelles venant de l'Est ne sont pas toutes réconfortantes. M. Roland Dumas a ainsi indiqué que les informations concernant les six anciens dirigeants roumains qui ont récemment écrit au président Ceausescu pour protester contre le programme de « systématisation » des campagnes étaient plutôt inquiétantes. Les Douze ont estimé nécessaire de maintenir la pression sur les autorités de Bucarest. Selon M. Van Den Broek, le

ministre néerlandais, il n'y a pas lieu d'envoyer la reprise des négociations en vue de la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Roumanie.

A propos du Proche-Orient, M. Ordóñez, le ministre espagnol, qui présidait la réunion, a indiqué que la troïka communautaire (les représentants de l'Espagne, de la Grèce et de la France) poursuivait ses contacts avec les pays intéressés par une éventuelle conférence internationale sur la paix. La Communauté « pourrait présenter bientôt de nouvelles recommandations, notamment sur les mesures à prendre dans les territoires occupés avant que ne se tienne la conférence internationale », a indiqué le ministre espagnol.

S'agissant du Liban, M. Ordóñez a résumé ainsi la position des Douze : rétablissement du cessez-le-feu ; appui à la démarche du comité de paix de la Ligue arabe ; efforts pour faire redémarrer le dialogue entre les deux communautés ; soutien aux initiatives humanitaires de la France.

## Des propositions communes sur la dette

Les entretiens de coopération politique avaient été précédés, samedi, par une réunion de travail des Douze avec les sept ministres des affaires étrangères du groupe de Rio (Brésil, Argentine, Mexique, Venezuela, Colombie, Pérou, Uruguay) surtout consacré au problème de la dette. Les ministres latino-américains ont mis en relief les liens existant entre les difficultés financières, politiques et l'évolution politique dans leurs pays.

« Le retour à la démocratie est général en Amérique latine mais il demeure fragile. Il convient non seulement de réduire la dette mais aussi de dégager des ressources nouvelles pour rendre possible le développement », ont-ils expliqué.

La présidence espagnole insiste pour que, en juin, les Douze, lors du conseil européen de Madrid, adoptent sur ce dossier une position commune qui pourrait ensuite être présentée, en juillet, à Paris, au sommet des sept principaux pays industrialisés. Après avoir mis en garde contre les effets d'annonce qui suscitent des déceptions, M. Delors a estimé qu'il faudrait effectivement décider jusqu'à quel point les dettes devaient être réduites et comment procéder. Selon le président de la Commission, un tel geste devrait rester conditionnel : « Un effort d'austérité doit être fait par les pays endettés. On ne peut pas y renoncer mais il faudra se montrer plus compréhensif que dans le passé », a-t-il noté.

PHILIPPE LEBLANC.

## M. Roland Dumas en visite officielle en Pologne

« A l'heure où elle participe activement avec ses onze partenaires de la CEE à la construction du marché unique de 1992, la France a tenu, en relançant sa politique envers les pays d'Europe centrale et orientale, à marquer son attachement traditionnel à des relations amicales et nourries avec l'autre Europe et sa volonté d'être plus présente encore auprès des sociétés de ces pays », a déclaré M. Roland Dumas dans une interview au quotidien polonais Rzeczpospolita publiée dimanche 16 avril, à la veille de son arrivée en Pologne.

Le ministre français, dont la visite à Varsovie précède à celle qu'y fera en juin M. Mitterrand, sera reçu par le général Jaruzelski, ainsi que par le premier ministre, M. Rakowski. Il s'entretiendra également avec le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie. Mardi 18 avril, après s'être rendu sur la tombe du prétre Jerzy Popieluszko, assassiné par la police polonaise en 1984, M. Roland Dumas recevra M. Lech Walesa pour un petit déjeuner à l'ambassade de France. Il se rendra ensuite à Auschwitz avant de regagner Paris dans la soirée.

M. Dumas sera accompagné de plusieurs représentants d'entreprises françaises sur les rangs pour d'importants contrats en Pologne, notamment Spie-Batignolles pour l'aménagement de l'aéroport de Varsovie, CIT-Alcatel pour l'installation d'un centre de transit international et Fraternum.

## A TRAVERS LE MONDE

## Kenya

## L'historien Wa Kinyati se réfugie aux Etats-Unis

L'historien Meina Wa Kinyati, que les autorités kenyennes avaient relâché en octobre dernier après six ans d'emprisonnement, a réussi à gagner New-York, où il a atterri, vendredi 14 avril. Considéré comme un des meilleurs spécialistes de l'histoire kenyenne, et en particulier de la période mau-mau, Wa Kinyati avait reçu, pendant sa détention, le soutien de plusieurs organisations internationales. Il avait notamment été adopté comme prisonnier de conscience par Amnesty International et avait été deux fois lauréat du Pen Club.

Le chercheur kenyen, qui enseignait l'histoire à l'université Kenyatta de Nairobi, avait été condamné en 1982 pour « possession de documents séditieux ». A sa libération, il avait dénoncé publiquement les « tortures morales et physiques » infligées durant ses six années d'incarcération (le Monde du 20 octobre 1988).

Depuis sa sortie de prison, l'historien n'avait pas retrouvé de travail, et sa femme, Mumbi Wa Meina — enseignante, elle aussi, à l'université Kenyatta — s'est vu signifier, à la mi-mars, l'expulsion de son contrat d'origine américaine. Mumbi Wa Meina — qui a perdu, en même

temps que son poste, son logement de fonction — devrait rejoindre son mari à New-York dans les prochaines semaines. — (Corresp.)

## Maroc

## Les organisations de défense des droits de l'homme demandent une amnistie

Dans un communiqué publié samedi 15 avril, le comité de coordination entre la Ligue marocaine de défense des droits de l'homme (proche du parti de l'istiglal — opposition nationaliste) et l'Association marocaine des droits de l'homme (progressiste) demandent qu'une amnistie générale soit décidée pour tous les citoyens poursuivis ou détenus pour des raisons politiques, qu'ils soient condamnés ou non. Le comité réclame la libération de M. Ali Kaddour, appréhendé le 29 mars à sa descente d'avion, à l'aéroport de Rabat-Salé, alors qu'il venait de Paris où il bénéficiait du statut de réfugié politique depuis dix-sept ans, il s'apprêtait à se rendre au congrès de l'Union socialiste des forces populaires (USFP — opposition progressiste).

Pour sa part, la toute nouvelle Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a aussi pris position en soulignant que M. Ali Kad-

dour était revenu de son plein gré au Maroc « parce qu'il avait estimé, comme tous les exilés et les détenus politiques, que la promesse faite dernièrement par le roi Hassan II sur l'élargissement des détenus politiques allait ouvrir une ère nouvelle au Maroc ».

## Vanuatu

## Libération de l'ancien chef de l'Etat

Dernier rebondissement dans la crise politique qui secoue Vanuatu depuis près d'un an, l'ancien président de la République, George Sokomanu, et trois dirigeants de l'opposition, MM. Barak Sopé, Moxime Carlot et Willie Jimmy, ont été remis en liberté, samedi 15 avril, après quatre mois de détention. La cour d'appel de Port-Vila a, en effet, annulé le verdict rendu le 7 mars dernier par la Cour suprême. Les quatre hommes avaient été condamnés pour incitation à la mutinerie des forces armées et tentative de renversement du pouvoir après avoir essayé, à la mi-décembre, de mettre sur pied un gouvernement provisoire opposé à celui du premier ministre, Walter Lini.

A sa sortie de prison, M. Sokomanu a déclaré qu'il entendait « poursuivre ses activités politiques », et que l'ex-roi Walter Lini était sur sa fin. — (Corresp.)

**PHILIPPE HERZOG**

**Europe 92: construire autrement et autre chose**

**LE LIVRE DES EUROPEENNES**

95 F

MESSIDOR EDITIONS SOCIALES

les éditions ouvrières

**LA COMMUNE, SON BUDGET, SES COMPTES**

Guide pratique d'analyse financière

Le best-seller dans la gestion municipale.

10<sup>e</sup> éd. revue et corrigée

Collection "Pouvoir local"

348 pages - 82 F

12 avenue Sœur-Rosalie

75621 Paris Cedex 13

Georges Corm

**L'Europe et l'Orient**

De la balkanisation à la libanisation : histoire d'une modernité inaccomplie

Poursuivant le travail d'analyse et de « démythification » qu'il avait mené dans *Le Proche-Orient éclaté* et *Géopolitique du conflit libanais*, Georges Corm propose dans cet ouvrage magistral une « enquête historique » en profondeur sur les causes des conflits qui déchirent aujourd'hui cette région du monde.

Au départ de cette enquête, un constat : l'étonnant parallélisme entre le processus de violence né en Europe centrale avec avec la « balkanisation » de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et celui qui caractérise aujourd'hui la « libanisation » du Proche-Orient.

Pour Georges Corm, il est essentiel d'en finir avec le jeu des images que se renvoient par miroirs déformants « musulmans » et Européens : c'est la condition pour prendre conscience de l'ampleur des périls que fait peser sur la paix mondiale la situation au Proche-Orient.

150 F

**LA DÉCOUVERTE**



## Diplomatie

### A Bruxelles

Importante manifestation contre la modernisation des armes nucléaires à courte portée

BRUXELLES  
de notre correspondant

Soixante-quinze mille personnes selon les organisateurs, trente mille selon les forces de l'ordre, ont manifesté dimanche 16 avril dans le centre de Bruxelles contre la modernisation des missiles nucléaires à courte portée de l'OTAN. Compte tenu de la position prise quelques jours auparavant par le gouvernement Martens, refusant lui aussi cette modernisation et demandant l'ouverture de négociations, on ne s'attendait pas que les militants pacifistes belges se déplacent en si grand nombre. De nombreux responsables des partis de la coalition au pouvoir étaient parmi eux. Les manifestants, en grande majorité des Flamands, ont exigé la déclassification totale de l'Europe, alors que le gouvernement belge n'a bien entendu pas exprimé cette revendication.

La position du gouvernement belge risque pourtant de poser quelques problèmes au sein de l'OTAN. Alors que les ministres de la défense de l'organisation atlantique doivent se réunir les 19 et 20 avril pour débattre de la proposition américaine de moderniser les missiles à courte portée, il est en effet le seul à avoir pris une position aussi tranchée.

Ainsi les Allemands, s'ils ont fait comprendre qu'ils étaient favorables à l'ouverture de négociations, n'ont pas encore formulé leur position officielle. Le vice-ministre des affaires étrangères soviétique, M. Viktor Karpov, de passage à Bruxelles, a pour sa part qualifié de « positive et constructive » la position du gouvernement belge.

J.-A. F.

Arrivée à Paris de roi Hussein de Jordanie. — Le roi Hussein de Jordanie est arrivé dimanche après-midi 16 avril à Paris, pour une visite de vingt-cinq heures au cours de laquelle il devait s'entretenir avec le président Mitterrand, lundi, avant de se rendre à Washington. Le souverain jordanien, qui devait d'ailleurs se rendre à Paris, est accompagné de la reine Nouf, du premier ministre Zeid Rifai et du ministre des affaires étrangères Marwan El-Kassab. — (AFP.)

## CHINE

### Hu Yaobang plus encombrant mort que vivant

PÉKIN  
de notre correspondant

M. Deng Xiaoping s'est déçu. Lui qui avait sacré son successeur désigné et ami de longue date, Hu Yaobang, a dû faire publier un hommage dithyrambique du comité central du Parti communiste chinois à son ancien secrétaire général, décédé samedi 15 avril d'une crise cardiaque (le Monde des 16-17 avril).

Le régime a décidé d'organiser des funérailles dignes d'un chef d'Etat pour celui qui avait été remercié comme un malpropre, en janvier 1987, pour avoir commis « des erreurs majeures » face à l'agitation étudiante en faveur de la démocratie. L'« erreur » en question était d'avoir jugé indispensable de donner du mou à la laide au bout de laquelle sont tenus les intellectuels chinois.

Car c'est bien là l'explication de l'apologie funéraire de Hu Yaobang. Il était « un combattant communiste loyal, un grand révolutionnaire prolétaire, un grand homme d'Etat, un communiste politique éminent de l'armée du peuple et un dirigeant de premier plan ayant occupé des fonctions importantes dans le parti pendant longtemps ». Pas un mot sur la crise de 1988-1987 qui lui avait coûté son poste.

L'éloge funéraire, accompagné d'une photographie de la taille des très grands en première page du Quotidien du peuple, n'explique pas les raisons pour lesquelles un si grand homme a été tué de telle façon. Mais les intellectuels et artistes dont il était le favori le font comme une autocritique déguisée de la part du régime, et donc de son patron, M. Deng. Il est vrai qu'entre-temps, les hommes qui avaient « eu la peau » de Hu Yaobang ont été à leur tour envoyés cultiver leur jardin.

Dans les heures qui ont suivi la mort de lui, les affiches mautrassées ont fleuri à l'université de Pékin pour le jour. Plus tard, dans la nuit, des mains

anonymes sont venues déposer quelques gerbes de fleurs en papier blanc, signe de deuil, ornées de poèmes, au pied du Monument aux héros du peuple sur la place Tiananmen. Ce lundi après-midi (heure de Pékin), plusieurs centaines d'étudiants se sont rendus en cortège au pied du monument pour y déposer des gerbes.

Ces gestes n'ont rien d'explicitement contestataire. Mais la vie politique chinoise restant faite de symboles, on se rappelle — toutes proportions gardées — le président de l'hommage funéraire à Zhou Enlai, le 4 avril 1976, en ce même lieu, qui avait tourné à la manifestation d'opposition anti-maciste lorsque des gerbes similaires avaient été envoyées sans préavis par la police.

Le ton des communications montre que le pouvoir sait qu'il marche sur la corde raide. Un hommage insuffisant au défunt, et d'est la porte ouverte à des manifestations d'étudiants mécontents. Un zeste de trop dans le paragraphe, et c'est la feu vert donné à un regain de contestation intellectuelle.

### La succession de M. Deng

Le décès de l'ex-secrétaire général peut conduire M. Deng à parachever le processus de succession qu'il avait engagé en 1987 lors du troisième congrès du PCC. Le rumeur veut qu'il ait l'intention de céder à M. Zhao Ziyang, secrétaire général du PCC, la présidence de la commission militaire du parti. Mais il lui faudra pour cela convaincre ses pairs que son âge — quatre-vingt-cinq ans — l'exige.

La veille de la mort de Hu, la presse officielle publiait des déclarations de M. Li Peng, en visite au Japon, tout à fait inhabituelles. Le chef du gouvernement reconnaissait qu'entre lui et le successeur de Hu, M. Zhao, il y avait des divergences, quoi qu'il fussent d'accord sur le fond, sur la réforme et l'ouverture.

FRANCIS DERON.

## Asie

### JAPON : la visite du premier ministre chinois

### Les industriels nippons restent réservés sur l'avenir de l'économie chinoise

TOKYO  
de notre correspondant

Depuis que la Chine s'est engagée en 1978 dans sa politique d'ouverture, les relations économiques avec le Japon se sont renforcées au point de susciter, comme ce fut le cas en 1985-1986, des réactions de rejet — non exemptes de manipulations de la part des Chinois. Depuis, ces derniers s'efforcent à rassurer leurs voisins japonais, quelque peu refroidis, et à les convaincre d'investir en Chine. Tel était le message des dirigeants chinois lors de la visite à Pékin, en août dernier, de M. Takeshita. C'est avec les mêmes intentions que M. Li Peng, le premier ministre chinois, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, et du ministre chargé des relations économiques avec l'étranger, M. Zheng Ruobin, s'est rendu cette fois à Tokyo.

M. Li Peng, qui a regagné Pékin dimanche 16 avril, a rappelé à ses interlocuteurs que la Chine attendait des Japonais « une meilleure compréhension de l'Histoire » — euphémisme pour les inciter à éviter des déclarations érudites leurs responsabilités dans la guerre, comme ce fut récemment M. Takeshita, — mais il ne s'est guère étendu sur le sujet, apparemment pleinement

satisfait des « regrets » exprimés par l'empereur Akihito.

La préoccupation première des Chinois était d'ordre économique. M. Li a cherché à remédier au scepticisme qu'a suscité dans les milieux d'affaires japonais le programme d'austérité récemment adopté par Pékin, en affirmant que les grandes orientations économiques demeuraient inchangées.

L'accord de garantie des investissements, approuvé la semaine dernière par la Diète, et la création d'un organisme de promotion des implantations japonaises en Chine devaient faciliter une reprise de l'intérêt des entreprises nippones. Aux termes du nouvel accord, les sociétés conjointes sino-japonaises relèveront désormais de la même législation que les entreprises chinoises.

Mais les industriels japonais restent réservés sur l'avenir de l'économie chinoise : l'inflation, la corruption rampante et un programme d'austérité qui va avoir pour effet une contraction des exportations japonaises les incitent au pessimisme. La plupart pensent que « le médicament sera pire que le mal » : beaucoup de contrats ont déjà été annulés par les Chinois. Pour les Japonais, le rêve du marché d'un peu plus d'un milliard de consommateurs a fait long feu.

Le Japon arrive en troisième position, après Hongkong et les États-Unis, en ce qui concerne les implantations en Chine. En 1988, les exportations nippones se sont chiffrées à 9,4 milliards de dollars (+14,9%), tandis que les importations s'élevaient à 9,8 milliards (+33%). En revanche, les échanges avec Taiwan, qui ont atteint 23 milliards de dollars en 1988, dépassent le commerce avec le continent.

### Les transferts de technologie

Sejet de satisfaction pour les Chinois : il a été décidé au cours de la visite de M. Li Peng qu'une rencontre aurait lieu en mai prochain afin d'accélérer les transferts de technologie japonaise vers la Chine.

Sur le plan politique, M. Qian Qichen a déclaré que la Chine était prête à aider le Japon à améliorer ses relations avec la Corée du Nord et à faciliter la libération des deux pêcheurs japonais actuellement détenus par les autorités de Pyongyang. C'est la première fois que la Chine propose aux Japonais d'intervenir en leur faveur auprès de la Corée du Nord. Les observateurs interprètent cette initiative comme significative du souci de Pékin de remédier à un isolement diplomatique croissant de Pyongyang qu'ils estiment dangereux.

PHILIPPE PONS.

### La cote de popularité de M. Takeshita est tombée à 3,4 %...

TOKYO  
de notre correspondant

Selon un sondage d'opinion, publié le dimanche 16 avril par l'agence Kyodo, la cote de popularité du premier ministre, M. Takeshita, est tombée à 3,4 %. 87 % des personnes interrogées sont hostiles à son gouvernement. Certains commentateurs politiques affirment que de tels résultats devraient être interprétés par le premier ministre comme un « ultimatum ». Le mois dernier, la popularité de M. Takeshita était aux alentours de 10 %.

La prestation à la Diète, lorsqu'il reconut avoir reçu de l'argent de Recruit, ne semble guère avoir relevé son prestige.

Dans les milieux politiques, on estime que M. Takeshita ne compte toujours pas se démettre et qu'il répondra, vraisemblablement, aux vœux de l'opinion publique en dissolvant le Parlement : une double élection, au lendemain du sommet de Paris où M. Takeshita entend bien se rendre, étant la meilleure chance pour le PLD de limiter une défaite probable.

Défaite qui risque d'être d'autant moins cuisante que l'opposition est loin de constituer une alternative convaincante. Lorsque ses intérêts partisans sont en jeu, elle commence par rompre allégrement la coalition qu'elle entend former : dimanche, pour l'élection du maire d'Osaka, les partis de la « coalition » (PS, Komeito et PSD) se sont alliés avec les libéraux démocrates, dont ils dénoncent à grande cris la « corruption », contre le maire sortant, communiste (qui a été battu).

PHILIPPE PONS.

## SRI-LANKA

### Colombo accepte des négociations avec les rebelles tamouls

Le gouvernement sri-lankais a répondu positivement, dimanche 16 avril, à la proposition d'ouverture de « dialogue » que lui avait transmise la veille le LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul). Le président Ranasinghe Premadasa a demandé au chef des séparatistes tamouls, M. Prabhakaran, de nommer ses représentants afin que des pourparlers puissent s'engager rapidement. Trois jours auparavant, le LTTE avait répondu par la négative à l'offre de cessez-le-feu et d'amnistie du président Premadasa, indiquant que le préalable était le départ de l'armée d'oppression indienne. D'autre part, vingt et un soldats ont été tués samedi dans une

embuscade tendue par les Tigres tamouls dans la zone de Vavuniya (nord de l'île). Les Tigres pourraient tenter de négocier avec M. Premadasa un calendrier de retrait des troupes indiennes (Colombo a d'ailleurs annoncé le retrait de sept mille soldats indiens dans les prochaines semaines, et reprendre leur lutte une fois ce retrait intervenu). — (Corresp.)

Une analyse de l'œuvre de Guy LADREIT de LACHARRIÈRE : les contributions de spécialistes sur les domaines d'activité de celui qui fut l'un des grands diplomates français.

MASSON III



LIVRES  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

SCANDITOURS

### CHARME ET LUMIÈRE DU NORD

48 PAGES DE BEAUTÉ ET D'AUTENTICITÉ

VOYAGES INDIVIDUELS  
CIRCUITS ACCOMPAGNÉS  
CROISIÈRES

**NORVÈGE  
FINLANDE  
LAPONIE  
SUÈDE  
DANEMARK  
GROENLAND  
ISLANDE**

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agence de voyages ou à SCANDITOURS : 10, rue Auber 75009 Paris  
Tél. : (1) 47 42 80 00

### ATHENES

VOL ALLER RETOUR  
DÉPART DE PARIS  
À PARTIR DE

**990 F**

50, RUE RAMBUTEAU  
42 73 10 64 - 36 15 NF

NOUVELLES FRONTIÈRES

(Publié)  
**CHAQUE MERCREDI  
DANS LE DATÉ JEUDI**  
**LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
du Monde**  
C'est + de choix d'affaires  
en vente et en location  
C'est une exclusivité  
du Monde :  
« La Sélection des Institutions »



### Fnac Service développe une nouvelle génération de labos-photos.

Pour tous ceux qui vivent la photo de façon passionnée, Fnac Service, spécialiste travaux-photo de la Fnac, a créé un nouveau concept de magasin-laboratoire : Espace Image. Doté de matériels aux technologies avancées, Espace Image vous propose un traitement haut-de-gamme de l'image réalisé en un temps record. Pour tous les travaux, Espace Image a réduit le délai d'attente. Compris entre 1 et 4 heures, ce maximum est garanti par la Fnac.

Et comme toute passion a besoin d'être alimentée, et partagée, Espace Image vous propose un choix très pro de films, cassettes audio et vidéo ainsi que des press-book, albums et cadres.

Espace Image, un nouveau lieu privilégié pour tous les passionnés de photo.



DRIING...

JP 11/15/89

Ici C

le ne

... ne

Ici C

le ne

... ne

Ici C

le ne

... ne

Ici C

le ne

... ne

Ici C

le ne

... ne

Ici C

le ne

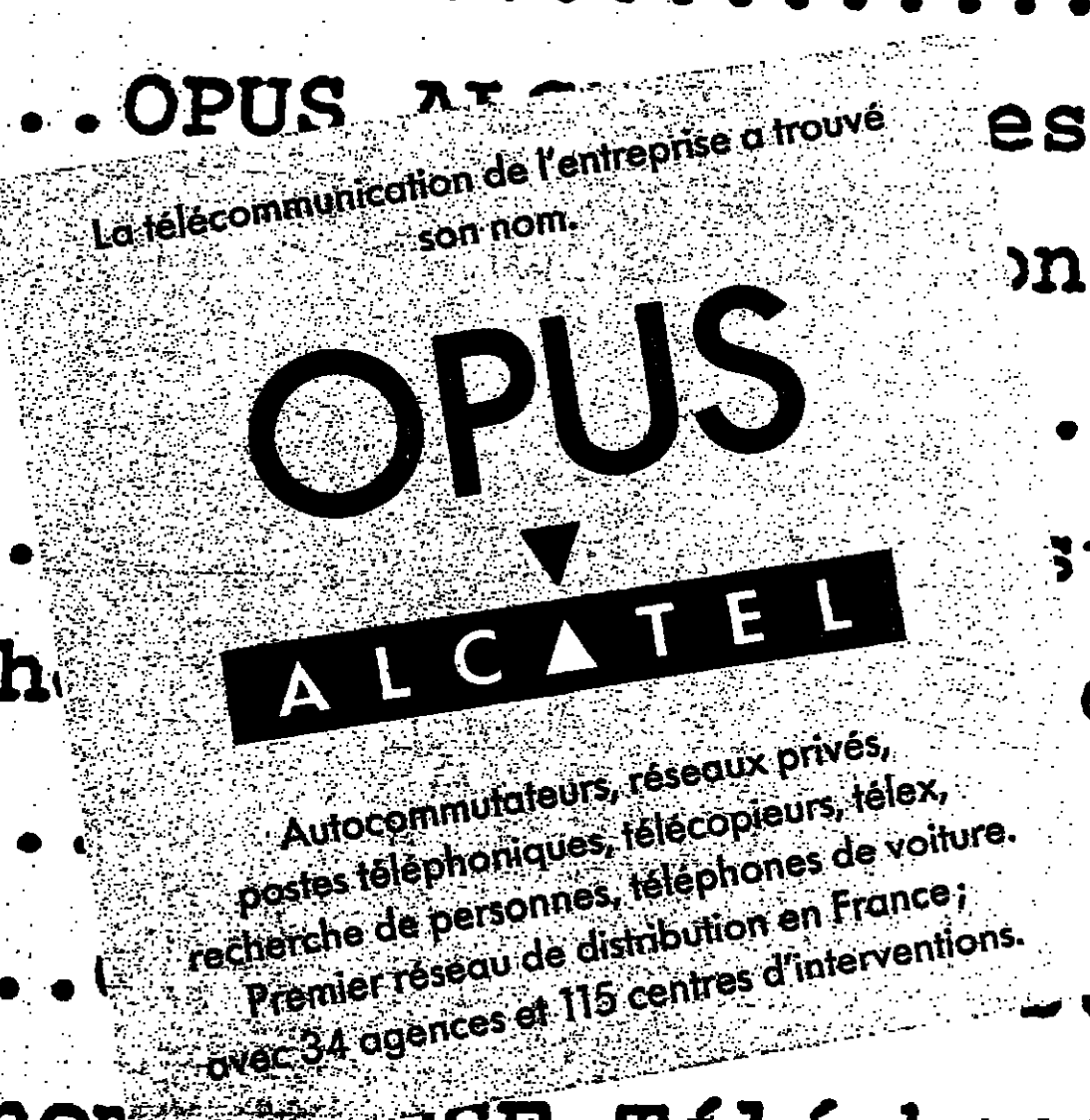
... ne

Ici C

le ne

... ne

... Le Monde • Mardi 18 avril 1989 7

Ici OPUS ALCATEL.....OPUS ALCATEL,c'est  
le nouveau nom de Thomson CSF Téléphone  
...ne quittez pas.....  
Ici OPUS ALCATEL.....OPUS ALCATEL,c'est  
le nouveau nom de Thomson CSF Téléphone  
...ne quittez pas.....  
Ici OPUS ALCATEL.....OPUS ALCATEL,c'est  
le nouveau nom de Thomson CSF Téléphone  
...ne quittez pas.....  
Ici OPUS ALCATEL.....OPUS ALCATEL,c'est  
le nouveau nom de Thomson CSF Téléphone  
...ne quittez pas.....  
Ici OPUS ALCATEL.....OPUS ALCATEL,c'est  
le nouveau nom de Thomson CSF Téléphone  
...ne quittez pas.....  


La télécommunication de l'entreprise a trouvé son nom.

**OPUS**

**ALCATEL**

Autocommutateurs, réseaux privés,  
postes téléphoniques, télécopieurs, télex,  
recherche de personnes, téléphones de voiture.  
Premier réseau de distribution en France;  
avec 34 agences et 115 centres d'interventions.

Ici OPUS ALCATEL.....OPUS ALCATEL,c'est  
le nouveau nom de Thomson CSF Téléphone  
...ne quittez pas.....



# Europe

ITALIE : fin du troisième maxi-procès

## Le « pape » de la Mafia sicilienne a été acquitté

A l'issue du troisième maxi-procès contre la Mafia sicilienne, qui avait débuté il y a un an, la cour d'assises de Palerme a prononcé, samedi 15 avril, 40 condamnations, dont 6 à la réclusion à perpétuité, et 82 personnes ont été acquittées. Parmi elles, Michele Greco, qui était le chef présumé de l'organisation selon des témoignages de mafieux « repentis ».

ROME  
de notre correspondant

« Quel ?... Vous êtes sûr ? ». Sous-tribunal, l'avocat de Michele Greco, dit le « pape » de la Mafia sicilienne, opine vigoureusement du chef et fait le signe de la victoire. Il est 13 h 30, samedi 15 avril, dans le tribunal-bunker dressé à l'intérieur même de la prison d'Ucciardone, à Palerme.

Dans la cage de l'accusé numéro 20, le vieux « parrain » sexagénaire, droit comme un « i », mais sourd comme un pot, n'a pas entendu l'incroyable sentence prononcée par Giuseppe Prinzivalli, le président de la cour d'assises : « Michele Greco est acquitté des faits ».

Sous le casque blanc de l'épaisse chevelure soignée, les yeux noirs du « capo dei capi », le « chef des chefs », ont à peine cillé. Michele Greco, condamné à perpétuité lors d'un précédent procès, n'est pas encore libre, mais l'hypothèse de son élargissement n'est plus du tout à exclure.

Des années de travail peut-être bientôt réduites à zéro pour les magistrats anti-Mafia qui luttent quotidiennement au péril de leur vie contre la « piovra sicilienne ». Cette sentence seule aurait suffi à les décourager, mais il était dit que des hommes courageux et entêtés hâteraient le calice jusqu'à la lie. Outre le « pape », sur un total de 122 accusés au procès de samedi, 82

ont été acquittés, la moitié pour insuffisance de preuves, l'autre pour innocents caractérisés, 34 inculpés ont été condamnés à un total de 300 ans de prison pour délits divers et association mafieuse, et 6 « soldats » de l'organisation se sont vu infliger la perpétuité pour un double et odieux meurtre commis en 1982.

La presse transalpine cependant ne s'y est pas trompée, et c'est sur la stupéfiante relaxe de Michele Greco et de 19 autres « bosses », bien connus qu'elle a fait, dimanche, ses manchettes. « La Mafia n'existe pas », titrait ironiquement un premier page la Repubblica. « La coupole de la Mafia est absente », répondait en écho le Corriere della Sera. L'important est là, en effet. La « coupole » serait, selon d'anciens chefs mafieux qui ont rompu la traditionnelle omertà sicilienne, la loi du silence, en quelque sorte le « gouvernement » des soi-disant « hommes d'honneur ».

Selon un ancien chef mafieux « repenté » comme Tommaso Buscetta, aujourd'hui réfugié aux Etats-Unis, rien d'important, par exemple les « cadavres exquies », assassinats de juges, de policiers, de journalistes ou de magistrats, n'est exécuté sans un ordre de la « coupole ». Or le chef de ce « cabinet de l'ombre », selon Buscetta et bien d'autres, serait précisément Michele Greco.

En clair, en immettant samedi le vieux « pape » du double meurtre de 1982, qui marquait le début de l'opération dite « Carlo Alberto » — du nom du général Carlo Alberto Dalla Chiesa, préfet de Palerme assassiné deux mois plus tard, — la cour d'assises a virtuellement renoncé à la thèse de la « coupole ». La Mafia, en tant que fédération de clans organisés verticalement avec un pouvoir au sommet, cette Mafia-là n'existe pas, dit en substance le juge Prinzivalli.

Les mains posées sur les barreaux de sa cage, Michele Greco qui a tout de suite vu là la possibilité ultérieure de faire casser sa précédente condamnation, pour laquelle il reste

en prison, a du mal à cacher sa satisfaction. Un extraordinaire dialogue comme seule la justice italienne peut l'autoriser, s'est alors établi entre le vieux mafieux — officiellement exploitant d'agrumes — et les journalistes italiens.

« Voilà des juges qui en ont », commente le chef de l'honorable société sicilienne. Moi, depuis trois ans et deux mois que je suis dans l'isolement absolu, j'ai toujours été serin. Vous savez, la sérénité, c'est un don de Dieu, ça ne s'achète pas.

« Mais comment pouvez-vous l'être alors qu'on vous reproche d'avoir ordonné des dizaines de meurtres ? »

« Mais quels meurtres ? Qu'ils aillent tous au diable ! »

« Signor Greco, ce sont des meurtres « repentis », vos anciens amis, qui vous accusent ! »

« Oui, eh bien, quand je les verrai je leur demanderai qui leur a suggéré de me charger. J'ai toujours été calomnié. Mais j'ai confiance dans le Seigneur et dans les hommes vrais qui administreront la justice. »

« Signor Greco, c'est quoi, la Mafia, pour vous ? »

« Je ne comprends rien à tout cela. Mais j'ai toujours été entouré d'hommes travailleurs. Dans mon monde, moussier, la Mafia, ça n'existe pas. »

PATRICE CLAUDE.

## Le gouvernement lance une réforme des chemins de fer

Le gouvernement italien a approuvé un plan de réforme des chemins de fer qui ouvre la voie à une privatisation partielle. Présenté par le ministre des transports, M. Giorgio Santuz, le projet de loi, approuvé par le conseil des ministres le 14 avril, prévoit la possibilité de constituer des sociétés mixtes — avec des capitaux publics et privés, — où le secteur public ne serait pas nécessairement majoritaire, pour la construction et la gestion de lignes ferroviaires.

Il s'agit essentiellement de lignes intéressant des secteurs spécifiques et des services comme le transport de marchandises, « afin de rendre le transport ferré compétitif », par rapport au routier, a déclaré le ministre. Quant au programme de modernisation pour les trains à grande vitesse — l'Italie n'a actuellement qu'un TGV, le Pendolino, entre Rome et Milan, — il a été retardé d'un an. (AFP.)

Manifestation en faveur de l'avortement. Des dizaines de milliers d'Italiennes ont manifesté, samedi 15 avril à Rome, pour protester contre des tentatives visant à faire modifier la loi de 1978 autorisant l'avortement. Le défilé avait reçu l'appui de la quasi-totalité des partis politiques et des syndicats, hormis la démocratie chrétienne et les formations syndicales qui lui sont affiliées. — (Reuters.)

URSS : qui a ordonné la répression à Tbilissi ?

## M. Chevardnadze affirme que « tous les coupables seront sanctionnés »

MOSCOU  
de notre correspondant

Jour après jour, M. Chevardnadze s'emploie à persuader la Géorgie non seulement que le Kremlin n'est pour rien dans la sanglante répression de la manifestation du 9 avril, mais aussi qu'il est résolu à en désigner les coupables et à les faire poursuivre. Homme de confiance de M. Gorbatchev, ancien premier secrétaire de la république et géorgien lui-même, le ministre des affaires étrangères voudrait ainsi éviter que le ressentiment de ses compatriotes ne s'étende à l'ensemble des Russes, que le nationalisme n'en soit renforcé, et que la position des réformateurs ne s'en trouve plus délicate encore.

Après être allé fleurir les marches de la maison du gouvernement sur lesquelles avaient été tués à coups de pelle des centaines de manifestants dérangés et totalement spécifiques, M. Chevardnadze s'est donc rendu dimanche 16 avril à l'université de Tbilissi pour appeler les étudiants à reprendre leurs cours. La télévision soviétique a indiqué que le ministre avait donné l'assurance que le public serait informé des résultats de l'enquête en cours et que « tous les coupables seraient sanctionnés ».

Reste bien sûr à voir si ses promesses seront tenues, mais, d'ores et déjà, le ministre semble avoir pointé le doigt très haut puisqu'il avait blâché d'avance, l'avant-veille, le commandant de la région militaire de Transcaucasie, le général Rodionov, en déclarant qu'il s'était violemment opposé à la décision de faire appel à la troupe. Cette décision, avait ajouté M. Chevardnadze, a été prise par la direction géorgienne, mais il faut croire qu'elle ne l'avait pas prise seule, puisqu'il cherche toujours des responsables.

Peut-être ne s'agit-il là que d'un coup de semonce à l'adresse d'éventuels comploteurs haut placés. Peut-être, le calme revenu, l'affaire s'arrêtera-t-elle là, mais si le couvre-feu vient d'être rétabli de deux heures à Tbilissi, où la situation paraît sous contrôle, la stupor a désormais cédé la place à l'indignation dans les milieux réformateurs de la capitale. Devant quelques deux cents personnes réunies dimanche en face du centre culturel géorgien de Moscou, Andreï Sakharov vient en effet d'appeler au châtiment des « criminels » responsables de la mort des dix-neuf manifestants. Ce qu'a fait l'armée à Tbilissi n'est pas seulement « un coup porté à la

perestroïka », « c'est un coup porté au peuple et à Gorbatchev », s'est notamment exclamé l'académicien.

La veille de ce rassemblement, la Tribune de Moscou, le club politique qui réunit la fine fleur de l'intelligentsia réformatrice, avait entendu dans un silence ému le témoignage détaillé et précis d'un écrivain russe, M<sup>re</sup> Galina Kozniouva, qui se trouvait à Tbilissi au moment des faits.

« La nuit (du 8 au 9 avril), a-t-elle raconté, j'ai été réveillée par un cri perçant. J'ai couru à la fenêtre qui était ouverte car il faisait chaud. Un homme courait sur l'avenue Chavchavadze. J'avais l'impression qu'il était pleuré par (...). C'était comme dans un rêve. Il criait : « Que faites-vous à dormir alors qu'on est en train de tuer des gens ! » Ce n'est que le matin, à 8 heures, que nous avons appris au téléphone ce qui s'était passé (mais) à 8 h 30, tous les téléphones de la ville ont été coupés. »

## « Un danger vous menace »

M<sup>re</sup> Kozniouva a donc raconté les faits à partir de témoignages d'amis dont elle donne les noms et les téléphones, et il ressort de son récit, que, dès 2 heures, soit près de trois heures avant la charge, les chirurgiens de la capitale géorgienne avaient reçu ordre de se présenter dans les hôpitaux, où l'on avait préparé des chambres. L'un d'eux avait donc décidé de s'adresser au catholique, le chef religieux de la Géorgie, pour l'avertir qu'« il se préparait des choses terribles » et lui demander d'intervenir, ce qu'il avait fait en se rendant devant la maison du gouvernement pour appeler les jeunes manifestants à se retirer.

« Les enfants, leur avait-il dit, un danger vous menace. Je vous demande de venir avec moi dans l'église (non loin de là). » « Quelques jeunes gens se sont levés pour le suivre, continue M<sup>re</sup> Kozniouva, mais un orateur les a aussitôt happés au microphone : « Oh allez-vous ? A qui faites-vous confiance ? Lui aussi, c'est un traître. On nous a toujours fait peur et lui aussi essaie de nous effrayer ». Toutes les issues de la place avaient été bloquées. Les catholiques s'en sont mis à prier, les jeunes gens se sont mis à chanter. Quelqu'un a lancé : « Assurons-nous tranquillement, on ne fera rien à des gens assis. » Tout le monde s'est assis, il y avait des représentants de

la société des avocats. Les émeutes se sont mises à chanter de vieux chants géorgiens. Quelques jeunes filles se sont mises à danser. Et c'est à ce moment-là que, de derrière les tentes, des cours avoisinantes, de tous les côtés, ce fut la ruée. »

## Des gaz

« J'ai parlé, raconte M<sup>re</sup> Kozniouva, avec un jeune garçon qui m'a dit : « Ils étaient terribles. On ne voyait pas leur visage (...). Ils étaient vêtus de gilet pare-balles et avaient des mitraillettes, des couteaux, des matraques et des pelles de sapeur ». J'en ai vu tout au long de l'écriture, ce sont des pelles longues aux extrémités très pointues (...). Des « algues » (c'est-à-dire des anciens combattants d'Afghanistan) se trouvaient au premier rang des manifestants et ont tenté de répondre à l'assaut. C'est alors que le carnage a commencé et que des jeunes filles ont été frappées à la gorge et au visage avec ces pelles. Elles étaient assises (...). Elles ont ramené vers les bâtiments mais on les a frappées de la pour continuer à les frapper. Des robes et des gants blancs se sont jetés sur les soldats. Une grande robe de soie-rouge-bleu a été soulevée par les émeutes, secouée et tuée. Une femme médecin a, elle aussi, été tuée. Ils ont échoué un blessé dans une ambulance. Ceux qui s'occupaient étaient rattrapés et tués (et) sur le trottoir, les forces de l'ordre tiraient sur les passants avec des gaz d'une composition inconnue. »

M<sup>re</sup> Kozniouva rapporte ensuite que le ministre de la santé de Géorgie s'est défilé, le 17, au cours d'une réunion à l'Académie des sciences, que trois personnes avaient été mortellement empoisonnées par ces gaz, que certaines parties étaient en train de mourir, mais que, malgré son témoignage, les autorités n'ont pas osé à donner la composition de cette substance ou même que « c'était certainement du gaz ».

« A la suite de ce témoignage, l'histoire Leonid Patkine, l'un des assistants de la Tribune de Moscou, a déclaré que « les coupables étaient à chercher aux plus hauts échelons à Moscou ». BERNARD GUETTA.

## ESPAGNE

## L'ETA menace de saboter de nouvelles lignes de chemin de fer

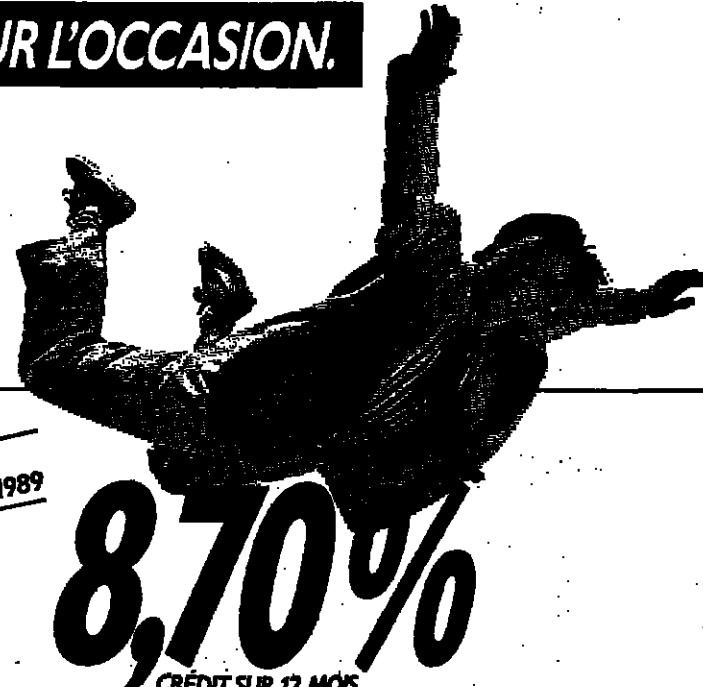
L'ETA paraît décidée à poursuivre son offensive contre les chemins de fer espagnols. Dans un communiqué remis au quotidien Egin, l'organisation indépendantiste a annoncé, dimanche soir 16 avril, avoir placé des explosifs sur les voies ferrées reliant Madrid à Burgos et Madrid à Barcelone. Elle menace de les faire exploser entre le mardi 18 et le dimanche 23 avril. Elle précise qu'une autre charge a été dissimulée sous le ballast d'une voie proche de la petite ville de Trembleque, à 100 kilomètres au sud de Madrid.

C'est la troisième fois depuis la rupture des conversations avec le gouvernement espagnol et la fin de la trêve, le 4 avril, que l'ETA militaire se livre au sabotage du réseau ferroviaire espagnol. Ces actions ont entraîné la mobilisation de la garde civile, la suppression de nombreux trains et des changements d'itiné-

raires. Samedi 15 avril, une charge explosive de faible puissance avait endommagé un tronçon de rails sur la ligne de Valence, à 50 kilomètres au sud de Madrid. Un autre engin avait été désamorcé peu après.

Dans son communiqué, l'ETA revendique également l'assassinat, mercredi 12 avril, d'un sergent de la garde civile, tué à coups de revolver à Bilbao, et l'explosion d'une voiture piégée qui avait blessé deux autres gardes civils à Pasaia, au Pays basque. Dimanche, douze personnes au moins ont été arrêtées dans les provinces basques du Guipuzcoa et de Biscaye, dans le cadre d'un vaste coup de filet de la police. L'opération était plus particulièrement dirigée, semble-t-il, contre le commando Eizkor, responsable, selon la garde civile, de l'attentat de Pasaia. (AFP, Reuters.)

SAUTEZ SUR L'OCCASION.



CHEZ CITROËN  
DU 18 AU 27 AVRIL 1989

8,70%  
CRÉDIT SUR 12 MOIS.

En plus d'un choix de voitures d'occasion à vous faire planer, votre Concessionnaire ou Agent Eurocaslon vous propose un crédit\* exceptionnel au TEG de 8,70% sur 12 mois, sans apport initial. Sautez dessus ! Exemple pour 10.000 F empruntés (hors assurance) : 12 mensualités de 893,92 F. Coût total du crédit : 727,04 F, perceptions forfaitaires incluses.

Vous pouvez aussi lui demander un crédit de plus longue durée si vous le désirez. Dans les airs il n'y a pas de limites. Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou Minitel 36.15 Citroën.

**Eurocaslon**

\* sans réserve d'acquisition de crédit par SDF-SDFVC (groupe CREDITO).

## Amériques

## Les Uruguayens ont ratifié l'amnistie des militaires

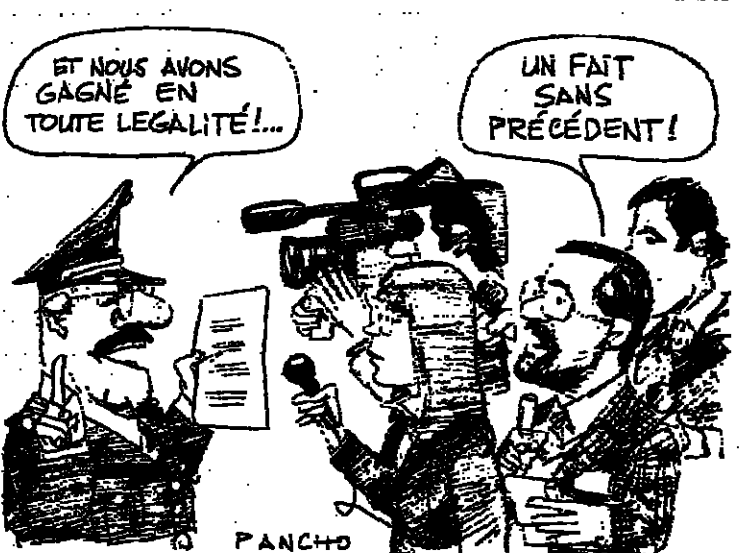
(Suite de la première page.)

Le président Sanguinetti l'avait d'ailleurs déclaré dans une conférence de presse, samedi dernier : « J'aurais préféré que tous soient jugés, mais, puisque l'amnistie a été accordée à la géralité, on ne peut faire autrement que de la concéder également aux militaires. » Du côté de la Commission pro-référendum — composée du Fronte amplio (partis de gauche), des familles de disparus et des Tupamaros, — si la déception était profonde, il y avait une volonté délibérée d'accepter le verdict populaire. « Nous sommes néanmoins satisfaits, a déclaré leur porte-parole, que les deux ans d'efforts de la campagne soient récompensés par un vote réellement démocratique. »

## L'exemple argentin

Le secrétaire général du Parti communiste, M. Jaime Perez, accuse, lui, le gouvernement d'être responsable de cette défaite en fondant sa campagne sur la peur. Pour que, si le vote « vert » gagne, les militaires refusent de comparaître devant leurs juges, créant ainsi une crise institutionnelle. Mais il note que cette technique n'a pas marché dans la capitale, où la gauche est le mieux implantée car c'est là que se trouve l'essentiel de la classe ouvrière, alors que, dans l'intérieur du pays, les électeurs votent davantage en suivant leurs maîtres et les caudillos locaux.

Le député du Parti national José Imbo a la victoire discrète. « Le résultat était prévu. Nous avons mis ce soir un point final à une étape difficile de notre histoire. A partir de demain, les Uruguayens vont regarder le futur d'un œil neuf. » Pour lui, le vote n'est pas un aval donné aux forces armées quant aux



méthodes employées sous la dictature (le Monde du 15 avril). « D'ailleurs, rappelle-t-il, en 1986, les militaires ont publié un document autocritique dans lequel ils reconnaissent avoir « perdu les points de référence » pendant cette période. »

Pour M. Imbo, le peuple uruguayen a prouvé sa maturité en menant à bien ce long processus de référendum. Une opinion partagée par ses organisateurs, ceux qui, il y a deux ans, en décembre 1986, après le vote de la loi d'amnistie, ont relevé le défi de réunir les cinq cent cinquante-mille signatures représentant 25 % de la population exigées par la Constitution pour l'organisation d'un référendum.

Malgré la déception et la tristesse qui régnaient dimanche soir à la Commission pro-référendum, sa présidente, M<sup>re</sup> Gutierrez Ruiz, veuve

d'une des victimes les plus connues de la dictature, a déclaré à la presse que à son avis, le peuple s'était exprimé librement et que le résultat du vote serait donc respecté mais qu'il faudra néanmoins prendre en compte le fait que 43 % de la population qui se sont exprimés pour la comparaison des militaires, pour que jamais ne se répètent en Uruguay les atteintes aux droits de l'homme que cette longue campagne a permis de mettre au jour.

« Nous avons tiré profit de l'exemple de nos voisins argentins qui, eux, ont choisi de juger leurs militaires », déclarait le ministre des affaires étrangères Luis Barrion Passano. Depuis, ils n'ont eu que des ennemis avec leurs forces armées et ont dû céder sur presque toutes leurs exigences. Nous, nous choisissons le chemin de la réconciliation et de la paix. » CATHERINE DERIVERY.

Passag  
et le MJ  
QUI ES  
JUIF

NU



## Afrique

ZIMBABWE : la démission de cinq ministres.

### Une affaire de corruption ébranle le gouvernement de M. Mugabe

NAIROBI  
correspondance

Le scandale de la corruption, qui défraye la chronique zimbabwéenne depuis plusieurs mois, vient de faire une nouvelle victime. La démission du ministre de l'éducation, M. Dzangai Mutumbuka, vient d'être annoncée par le président Robert Mugabe en personne.

En moins de quatre semaines, cinq têtes de ministres sont tombées au panier. Et pas des moindres : outre le ministre de l'éducation, le ministre de l'Etat chargé des affaires politiques, M. Maurice Nyagumbo, celui de la défense, M. Enos Nkala, celui du travail, M. Frederick Shava, et celui de l'industrie, M. Callistus Ndiro, ont dû rendre leur tablier. C'est un score sans précédent, auquel s'ajoutent les nombreux hauts fonctionnaires, également débauchés, dont le dernier en date, M. Jacob Murewa, gouverneur de la région du Matabeleland, président de la commission nationale des sports et des loisirs.

C'est en octobre 1988 que le scandale du « Willowgate » — sobriquet ironique dérivé du nom de l'entreprise d'Etat au centre de l'affaire, le Willowvale Motors — est, pour la première fois, révélé au public. Selon les journalistes du quotidien *The Chronicle*, imprimé à Bulawayo (deuxième ville du pays), plusieurs hauts personnalités du régime ont usé de leur influence pour acheter des voitures à (relativement) bas prix et les revendre ensuite jusqu'à trois fois plus cher, réalisant ainsi de juteux bénéfices.

La découverte de ce trafic, que M. Mugabe qualifie de « racket », suscite alors les sarcasmes indignés des intéressés. Entre la tradition qui veut que, lorsqu'on est « un chef », on se voie réserver les plus belles parts du gâteau, et les principes moraux hérités du marxisme... et des lois britanniques, le choix est vite fait. Le rédacteur en chef du *Chronicle*, Geoffrey Nyatara, est précipitamment remercié de son audace par une promotion nébuleuse qui a le triple avantage de le priver de son poste, de

l'éloigner de Bulawayo et de l'empêcher d'exercer son métier.

Les révélations du *Chronicle* et la mise à l'écart de son directeur font néanmoins grand bruit. La presse étrangère, déjà alertée par les manifestations anti-corruption qui avaient envahi les universités d'Harare en septembre, prête une oreille très attentive au scandale du « Willowgate ». D'abord saisi par ce remue-ménage, M. Robert Mugabe décide finalement de mettre en place une commission d'enquête, qui se met au travail au début de janvier. Peu nombreux sont ceux qui, à l'époque, croient dans son efficacité. La corruption, comme le sida, est une maladie bien ancrée. On en fait des blagues et des chansons.

#### Code de bonne conduite

C'est dire la stupeur que provoque, à la mi-mars, les premières démissions de ministres. Le rapport de la commission d'enquête est rendu public le 13 avril. A ce moment-là, la plupart des têtes sont déjà tombées. Y en aura-t-il d'autres ? Lors des cérémonies qui marqueront, le 18 avril, le neuvième anniversaire de l'indépendance, bien des chaises, en

tout cas, seront vides dans les tribunes officielles.

L'autorité morale de l'équipe dirigeante s'est sérieusement ébranlée. Pour maintenir sa crédibilité et sa réputation d'« homme intègre », M. Mugabe a dû sacrifier certains de ses plus proches compagnons. M. Maurice Nyagumbo et, surtout, M. Enos Nkala n'ont-ils pas été tous les deux parmi les fondateurs du Parti ZANU dans les années 60 ? N'ont-ils pas, comme leur camarade Mugabe, passé plus de quinze ans derrière les barreaux ?

Plusieurs fois déjà, la sonnette d'alarme avait été tirée. En 1984, le congrès du Parti ZANU avait souligné la nécessité de renforcer le « code de bonne conduite » auquel les dirigeants du pays sont censés se plier. Si certains observateurs considèrent le scandale du « Willowgate » et ses répercussions spectaculaires comme un signe de bonne santé politique, d'autres se montrent plus sceptiques. Les ministres démissionnaires restent membres du parti et gardent ainsi la possibilité de « corriger » leur attitude à l'avenir, a affirmé le chef de l'Etat. Il y a peu de chance, en revanche, pour que le rédacteur en chef du *Chronicle* puisse retrouver un jour son poste.

CATHERINE SIMON.

A l'approche d'un débat spécial à l'Assemblée nationale

### « La France n'a pas l'intention de se désengager d'Afrique »

déclare le ministre de la coopération

Pour la première fois, l'Assemblée nationale consacrera, jeudi 20 avril, en dehors de la session budgétaire, un débat spécial à la coopération avec l'Afrique. Invité, lundi 17 avril, du « Club de la presse » de Radio-France internationale, le ministre de la coopération et du développement, M. Jacques Pelletier, a fixé les enjeux de ce débat : dresser le bilan de la politique gouvernementale en la matière, identifier les grands problèmes qu'elle affronte, écouter les suggestions des députés. A terme, l'objectif est de « mieux coordonner les efforts de tous les acteurs de la coopération, notamment les ministères concernés ».

#### Inquiétudes européennes

La France n'a pas l'intention de se « désengager » d'Afrique. Ce credo de M. Pelletier s'inscrit pourtant l'épreuve des faits. Ainsi, concède le ministre, un quart des entreprises françaises présentes sur le continent noir ont plié bagage. En contrepoint de cet inquiétant exode privé, la France, ajoute-t-il, a « nettement augmenté » depuis dix ans son aide publique aux trente-six « pays du champ ». « Pivot central » de cette aide, le ministère de la coopération la gère à hauteur de 20 %, la majorité des fonds transitant par le Quai d'Orsay (10 %) et surtout par le Trésor et la Caisse centrale de coopération économique.

L'horizon européen de 1993, souligne M. Pelletier, inquiète les dirigeants africains. « Vous allez, vous disant-ils, renforcer vos liens et laisser tomber l'Afrique. Il n'en est,

bien sûr, pas question. Nous essayons de les rassurer. Pour l'ensemble européen, soutenir plus efficacement l'Afrique est autant un devoir moral qu'un intérêt bien compris. A la fin du siècle, l'Afrique, ce sera un milliard d'hommes à notre porte. L'Europe ne peut négliger un marché potentiel si important. » Pas question pour autant de « fonder l'aide française dans celle de l'Europe » car « nos partenaires africains sont attachés à la coopération bilatérale ».

Sur une dette globale du tiers-monde évaluée à 9 000 milliards de francs, celle du continent noir représente 936 milliards — soit à peine plus de 10 %, — dont 281 milliards pour les seuls « pays du champ ». Depuis les propositions de M. Mitterrand l'an dernier à Toronto, la France plaide pour l'annulation d'un tiers de la dette des pays les plus pauvres et pour un soutien plus équitable aux « pays à revenu intermédiaire », pour qui « la chute a été particulièrement dure ». M. Pelletier espère, sur ce point, que des « formules » seront trouvées avant le sommet des pays industrialisés des 13 et 14 juillet à Paris.

M. Pelletier semble plus embarrasé pour justifier l'aide exceptionnelle récemment fournie à la Côte d'Ivoire, qui frappe un déclin des revenus du cacao. « Le président Houphouët-Boigny est un très vieux ami de la France. On pouvait difficilement le laisser tomber. Mais son pays est en très grande difficulté. Sa situation financière nous inquiète beaucoup. »

J.-P. L.

# FRANÇOISE CHANDERNAGOR

## les nouvelles années de "la Sans Pareille"

FRANÇOISE CHANDERNAGOR



L'Archange de Vienne

Éditions de Poésie  
PARIS

« Je cherche en vain une œuvre romanesque de cette densité, ayant l'ambition d'être la fresque d'une époque en même temps qu'une réflexion sur son désarroi, et qui y parvienne avec une telle maîtrise, une telle aisance et tant de puissance.

Comme La Sans Pareille, L'Archange de Vienne est décidément un monument dont on ressort impressionné avec l'impression flatteuse d'avoir un peu plus l'intelligence de notre temps et de la société dans laquelle nous vivons. »

Pierre Démeron  
"Marie-Claire"

### Passages et le MJLF

organisent  
le 23 avril 1989  
un colloque sur le thème :

### QUI EST JUIF ?

Avec des intellectuels, des responsables communautaires, et des journalistes.

Le colloque se tiendra  
le 23 avril de 14 h à 22 h au siège du  
mouvement juif libéral de France  
(MJLF) 11, rue Gaston Calmette  
75015 Paris. Tél. 45 75 35 01.  
P.F. 501  
rsvp à Passages 45 65 30 02

CRÉÉS PAR LES PLUS GRANDS DESIGNERS

ETTORE MICHELE HANS VON CLINO TRINI  
SOTTASS DE LUCCHI K L I E R CASTELLI

NUOVO SHOW ROOM

OLIVETTI  
SYNTHESIS  
SYSTÈMES  
D'AMÉNAGEMENT  
DE BUREAUX

91 RUE DU  
FAUBOURG  
ST-HONORÉ  
75008 PARIS  
Tél. 47 42 88 96

olivetti  
synthesis

# Politique

## La préparation des élections européennes

### Course de vitesse

M. Valéry Giscard d'Estaing n'est pas le seul à juger fâcheuse l'insistance des jeunes têtes de l'opposition à se considérer comme les seuls vrais « rénovateurs » potentiels de la vie publique française. M. François Mitterrand partage ce point de vue. Pour le simple motif que l'opération de charme lancée par les Alain Carignon, Dominique Baudis, Charles Millon et autres Michel Noir perturbe, en vérité, sa propre stratégie d'ouverture. Surtout depuis que celle-ci a été mise en veilleuse au lendemain de sa réélection à la présidence de la République.

L'ironie déployée, samedi, par M. Michel Rocard devant l'Association des démocrates à propos de ce que le premier ministre a appelé la « veuve de l'opposition » procédait de cette préoccupation présidentielle. Les propos du premier ministre, distinguant les authentiques « pionniers » de la « vraie rénovation politique » — les ministres de l'ouverture regroupés autour de M. Michel Durieux — des amateurs de « rénovations tactiques », avait ainsi à la fois valeur d'autoévaluation et d'exorcisme. Il s'agissait pour M. Rocard, d'une part, de faire savoir au bon « peuple de gauche » qu'il ne faudrait pas confondre ses « vrais amis » et les « faux » et, d'autre part, de rassurer dans l'« ouf », si possible, une entreprise qui risquerait, à terme, si elle réussissait, de porter préjudice au Parti

socialiste. Car bien entendu le PS, comme tout parti qui se respecte, n'aime les alliés que dans la mesure où ils restent à leur place. Il ne suffit pas de dire, comme le faisait lundi matin, sur France-Inter, le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, que le mouvement des « rénovateurs » de l'opposition est « le fruit de l'ouverture voulue par François Mitterrand ».

Le paradoxe le plus spectaculaire est, en effet, que le Parti socialiste, naguère décrié et brocardé à cause de ses éternelles disputes de chapelles, devient prudemment un modèle pour ses détracteurs d'hier : les « rénovateurs » proposent en effet la création d'un nouveau mouvement politique qui puisse arbitrer, comme le PS, différents courants. Mais le problème, pour les socialistes, tient justement au fait qu'ils font école au moment même où leur parti souffre d'une nouvelle crise d'identité. M. Mitterrand ne s'y trompe pas lorsqu'il estime, en privé, que les résultats des dernières élections municipales peuvent être trom-

peurs pour le PS, en laissant croire qu'ils traduisent de la part de la majorité de l'opinion publique une adhésion aux orientations du PS ou une approbation totale de la politique du gouvernement. Si le PS ne se renoue pas lui-même, ce sont peut-être les autres « rénovateurs », ceux du centre et de la droite, qui s'engouffrent dans la brèche qui existe déjà.

Serait-il pas illusoire de penser que la recomposition du paysage politique, si elle se réalise, y a, pour le PS, un caractère de pure opportunité ?

Le hasard du calendrier faisant bien les choses, deux autres dirigeants du PS ont attiré eux-mêmes l'attention de leurs camarades sur la nécessité de cette prise de conscience au moment où M. Rocard semblait se satisfaire d'un statu quo simplement agrémenté d'un zeste d'ouverture supplémentaire.

Au micro de Pacific-FM, le ministre des postes et télécommunications, M. Paul Quilès, déclarait que le Parti socialiste devait « redevenir ce qui a été une de ses caractéristiques fondamentales entre 1971 et 1981 — son accession au pou-

voir — c'est-à-dire un parti de courants d'idées et de courants de débats. Il n'y a rien de pire, ajoutait-il, dans une organisation qui se veut dynamique et démocratique et qui veut jouer un grand rôle dans la société, que l'unanimité ».

Pour sa part, dans une « Lettre à Pierre Mauroy », le ministre des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, précisait, lui aussi, d'un retour aux débats d'idées, vient de faire savoir qu'il présentera sans doute sa propre motion lors du prochain congrès national du PS, en mettant en évidence le déphasage souvent constaté entre les structures politiques et les réalités du pays.

Dans une société de plus en plus critique à l'encontre de la gent politique, les gagnants de demain seront ceux qui, à droite, au centre ou à gauche, se montreront les plus capables de donner des suites concrètes aux efforts de lucidité qui sous-tendent la démarche des « rénovateurs » de tous bords. La campagne pour des élections européennes ne sera que la première étape d'une course à la « rénovation » déjà engagée entre les socialistes et leurs alliés, déclarés ou objectifs.

ALAIN ROLLAT.

### Après l'annonce d'une liste du centre

## Les ministres de l'ouverture, les « rénovateurs » de l'opposition et le CDS se disputent le même terrain

M. Giscard d'Estaing devra s'y résoudre. La liste des « unionistes » qu'il prétend conduire ne sera pas une liste d'union. Dimanche 16 avril, MM. Méhaignerie et Barrot, respectivement invités du « Club de la presse d'Europe 1 » et du « Grand Jury RTL-Le Monde », ont tous deux annoncé la présentation d'une liste du centre, à côté d'une liste RPR-UDF amputée. Sans même attendre, ne serait-ce que pour la forme, leur congrès du week-end prochain à Lille, les deux patrons du CDS ont du même coup confirmé ce qui continue bel et bien d'être une révolution : les centristes font ce qu'ils disent vouloir faire. Fils aînés du MRP, jadis présentés comme le mouvement de rotation perpétuelle, ils démontrent ainsi petit à petit que la ligne droite peut faire partie de leur géométrie politique. Lorsque, voilà bientôt un an, ils annonçaient la création d'un groupe parlementaire autonome à l'Assemblée nationale, on risait au nez de ces fiers à bras qui voulaient se faire remarquer. Le groupe UDF-CDS a disparu. Ce qui n'a pas empêché l'été que jamais ils ne pourraient accepter une liste d'union à marche forcée, peu ont pris au sérieux cet avertissement. La semaine dernière encore, M. Giscard d'Estaing ne voyait pas de répandre le plus sérieusement du monde que, de toute façon, les centristes ne trouveraient jamais les quatre-vingt-cinq candidats pour constituer la liste et l'argent utile pour tenir la campagne.

Ce débat si flétri se trouve donc dénoué. Le CDS veut lancer « une liste du centre très ouverte », qui aura également pour particularité d'avoir dans ses premiers rangs des personnalités qui auront pris, comme l'a signalé M. Méhaignerie, « l'engagement de se consacrer totalement à l'Europe ». Cette liste sera ouverte aussi à des personnalités extérieures. Le sera-t-elle aux « rénovateurs » centristes ? La question reste en suspens, notamment pour la tête de liste. M. Méhaignerie ne veut pas s'engager, conscient sans doute des limites de son impact médiatique ; M. Veuil est parti, mais prêt à reculer d'un cran si, par exemple, M. Baudis consent à conduire la manœuvre. MM. Méhaignerie et Barrot le souhaitent toujours. Ils apprécient les talents médiatiques

du maire de Toulouse et cela avait l'avantage, à leurs yeux, « de faire la jonction » avec le mouvement des « rénovateurs ». Mais dimanche soir, M. Barrot estimait qu'il restait « 10 % de chances pour que cela se fasse ». Le fait est que M. Baudis, invité dimanche du « Forum RMC-FR 3 », n'a pas été d'une limpidité totale. « Nous avons pris l'engagement d'aller tous ensemble ou de ne pas y aller », arguait-il d'un côté, mais pour ajouter d'un autre côté, « quelques-uns » de ces « rénovateurs » pourraient être candidats et seraient dans ce cas « appuyés » par les autres.

Les dirigeants centristes veulent une réponse pour vendredi. Le groupe des douze rénovateurs qui, sur ce sujet comme sur d'autres, paraît pour l'instant plutôt flotter, devrait se réunir mardi pour trancher cette question.

### Le soutien de M. Barrot

Cette liste du centre a reçu, samedi, le soutien de M. Raymond Barrot et de sa Convention libérale européenne et sociale (CLES), réunie à huis clos. Ce soutien a été signalé par un amercement de M. Barrot lui-même à une motion de la convention qui était beaucoup moins explicite. Sans ambiguïté, cet amercement établit que pour les barrotistes « la liste du centre est la plus proche de leurs conceptions pluralistes et des ambitions européennes pour la France ». Cette convention, secourue par le récent départ de son délégué général, M. René Ricol, pour recherche d'emploi dans la majorité présidentielle (celui-ci avait été amercement invité par M. Barrot à ne pas venir s'en expliquer samedi), a confirmé son ancrage au centre droit. M. Barrot a tenu à bien définir « son attitude oppositionnelle ». Il a approuvé la démarche « sympathique » des « rénovateurs », en soulignant que le thème de l'union ne l'emporte point sur celui de la rénovation. Bref, beaucoup ont retenu que M. Barrot est en concordance de vues parfaites avec les centristes.

L'ancien premier ministre ne s'est pas privé de tirer à boulets rouges sur M. Chirac, de dénoncer la « traïson

du RPR », de raconter sans ambages que l'argent des privatisations avait servi au financement de la campagne présidentielle du candidat RPR et, enfin, de critiquer le *Figaro-Magazine*. Ces propos ont paru à certains, réchauffés et mal venus. Mais M. Barrot a aussi parlé de l'Europe en posant pour la France trois maîtres mots : « Compétition », « adaptation », « ambition ».

Ce soutien de M. Barrot aux centristes est-il un avantage ou un handicap ? Pour beaucoup, la personnalité de M. Barrot est devenue encombrante. Ainsi, les « rénovateurs », présents il y a encore un an au comité barrotiste (MM. Millon, Bayrou, Bosson, Baudis, de Villiers), se gardent bien d'une telle référence. D'autres, en revanche, regrettent de voir M. Barrot, qui joue les globe-trotters, se désintéresser officiellement du renouveau dans l'opposition, mesurant pour lui le risque d'assister impuissant à la victoire de ses idées.

Il est vrai que, plus que jamais, on se bouscule au centre. « Le centre, c'est nous », affichait préemptivement l'Association des démocrates, qui tenait également samedi sa première convention nationale. Cette manifestation se voulait surtout de notoriété, avec notamment la venue de M. Michel Rocard qui n'a pas manqué d'éloges à leur endroit. Pour occuper le terrain du centre gauche, cette association entend, avant l'été, se muer en parti politique. Elle a déjà sa lettre. Elle organisera une université d'été et son premier congrès est annoncé pour novembre.

Mais on lance aussi parfois plutôt laborieusement. Après bien des réticences, la direction du Parti socialiste semble avoir donné son accord. Mais certains, dans les rangs de cette association, craignent que celle-ci ne devienne, à terme, un faïence courant du PS. L'association prétend créer son groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. M. Bernard Tapie serait prêt à en prendre la présidence, mais les vingt députés nécessaires n'y sont pas. Guère plus de douze jusqu'à présent, et encore les élus du MRG font de la résistance, ayant à cœur de prouver qu'ils ne sont pas aussi délégués que l'on veut bien l'écrire. Pour les élections européennes, cette associa-

tion est en train de négocier un ou deux postes éligibles sur la liste Fabius. L'un des deux est garanti pour son appartenance à M. Jean-Paul Benoit. Du coup, la contestation nait déjà contre la gestion des petits intérêts, le manque de démocratie dans cette association dite des démocrates, le poids excessif des ministres de l'ouverture sur les militants. Autant de mouvements d'humeur concrétisés par le coup de sang de M. Dominique Janot, qui a décidé, en réaction, de lancer son club de réflexion Club 92.

L'Association des démocrates va-t-elle au bout d'un an d'existence, s'éteindre de l'intérieur ? La question est posée. Une autre plus conséquente, hypothétique déjà son avenir : la conquête précisée du centre par la gauche, ou par la droite. Les promoteurs de cette association imaginent, voici quelques semaines, pouvoir aspirer barrotistes et centristes dans l'opposition. Le mouvement des « rénovateurs » de droite les a pris de court. M. Rocard a voulu leur redonner le moral, mais, à terme, le succès des « rénovateurs » pourrait leur donner une mauvaise conscience. L'un des ministres de l'ouverture, M. Lionel Stoléru, a d'ailleurs traduit ce malaise : « Si vous avez réussi plus tôt, a-t-il lancé aux « rénovateurs », peut-être serions-nous avec vous ! Si vous ne réussissez pas, peut-être serons-nous rivaux avec vous pour aller le plus vite possible à la conquête de la droite ». C'est la plus rassurante.

DANIEL CARTON.

### Chez les trotskistes

## Vers une liste conduite par M<sup>me</sup> Laguiller et M. Krivine

Dix ans après la présentation d'une liste commune — Pour les États-Unis socialistes d'Europe — aux élections européennes de 1979, deux organisations trotskistes, Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), vont publiquement se lancer, à nouveau ensemble, dans la course du 16 juin. Si l'organisation de M<sup>me</sup> Adèle Laguiller (LO), qui estime que « l'unification de l'Europe (est) une nécessité sociale que la bourgeoisie ne peut ni se voir réaliser », est très favorable à un tel accord, celle de M. Alain Krivine, sa revanche, paraît plus partagée. Depuis les élections municipales, des délégations des deux organisations se sont rencontrées à plusieurs reprises pour mettre au point une plate-forme politique et résoudre les questions de financement qui auront une incidence sur la constitution de la liste.

Dimanche 16 avril, le comité central de la LCR a eu connaissance d'un message de LO indiquant qu'il n'y a « pas d'obstacle pour un accord politique » que cette organisation juge « possible et souhaitable ». Selon un membre du comité central de la Ligue, cette instance a approuvé le rapport favorable à la constitution d'une liste commune par trente-deux voix contre treize, bien que, comme sur chaque vote important depuis le dernier congrès de la LCR, aucune majorité ne se soit dégagée au sein du bureau poli-

tique. Il semble même que la coalition SPORT (non composé à l'aide de la première lettre des pseudonymes de cinq dirigeants de l'organisation trotskiste, dont MM. Alain Krivine et Daniel Bensaid), constituée pour contrer les partisans de M. Gérard Filoche, favorables à l'accord avec LO, a éclaté (vote contre et non-participation au vote). Sur le plan financier, l'hebdomadaire *Rouge* indiquait récemment que la LCR n'était « disposée à s'engager qu'à concurrence de 1 million de francs » sur un total estimé à 4 millions. La volonté de maintenir des relations avec l'effort budgétaire de chaque organisation se sont rencontrées à plusieurs reprises pour mettre au point une plate-forme politique et résoudre les questions de financement qui auront une incidence sur la constitution de la liste.

De nouvelles rencontres sont prévues cette semaine entre les délégations de LO et de la LCR pour finaliser l'accord. La liste, qui pourrait être conduite par M. Krivine, les trotskistes avaient obtenu 3,17 % des voix à métropole.

C.F.

### PROPOS ET DÉBATS

#### M. Lecanuet

##### Mélange des genres

« Il faut aller au devant de l'esprit de rénovation », déclare M. Jean Lecanuet, président d'honneur de l'UDF, dans un entretien publié par le *Journal du dimanche* du 16 avril. Je laisse de côté le fait que les quadragénaires, disons plutôt les jeunes quinquagénaires, veulent prendre la place des leaders plus âgés. C'est dans la nature des choses. L'essoriel est allé. C'est la rénovation de l'expression et de la présentation des grands objectifs qui sont les nôtres. Je suis dans l'attente d'une rénovation du libéralisme social ».

A propos des « rénovateurs » de l'opposition, M. Lecanuet explique : « Plusieurs d'entre eux nourrissent l'ambition d'être eux-mêmes candidats à l'élection présidentielle. Entre eux, ça se dit. Pour le moment de Rouen, c'est qui explique beaucoup de comportements, c'est l'interrogation, prématurée selon moi, sur les futures candidatures à l'élection présidentielle. Prématurée car c'est une élection que l'on peut préparer deux ans avant qu'elle ait lieu, mais nous avons actuellement au moins quatre ans d'avance. Je pressens que certains comportements politiques obéissent à la volonté de ne surtout pas mettre M. Giscard d'Estaing sur un piédestal, je regrette ce mélange des genres ».

#### M. Barrot

##### Remembrement

« Ne transformons pas ces européennes en galop d'essai pour l'élection présidentielle », a, de son côté, souligné M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui était, dimanche 16 avril, l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », déclarant que « la conquête du trône présidentielle résume un peu trop la vie politique » en France.

M. Barrot a appelé de ses vœux un « remembrement de l'opposition », soulignant qu'il existait en son sein deux « sensibilités », deux « courants » : les « conservateurs » et les « réformistes ».

#### M. Baudis

##### Peut-être

M. Dominique Baudis, député (app. UDF) de Haute-Garonne et ministre de Toulouse, l'un des « rénovateurs » de l'opposition, interrogé dimanche 16 avril lors du Forum FR3-RMC, a déclaré : « Nous avons pris l'engagement d'y aller tous respectueux de cet engagement. J'ajoute avec les autres, c'est ensemble que nous déciderons ». Il a ajouté qu'en cette hypothèse tous les douze ne seraient pas candidats mais que « quelques-uns » le seraient et que les autres les « appuieraient ».

Il a rappelé que les « rénovateurs » se refusent à constituer une troisième liste de l'opposition et qu'ils ne se présenteraient pas les uns contre les autres pour qu'il n'y ait pas « des « rénovateurs » sur une liste et les autres sur une autre ».

« Si nous ne parvenons pas à empêcher la situation de division, chacun à titre personnel apportera son soutien à la liste de son choix », a-t-il ajouté.

M. Baudis.

#### M. Méhaignerie

##### Nécessaire

Invité, dimanche 16 avril, du « Club de la presse » d'Europe 1, auquel assistait M<sup>me</sup> Simone Veil, M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a estimé que « rien n'avait changé depuis un mois », malgré l'intrusion des rénovateurs sur la scène politique. Une liste centriste s'impose donc, selon lui, « faute d'une liste d'union des appareils ».

Quant à la tête de liste, M. Méhaignerie croit que « personne ne la justifie mieux que M<sup>me</sup> Simone Veil à cause de son engagement européen ». Y a-t-il une place pour les rénovateurs de la droite sur cette liste centriste ? « Les rénovateurs sont les bienvenus, la liste du centre sera très ouverte », répond M. Méhaignerie.

M<sup>me</sup> Veil a souhaité pendant l'émission que « tous ceux qui seront en position éligible consacrent tout leur temps à l'Europe ».

Elle refuse ce qu'elle a appelé « les parlementaires à défilé ». M. Méhaignerie a souligné de son côté que les dix premiers de la liste, placés en position d'éligibilité, « prennent l'engagement d'abandonner l'autre mandat qu'ils pourraient occuper ».

#### M. Herzog

##### Un faux débat

M. Philippe Herzog, chef de file de la liste du PCF aux élections européennes, a déclaré, samedi 15 avril à Lille, que son parti, « comme toute force politique, a le droit de refuser des projets néfastes », mais que « la question de la censure est un faux débat ». « Censurons et il y aura un autre gouvernement, socialistes évidemment, a affirmé le dirigeant communiste sur France-Nord. Ce n'est donc pas par la censure que l'on peut mettre en échec des projets néfastes mais par la lutte sociale. Tout le reste n'est que diversion ». Invité du « Forum FR 3-RMC », le 9 avril, M. Herzog avait indiqué que le PCF « n'exclut pas la possibilité de la censure » contre le gouvernement.

#### M. Lalonde

##### Prêt

Le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et des risques majeurs, M. Eric Lalonde, a affirmé, samedi 15 avril à Lorient (Morbihan), qu'il était « prêt à soutenir, lors des élections européennes, une liste des Verts si elle est effectivement européenne ». M. Lalonde a reproché à M. Antoine Waechler, candidat des Verts à la dernière élection présidentielle, de récentes déclarations qu'il estimait être « anti-européennes ». « Si les Verts s'obstinent à être anti-européens, je ne les soutiendrai pas », a dit le secrétaire d'Etat, qui a l'occasion de son déplacement, a été accueilli par une trentaine de manifestants venus protester contre les projets d'extraction d'uranium en Bretagne intérieure. « L'exploitation des mines d'uranium, lorsqu'elle est réalisée dans de bonnes conditions, n'a pas d'incidence grave sur la santé », a assuré M. Lalonde, qui veut « familiariser la population avec la radioactivité ».

SAUTEZ SUR L'OCCASION.



CHEZ CITROËN  
DU 18 AU 27 AVRIL 1989

5000 F  
DE REPRISE MINIMUM.

En plus d'un choix de voitures d'occasion tout à fait planant, votre Concessionnaire ou Agent Eurocasion vous offre une reprise de 5.000 F TTC minimum pour votre voiture. Attrapez-la au vol. L'état de votre véhicule importe peu, la seule chose qu'il vous demande pour en bénéficier est

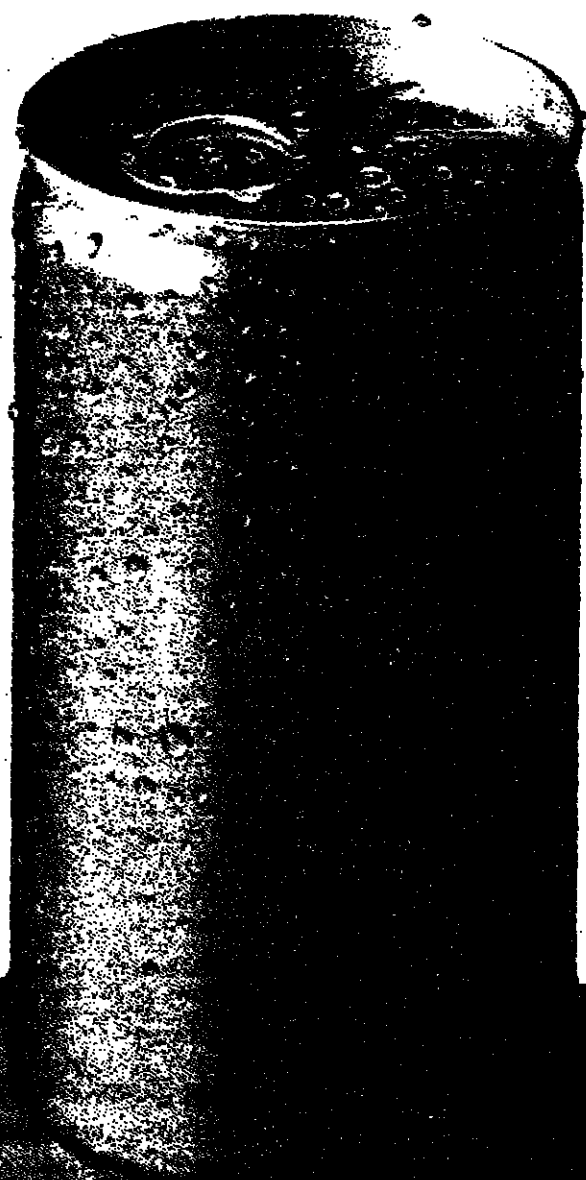
d'acheter une occasion d'au moins 28.000 F.  
Relations clientèle 05.05.24.24  
(appel gratuit) ou Minitel 36.15 Citroën.

**Eurocasion**

Je m'inscris



**LE JOUR OÙ VOUS CHERCHEREZ UN DÉCAPSULEUR,  
VOUS VOUS RENDREZ COMPTE À QUEL POINT CECI EST UNE BONNE IDÉE.**



Pour que vous puissiez étancher votre soif à tous moments, Pechiney a fabriqué en 1988, 26 milliards de boîtes boisson. Il faut dire que Pechiney est le leader mondial de l'emballage, leader des boîtes boisson, des tubes souples, des emballages complexes en plastique, des aérosols et des boîtes de conserve en aluminium. Pechiney est aussi le mondial d'aluminium dans le secteur des triels. En plus de ce pement, la technologie présente dans le nucléaire, l'électrometallurgie et les produits carbonés lourds. Quelques chiffres - 77 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988, 73 000 employés, 250 usines et une implantation commerciale dans 60 pays - témoignent du rayonnement international de Pechiney et de son esprit de conquête. Pour financer sa croissance, Pechiney introduit aujourd'hui en bourse 25% du capital de sa nouvelle filiale, Pechiney International.

**PECHINEY.  
NOUS SOMMES  
FAITS POUR NOUS  
RENCONTRER.**

troisième producteur et fortement engagé composants industriels trois axes de développement de Pechiney est présente

## Politique

Les grévistes de la fonction publique divisés sur l'instauration d'« une sorte de service minimum »

## Les « tables rondes », nouvel enjeu du conflit en Corse

BASTIA  
de notre correspondant

Une légère amorce de reprise de travail se dessine en Corse. Lors d'assemblées générales tenues le lundi 17 avril au matin les fonctionnaires des préfectures d'Ajaccio et de Bastia ont en effet décidé de cesser leur grève. A l'instar des autres agents de la fonction publique, qui eux continuent, ils l'avaient commencé il y a huit semaines.

L'annonce, samedi 15 avril, par l'Hôtel Matignon, de la prochaine venue en Corse de M. Michel Prada, l'inspecteur général des finances désigné le 20 mars dernier par M. Michel Rocard pour présider à l'organisation des quatre tables rondes « pour une concertation approfondie sur les problèmes de l'île », a permis aux syndicats de fonctionnaires (CGT, FO, CFDT, FEN, SNUI et SNI) d'adapter circulairement leurs positions tout en maintenant leur mot d'ordre de grève et leur revendication de « reprise des négociations là où elles avaient été suspendues » : « Nous acceptons le principe de cette concertation à condition que la première de ces tables rondes soit celle consacrée à la fonction publique. Et que, dans le cadre de cette réunion, soient examinées en priorité les revendications des grévistes afin de trouver une issue à ce conflit qui entre dans sa neuvième semaine ».

De plus, les syndicats de Corse du Sud ont décidé de mettre en place, dès lundi matin, « une sorte de service minimum autogéré par les fonctionnaires en grève qui permettra aux usagers des services publics de moins pâtir des conséquences de la grève. Ainsi, certains guichets seront-ils ouverts, notamment aux PTT et au Trésor public », a expliqué M. Michel Beveraggi, le secrétaire général de la CFDT. Mais en Haute-Corse l'intersyndicale, déjà

suivie par l'assemblée générale des grévistes des PTT, s'oppose à ce « service minimum ».

Pour Dominique Giovannangeli, le porte-parole cégétiste des syndicats de fonctionnaires, les grévistes témoignent ainsi d'un « réel esprit de responsabilité. Les Corses ne comprendraient pas, au moment où les organisations syndicales font un pas en avant, a-t-il dit, que le gouvernement n'en fasse pas autant ».

Dès lundi, une délégation des syndicats, qui appelaient à un rassemblement devant la préfecture d'Ajaccio, devait demander au préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzin, de préciser les conditions d'organisation de la table ronde sur la fonction publique prévue initialement pour étudier « la situation des

agents, la politique du personnel, la formation, la mobilité et les mesures concrètes qu'elles appellent ».

Au mois de mars, ces syndicats avaient refusé le principe de cette concertation et d'un « traitement au fond » des problèmes de la Corse, estimant que les questions conjoncturelles posées par le conflit dans la fonction publique étaient prioritaires. Dimanche, les avis n'avaient changé qu'en apparence puisque, acceptant le cadre des tables rondes, les syndicats posaient le préalable de « la poursuite des négociations amorcées le 6 avril et suspendues unilatéralement cinq jours plus tard alors que les discussions avaient permis de convenir d'un accord sur 80 % des propositions gouvernementales de protocole ».

fondé des revendications des fonctionnaires ».

De leur côté, les nationalistes qui, le 20 mars, avaient été les seuls à accueillir favorablement la proposition des tables rondes de M. Michel Rocard, y voyant « une reconnaissance des revendications nationales », estiment aujourd'hui qu'elles ne sont pas la panacée de la solution au problème corse ».

Mme Marie-France Giovannangeli, porte-parole du SIC (Sindacato di i travagliadori corsi) a prévenu samedi, à Bastia, au cours d'une réunion publique de la coalition nationaliste Unita Nazionalista que « ces tables rondes doivent déboucher sur des actes et non sur des déclarations d'intention ».

Plus précisément, les nationalistes, qui revendiquent « une solution globale » depuis l'origine du conflit, estiment qu'un pas important a été franchi « par la reconnaissance implicite du fait colonial en Corse contenue dans les propos de Michel Rocard à l'Assemblée nationale (Le Monde du 12 avril). Le conflit de la fonction publique démontre la réalité de la cherté de la vie en Corse. Les causes en sont apparemment économiques. Elles sont en fait le fruit de la logique coloniale que M. Michel Rocard a décriée au Parlement. Les solutions doivent donc être politiques ».

## Les différentes stratégies de participation

Quant aux socioprofessionnels insulaires, groupés dans le Comité corse de lutte (CCL), dont le porte-parole est le docteur Etienne Siméoni, l'ancien leader autonomiste, ils s'opposent au principe des tables rondes. « Cela dans la mesure où elles n'autorisent pas une concertation préalable des Corses entre eux avant une négociation avec l'Etat. Mais si nous y sommes invités nous y participerons... pour en dénoncer les limites », indiquait samedi à Bastia l'un des représentants du CCL présent à la réunion publique de l'Unita nazionalista.

Les élus ne se prononcent pas sur l'intérêt du débat de fond, préférant

« M. Quilès : des actes de sabotage. — Au micro du « Grand Oral Libération-Pacifique FM », M. Paul Quilès, le dimanche 16 avril, a affirmé que « des actes de sabotage » avaient été commis par des fonctionnaires grévistes en Corse. Il a expliqué : « Que l'on écoute les communications, que l'on ait fait des recherches d'archives sur liste rouge, autant de choses qui me préoccupent et dont il faudra bien parler une fois que la grève sera terminée ».

limiter leurs propos au traitement de la « légitime revendication des fonctionnaires (...) qui sont en conflit avec leur employeur (...) l'Etat ». Une façon de ne pas céder du terrain à un débat — structurel — qui pourrait répartir autrement les prérogatives des « représentants du peuple ».

Mais les différentes stratégies de participation — ou de non-participation — à cette concertation devront s'accommoder des objectifs définis par M. Rocard en mars dernier. Les décisions qui seront prises à l'issue de ces tables rondes devront toutes s'inscrire dans un véritable projet de développement pour la Corse qui répond à l'attente de tous les citoyens de l'île.

## Une double question

Dès lors se pose la double question de la méthode de travail et de la stratégie d'utilisation des décisions

qui pourront être arrêtées par un débat de fond qui devrait associer « l'ensemble des institutions et organisations — élus, partis, syndicats, patronat, commerce et associations... ». D'autant que l'autre interrogation induite par les tables rondes, qui devraient être mises en place dès cette semaine, est nettement politique. A plusieurs reprises, M. Pierre Joxe en Corse et, plus récemment, M. Michel Rocard à l'Assemblée nationale, ont évoqué la nécessaire moralisation de la vie publique et dénoncé les carences des institutions, notamment de l'Assemblée de Corse.

Au-delà des différences d'intérêt de participation des uns et des autres, les tables rondes sont-elles le premier élément d'une « solution politique globale » qui remettrait en cause les institutions décentralisées en Corse et leur mode de fonctionnement ?

MICHEL CODACCIONI

## Un paradis pour non-fumeurs

AJACCIO  
de notre envoyé spécial

La Corse était une aubaine pour les fumeurs, qui pouvaient économiser de 3 à 4 francs par paquet de cigarettes grâce à la détaxation fiscale. Elle devient, grâce au conflit social, un paradis pour non-fumeurs.

Depuis un mois, par suite de la grève des agents de la SEITA en Corse-du-Sud, les rayons se vident chaque jour plus désespérément dans les bureaux de tabac d'Ajaccio. Les Marlboro ont disparu les premiers, puis les Gitanes.

Certains buralistes ont limité les ventes à deux paquets par personne ou gardé quelques réserves pour les habitués. Mais, rapidement, les clients ont dû changer de marque, aller voir si les bureaux de tabac et les épiceries n'étaient pas mieux approvisionnés à l'aéroport et dans les villages surplombant la plaine d'Ajaccio. Pour finir, devant un magasin fermé ou un diemme éprouvant, Menthol ou maïs.

Bastia, pendant ce temps, fumait tranquillement. Pas de

grève à la SEITA, pas de pénurie, et toutes les marques. Ajaccio a fini par apprendre que la Haute-Corse ne souffrait pas autant, et des restaurateurs, des particuliers ont franchi résolument le col de la Vizzavona pour aller s'approvisionner à Corte.

Ces initiatives n'ont pas duré. Ne voulant pas jouer les briseurs de grève, le personnel de Bastia s'est lancé à son tour dans le mouvement à la fin de la semaine dernière. Et samedi soir, le distributeur automatique du bar-restaurant Le Club, dernière ressource des fumeurs sur la rive sud d'Ajaccio, a cessé l'ultime paquet venu de Haute-Corse.

La légende veut que quelques particuliers prévoyants écoulaient leur stock à 30 francs le paquet, mais, comme dit un buraliste, « ce n'est tout de même pas le Liban ». Les fumeurs, pour l'instant, restent stoïques. Ils portent les fonds de paquets merrués en se demandant s'ils vont passer au cigare ou au sautrage complet. Aucune crise violente de manque n'a encore été signalée.

CORINE LESNES.

(Publicité)  
**Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce CEST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ "LES ANNONCES" EN FONDS DE COMMERCE**  
que vous trouverez tous les meilleurs et les dernières affaires  
En vente parait 2,20 F et 34, rue de Valenciennes, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.85.30.30



AVEC NRJ  
27-28-29 JUIN 1989  
PARIS BERCY



LOCATION : VIRGIN MEGASTORE -  
FNAC - CLEMENTINE - REV' CONCERT  
AGENCES - SUR MINTEL 36.15 CODE NRJ CLUB  
INFOS CONCERT SUR MINTEL 3615 CODE NRJ

**IFAM.**  
The school of management in Paris for students ready to choose the best way to achieve an american MBA.

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) propose en quatre années (dont une aux Etats-Unis) de déboucher sur le diplôme MBA (Master of Business Administration) de plusieurs universités américaines, et sur le diplôme IFAM. Outre ses programmes, l'IFAM est affilié à l'université de Hartford, Northwestern University à Boston, Pace University à New York, Temple University à Philadelphie, chez qui les élèves effectuent leur troisième ou quatrième année. L'IFAM soutient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des élèves de l'IFAM ont terminé ou terminent actuellement leur MBA à l'université de Pennsylvania (Wharton), University of Chicago, Indiana University, University of Wisconsin, Duke University, George Washington University, Mac Gill University.

Les employeurs attendent de pied ferme ces jeunes managers formés à l'américaine : les premiers IFAM ont été embauchés avant même qu'ils ne reviennent des Etats-Unis. Enfin, la réussite de l'IFAM comme moyen de développement du programme "MBA University" est en 1986 en association avec Pace University à New York. Ce dernier offre aux diplômés de l'enseignement supérieur la possibilité d'obtenir le MBA en 11 mois. Avec 300 élèves à Paris et 200 aux Etats-Unis dans les meilleures universités américaines, l'IFAM, première école française à dispenser ses cours en anglais, est bien l'établissement pionnier de la formation franco-américaine en management.



INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT - 19 rue Copérn, 75015 Paris - France - Tél. : 47 34 38 23



**VOUS ÊTES INVITÉS  
A DÉCOUVRIR  
QU'AUCUNE VOITURE  
N'EST PENSÉE  
COMME UNE BMW.**

**OPÉRATION SÉRIE 3**  
Du 17 avril au 23 mai  
Invitation à l'essai  
des 15 modèles série 3  
et financement privilégié.

## Politique

## Cinq élections cantonales

## Entrée en lice des écologistes aux dépens du PS

La faible mobilisation électorale et la percée des candidats écologistes sont les deux caractéristiques de ces scrutins partiels organisés dans les cantons de Marcoing (Nord) et de Montaigu-en-Combrailles (Puy-de-Dôme), à la suite du décès du conseiller général, et dans ceux de Bergerac-I (Dordogne), Mont-de-Marsan-Nord (Landes) et Clermont-Ferrand-Nord-Ouest (Puy-de-Dôme), en raison de l'application de la loi limitant le nombre de mandats. Dans ces trois derniers cantons, MM. Michel Manet, Philippe Labeyrie et Roger Quilliot, tous trois sénateurs socialistes, ont été contraints d'abandonner leur siège après avoir été réélus maires, respectivement de Bergerac, Mont-de-Marsan et Clermont-Ferrand.

Dans trois cantons sur cinq, le taux d'abstention a été supérieur à 50 %, au point d'empêcher le représentant socialiste dans les Landes, et M<sup>me</sup> Michèle André, secrétaire d'Etat chargée des droits de la femme, candidate à Clermont-Ferrand, d'être élue dès le premier tour, faute d'avoir franchi la barre du quart des inscrits. En Dordogne, la multiplicité des candidatures altérât de

toute façon les chances du candidat socialiste, arrivé en tête, d'obtenir plus de 50 % des suffrages exprimés dès dimanche.

La composante écologiste fait une entrée remarquée sur la scène politique locale en Dordogne et dans les Landes. A Bergerac notamment, le candidat à la défense de l'environnement a rassemblé 12,75 % des voix, tandis que le représentant des Verts à Mont-de-Marsan a recueilli 6,51 % des suffrages. Tous deux étaient absents de la compétition lors du précédent renouvellement de 1985.

**DORDOGNE :** canton de Bergerac-I (premier tour)

Inscr., 15270 ; vot., 7391 ; abst., 51,59 % ; suffr. expr., 7238. M. Christian Manet, PS, 2207 voix (30,49 %) ; M<sup>me</sup> Katherine Traissac, UDF-CDS, 1494 (20,64 %) ; M<sup>me</sup> André Mary, RPR, 1105 (15,26 %) ; Daniel Philippe, écol., 923 (12,75 %) ; M<sup>me</sup> Irène Sapir, PC, 688 (9,50 %) ; M<sup>me</sup> Henri Saux, FN, 678 (9,36 %) ; Oscar Hernandez, sans étiqu., 81 (1,11 %) ; François Pontalier, rég., 62. Il y a ballottage.

[Huit candidats briguent le siège de M. Michel Manet (PS), sénateur, qui a choisi de se démettre de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1973, à la suite de sa réélection, le 12 mars, à la mairie de Bergerac, son fils, M. Christian Manet, en lice ce dimanche, est arrivé en tête du premier tour de ce scrutin en recueillant 30,49 % des voix, soit près de 10 points de moins que le score enregistré par son père en 1985 (40,47 %). Au total, les deux représentants de gauche obtiennent 39,99 % au lieu de 48,24 % en 1985.

A droite, les deux candidats en lice sont crédités de 35,90 % des suffrages, soit plus de 5 points de moins que le total des voix obtenues par leurs deux représentants en 1985 (41,36 %). Ces reculs sont essentiellement dus à l'entrée en scène du candidat écologiste, qui rassemble 12,75 % des suffrages. Au premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 14818 ; vot., 10756 ; abst., 27,41 % ; suffr. expr., 10 271.

M. Manet, PS, 4157 voix (40,47 %) ; M<sup>me</sup> Traissac, UDF-CDS, 2586 (25,17 %) ; M<sup>me</sup> Mary, RPR, 1663 (16,19 %) ; Gauthier, FN, 1067 (10,38 %) ; Blanc, PC, 798 (7,76 %) ; An second tour, M. Manet était réélu avec 5523 voix (50,31 %), contre 5454 voix (49,68 %) à M<sup>me</sup> Traissac, sur 10977 suffrages exprimés, 11443 votants (abst., 22,74 %) et 14812 électeurs inscrits.]

**LANDES :** canton de Mont-de-Marsan-Nord (premier tour)

Inscr., 11461 ; vot., 5012 ; abst., 56,26 % ; suffr. expr., 4879. M<sup>me</sup> Christian Cazade, PS, 2666 voix (54,64 %) ; Yves Clary, div. dr., 1076 (22,05 %) ; André Carculosse, PC, 421 (8,62 %) ; Albert Chataignier, Verts, 318 (6,51 %) ; Charles Haristoy, div. d., 247 (5,06 %) ; Michel Biarrotte, FN, 151 (3,09 %). Il y a ballottage.

[La faible mobilisation électorale (56,26 % d'abstentionnistes) a empêché M. Christian Cazade de l'emporter, le dimanche, en remplacement de M. Philippe Labeyrie (PS), sénateur, qui s'est démis de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1979, après avoir été réélu maire de Mont-de-Marsan. Créé de 54,64 % des voix, M. Cazade ne franchit pas, en effet, la barre du quart des inscrits, nécessaire pour être élu dès le premier tour. Les deux candidats de gauche réalisent une bonne opération en rassemblant, cette fois-ci, 63,27 % des suffrages contre 50,10 % en 1985.

En revanche, les deux représentants de droite réalisent tout de la faible par-

ticipation électorale que de la présence d'un écologiste, qui recueille 6,51 % des suffrages. M<sup>me</sup> Clary, soutenue par l'UDF et le RPR, et Haristoy, ne réussissent sur leur nom que 27,11 % des voix, alors que les quatre candidats de l'opposition avaient obtenu, en 1985, 42,82 % des suffrages. Au premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 11 581 ; vot., 5585 ; abst., 51,50 % ; suffr. expr., 7 350. M<sup>me</sup> Labeyrie, PS, 3 310 voix (45,11 %) ; Olivier, UDF-RPR, 1 424 (19,37 %) ; Davignac, RPR, 1 349 (18,35 %) ; M<sup>me</sup> Fiat, FN, 519 (7,86 %) ; M<sup>me</sup> Salbogne, PC, 367 (4,99 %) ; Haristoy, div. d., 259 (3,52 %) ; Blanc, div. d., 116 (1,57 %). An second tour, M. Labeyrie était réélu avec 3 954 voix (51,69 %) contre 3 695 voix (48,30 %) à M. Olivier, sur 7 649 suffrages exprimés, 7 782 votants (abst., 32,79 %) et 11 580 électeurs inscrits.]

**NORD :** canton de Marcoing (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 10 943 ; vot., 7 869 ; abst., 28,09 % ; suffr. expr., 7 610. M<sup>me</sup> Lilian Durieux, div. d., 4 151 voix (54,54 %) ; ELUE ; M. Jean-François Platteau, PS, 2 114 (27,77 %) ; M<sup>me</sup> Colette Dessaint, PCF, 1 345 (17,67 %).

[M<sup>me</sup> Durieux succède à son mari, récemment décédé, qui, conseiller général depuis 1976, avait été réélu au premier tour des cantonales de septembre dernier. Jean Durieux, div. d., avait alors recueilli 3 661 voix (51,66 %), contre 2 294 (32,37 %) à M. Platteau, 817 (11,52 %) à M. Michel Debever, PCF, 215 (3,09 %) à M. Michel Gervais, FN, 95 (1,34 %) et M. Jean-Luc

Baert, MRC. Il y avait eu 7 086 suffrages exprimés, 7 341 votants et 10 971 inscrits.]

**PUY-DE-DÔME :** canton de Montaigu-en-Combrailles (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 7 492 ; vot., 4 996 ; abst., 33,31 % ; suffr. expr., 4 912. M<sup>me</sup> Jean Michel, PS, 1 704 voix (34,69 %) ; Jean-Claude Bouchardon, UDF-PR, 1 584 (32,24 %) ; Claude Andrivon, div. d., 970 (19,74 %) ; Maurice Collas, PCF, 654 (13,31 %). Il y a ballottage.

[L'écart entre le PS et l'UDF, qui était de 9,06 points au premier tour des cantonales de mars 1985, n'est plus que de 2,45 points pour cette partielle renouvellement par le décès de Jean-Paul Toucas (PS), qui avait été élu pour la première fois en 1979. Jean-Paul Toucas avait été réélu au second tour de mars 1985 avec 27 voix d'avance sur M. Jean-Claude Bouchardon (UDF-PR). Il y avait eu 6 185 suffrages exprimés, 6 361 votants et 7 820 inscrits. An premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 7 824 ; vot., 6 011 ; abst., 23,17 % ; M. Bouchardon, 2 681 voix (44,62 %) ; Jean-Claude Toucas, 2 153 (36,96 %) ; M. Maurice Collas, PCF, 636 (10,58 %) ; M<sup>me</sup> Agnès Descom, FN, 155 (2,66 %).

**PUY-DE-DÔME :** canton de Clermont-Ferrand-Nord-Ouest (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 9 230 ; vot., 3 995 ; abst., 56,71 % ; suffr. expr., 3 917. M<sup>me</sup> Michèle André, PS, 917 d'Etat chargé des droits de la femme, adj. au m., 2 054 voix (52,43 %) ; M<sup>me</sup> Dominique Turpin, UDF-PR, cons. mun., 1 592 (40,64 %) ; Bernard Jaquez, PCF, 271 (6,91 %). Il y a ballottage.

[Bien qu'ayant obtenu 52,43 % des suffrages exprimés, M<sup>me</sup> Michèle André n'a pas été déclarée élue, car elle n'a pas recueilli un nombre de voix au sein d'un quart des inscrits. Secrétaire d'Etat chargée des droits de la femme, M<sup>me</sup> André brigue la succession de M. Roger Quilliot, ancien ministre, sénateur, maire de Clermont-Ferrand, qui, pour respecter la loi limitant le cumul des mandats, vient de quitter l'assemblée départementale, où il siégeait depuis 1973.

M. Quilliot avait été réélu au second tour de mars 1985 avec 3 223 voix (53,14 %), contre 2 842 (46,85 %) à M. Papet (UDF-PR) sur 6 065 suffrages exprimés, 6 286 votants et 8 983 inscrits. An premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 8 983 ; vot., 6 129 ; abst., 31,80 % ; suffr. expr., 6 011 ; M<sup>me</sup> Quilliot, 2 699 voix (44,90 %) ; René Papet, 2 471 (41,10 %) ; Thierry André, FN, 424 (7,05 %) ; Jean Villanova, PC, 330 (5,48 %) ; Gérard Bellagie, PCL, 87 (1,44 %).

● M. Mesmin conteste son échec à la mairie du seizième. — M. Georges Mesmin, député UDF de Paris, a déposé un recours devant le tribunal administratif tendant à l'annulation de l'élection comme maire du seizième arrondissement de M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur UDF de Paris, qui l'a battu au troisième tour de scrutin (le Monde du 5 avril). M. Mesmin appelle les habitants de l'arrondissement à « exprimer leur indignation à M. Taittinger, auteurs de la machination ». M. Mesmin, maire sortant, qui, à la tête de la liste de la majorité municipale, avait recueilli 74,90 % des suffrages exprimés dès le premier tour des élections municipales, avait été concurrencé, pour la désignation du maire, par M. Gilbert Garnier aux deux premiers tours de scrutin.

## POINT DE VUE

## Demain, la ville

par Jacques Toubon  
député RPR de Paris

LES villes françaises sont aujourd'hui confrontées à un ensemble de difficultés qui affectent aussi bien la vie quotidienne de leurs habitants que leurs perspectives de développement à moyen ou long terme. Les phénomènes d'exclusion, les réactions d'intolérance et de refus, dont le vote Front national est une illustration, l'aggravation des contraintes de tous ordres qui s'exercent sur les plus faibles et sur les plus fragiles sont quelques-uns des symptômes de ce « mal » des villes.

Devant cette situation, certains se plaisent à évoquer un hypothétique âge d'or des villes, à seule fin de mieux noircir la réalité présente. D'autres paraissent se résigner à une société urbaine à deux vitesses, celle des forts et celle des faibles. Ce pessimisme n'est pas fondé. Aujourd'hui trois impératifs doivent nous guider.

Le premier est sans nul doute de s'attaquer aux formes d'exclusion les plus criantes, en y consacrant prioritairement les surplus dégagés par la croissance. Il s'agit d'abord des situations d'isolement et de solitude qui n'affectent pas uniquement les personnes seules, mais nombre de groupes — familles, jeunes — qui ont l'impression d'être enfermés dans des « boîtes » plus ou moins étanches. Caractéristiques des grands ensembles, ce phénomène se double du choc culturel opposant ceux des habitants d'origine qui n'ont pas réussi à partir et les nouveaux venus, immigrés pour la plupart.

Il faudra du temps, de l'argent et beaucoup de volonté, pour corriger l'actuelle sous-administration de ces ensembles — qu'il s'agisse de l'école, des actions de prévention, des services de sécurité et, plus généralement, de l'adaptation des services municipaux — et aussi pour permettre la représentation de populations aujourd'hui désorientées, et favoriser l'association de nouveaux leaders — les immigrés de seconde génération aspirant souvent à jouer ce rôle.

La dialectique forte-faible engendre une autre forme d'exclusion à l'encontre de ceux qui ne sont pas organisés pour assurer leur propre défense dans la société urbaine, notamment les personnes âgées et les handicapés. Pour eux, il faut mettre en place, localement, les nécessaires aides à la vie.

En ce domaine, les nouvelles technologies ouvrent des perspectives considérables, qu'il s'agisse de combler les retards actuels en matière de prothèses, de développer les maisons automatisées ou encore d'utiliser les télécommunications pour faciliter leur vie quotidienne ; information, commandes, réservations, mais aussi travail à domicile.

## Une rationalisation indispensable

De fait, ce que nous avons fait depuis vingt ans en faveur des personnes âgées et des handicapés est important, mais ce n'est rien à côté de l'effort immense que nous devons accomplir pour eux dans les dix ans à venir ; on doit en prendre conscience dès maintenant.

Le manque de références, l'illettrisme social et culturel qui ne permettent pas de prendre place dans la communauté nous obligent à agir globalement le plus en amont possible, dans l'enseignement primaire et auprès des collégiens qui sont souvent dans la situation la plus fragile : lutte systématique contre l'échec scolaire et offre de loisirs — en particulier, de loisirs gratuits — autour de l'école. On assurera ainsi la prévention la plus sûre contre la marginalisation, la délinquance et la drogue.

Pour les adultes, la culture, dans la conception que nous en avons aujourd'hui, est un levier essentiel. Elle est la réponse aux questions existentielles et au décalage social, en tant que vision de l'homme et de

la société. L'action socio-culturelle, débarrassée de ses scories idéologiques, doit reprendre vigueur. Le second impératif réside dans une meilleure maîtrise du développement des villes.

Il s'agit d'abord d'assurer une plus grande cohérence entre les conceptions territoriales, la répartition des compétences et la nature des problèmes.

Or, telle qu'elle s'est engagée depuis 1982, la décentralisation s'est avant tout traduite par des imbrications de compétences, des doubles emplois, des relations contractuelles compliquées et conflictuelles, des situations de dépendances et de sujétion d'une collectivité à une autre. Elle nuit ainsi à l'efficacité des actions engagées et à la clarté des responsabilités, ce qui contribue largement au désintérêt manifesté par nos concitoyens.

Une rationalisation s'avère donc, ici, indispensable. Elle faciliterait dans le même temps la mise en œuvre d'une nouvelle et nécessaire politique du logement orientée vers trois objectifs : assurer une meilleure complémentarité entre les implantations d'activités et de logements, favoriser la réintégration dans la ville des populations les moins favorisées, et surtout augmenter l'offre de logements.

L'effort engagé à Paris par Jacques Chirac — augmentation du nombre des logements sociaux de type HLM, construction d'un nouveau type de logements locatifs moyens, réhabilitation des logements sociaux anciens — s'inscrit pleinement dans cette perspective.

Les problèmes de transport et de circulation doivent, pour leur part, faire l'objet d'une réflexion d'ensemble décomplexée et résolue.

Enfin, la prise en compte des activités artistiques et culturelles, qui constituent une nouvelle dimension primordiale dans le développement des villes, justifie qu'on leur offre un environnement favorable — notamment sous la forme de locaux adaptés et peu coûteux, par exemple des salles de musique pour les jeunes.

Dans l'Europe du marché unique, où les villes, et surtout les très grandes villes, déterminent largement, par la diversité de leurs fonctions et par leur rayonnement, le rang et la prospérité de chaque nation, il importe, et c'est là le troisième impératif, que la France puisse s'appuyer sur un réseau urbain suffisamment solide et cohérent.

Nous donnerons à Paris les moyens de s'affirmer comme l'un des pôles et même de devenir la capitale de l'Europe, ce à quoi elle peut légitimement prétendre. Il importe aussi que plusieurs de nos capitales régionales, et au premier rang Lyon, acquièrent pleinement le statut de villes européennes, capables de rivaliser, demain, avec Barcelonne, Milan, Turin, Francfort, Hambourg, Düsseldorf ou Bruxelles.

Pour autant, il n'est pas question que, dans un contexte de concentration des activités autour des grandes agglomérations, les villes de moindre importance subissent un certain déclin. C'est dire qu'il est essentiel de soutenir leurs activités et leur essor et de mettre parallèlement en œuvre l'aménagement de l'espace rural, et c'est bien dans cet esprit que le gouvernement de Jacques Chirac avait décidé la mise en œuvre d'un ensemble de grandes liaisons — autoroutes, TGV — garantissant leur ouverture sur l'Europe.

A l'époque où l'on agitait le spectre du « désert français », la V<sup>e</sup> République avait su faire de la politique d'aménagement du territoire un instrument ambitieux mais réaliste. C'est cette politique qu'il faut, aujourd'hui, réinventer.

C'est une génération d'hommes politiques ayant acquis, dans les villes, une large expérience du terrain et représentant sans exclusive les aspirations de leurs concitoyens qui sera à même de résoudre ces problèmes.

## CYCLE DOCTORAL 1989-1990 DE L'UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

## ■ DEA - DIPLOME D'ETUDES APPROFONDIES

- Politique générale des organisations
- Stratégie et gestion commerciales
- Méthodes Scientifiques de Gestion
- Finance
- Informatique des organisations
- Économie et finance internationales
- Décision, communication et pouvoir
- Conjoncture économique et prospective
- Sociologie des organisations
- Droit économique et social

Professeur Alain COTTA  
Professeur Bernard PRAS  
Professeur Bernard ROY  
Professeur Bertrand JACQUILLAT  
Professeur Alain CHECKROUN  
Professeur Jeanne-Marie PARLY  
Professeur Julien SEZ  
Professeur Alain BENAYME  
Professeur Pierre JARNIOU  
Professeur Élie ALFANDARI

## ■ DESS - DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES

- Stratégie, planification, contrôle dans l'entreprise
- Marchés financiers nationaux et internationaux
- Marketing
- Techniques de l'informatique de gestion
- Logistique et organisation commerciales
- Gestion des services de santé
- Affaires internationales
- Informatique de Gestion et Bases de données
- Fiscalité de l'entreprise
- Gestion des organisations Financières et bancaires
- Finance d'entreprise
- Gestion des télécommunications, télématique et télévision
- Administration fiscale
- Les métiers de "formateurs-intervenants"
- Audit comptable et financier
- Gestion du développement social
- Gestion des ressources humaines
- Informatisation des entreprises
- Gestion des institutions culturelles
- Gestion publique
- Gestion de la technologie
- Entreprises publiques

Professeur Raymond DANZIGER  
Professeur Bertrand JACQUILLAT  
Professeur Bernard PIGANIOI  
Professeur Pierre TOLLU  
Monsieur Jean Jacques JUSTEAU  
Professeur Émile LEVY  
Professeur Henri TEZENAS du MONTCEL  
Professeur Charles BERTHE  
Professeur Cyrille DAVIS et Madame Christine COLLETTE  
Madame Françoise PAGNY  
Professeur Pierre LAVAUD  
Professeur Maurice NUSSENBAUM  
Professeur Dominique ROUX  
Professeur Bernard CASTAGNE  
Professeur Jacqueline PALMADE  
Monsieur Jean François CASTA  
Professeur Vincent de GAULEJAC  
Professeur Marie Claude OUXY-GATELMAND  
Professeur Daniel SOULE  
Monsieur Hyacinthe LENA  
Professeur Guy TERNY  
Professeur François FAGNANI  
Professeur Michel DURUPT

## ■ DESUP - DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES

- Gestion des entreprises dans les pays en développement ..... Madame Françoise PAGNY

■ PRÉ INSCRIPTIONS : du 2 Mai au 30 Juin

■ INFORMATIONS : Tél. : (1) 45 05 14 10 poste 2272  
Minitel : 3615 code Dauphine

Université de Paris-Dauphine - 3<sup>e</sup> Cycle - Sciences des Organisations  
Place du Maréchal de Lattre-de-Tassigny - 75775 Paris Cedex 16



100 000 LIVRES  
EN STOCK

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-97-12

PILE  
SEPARÉE

Le Monde

CAMPUS

LE FINANCEMENT  
DES UNIVERSITÉS

Supplément en couleurs, 108 pages, gratuit avec

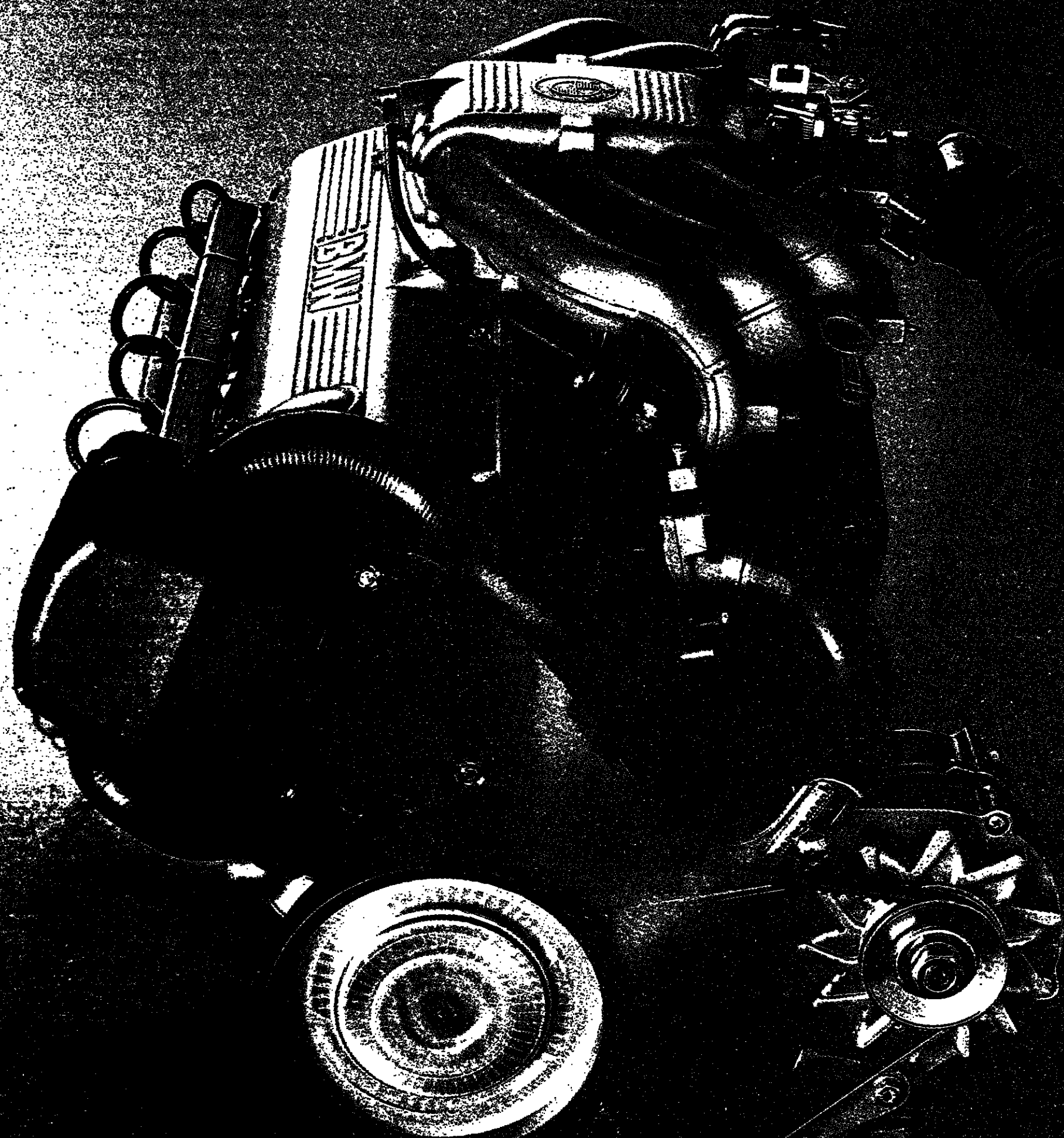
Le Monde

LUNDI 24 AVRIL, DATE 25 AVRIL 1989

150



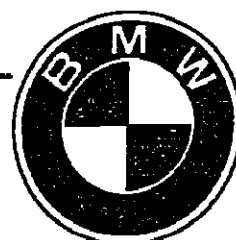
**Vous découvrirez  
qu'un six cylindres BMW  
a autant besoin  
d'un turbo que le Concorde  
d'une hélice.**



Moteur 6 cylindres injection essence.

Depuis 20 ans, le monde automobile reconnaît à BMW une réputation de grand motoriste. La qualité des moteurs produits par la marque est telle qu'un six cylindres BMW n'a pas besoin d'être artificiellement gonflé par un turbo-compresseur. Sur la 320i, vous trouverez le seul six cylindres en ligne de la catégorie des deux litres équipé du système électronique numérique moteur (DME). Celui-ci dose avec la plus grande précision la quantité de carburant nécessaire pour activer l'injection. De plus, le DME mesure, détecte et garde en mémoire toutes les irrégularités de fonctionnement du moteur. Puissance, souplesse, robustesse, les six cylindres BMW se suffisent à eux-mêmes. Pour BMW, mettre un turbo sur un moteur essence reviendrait à doper un sportif pour qu'il réalise enfin une performance.

**SERIE 3  
AUCUNE VOITURE  
N'EST PENSEE  
COMME UNE BMW**



# Société

Un entretien avec M. Claude Evin

## « Pour prévenir le sida, il n'y a que le préservatif ou la fidélité réciproque »

M. Claude Evin, ministre de la Santé, lance lundi 17 avril une nouvelle campagne de publicité incitant à l'usage des préservatifs pour prévenir le sida. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Evin insiste sur le fait que, parallèlement à l'utilisation des préservatifs, la « fidélité réciproque » permet aussi de prévenir tout risque de contamination.

« L'incitation officielle à l'utilisation de préservatifs a déjà déclenché plusieurs polémiques. Ne craignez-vous pas, avec cette nouvelle campagne, d'être la cible de sévères critiques ?

« Il s'agit d'un problème de vie ou de mort et, lorsqu'on est confronté à ce type de problème, il faut prendre ses responsabilités. Je ne porte pas de jugement. La politique que je mets en place n'a aucune connotation morale vis-à-vis des comportements des Français et des Françaises. En tant que ministre, en tant que responsable de la santé de la population, je dois donner tous les moyens pour qu'un amant du système de distribution des soins on puisse éviter d'être contaminé par le virus du sida. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, il faut parler vrai. Mais parler vrai avec aussi le souci de ne pas provoquer. Il ne sert à rien de provoquer des polémiques stériles autour de telle ou telle campagne de communication. Mon souci, c'est d'amener progressivement nos compatriotes à changer de comportement. Il faut que l'on parvienne à parler du sida et des moyens de le prévenir ; et, pour cela, il faut que l'on utilise le préservatif.

« Les responsables de l'Eglise catholique estiment que le fait de parler du préservatif peut inciter à son utilisation et, au-delà, à la multiplication des rapports sexuels et du nombre des partenaires, en particulier chez les jeunes. Qu'en pensez-vous ?

« Je refuse totalement la thèse qui voudrait que les campagnes sur le préservatif incitent les gens à avoir des relations sexuelles multiples. Il ne m'appartient pas, il n'appartient pas au gouvernement de porter une appréciation morale sur le comportement des Français

dans ce domaine. Je répète, comme je l'ai fait il y a quelques jours au Printemps de Bourges, que pour prévenir le sida il n'y a que la fidélité ou le préservatif. Et quand je dis fidélité, je parle, bien sûr, de fidélité réciproque à l'intérieur ou à l'extérieur du mariage. C'est clair : ou vous avez un partenaire unique et vous en êtes sûr ; ou il faut avoir recours aux préservatifs. Je ne dis pas qu'il faut utiliser un préservatif



pour chaque relation sexuelle. Ne déplaçons pas le débat sur des sujets qui n'ont pas lieu d'être.

« Mais pourquoi, dans ces conditions, ne faire une campagne que pour le préservatif ? Pourquoi ne pas promouvoir officiellement la fidélité réciproque ?

« Ce ne serait pas réaliste. Je tiens à redire à ceux qui sont plus prompts à la polémique qu'à l'examen objectif des faits que la campagne sur le préservatif ne sera pas la campagne unique, globale ou exclusive sur le sida. Pour parler seulement des mois qui viennent, une autre campagne d'information sur la maladie elle-même sera lancée.

« Pourquoi les pouvoirs publics, qui remboursent l'interruption

volontaire de grossesse, ne décident pas d'offrir gratuitement les préservatifs, l'achat de ces derniers posant, aux jeunes notamment, des problèmes financiers ?

« C'est, en fait, un vrai problème technique. Je souhaite que la distribution des préservatifs puisse se faire le plus largement et le plus facilement possible. Je ne vois pas comment, techniquement, on pourrait distribuer, dans l'ensemble du pays, gratuitement, des préservatifs de qualité. Il y a là un débat économique, industriel et culturel assez complexe. En revanche, je suis tout à fait d'accord pour que l'on puisse continuer, en liaison avec les fabricants, de faire baisser les prix.

### Des distributeurs dans les lieux publics

« Au-delà de cet aspect, il est vrai que nous avons énormément de réserves, de réticences, à aborder le problème du préservatif. C'est pourquoi nous avons d'abord commencé par une campagne ponctuelle, qui visait à banaliser son usage. Maintenant, il faut passer à un stade supérieur, parler de l'utilisation du préservatif dans le cadre de l'acte sexuel lui-même, aller plus loin encore dans la banalisation. Mais, au-delà du fait d'en parler plus facilement, il faut aussi y avoir accès plus facilement. Et, le plus souvent, dans une pharmacie, c'est psychologiquement difficile. C'est pourquoi je souhaite que l'on puisse développer la mise en place des distributeurs ou de tout autre moyen qui permettrait d'avoir accès aux préservatifs plus simplement.

« Vous avez déclaré publiquement, il y a quelques jours, que vous étiez favorable à l'installation de tels distributeurs dans les entreprises et partout où les gens se rencontrent. C'est directement évoquer une sexualité bien éloignée de la fidélité réciproque...

« L'un des sujets que l'Agence de la recherche sur le sida devra approfondir concerne le comportement sexuel des Français. Nous n'avons pas d'élément d'information sur cette question pourtant essen-

tielle. On dit que les jeunes sont concernés parce qu'ils sont dans une phase de recherche de sexualité. Mais chacun, ou presque, sait que les relations sexuelles multiples existent ; je ne peux pas, personne ne peut envisager de s'élever contre une telle situation. La sexualité de nos contemporains est ce qu'elle est. Aux pouvoirs publics d'en tirer les conséquences en termes de santé publique.

« Êtes-vous favorable à la distribution de préservatifs en milieu pénitentiaire ?

« Je n'ai jamais dit que je souhaitais qu'il y ait des distributeurs de préservatifs en prison. C'est un sujet très complexe puisque la sexualité en milieu pénitentiaire n'est pas reconnue. Nous avons relancé, sur ce thème, un travail en collaboration avec le ministère de la justice, qui traite de tous les problèmes de santé en prison et donc de celui du sida.

« Dans certaines villes, des pharmaciens se sont vu interdire, sous divers prétextes, l'installation de distributeurs de préservatifs à l'extérieur de leurs officines. Qu'en pensez-vous ?

« Le fait est exact. Je trouve ces comportements inadmissibles, aussi bien de la part d'élus locaux qui, pour je ne sais quelle raison — ou, plus exactement, pour des raisons que je connais très bien — s'opposent à cette mesure de prévention. C'est un comportement inadmissible aussi de la part des autres pharmaciens lorsqu'ils empêchent l'un de leurs confrères de réaliser une telle installation.

« Ne pensez-vous pas que l'incitation à l'usage des préservatifs pourrait avoir des conséquences démographiques négatives ?

« Je ne crois pas. D'ailleurs, je ne suis nullement favorable aux naissances que l'on ne souhaite pas. Une vraie politique démographique consiste à créer les conditions d'accueil de l'enfant qui permettront que des adultes aient envie de procréer. Je pense que la fonction sexuelle doit être dissociée de celle de la reproduction.

« Vous ne craignez pas des réactions de la part des responsables de l'Eglise catholique ?

« Je me suis récemment entretenu de ces questions avec Mgr Lestier. En tant que ministre de la Santé, je n'ai pas à me poser la question de savoir s'il est bien ou non que notre société soit dans une situation où la fidélité n'est pas la règle. Que chacun s'interroge sur ses responsabilités. Lorsque quelqu'un est en train de se noyer, on ne va pas lui faire un prêche pour lui dire qu'il ne fallait pas qu'il se mette à l'eau ou que son état dépressif n'était pas justifié. Lorsque la maison brûle, on ne se pose pas d'abord la question de savoir qui a mis le feu ; on sauve d'abord les gens qui sont à l'intérieur. Or, ici, il s'agit avant tout, je le répète, de santé publique. Il y a aujourd'hui en France des jeunes et des adultes qui sont potentiellement porteurs de mort. On ne peut pas faire comme si cela n'existait pas. »

Propos recueillis par  
JEAN-YVES NAU.

### « Le préservatif préserve de tout, de tout sauf de l'amour »

Lancée par la nouvelle Agence de lutte contre le sida (A.L.S.), que dirige M. Dominique Coudreau, la campagne de communication aura pour slogan : « Le préservatif préserve de tout, de tout sauf de l'amour ». Son budget est de l'ordre de 6 millions de francs. Elle sera partagée en deux temps : d'abord, la diffusion — à vingt reprises — d'un spot télévisé destiné au grand public (le Monde du 7 avril). Ensuite, la publication de messages destinés à différents publics potentiellement à risque ou plus réceptifs. Cette publi-

cation sera faite dans plusieurs journaux, notamment dans la presse pour jeunes (Pochon, Première), dans la presse féminine (Elle, Nous Deux, Intimité et Glamour), dans plusieurs magazines (Evénement du jeudi, VSD, Nouvel Observateur, Globe, Auto-Moto), ainsi que dans la presse homosexuelle (Gay Pied, Hom-Schow, All Men). Plusieurs de ces titres proposeront, pour mieux attirer encore l'attention de leurs lecteurs, un préservatif encarté à l'intérieur de leurs pages.

### Le départ du docteur Didier Jayle de l'hôpital Tarnier-Cochin

Dans une mise au point adressée à l'Agence France-Presse, le samedi 15 avril, le professeur Jean-Paul Escande a indiqué qu'il n'avait demandé « ni à la direction de l'Assistance publique de Paris ni à la direction de l'hôpital Tarnier-Cochin la moindre sanction à l'encontre du docteur Jayle », qui, en tant qu'attaché assurant deux vacations dans son service (le Monde du 17 avril).

« Le professeur Escande joue sur les mots. S'il s'agit effectivement pas de sanction à l'encontre du docteur Jayle, alors, des directions de l'Assistance publique et de l'hôpital Tarnier-Cochin, il a en revanche signifié à son attaché, par une lettre manuscrite datée 11 avril, qu'il devait lui « rendre » ses vacations « à partir du 1<sup>er</sup> mai ». Dès le 11 avril, le docteur Jayle avait pris contact avec le bureau du personnel médical de l'hôpital Tarnier-Cochin pour finaliser de son retour par le professeur Escande. — F.N. »

### SAUTEZ SUR L'OCCASION.



### Musique à bord!

En plus d'un choix de voitures d'occasion pour le moins planant, votre Concessionnaire ou Agent Eurocasion vous propose toutes ses occasions d'au moins 28.000 F. Equipées d'un autoradio. Sauter dessus ! Redescendez ensuite sur terre et n'oubliez pas les garanties nationales Eurocasion, proposées sur tous les véhicules affichés « 6 mois », « 12 mois » ou « Sélection » : garanties nationales 6 mois ou 12 mois pièces et main-d'œuvre, quel que soit

le kilométrage, • garantie Sélection : moteur, boîte, pont, 2 ans ou 65.000 kilomètres parcourus depuis la livraison. Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou Minitel 36.15 Citroën.

**Eurocasion**

## La Nouvelle Epargne du Crédit Agricole.

Rentabilité, souplesse, liberté... en matière financière, il est toujours possible de se surpasser.

Le Crédit Agricole vous le prouve encore aujourd'hui avec le Compte à Options Varius.

**Varius : un taux garanti de 7,25% ou plus.**

Une épargne qui garantit un taux de 7,25% c'est déjà exceptionnel par rapport aux livrets d'épargne courants.

Mais une épargne qui, en plus, augmente sa rentabilité avec le temps, c'est une performance ! Le taux de rendement actuariel annuel brut de Varius est de 7,25% sur 4 ans, 7,50% sur 5 ans, 7,75% sur 6 ans et atteint même 8% sur 7 ans !

**Varius : un droit de retrait de votre argent.**

C'est parce que vous pouvez toujours avoir besoin d'une partie de votre argent que le Crédit Agricole a créé en exclusivité le Droit de Retrait Optionnel ; dès la fin de la première année, vous pouvez retirer 50% de votre épargne, en une ou plusieurs fois. Et surtout sans annuler votre

contrat, vos intérêts sont ainsi préservés.

**Varius : une épargne non plafonnée.**

Le Compte à Options Varius, c'est l'épargne sans contrainte, la liberté.

Souscrivez avec 2000 F minimum ou épargnez 10 000 F. 50 000 F voire plus, vous êtes libre de votre choix.

**Varius : des intérêts mensuels\* si vous le souhaitez.**

Au moment de l'ouverture de votre Compte, vous choisissez le rythme de versement de vos intérêts.

Innovation sans précédent, le Crédit Agricole vous propose, outre les options au trimestre, à l'année ou à échéance, une formule d'intérêts mensuels\*.

Varius, c'est bien la Nouvelle Epargne. Elle est sûrement pour vous, même si vous n'êtes pas client du Crédit Agricole !

**VARIUS**  
UNE EXCLUSIVITÉ DU  
CRÉDIT AGRICOLE

\* Pour les Comptes à Options de 40 000 F ou plus  
Taux en vigueur au 20/01/89

### REPÈRES

#### Espace

#### Difficultés dans la station MIR

Alors que les trois cosmonautes qui séjourneront actuellement à bord de MIR, Alexandre Volkov, Sergueï Krikalov et Valeri Polakov, s'apprêtent à retrouver la Terre le 27 avril, la station orbitale soviétique semble souffrir d'un problème électrique. Selon le dernier numéro de la revue hebdomadaire Aviation week-end, les astronautes soviétiques seraient endormis et l'électricité disponible à bord très limitée. L'URSS compte envoyer, d'ici deux à trois mois, une équipe de réparation pour résoudre cette difficulté technique. — (AFP).

#### Infirmières

#### Ni guerre ni paix

Ni guerre ni paix, telle est l'attitude que la coordination nationale des infirmières a décidé d'adopter, pour les semaines à venir, lors des états généraux organisés samedi 15 et dimanche 16 avril à Paris. Les motions proposent de poser un ultimatum au gouvernement et d'organiser des grèves et des actions dures ont été repoussées. Mais les infirmières ne sont toujours pas satisfaites des accords signés en octobre 1988 entre la CFDT, FO, la CFTC et le gouvernement, et l'ont nettement affirmé au cours des votes. Leurs principales préoccupations portent sur le niveau des études face au défi européen, sur une meilleure définition de leur rôle au sein de l'équipe soignante. Elles réclament également des effectifs plus nombreux, une formation continue de qualité et d'un accès plus large.

#### Environnement

#### Rivières polluées en Chine

Faute de la moindre station d'épuration, les déversements d'eaux usées polluent 80 % des rivières et des lacs de la République populaire de Chine.

Telles sont les conclusions d'un rapport établi par le ministère chinois des ressources hydrauliques et le bureau pour la protection de l'environnement, publié le 16 avril et cité par l'Agence Chine nouvelle. Il précise notamment que dix-sept des plus grands lacs de Chine sont contaminés et que les populations de trois cent quatre-vingt villes importantes sont menacées par cette pollution généralisée. — (AFP).

• Séisme en Chine : quatre morts. — Un tremblement de terre de magnitude 6,7 s'est produit le 16 avril au matin près de la ville de Batang, située dans les montagnes de la province chinoise du Sichuan, tout près de la région autonome du Tibet. La secousse a fait au moins quatre morts et dix-sept blessés. Elle a aussi coupé les lignes téléphoniques, empêchant pour l'instant l'évaluation définitive du nombre des victimes et de l'importance des dégâts. — (AFP).



مكزامن الأصيل

**Si les douces impressions  
du berceau vous paraissent  
un peu floues, s'installer  
à bord d'une BMW  
vous rafraîchira la mémoire.**

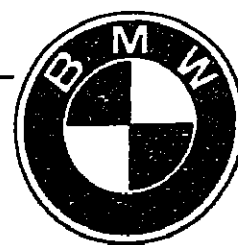
BDDP MOTUL partenaire de BMW.



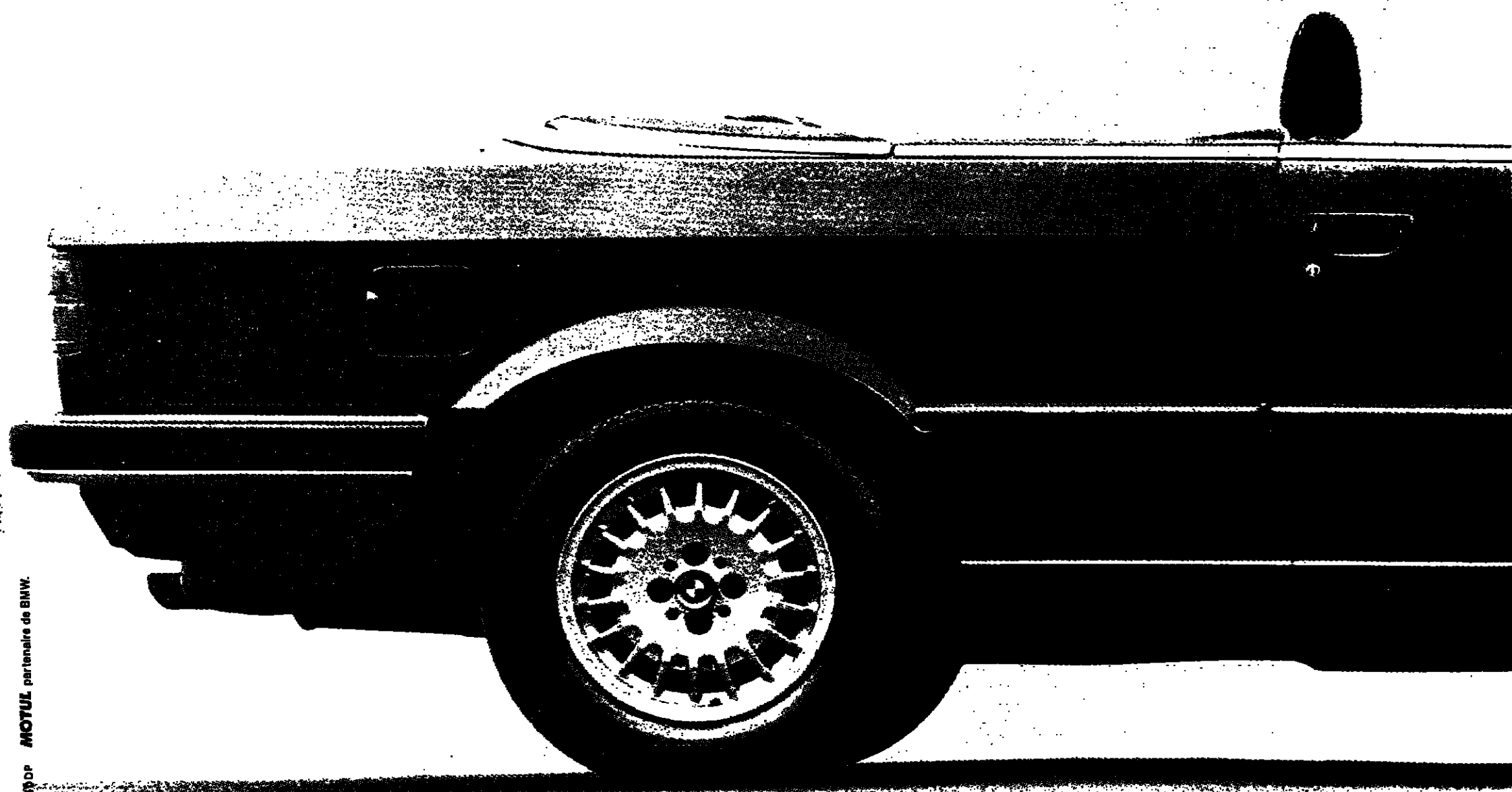
Le modèle photographié peut comporter des options.

Ce sentiment de chaleur, de sécurité, de confort que vous ressentiez jadis dans votre berceau. Cette facilité déconcertante avec laquelle vous saisissez les petits objets que vos parents avaient placés tout autour de vous. Retrouvez toutes ces douces impressions à bord d'une BMW 325i. Tout d'abord, le poste de pilotage est exclusivement tourné vers vous. Toute possibilité de confusion entre les différentes fonctions est exclue. Comme dans un couffin, il faut être installé le plus confortablement possible. C'est pourquoi l'assise et le dossier sont parfaitement anatomiques. Après le confort, il faut aussi parler sécurité : sur la 325i, l'ABS est de série. Ainsi équipée, et avec la qualité des matériaux utilisés, la Série 3 vous bercera pendant longtemps.

**SERIE 3**  
**AUCUNE VOITURE**  
**N'EST PENSÉE**  
**COMME UNE BMW**



**Noir sur blanc, vous aurez la preuve  
que l'on peut être  
parfait sur toute la ligne.**

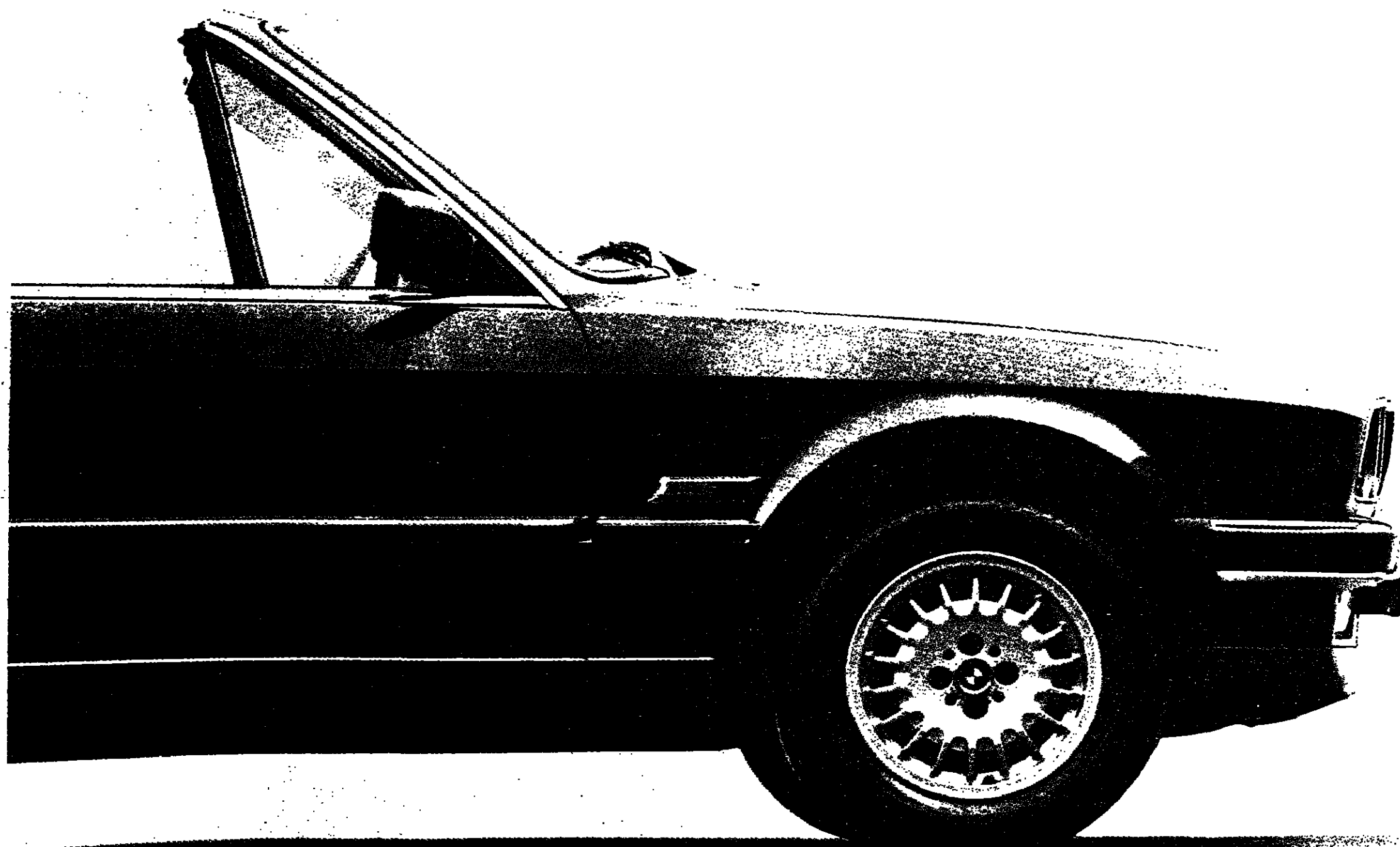


Pour un cabriolet, plus la ligne est droite, plus la voiture est belle. Sur la 320i et sur la 325i cabriolet, les stylistes de BMW ont appliqué à la lettre ce concept fondamental. Du

capot au coffre, la ligne est pure, dynamique, les proportions sont parfaites. Le pare-brise est la seule chose qui dépasse. Celui-ci remplace l'arceau de sécurité. Renforcé,

il rigidifie la voiture avec l'aide de longerons qui entourent toute la caisse. Le cabriolet BMW est un vrai quatre places. Avec une facilité déconcertante, en quelques secondes

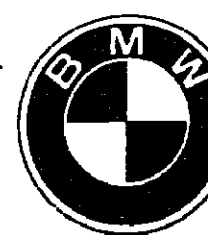
*Je M'inscris*



la capote s'escamote totalement et dégage ainsi le champ de vision. Vous découvrirez alors avec vos passagers le plaisir de rouler dans un cabriolet avec la sensation

unique d'être dans une BMW. La Série 3 est un modèle d'esthétisme et le cabriolet BMW en découle en droite ligne. Le modèle photographié peut comporter des options.

**SERIE 3**  
**AUCUNE VOITURE**  
**N'EST PENSÉE**  
**COMME UNE BMW**





## Société

L'attaque à main armée de Condé-sur-l'Escaut devant les assises du Nord

## La cour devra dire si les accusés peuvent bénéficier de l'amnistie dix ans après les faits

Le simple fait de juger des personnes près de dix ans après leur arrestation tendrait à démontrer que les faits retenus à leur encontre ne s'inscrivent pas dans une banale affaire de droit commun. La justice est ainsi faite qu'un délai moyen, pour ne pas dire « raisonnable », doit être respecté. Une instruction soignée suivie aussitôt par un procès rapide laissera une impression aussi négative qu'une procédure interminable débouchant sur une audience alourdie par l'évocation de faits devenus trop anciens.

C'est dans ces dernières conditions que se présente le procès qui aura lieu à partir du lundi 17 avril devant la cour d'assises du Nord puisque l'attaque à main armée de Condé-sur-l'Escaut le 28 août 1979. Il y a presque dix ans donc, peu avant midi, six personnes dont une femme faisaient irruption dans les locaux de la perception et sous la menace de leurs armes se faisaient remettre une somme de 16 300 000 francs destinée au paiement des pensions trimestrielles des retraités des mines, avant de prendre la fuite.

L'enquête, d'abord menée par le service régional de police judiciaire de Lille sous la direction d'un juge d'instruction de Valenciennes, permit l'arrestation, en novembre 1979, d'un militant libertaire espagnol et de sa compagne. En mars 1980, quatre Italiens sont, à leur tour, interpellés. Lors des perquisitions, les policiers ont non seulement saisi d'importantes sommes d'argent provenant de l'attaque à main armée mais aussi des armes et des fausses cartes d'identité de différents pays. Les enquêteurs évoquent la participation de militants proches des groupes armés révolutionnaires internationaux (GARI) ou des joyeux armés pour l'autonomie opérale (NAPAP). Et l'arrestation de ressortissants italiens, dont certains sont recherchés par leur pays dans le cours de la procédure

A partir de lundi 17 avril commence à la cour d'assises du Nord, à Douai, le procès de l'attaque à main armée de Condé-sur-l'Escaut le 28 août 1979. Six personnes dont une femme s'étaient emparées, sous la menace de leurs armes, d'une somme de 16 300 000 francs. Dix ans après les faits, huit des douze inculpés devraient être présents au procès. La suppression, en 1981, de la cour de sûreté de l'Etat chargée, en un premier temps, de l'instruction explique en partie la lenteur de la justice dans cette

menée après l'assassinat d'Aldo Moro, vient renforcer le caractère politique de l'affaire de Condé-sur-l'Escaut. En outre, la présence de fausses cartes d'identité similaires à celles découvertes dans d'autres enquêtes provoquera un amalgame avec Action directe.

Il n'en fallait pas tant pour que le dossier soit confié à la Cour de sûreté de l'Etat et c'est M. Michel Legrand, alors juge d'instruction de cette juridiction, qui procéda à l'inculpation de cinq autres personnes dont un Allemand, en juin 1981. A cette époque, si l'on ajoute le cas d'une personne ayant bénéficié d'un non-lien depuis, il est donc à être inculpés de « crimes commis en relation avec une entreprise tendant à entraver l'exercice de l'autorité de l'Etat ».

## La suppression de la Cour de sûreté

Le 17 juillet 1981, l'Assemblée nationale vote la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat. Curieusement, cette juridiction, bien que virtuellement abolie, continue de siéger et, le 23 juillet 1981, elle se dessaisit du dossier de Condé-sur-l'Escaut en considérant que « rien ne permet de penser qu'il s'agit d'un acte subversif dirigé contre l'Etat français ». L'affaire retourne, ainsi, au tribunal de Valenciennes pour être instruite par le juge Jean-François Bancel.

affaire qui a finalement été instruite par un magistrat de Valenciennes. Bien d'autres épisodes de procédure ont anormalement allongé les délais et notamment le débat sur l'application de la loi d'amnistie du 4 août 1981.

Il s'agit de savoir si les accusés peuvent bénéficier de cette amnistie portant sur les infractions « en relation avec une entreprise tendant à porter atteinte à l'autorité de l'Etat ». Devant la Cour de sûreté de l'Etat, les inculpations se fondaient sur des

« crimes commis en relation avec une entreprise tendant à entraver l'exercice de l'autorité de l'Etat ». Mais, aujourd'hui, le parquet rejette les motivations politiques mises en avant par les accusés et soutient qu'il s'agit d'une affaire de droit commun. C'est en définitive à la cour d'assises du Nord qu'il appartiendra de trancher ce débat.

A la veille du procès, les accusés qui, pour la plupart, s'étaient perdus de vue se retrouvent à la prison de Douai. Depuis dix ans, ils ne se revoient plus guère et chacun menait « sa vie comme tout le monde ».

Le 10 juin 1982, la Cour de cassation rendait un arrêt par lequel elle rejetait « en l'état du dossier » le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'appel de Douai. Il appartenait donc à la cour d'assises de se prononcer sur l'éventuelle application de la loi d'amnistie.

## Huit présents sur douze inculpés

Pour l'heure, chacun a sa version : les accusés revendiquent l'attaque à main armée comme étant une opération destinée au financement d'un réseau international d'entraide « pour les victimes de la répression ». De son côté, le parquet soutient que les accusés se sont partagés la plus grosse partie de l'argent dérobé et qu'il s'agit donc d'une affaire de droit commun.

La chambre d'accusation de la cour d'appel a suivi cette orientation en retenant l'accusation de vol avec armes contre François Pina, trente-huit ans ; Enrico Bianco, trente-neuf ans et son épouse Oriana, trente-sept

ans, tous trois de nationalité italienne. Sont poursuivis pour complicité José de Miguel Martín, trente-neuf ans, espagnol ; Raymond Delgado, quarante ans ; Martine Fournier, trente-huit ans et Angela Herbon, trente-six ans, tous trois de nationalité française. Enfin, quatre autres Français, Floreal Cuadrado, quarante-trois ans ; Sylvie Porte, trente-six ans ; Annie Desautels, quarante-deux ans ; Jean-Pierre Casanove-Laroche, quarante-trois ans et un ressortissant de République fédérale d'Allemagne, Werner Wittenman, quarante-deux ans ainsi qu'un Italien, Luigi Amadori, trente-sept ans, sont accusés de recel de vol qualifié.

Mais dix ans ont passé et seuls huit d'entre eux, Pina, Cuadrado, Delgado, Fournier, Porte, Desautels, Amadori et Casanove se sont présentés à l'interrogatoire préalable effectué par le président de la cour d'assises. A l'exception d'Angela Herbon hospitalisée, les autres pourraient être jugés par contumace.

Puisque la justice a préféré s'en remettre au jugement des jurés, les débats porteront essentiellement sur l'application éventuelle de la loi d'amnistie et il est certain que les accusés tenteront de convaincre que leurs motivations étaient essentiellement politiques. La marge de manœuvre sera étroite devant un jury populaire qui n'est pas toujours sensible à l'engagement politique lorsqu'il s'agit d'une attaque à main armée. La tâche de l'accusation ne sera pas plus aisée car il lui faudra justifier dix ans de procédure pour une simple affaire de droit commun.

MAURICE PEYROT.



Le 29 juillet, le Sénat vote à son tour la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et, le 4 août 1981, est adoptée une loi d'amnistie portant sur les infractions « en relation avec une entreprise tendant à porter atteinte à l'autorité de l'Etat ». Un amendement précise qu'elle doit être appliquée « quelle que soit la juridiction saisie ». Mais le magistrat instructeur refuse de constater l'amnistie dans une décision confir-

mée le 22 septembre 1981 par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai.

Des personnalités et plusieurs groupements politiques ont soutenu le Syndicat de la magistrature, le PSU et la Ligue des droits de l'homme se prononçant en faveur de l'amnistie pendant que les inculpés détenus commencent une grève de la faim. Ils ne seront libérés qu'en octobre 1981 pour « raison médicale ».

## Première rencontre à la prison de Douai après les « années de plomb »

Dix ans... Le temps qu'un enfant devienne « haut comme ça », soupire Franco Pina en portant la main à la hauteur de ses épaules. L'âge de sa fille, qui avait six mois lors de l'arrestation de son père, en mars 1980. Dix ans après l'attaque à main armée de Condé-sur-l'Escaut, certains des inculpés ont des enfants. Tous ont des bouloirs. Une vie « tranquille ». Depuis leur libération, en 1981, aucun d'entre eux n'a été inquiété par la justice. Aucune arrestation, aucune inculpation. Mais les affaires des années 70, elles, courent toujours, au rythme engourdi d'une justice qui ne semble pas pressée d'examiner le passé. Un passé de plus en plus lointain, de plus en plus flou. Celui d'une génération qui avait fait le choix de l'illégalité par solidarité avec les « victimes de la répression ».

L'Europe traversait alors les « années de plomb ». L'Allemagne était en guerre contre la Fraction armée rouge, l'Italie contre les Brigades, l'Espagne se remuait à peine de la mort du caudillo. Les réfugiés d'Argentine, du Chili, d'Uruguay, les insoumis, les « italiens », les anarchistes espagnols affluaient à Paris. Sans papier, sans statut, « La France refusait alors d'assumer son rôle de terre d'asile », explique Floreal Cuadrado. Nous avons donc remplacé l'Etat en mettant en place un réseau d'entraide pour les victimes de la répression. Ancien militant des GARI, les Groupes armés révolutionnaires internationaux, créés en 1973 au moment de la mort sous le garrot du Bourreau espagnol Puga Anich, Floreal Cuadrado doit son prénom à des parents anarchosyndicalistes venus en France après l'avènement de Franco.

## Activité silencieuse

Le réseau se met en place en 1974-1975. Un groupe de militants « sans appellation contrôlée », disent-ils aujourd'hui. Des amitiés nées dans les milieux libertaires et internationalistes de l'époque. Une structure de lutte animée par des militants « réfractaires aux partis ». Combien étaient-ils ? Une trentaine, disent certains, une cinquantaine, peut-être plus, ajoutent d'autres en évoquant les contours parfois flous de ce que Raymond Delgado, un ancien militant, lui aussi, des GARI, baptise « la nébuleuse ». Des planques, des armes, des faux papiers.

Floreal Cuadrado, alors dessinateur dans un cabinet d'architecture, se spécialise dans les fausses identités au point de s'y consacrer « à plein temps » dès le début de l'année 1977. Il vit alors dans l'illégalité — mais pas dans la clandestinité — grâce aux allocations de chômage. Dans son local de fortune, il a créé une véritable « bureaucratie parallèle » : une carte d'identité en vingt-quatre heures, une pièce à la demande nécessitant la fabrication d'un cachet en quinze jours. « Des délais semblables à ceux de l'administration, explique-t-il aujourd'hui. Et tout cela sans ordinateur ! » Le

réseau dormait bien des coups de main aux réfugiés accueillis à Paris : des adresses, un peu d'argent, quelques abris.

Certains des militants libertaires du groupe vivaient alors discrètement, afin de ne pas attirer l'attention. Pas de clandestinité mais quelques précautions : éviter les manifestations, les meetings, les réunions où les renseignements généraux ouvrent l'œil. De toute manière, ces formes de solidarité ne les tentaient guère. Leurs activités silencieuses avaient sauvé plus d'un réfugié. Sans tapage et sans pétitions.

## La vie « comme tout le monde »

Pendant des années, des centaines de militants politiques italiens, espagnols ou latino-américains ont trouvé refuge auprès de ce réseau. La plupart de ces clandestins ont obtenu une régularisation de leur situation en 1981. « Finalement, nous avions simplement quelques années d'avance », constate Jean-Pierre Casanove-Laroche. Durant toutes ces années, nous avons agi dans l'illégalité, mais la loi nous a rattrapés. Pour certains, l'asile leur a été accordé tout à fait légalement « après l'arrivée de François Mitterrand ».

1981... « Un espoir et quelques petits changements », résume l'un d'eux. A l'époque, pour la plupart, ils sont pourtant en prison. Les trois italiens, Franco Pina, Enrico Bianco et Oriana Marchioni, son épouse, ont été arrêtés en mars 1980 et incarcérés. Franco Pina passera quatorze mois à Fleury-Mérogis en tant que DPS (détenu particulièrement surveillé). Seul en cellule, totalement isolé. Lorsqu'il sortait dans les couloirs de la maison d'arrêt, toutes les portes étaient bouclées afin qu'il n'ait aucun contact avec les autres détenus. Raymond Delgado, Martine Fournier, Sylvie Porte, Floreal Cuadrado et Werner Wittenman ont, eux, été interpellés au mois de juin 1981 à Paris. Les planques ont été découvertes, les militants incarcérés. Ils ont alors vainement attendu une amnistie dont ils seront privés à la faveur d'un tour de passe-passe juridique qui, en quelques jours, les transforme en « droit commun ». Il faudra une grève de la faim et de nombreuses actions de soutien pour faire sortir les derniers militants détenus. Le réseau a alors été détruit.

« Nous venions de vivre sept ans dans l'illégalité », note Floreal Cuadrado. Nous sortions de prison, nous étions marginalisés, les socialistes étaient au pouvoir. Il y avait une nouvelle donne. Nous avions besoin de souffler, de faire le point. Des désaccords apparaissent, l'arrivée au pouvoir des socialistes les divise. L'aventure collective est terminée.

Depuis, ils vivent « comme tout le monde » et ne se reviennent guère. Lorsque le président de la cour d'assises du Nord les a interrogés, le mois dernier, huit d'entre eux se sont retrouvés pour la première fois depuis des années. La police, elle, a pourtant mis un certain temps à

les oublier. En 1983-1984, les employés de Floreal Cuadrado seront contactés par la police, qui leur détaillera le passé politique de l'ancien militant des GARI. Le propriétaire de son logement, lui aussi, sera prévenu. Les pressions se multiplient suffisamment pour que Floreal Cuadrado quitte la France en 1986.

Ils ont désormais chacun leur vie, disent-ils. Chacun leurs convictions. Après sa sortie de prison, Franco Pina a travaillé dans une coopérative ouvrière de Lille avant de rejoindre Paris. Il a alors assuré l'entretien du théâtre André Malraux de Rueil-Malmaison, où il est aujourd'hui régisseur lumière. Raymond Delgado travaille dans une imprimerie. Jean-Pierre Casanove-Laroche est photographe. Martine Fournier, professeur, Floreal Cuadrado, graphiste, ils vivent désormais « au grand jour comme des millions de Français ». Avec une histoire et des convictions en sus. Les actions illégales ont été abandonnées, mais ils restent « en éveil », selon le mot de Raymond Delgado.

Besucoup combattant aux côtés du FLNKS pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Beaucoup sont encore « militants », même s'ils n'aiment guère ce terme. Tous, ou presque, se disent encore « libertaires » et « internationalistes ». Même s'ils recherchent de « nouvelles formes de lutte ». « Depuis 1979, ce ne sont pas tellement nos convictions qui ont changé », explique Jean-Pierre Casanove-Laroche, « c'est le contexte. Je suis toujours en état de révolte mais autour de moi beaucoup de choses ont changé. Et je me suis adapté ». Ils ne sont pas des repentis pour autant. Leur combat était juste, disent la plupart d'entre eux. Même si des divergences les séparent maintenant.

« Je pourrais dire ce que je disais il y a dix ans », explique Franco Pina, dont l'extradition vers l'Italie a été refusée par la chancellerie l'automne 1981. « Au fond, je pense que le monde n'a pas changé, mais maintenant, les actions symboliques auxquelles nous croyions ne voudraient plus rien dire. Aujourd'hui, je regarde autour de moi, et je ne vois rien. Rien qui bouge. » Franco Pina ne milite plus, ou presque. « Par manque de temps », dit-il. Son travail est prenant. Il vient d'avoir un bébé, qui aura quatre mois au moment du procès.

La veille du procès, comme ses camarades d'antan, Franco Pina devra se rendre à la prison de Douai, où il passera la nuit précédant l'audience. Cette prison, certains la connaissent. Plusieurs d'entre eux y ont été incarcérés après les arrestations qui ont suivi l'attaque à main armée de Condé-sur-l'Escaut. A l'époque, on parlait d'eux comme de dangereux terroristes, et, lors de leurs transferts vers les maisons d'arrêt de la région parisienne, tous les points d'autoroute étaient investis par des forces de police armées de mitrailleuses. C'était il y a dix ans. Ils n'y sont plus jamais retournés depuis.

ANNE CHEMIN.

## Une affaire de tromperie sur la qualité des appellations

## Trois négociants en vins du Sud-Ouest inculpés et écroués

Trois négociants ont été inculpés et écroués après la découverte par la gendarmerie et le service de répression des fraudes d'une importante affaire de tromperie sur la qualité des vins.

Les trois négociants, MM. Henri de Dietrich, directeur de l'entreprise Bergerac-Sélection, Michel Barbe, domicilié à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), et Patrick Geneste, demeurant à Bergerac (Dordogne), ont été inculpés de tromperie sur la qualité substantielle de la chose vendue, de publicité mensongère et d'usurpation d'appellation d'origine par M. Jean de Maillard, juge d'instruction à Agen.

Le principe de la fraude était simple. Il s'agissait d'acheter discrètement des vins produits en excédent, notamment certains bordelais et de les revendre.

Ces excédents, qui n'auraient pas dû être commercialisés mais distillés

en application de la réglementation de vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC), étaient mis en bouteilles par les négociants inculpés qui utilisaient de fausses étiquettes et les vendaient ainsi sous de fausses appellations à des restaurateurs parisiens, acheteurs, eux, de bonne foi.

L'enquête qui avait été ordonnée après la découverte au mois de décembre 1988, lors d'un contrôle routier de la gendarmerie, d'un camion de transport de vins dont les documents étaient apparus suspects, avait permis d'établir que ce trafic durait depuis près de deux ans et avait porté sur d'importantes quantités de vin.

Selon les milieux proches de l'enquête, d'autres interpellations et éventuellement d'autres inculpations pourraient intervenir dans les jours prochains.

## RELIGIONS

## Vocations sacerdotales en hausse

L'annuaire pontifical, présenté samedi 15 avril au pape par le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican, fait état d'une progression du nombre des ordinations de prêtres dans l'Eglise catholique. Elles ont été, en 1988, de 7 251, soit une progression de 7,6 % par rapport à l'année précédente. Le nombre des séminaristes est également en augmentation : 14 650, soit une hausse supérieure à 16 %.

En France, le nombre des ordinations a également progressé : il était de 106 à la fin de l'année de formation 1987-1988, contre 94 l'année précédente. Les entrées au séminaire ont été de 1 196 en 1986-1987 ; de 1 287 en 1987-1988. Leur nombre a légèrement faibli — 1 253 — lors de la dernière rentrée.

## EN BREF

● Intoxications à la pertinence du Vénéneux. — Une cinquantaine de personnes ont été plus ou moins intoxiquées, à la suite d'émissions d'oxyde de carbone, lors d'un match de hockey sur glace à la patinoire du Vénéneux (Vendée). Une quarantaine de personnes ont reçu des soins dans les hôpitaux de Poissy et de Saint-Germain-en-Laye.

● Le docteur Braud toujours introuvable. — M. Régis Braud, le médecin coopérant français mordu par un chien errant, le dimanche 9 avril, à Port-Gentil (Gabon), n'avait toujours pas été repéré le lundi matin 17 avril. Les recherches entreprises par le Breguet-Gitancien des Forces françaises du Cap-Vert n'avaient pas permis de retrouver le docteur Denis-Braud, qui se dirige vers Dakar et à bord duquel se trouvent le docteur Braud, son épouse et leur bébé âgé de un an. — (AFP, Reuters.)

1988 : 365 jours de chocs, d'évolution et d'histoire en 384 pages.

Larousse et Le Monde signent le JOURNAL DE L'ANNEE édition 1989



Je l'ai lu 150

# Sports

• Le Monde • Mardi 18 avril 1989 19

les faits

RUGBY : championnat de France

## Les avions donnent des ailes à Blagnac

Après un match nul (12-12) avec Bègles, le club de Blagnac (Haute-Garonne) s'est qualifié, samedi 15 avril, pour les huitièmes de finale des championnats de France, où il affrontera Lourdes. Le Sporting Club de Blagnac, porté à bout de bras par une municipalité prospère, rêve de devenir un très grand club.

**BLAGNAC**  
correspondance

Jacques Puig est un maire comblé. Non seulement les dix-sept mille habitants de Blagnac lui renouvellent leur confiance tous les six ans depuis 1965 (ils viennent de plébisciter sa liste MRG avec 51,25 % des voix au premier tour, face aux listes PS-PC et RPR-UDF), mais il a dans ses caisses de l'argent à ne plus savoir qu'en faire. Parce que sa commune accueille sur son territoire l'aéroport de Toulouse-Montaudou et une importante zone d'industries induites, sa municipalité a perçu, en 1988, près de 170 millions de francs de taxes professionnelles et peut ainsi financer, à hauteur de 70 %, un budget municipal digne d'une ville de cinquante mille habitants.

Estimant qu'il faut profiter des périodes fastes pour investir, Jacques Puig a décidé, depuis une dizaine d'années, d'installer ses électeurs dans un écrin. Rien n'est trop beau pour eux. Blagnac, qui n'est séparée de Toulouse que par les eaux de la Garonne, possède désormais, avec Odyssée, un centre culturel ultramoderne de 9 000 m<sup>2</sup>, avec

un auditorium, un théâtre et une salle polyvalente de mille places. « Une superbe réussite », qui compte aujourd'hui vingt mille adhérents dans la région, mais qui a tout de même coûté 100 millions de francs à la ville. Et puis il y a le patrimoine olympique (50 millions) et le cynodrome aux normes internationales (le seul de tout le Sud-Ouest), en attendant le tout nouveau centre équestre (6 millions).

« Je veux donner les meilleures conditions de vie possibles aux Blagnacais », poursuit Jacques Puig ; pour cela, j'ai choisi trois axes : le social, le culturel et le sportif. Bienheureux concitoyens, qui bénéficient des millions de l'aéroport mais qui en ignorent les nuisances : l'axe des pistes est dirigé de telle façon que ce sont leurs voisins de la commune de Cornèbarrieu qui souffrent du bruit des avions !

**Services gratuits**

Ancien demi de mêlée du club de rugby local, le Sporting Club de Blagnac (SCB), dans les années 50, Jacques Puig, qui succède à son père Jean-Louis, maire de la ville de 1945 à 1965, ne cache pas qu'il rêve pour Blagnac du titre de « ville la plus sportive de France ». « Avec cinq mille licenciés sur dix-sept mille habitants, nous aurions pu déjà postuler en 1988. » Alors, il a doté sa petite commune d'un budget sportif de métropole, avec une enveloppe de 33 millions de francs pour 1989 (14 % du budget municipal). « Nous voulons montrer que Blagnac, ce n'est pas que le pôle aéronautique de Toulouse, insiste Jacques Raynaud, premier adjoint.

chargé des sports. Grâce à nos équipes, notamment le rugby, c'est Blagnac qui gagne et le plus souvent Blagnac qui désole. »

Jacques Raynaud, qui, comme le maire, est un ancien du SCB (il en fut même le président de 1970 à 1976), refuse cependant l'idée d'argent facile : « Tout cela est le résultat d'un long combat pour empêcher le rattachement de l'aéroport à la commune de Toulouse. » Un long combat que partagent les rugbymens du Sporting Club de Blagnac. Les promus de Haute-Garonne sont aujourd'hui les invités surprises des huitièmes de finale du championnat 1989. Champion de France de seconde division en 1983, le SCB est depuis dix ans porté à bout de bras par un maire et un premier adjoint « qui appartiennent à la famille. »

En plus d'une subvention de 800 000 F pour 1989 (56 % du budget du club), la ville apporte au SCB un soutien logistique difficilement chiffrable, avec des emplois dont bénéficie plus de la moitié de l'équipe première. « Des ordures ménagères aux crèches, tout cela est en régie municipale à Blagnac », explique Jacques Puig ; et la ville compte 820 employés : parmi eux, des rugbymens mais aussi des footballeurs et des musiciens de la fanfare municipale. « Ainsi, le second de ligne Roger Viel est le gérant du restaurant du complexe Odyssée, alors qu'Alain Médard, le capitaine du XV blagnacais, est lui employé comme moniteur des sports.

Certains chiffrant l'apport global de la ville au club à plus de 2 millions de francs : « Nous en avons les

moyens, profitons-en, poursuit le maire ; et puis, en retombées médiatiques, depuis un mois, nous sommes largement remboursés. » Décidément le club du président Guy Calac (lui aussi employé à la mairie) est loin d'avoir « le tout petit budget » qu'il revendique. D'autant qu'il a recouru aux multiples partenaires que recèle la zone industrielle de l'aéroport.

Un tel élan devrait permettre au président Calac de bâtir « un très, très grand club », souhaité par M. le maire, lequel a déjà promis une subvention en hausse pour 1990 et la rénovation du stade des Ramiers, dont la capacité sera bientôt portée de quatre cents à deux mille places assises.

Qualifié pour les huitièmes, « grâce à 60 % de travail et 40 % de réussite », selon l'expression d'Alain Médard, Blagnac devra, quoi qu'il advienne face à Lourdes, investir encore pour tenir son rang. « Il nous faut recruter tout de suite cinq ou six joueurs de premier plan, reconnaît Jacques Caries, l'entraîneur des lignes arrière. Et aussi renforcer encadrement et structures dirigeantes. » « Sans oublier les équipes de jeunes », glisse Alain Médard, qui, loin de vouloir attenter à l'euphorie ambiante, refuse d'ignorer l'insupportable faiblesse de la relève de Blagnac. En bon capitaine, il sait que le chemin qui sépare encore Blagnac du clan fermé des grands du rugby français est aussi long que celui parcouru depuis ces temps héroïques évoqués samedi par le président Calac. « Lorsque, pour partir jouer en déplacement, on s'embarque à vingt dans les bétaillères. »

ÉRIC MAITROT.



## S'installer c'est choisir son art de vivre,

Une bibliothèque, c'est d'abord un équilibre entre la beauté du meuble et l'aspect rationnel de sa fonction. Pratique et distinguée, elle doit répondre à vos multiples besoins, mettre en valeur et protéger vos ouvrages, vos précieux souvenirs et objets familiers. À la Maison des Bibliothèques, 1<sup>re</sup> spécialiste en Europe depuis plus de 30 ans, l'art de vivre se conjugue étroitement avec l'art de lire. Notre savoir-faire est avant tout le fruit d'une passion : celle de créer une ambiance harmonieuse pour le confort de l'esprit et le plaisir des beaux livres.

Avec "RIALTO", notre nouvelle ligne exclusive, c'est cette passion qui s'exprime sous le charme des lignes pures et prestigieuses bibliothèques aux qualités exceptionnelles. Chaque modèle est fabriqué selon les méthodes de l'ébénisterie de tradition. La peine

chaleureuse du menuisier se trouve réhaussée par le ton "noyer foncé" des décors qui viennent habiller les portes pleines, ou éclairées par les vitres bleues des portes vitrées et les reflets bronze des serrures. L'ensemble présenté ici est composé de 5 modules tout simplement juxtaposés. Modulaires, "RIALTO" vous permet de constituer à volonté des ensembles parfaitement adaptés à l'espace dont vous disposez, même en angles... des ensembles qui s'accommoderont toujours volontiers de la présence d'un bureau au plateau recouvert de cuir marqué au fer à dorer, ceinturé d'une doucine enlustrée et de sièges coordonnés. Car l'art de la Maison des Bibliothèques réside dans sa maîtrise de la création de décors d'intérieurs qui allient l'utilité fonctionnelle à la grâce esthétique. À l'heure d'un choix qui doit refléter parfaitement votre personnalité, nous sommes fiers pour vous accompagner. Et tout le reste est littérature.

## La maison des BIBLIOTHEQUES

84, RUE FROIDOUVAIN, PARIS 14<sup>e</sup> - TÉL. (1) 43.20.13.00

SIGOS  
DU 17 AU 22 AVRIL 1989  
PARC D'EXPOSITIONS DE  
PARIS-NORD VILLEPRINCE  
Hall 1 - Allée F - Stand 1031

DOCUMENTATION GRATUITE : à retourner à la Maison des Bibliothèques  
75680 Paris cedex 14 (Par téléphone : (1) 43.20.73.33 répondre 24 h/24 h)

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
ser. sans enga- Adresse : \_\_\_\_\_  
gner, votre doc-  
umentation com-  
plète sur votre mod-  
èle signez "RIALTO". Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## Les résultats

### Athlétisme

#### COUPE DU MONDE

DE MARATHON

L'Éthiopien Kebele Metefaria a remporté, dimanche 16 avril à Milan, la troisième édition de la Coupe du monde de marathon en 2 h 20 min 28 s. Le Français Dominique Chauvelet se classe cinquième.

### Cyclisme

#### COUPE DU MONDE

LIÈGE-BASTOGNE-LIÈGE

L'Irlandais Sean Kelly a retrouvé le chemin du succès en remportant, dimanche 16 avril, la célèbre classique belge Liège-Bastogne-Liège qu'il avait déjà gagnée en 1986. Il devance le Français Fabrice Philipot.

### Football

#### COUPE DE FRANCE

(Huitièmes de finale retour.)

Division I entre eux  
\*Auxerre b. Nice ..... 3-0  
\*Marseille b. Nantes ..... 2-1  
\*Marseille b. Toulon ..... 2-1  
Division I contre Division II  
\*Marseille b. Lille ..... 3-2  
\*Clermont b. Caen ..... 3-1  
\*Clermont et Paris-SG ..... 3-3  
\*Lyon et Sochaux ..... 1-1  
Division II entre eux  
\*Rennes b. Angers ..... 3-1  
(Les clubs en gras sont qualifiés.)

### Golf

#### OPEN DE CANNES

L'Anglais Paul Broadhurst a remporté l'Open Crédit Lyonnais de Cannes, samedi 15 avril, sans jouer le quatrième tour. De fortes pluies ont en effet contraint les organisateurs à annuler, dimanche, la dernière épreuve.

### Handball

#### COUPE DES COUPES

L'Union sportive de Créteil a éliminé, samedi 15 avril, en demi-finale de la Coupe des coupes, le Dynamo de Bucarest (Roumanie) par 26 à 20. Le club présidé par Jean-Claude Tapie, frère cadet de Bernard, devient ainsi le premier club français à parvenir en finale européenne.

### Motocyclisme

#### CHAMPIONNAT DU MONDE

DE VITESSE

GRAND PRIX DES ÉTATS-UNIS  
L'Américain Wayne Rainey (Yamaha) a remporté, dimanche 16 avril, sur le circuit de Laguna Seca en Californie, le Grand Prix des États-Unis des 300 centimètres cubes. Il s'est imposé devant ses compatriotes Kevin Schwantz (Suzuki) et Eddie Lawson (Rothmans-Honda). Le Français Christian Sarron (Gauloises-Blondes-Yamaha) a terminé, pour sa part, en sixième position.

La fin de la course a été marquée par un accident entre l'Australien Kevin Magee et l'Américain Bubba Shobert. Ce dernier a été transporté dans le coma à l'hôpital de Monterey où son état était jugé très sérieux. Le vainqueur du précédent Grand Prix, l'Australien Wayne Gardner (Rothmans-Honda), a, lui aussi, chuté au début de l'épreuve ; il souffre d'une fracture de la jambe gauche.

### Rugby

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

GROUPE A

Poule 1  
\*Bourgnon b. Dax ..... 9-6  
\*Cognac b. Agen ..... 22-14  
\*Toulouse b. Montpellier ..... 27-18  
\*Montcham b. Villeneuve-L. .... 15-14  
Poule 2  
Lourdes b. Le Crésot ..... 12-9  
Tarbes b. Nîmes ..... 22-14  
\*Bagnères b. Perpignan ..... 12-6  
\*Blagnac b. Béziers-Bordeaux ..... 12-12  
Poule 3  
Brive b. Colomiers ..... 17-10  
\*Aurillac b. Mont-de-Marsan ..... 16-6  
\*Graulhet b. Toulon ..... 10-10  
\*Bayonne b. Bergerac ..... 34-12  
Poule 4  
Béziers b. Hagetmau ..... 12-9  
\*Narbonne b. Boucau ..... 30-18  
\*Villefranche b. Racing ..... 13-3  
Grenoble b. Nîmes ..... 10-0

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

Sont qualifiés pour les huitièmes de finale, dont les matches aller auront lieu dimanche 25 avril : Grenoble qui rencontrera Grenoble, Narbonne-Bayonne, Brive-Béziers, Montpellier-Toulon, Béziers-Bordeaux-Toulouse, Lourdes-Blagnac, Agen-Dax, Racing-Tarbes.

### Sports équestres

#### COUPE DU MONDE

DE SAUTS D'OBSTACLES

Le Canadien Ian Miller, sur Big Ben, a conservé son titre à l'issue de la dernière épreuve de la Coupe du monde de sauts d'obstacles disputée à Tampa (Floride). Philippe Rozier, sur Oscar Minotire termine premier français à la douzième place.

### Tennis

#### TOURNOI D'AMELIA ISLAND

L'Argentine Gabriela Sabatini, est revenue dimanche 16 avril sur un handicap d'un set pour battre l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, en finale du tournoi d'Amelia Island (E-U). La joueuse numéro 1 mondiale connaît sa première défaite de l'année. (3-6, 6-3, 7-5).

### Volley-ball

#### COUPE DES AS

Le club de Fréjus en triomphe, samedi 15 avril à Paris, de l'ASU Lyon, 3 sets à 1, en finale de la Coupe des As, a réussi le doublé coupe-championnat.



40 46 27 66  
ou  
43 29 75 23

INITIATION AUX ROUAGES  
EUROPÉENS (22-23-24 Mai)  
1992 LE MARCHE INTERIEUR :  
QUEL ENJEU ? (25-26 Mai)

**AFFAIRES EUROPEENNES**

PME-PMI : LA CHANCE  
D'UN GRAND MARCHÉ (12-13-14-15 Juin)  
ACTUALISATION DES REALISATIONS EN VUE  
DU MARCHÉ INTERIEUR DE 1992 (10 Octobre)  
ENTREPRISE ET EUROPE  
Cycle 90 - Inscriptions en Octobre  
PROGRAMMES SUR MINTEL 36 15 PIFORM

## Islande

Découvrez le secret le mieux gardé de l'Europe. Nous avons pour vous le voyage dont vous rêvez :

- Découverte individuelle (avion + véhicules 4 x 4)
- Circuits accompagnés (logement en hôtel ou en camping)
- Randonnées au cœur du pays
- Séjour en auberge dans la campagne islandaise etc...



Demandez la brochure  
• HARMONIES ISLANDAISES 80  
à votre agence de voyage ou :

5, rue Danielle Casanova  
75001 Paris  
Tél. : (1) 42.96.59.76

**ICELANDAIR**  
Vols directs de Paris

Info minitel : 36.16  
code OTISLAND

Un vrai spécialiste de l'Islande.



## Questions sans réponses

## SHEFFIELD

de notre envoyé spécial

Pourquoi les policiers ont-ils ouvert les portes ? Dès samedi, Peter Wright, l'un des responsables de la police du Sud-Yorkshire, expliquait : « Nous avons estimé que, à l'extérieur, c'était une question de vie ou de mort. Afin d'éviter un drame à l'entrée, nous avons ouvert. Nous voulions sauver des gens qui étaient en danger de mort. En l'état actuel de l'enquête, on ne peut pas dire si l'ouverture des portes est directement liée à l'origine de ce qui s'est passé par la suite. » Les forces de l'ordre plaident donc non coupable, mais se trouvent bien vite à court d'arguments.

En effet, une telle situation — spectateurs sans billets, tribunes surchargées — n'a rien d'exceptionnel dans le football britannique. Chaque semaine, en Angleterre ou en Écosse, les policiers se retrouvent ainsi confrontés à des foules beaucoup plus agressives que celles du stade de Hillsborough.

Généralement, ils sont en nombre suffisant — huit cents à Hillsborough — et repoussent les resquilleurs. En cas de débordements, ils cherchent toujours à canaliser la foule calmement vers des tribunes où il reste de la place, quitte à faire passer les spectateurs par le terrain (pratique courante au stade de Wembley, lors de la finale de la Coupe ou des matches de l'équipe nationale). A Sheffield, la police a commis l'erreur de ne pas maîtriser la foule à l'intérieur de l'enceinte, comme en témoigne Peter Smith, vingt-trois ans : « Il restait encore un peu de place sur les côtés, dans les coins. En pareil cas, on place des spectateurs à ces endroits. Tous ne seraient pas entrés, mais au moins une partie. Là, ils sont tous arrivés par la porte centrale, dans l'axe du but, alors que des centaines de gens n'arrivaient déjà plus à respirer. »

Est-ce la faute des supporters qui se sont précipités sans billets ? Sans doute.

Mais la pratique est courante en Angleterre ; et, attisée par quelques vermes d'alcool, la passion tourne parfois à la déraison. En pénétrant ainsi en force dans les tribunes, les supporters pensaient seulement à jouer un tour aux forces de l'ordre.

Autre question essentielle : pourquoi la police n'a-t-elle pas laissé les spectateurs envahir la pelouse pour se libérer de cette cage géante ? Il semble que, dans un premier temps, les policiers aient mal interprété ces mouvements de foule : ils étaient persuadés d'avoir affaire à des « hooligans » qui voulaient en découdre sur le terrain.

Les policiers ont d'abord refoulé ceux qui escaladaient les grilles. Plus loin, leurs

collègues improvisaient même un cordon de sécurité au centre du terrain, afin de prévenir tout affrontement direct entre supporters des deux camps. En vain. Cette agitation n'était pourtant pas due à la violence d'une poignée d'excités, et ils ont fini par s'en rendre compte. Wayne Adams, un rescapé âgé de dix-sept ans, venu déposer un drapeau devant le stade, raconte : « Quand ils ont vraiment compris ce qui se passait, ils ont tenté de secourir les grilles pour les arracher. Les gens des premiers rangs étaient morts depuis longtemps... »

Comment expliquer ensuite la lenteur des secours ? Les responsables du service de sécurité ont mis plusieurs minutes avant de trouver la seule tanière disponi-

ble. L'unique bouteille d'oxygène dont disposaient les premiers sauveteurs était vide.

Il a fallu attendre cinquante minutes avant d'entendre le premier appel au calme à la sonde du stade, alors que les ambulances, appelées tardivement, étaient tant bien que mal entre les corps. Les sauveteurs les plus efficaces auront finalement été les supporters eux-mêmes. Présent au match en tant que simple spectateur, le docteur John Ashton, professeur à l'université de Liverpool, accuse : « Rien n'était prévu. Personne n'était chargé de quoi que ce soit. Il n'y avait plus de plan et aucune organisation. »

Dernière question à laquelle devra répondre l'enquête : pourquoi les supporters de Liverpool n'ont-ils reçu que 24 000 billets contre 28 000 à leurs rivaux de Nottingham ? Les fans de « Reds » (le rouge est la couleur de Liverpool) ont pourtant la réputation d'être les plus fidèles et les plus voyageurs du pays, contrairement à ceux de Nottingham. De 3 000 à 4 000 pour un match normal de championnat, le nombre des suiveurs peut s'élever à 20 000, 30 000 ou 40 000 pour un grand match. Les policiers le savaient. Les responsables de la fédération également. Accorder aux supporters de Liverpool la plus grande tribune du stade aurait sans doute évité le drame. Ce stade était-il trop petit ? Le problème n'est pas là. Hillsborough est même l'un des plus spacieux du Royaume-Uni.

L'inspection de M<sup>re</sup> Thatcher

Il s'accommodait parfaitement d'une audience maximale (35 000 spectateurs), lorsque le match est bien organisé comme l'an dernier, à la même époque, où Liverpool et Nottingham s'étaient justement rencontrés sur cette pelouse, au même niveau de la compétition, sans inci-

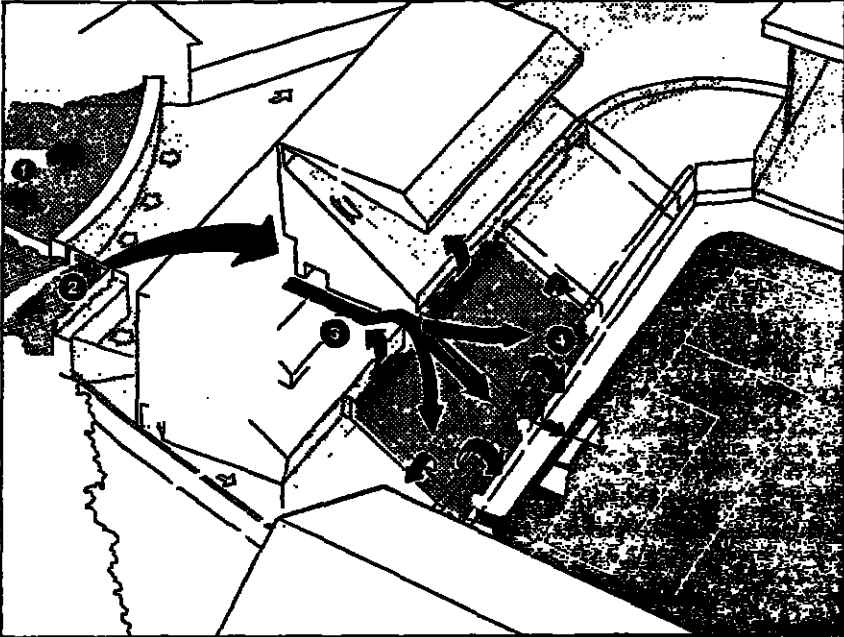
dent aucun. Insuffisance du service d'ordre, lenteur des opérations de sauvetage, incohérences des autorités, autant de problèmes que M<sup>re</sup> Margaret Thatcher a pu aborder sur place avec les enquêteurs et les dirigeants, dimanche 16 avril. Arrivée à midi à bord d'un hélicoptère de l'armée britannique, la première ministre a inspecté les lieux du drame en compagnie de M<sup>re</sup> Douglas Hurd, ministre de l'Intérieur, et Colin Moneypenny, ministre des sports, avant de déclarer : « J'ai suivi cette tragédie en direct à la télévision. Nous sommes tous concernés. Ce ne peut pas continuer. Il faut réagir. Je ne sais pas encore comment... Les résultats de l'enquête nous montreront certainement la voie à suivre, mais il faut réagir. »

Les termes employés par M<sup>re</sup> Thatcher — « Ce ne peut pas continuer » — prouvent que le premier ministre était directement le drame du problème de la violence dans le football. L'enquête menée par les policiers des Midlands — alors que le match était sous la responsabilité de leurs collègues du Sud-Yorkshire — précède la responsabilité de chacun.

Parallèlement à l'enquête policière, la Chambre des Communes a décidé d'ouvrir une enquête publique, comme lors de la tragédie de Bradford. Certaines mesures adoptées pour la lutte contre les « hooligans », comme l'installation des grilles entre les tribunes et la pelouse sont remises en question. M<sup>re</sup> Thatcher serait prête à « geler » son projet de carte d'identité des supporters en attendant les conclusions des enquêtes.

De son côté, le Football Club de Liverpool a décidé de suspendre sa participation aux matches qu'il n'est pas en mesure de contrôler cette saison et la fédération anglaise devrait décider très prochainement si elle fait jouer la finale de la Coupe. Dans ce cas, la saison pourrait être versée intégralement au profit des victimes de la tragédie de Sheffield.

Ph. Br.



(1) Les fans de Liverpool se pressent devant l'entrée. Porte ouverte par la police. (2) Tunnel par lequel arrivent les supporters. (3) Certains réussissent à s'échapper grâce à l'aide des occupants de la tribune supérieure. (4) Les grilles bloquent les spectateurs.

## Ni hasard ni fatalité

L'ÉCŒUREMENT et l'horreur, encore une fois. De qui ou de quoi faut-il faire le procès après le drame de Sheffield ?

Sous le coup de l'émotion, outre-Manche, ce sont la fédération anglaise, la police locale et la vétusté du stade qui ont été incriminées. A la première, il est reproché de ne pas avoir mis assez de billets à la disposition des supporters des « Reds » traditionnellement les plus nombreux et les plus remuants qui, du coup, ont tenté de rentrer en force dans le stade. Les forces de l'ordre se sont laissées débordées par la pression de cette foule avide de rentrer dans l'enceinte et ont ouvert des grilles qui auraient dû rester fermées. Quant au stade, bien qu'ayant récemment fait l'objet de modernisation, il comportait un trop grand nombre de « standings », ces places debout où le contrôle des mouvements de spectateurs est impossible. L'insuffisance et la lenteur des secours sont aussi l'objet de polémiques.

La conjonction de tous les éléments qui ont concouru au drame est-elle due à un hasard malheureux, à la fatalité ? Ce n'est pas la première tragédie du football anglais. Depuis la dernière guerre, et avant la tragédie de Sheffield, cent cinquante-sept spectateurs ont péri lors d'accidents sur des stades.

Des recommandations avaient été adressées aux clubs pour qu'ils modernisent leurs stades et adoptent des mesures de sécurité. A l'exception des Glasgow Rangers dont le stade d'Ibrox avait été le théâtre du principal drame, peu de clubs ont suivi ces conseils dont la mise en application aurait coûté plusieurs millions de livres sterling. Les dirigeants ont préféré investir leur argent sur les joueurs.

## Une même fureur destructrice

Dans ces conditions, n'était-il pas fatal qu'un nouveau drame de l'ampleur atteinte à Sheffield se produisît ? Contrairement à ce qui se passe en France où l'intérêt pour le ballon rond a considérablement baissé au cours des vingt-cinq dernières années, les supporters britanniques n'ont pas perdu le chemin des stades. Ils s'y rendent en bande compacte et chantent, en suivant debout les matches. Ce phénomène assez exceptionnel est généralement attribué au particularisme social propre à l'Angleterre. Le football est le sport du prolétariat par opposition au rugby qui est le sport des high schools et des universités.

Le comportement de ce prolétariat a été incontestablement durci par la politique libérale de M<sup>re</sup> Thatcher au cours des dix dernières années. Un des signes en a été l'apparition du hooliganisme, avec son point d'orgue

tragique au stade du Heysel, à Bruxelles, en mai 1985.

Entre la violence « préméditée » qui avait alors été celle des supporters de Liverpool et la violence « spontanée » des mêmes supporters qui se sont rués dans une tribune déjà comble, il n'y a qu'une différence de forme. Au fond, c'est la même haine, la même fureur destructrice. Les dirigeants de Liverpool ont compris en annonçant leur intention de retirer leur équipe de la coupe et du championnat jusqu'à la fin de la saison.

Cette forme de folie collective se soigne-t-elle avec des effets de police supplémentaires, des grilles hérissées de pointes métalliques, des cartes d'identité spéciales, bref avec l'arsenal classique de la répression ? Les mesures de sécurité sont, bien sûr, indispensables : la police, les dirigeants de clubs, les architectes ont en cela chacun leur rôle à jouer. Mais ne faire que cela, c'est se donner bonne conscience, et s'en tenir aux apparences qui peuvent être trompeuses.

Comment, pourquoi le football, un sport si fascinant, peut-il déclencher autant de fureur ? Dans les heures qui ont suivi le drame de Sheffield, des bagarres et des interpellations ont eu lieu sur des stades en France, aux Pays-Bas, en Espagne et en Yougoslavie. En Algérie, les autorités ont suspendu toutes les compétitions jusqu'à la fin du Ramadan. Constaté et déploré le phénomène n'est plus suffisant.

La Fédération internationale de football ne peut pas se laver les mains en disant qu'elle a recommandé de supprimer les places debout dans les stades qui accueillent les matches les plus importants. Les ministres des affaires étrangères des Douze pratiquent la politique de l'autruche quand ils disent que chaque pays membre doit trouver des solutions propres à la violence dans les stades. Et la Fédération italienne de football pêche sans doute par optimisme en affirmant qu'elle a pris toutes les dispositions pour éviter des incidents lors de la prochaine coupe du monde.

Le drame de Sheffield est comme une catastrophe écologique. Il montre que les équilibres sociaux qui sous-tendent l'organisation du football sont gravement menacés. Ses conséquences dépassent largement le cadre anglais, tout comme les pluies acides ne concernent pas seulement les forêts allemandes. Comme les industries polluantes, le football représente des intérêts financiers considérables. Si eux seuls restent pris en compte, alors il y aura d'autres drames. Et les dirigeants des clubs et des fédérations prennent le temps de réfléchir avec les pouvoirs publics sur le rôle du rôle du football dans la société, quelques catastrophes seront peut-être évitées.

ALAIN GIRAUDO.

## Une foule piégée, paniquée, piétinée...

(Suite de la première page.)

Vingt et un mille spectateurs peuvent se serrer dans cette tribune, et debout, d'une même voix, chanter l'hymne du club, « Vous ne marcherez jamais seuls ».

Ce dimanche 16 avril, le KOP est vide. Un vent glacial se faufile entre les charpentes métalliques et balais les marches de béton. Seuls quelques jeunes se sont installés, solitaires, le regard dans le vide, indifférents aux larmes de la foule et au cliquetis des appareils photo, comme incapables de pleurer davantage.

Assis en tailleur, presque couché sur les plus hautes travées, Stephen s'enferme dans sa solitude. Un petit bracelet de plastique à son poignet en atteste : les infirmières y ont inscrit en lettres tremblantes son nom, ses blessures (une coupure à l'avant-bras gauche et la nature des soins reçus). Son Jean délavé porte encore les traces vertes du gazon de Sheffield où il est resté allongé de longues minutes avant d'être secouru. Autour de lui des hommes, des femmes et de nombreux enfants sont morts.

A 15 h 10, samedi 15 avril, à 150 kilomètres de là, au stade de Hillsborough, la fête a tourné au drame. Comme à Bruxelles quatre ans plus tôt. Pourtant, cette fois, cela n'a strictement rien à voir avec la violence des hooligans.

C'est d'ailleurs par le plus tragique des hasards que ce drame implique, une nouvelle fois, le club de Liverpool et qu'il intervient juste une semaine après l'annonce par l'UEFA (Union européenne des associations de football) du probable retour des clubs anglais dans les compétitions européennes en 1990-1991.

Car ils n'ont rien de « tueurs » ces milliers de supporters des deux camps qui convergent samedi vers le stade de Hillsborough, propriété du club de première division de Sheffield Wednesday. Un terrain neutre pour un match au sommet dont les 54 000 billets se sont arrachés : les deux villes ne sont qu'à deux heures de route de Sheffield et ils sont venus nombreux aussi bien de Liverpool (24 000) que de Nottingham (28 000). Ils s'installent maintenant sur les gradins, les fans de « Forest », debout derrière l'un des buts. Ceux de Liverpool derrière l'autre, situé à 100 mètres de là.

Les premiers chants de victoire résonnent dans les travées et sous les poutrelles métalliques de cette enceinte superbe et apparemment fonctionnelle. Leurs petites mains pourraient presque agripper les filets des buts. Quelques rangs plus haut, ils seraient égarés dans la forêt des adultes. Ainsi placés, ils ne perdent rien du spectacle.

Inaugurée le 2 septembre 1899, elle a subi de nombreuses retouches. La dernière, en 1986, a porté sa capacité de 50 000 à 55 000 places alors que, dans le même temps, tous les stades britanniques diminuaient le nombre de leurs places disponibles.

Hillsborough répond donc apparemment à toutes les normes de sécurité en vigueur depuis l'incendie du stade de Bradford (56 morts le 11 mai 1985). Mais, parqués dans une minuscule tribune au ras du gazon, quelques milliers de supporters de Liverpool commencent à se sentir à l'étroit. Parmi eux de nombreux enfants. En Grande-Bretagne, comme la plupart des tribunes publiques (à bas prix) ne proposent que des places debout, les jeunes supporters arrivent en avance et prennent place au bord du terrain, le nez collé aux grilles de sécurité.

La police s'efforce, malgré tout, de maîtriser la foule. Mais elle se laisse très vite débordée. Ni les cavaliers qui la dominent du haut de leurs montures — une matraque dans la main, les rênes de l'autre — ni leurs collègues à pied ne contrôlent cette marée humaine de plus en plus dense.

## Six minutes de match

La plupart de ces jeunes spectateurs n'ont pas de billet. Ils sont venus au bluff, comme ils le font pour chaque grand match, faute d'argent ou de chance lors de la mise en vente d'un nombre réduit de billets. Maintenant, plus question de partir. Ils font cent. La police craint l'émeute et la panique. Un officier donne alors l'ordre d'ouvrir les portes à ces deux mille resquilleurs

marchaient sur les corps inanimés pour s'en sortir.

Le match a duré six minutes avant d'être interrompu. Le reste du stade n'a pas pris conscience de la gravité de la situation. Les joueurs rentrent en vestiaire et les secours s'organisent tant bien que mal dans la panique générale, en direct devant les caméras de télévision. La pelouse n'est plus qu'un immense hôpital de campagne. Des supporters s'improvisent brancardiers, équipés de panneaux publicitaires faute de vrais brancards. D'autres pratiquent le bouche-à-bouche alors que les supporters adverses, enfin conscients, applaudissent leur courage.

Dimanche, devant le stade, à l'entrée de Leppings Lane, bouquets de fleurs et messages de sympathie continuent de s'amonceler au pied des grilles bleues. Plantés sur le haut des tribunes, les drapeaux étaient toujours en berne mais des enfants commencent à jouer au skateboard dans les allées.

## Une écharpe serrée contre le cœur

A 150 kilomètres et deux heures de train de là, un autre stade, d'autres fleurs. La nuit tombe sur Anfield Road, le terrain de Liverpool. Dans le centre-ville, les fidèles sortent de la grande cathédrale où la messe du souvenir vient d'être célébrée en présence des joueurs et de milliers de spectateurs massés jusque sur le parvis, une écharpe du club serrée contre le cœur.

Au stade, la foule quitte le gazon à pas silencieux. Sur les grilles de l'entrée principale, des centaines de foulards et de bouquets, comme autant de témoignages... Les supporters de l'autre club de la ville, Everton, sont venus déposer d'émouvants messages de soutien, oubliant pour un temps cette rivalité sportive qui déchire depuis un siècle la ville entre les « Blues » et les « Reds ».

Samedi 15 avril, Everton s'est qualifié (1-0) contre Norwich dans l'autre demi-finale de la Coupe, à Birmingham. Les supporters des « Blues » reviennent de retrouver leurs éternels rivaux à Wembley pour la finale du 20 mai, histoire de livrer le plus beau des matches de choralles. Des chœurs teints de l'accent de Liverpool, le « secoue », celui des petites gens qui entrent leurs morts dignement.

PHILIPPE BROUSSARD.



Leurs petites mains pourraient presque agripper les filets des buts. Quelques rangs plus haut, ils seraient égarés dans la forêt des adultes. Ainsi placés, ils ne perdent rien du spectacle.

A 14 h 45 la tribune arrive à saturation. Les spectateurs sont comprimés, poussés vers le bas. Stephen le rescapé témoigne : « Nous étions tous agglutinés. Certains avaient déjà des difficultés à respirer. Sur la pelouse, personne ne s'en rendait compte. »

A l'extérieur des tribunes, devant l'entrée, la situation s'est gérée plus brillante. « Il y avait environ deux à trois mille jeunes types qui attendaient en chantant. Certains étaient saouls mais ce n'était pas des violents », raconte le patron d'une minuscule épicerie située à quelques mètres de cette entrée.

« Même ceux qui avaient des billets n'ont pas été contrôlés », ajoutent de nombreux spectateurs.

Tous se précipitent vers le même tunnel qui donne directement accès au centre de la tribune, derrière le but. L'endroit idéal. Mais cet afflux de spectateurs qui poussaient comme un seul homme à l'achèvement de la tribune.

Bloqués d'un côté par cette marée humaine, de l'autre par les barrières de sécurité, les spectateurs des premiers rangs sont pris en sandwich dans une cage de fer et de béton. Stephen raconte : « Chacun essayait de sortir comme il le pouvait. Des gens de la tribune du dessus (places assises) essayaient de nous hisser vers eux. Certains s'écrasaient, piétinés. Les gens

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



# de Sheffield

## Condoléances et commentaires

De nombreux messages de condoléances sont parvenus à la reine Elisabeth et au premier ministre britannique, M. Thatcher, de la part de chefs d'Etat et de gouvernement (M. François Mitterrand, Helmut Kohl, Francesco Cossiga, le roi Juan Carlos, etc.). Réunis à Grenade pour une rencontre informelle, les ministres des affaires étrangères des Douze ont exprimé leur sympathie à leur homologue britannique, Sir Geoffrey Howe. Ils ont félicité pour l'instant les initiatives communes, chaque pays devant prendre ses propres mesures pour éviter de tels drames. Le pape s'est également déclaré « très affligé » dans un télégramme à l'archevêque de Westminster, le cardinal Hume.

● M. Freddy Rimo, vice-président de l'UEFA : « Le plus navrant est de constater que, une fois encore, les victimes se retrouvent parmi les gens les plus humbles, ceux pour qui, dans leur univers de grisaille, le football est une raison de vivre. Je redoute un amal-

game terrible entre les morts et le football. Or le jeu n'a rien à voir avec les incidents, à Sheffield comme au Heysel. »

● M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat français à la jeunesse et aux sports : « L'espère que nous pourrions tirer les leçons de ce qui est arrivé à Sheffield pour vérifier la vétusté de nos stades. En France, nous avons un équipement suffisamment important. Mais nous n'avons pas de foules qui se précipitent également pour créer des incidents comme celui-ci. Ça ne risque pas d'arriver en France, nos stades sont trop vides. »

● M. Nelson Pailon, président du Comité national olympique et sportif français (CNOS) : « Ce drame prouve que les installations ne suivent pas l'engouement actuel du public. Il semble que cette fois la vétusté des installations soit en cause et non le hooliganisme. On courra des risques partout où les mesures de sécurité ne seront pas à la hauteur de l'événement. »



Samedi 15 avril dans le stade de Sheffield.

## L'indignation de la presse britannique

### « Jamais plus »

LONDRES de notre correspondant

Après avoir multiplié leurs efforts pour lutter contre la plaie du hooliganisme à l'intérieur et à l'extérieur des stades, les autorités britanniques constatent que c'est tout le système qu'il faut réformer. En visitant dimanche la tribune dévastée des supporters de Liverpool, le premier ministre, M. Margaret Thatcher, l'a admis. « De nombreuses mesures ont été prises récemment, mais, malheureusement, elles n'étaient pas suffisantes. »

Même si le hooliganisme ne peut être retenu comme la cause de la tragédie, le débat sur l'introduction de cartes d'identité obligatoires pour les supporters de football va être relancé. Le projet actuellement déposé au Parlement prévoit que tout supporter responsable d'incident se verra privé de sa carte et donc de l'accès sur les stades. La mesure, guère populaire dans un pays où la carte d'identité n'existe pas car considérée comme une entrave aux libertés individuelles, est très fortement combattue par les dirigeants de clubs qui craignent une baisse d'affluence sur les stades.

M. Thatcher serait prête à faire retarder l'adoption du texte jusqu'à la publication des résultats de l'enquête. Pour les dirigeants britanniques, le football ne doit pas être, comme l'affirment, dimanche, le Sunday Times, « un sport de bidonville, joué dans des stades de bidonville ».

Dimanche soir, à Londres, la cérémonie de remise des trophées des meilleurs joueurs de football de la saison, qui aurait dû être une fête et l'occasion de célébrer le retour en Europe des clubs anglais en 1990-1991, n'a été qu'une triste veillée. Tête basse, les dirigeants de la Football Association et les joueurs ont observé une minute de silence en s'interrogeant sur l'avenir de leur sport.

La presse britannique, dans son ensemble, est très dure. « Le football anglais a toujours obtenu le bénéfice de nombreux doutes. Trop de doutes », commente le Times, qui ajoute : « Le chaos tragique d'Hillsborough a touché les cœurs dans le monde entier. En Grande-Bretagne, il faudrait qu'il touche aussi la raison de certains. »

Le Sun, journal populaire, consacre son édition entière de lundi au drame de Sheffield avec, en première page, la terrifiante photo des jeunes gens écrasés contre les grilles. En titre : « Ils sont morts si jeunes. » Le même image est à la une du Daily Mirror et du Daily Express, qui titrent : « Jamais plus. »

« Pourquoi ne tire-t-on jamais les enseignements du passé ? », se demande le Guardian (centre gauche), qui consacre, comme la plupart des autres quotidiens, de nombreuses pages à la tragédie, la plus grande qu'ait jamais connue le football britannique. « Il est temps d'introduire la civilisation sur les stades », commente le Daily Telegraph. (Interim.)

## Places assises et... faible affluence

### Les stades français mieux protégés

« Ça ne risque pas d'arriver en France. Les stades sont trop vides ! » En deux phrases ironiques, M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a souligné la principale différence entre le football français et celui d'outre-Manche.

Un drame comparable est effectivement improbable en France où la moyenne des spectateurs par match ne dépasse pas onze mille en première division. La longueur des déplacements constitue, par ailleurs, un frein pour les voyages de supporters, contrairement à l'Angleterre où tous les grands clubs sont concentrés dans un périmètre de 250 kilomètres.

Les stades britanniques n'ont également rien de comparable avec ceux de l'Hexagone. Souvent construits au début du siècle, ils offrent encore une majorité de places debout et sont souvent trop vétustes, comme en témoigne le terrible incendie d'une tribune de bois à Bradford qui avait fait 53 morts en 1985.

Grilles mobiles à Nîmes

La France a profité de l'organisation du championnat d'Europe 1984 pour construire ou rénover plusieurs grands stades (Nantes, Strasbourg, Saint-Etienne, Lyon, Marseille). D'autres villes ont fait de même : Nice, Lille, Rennes, Toulouse, Bordeaux, Nancy, Metz et Nîmes, qui a inauguré en février son nouveau stade des Costières.

## Trente-neuf morts à Bruxelles le 29 mai 1985

### Le procès raté du Heysel

BRUXELLES de notre correspondant

Sinistre coïncidence : on devrait connaître à la fin du mois d'avril le verdict du tribunal correctionnel de Bruxelles dans le procès du Heysel, qui s'est ouvert le 17 octobre dernier. Un verdict qui, selon la plupart des observateurs, pourrait être très sévère. Conclusion comme toute logique d'un procès « en trompe-l'œil », qui a, certes, montré la responsabilité des uns et des autres dans le drame, mais qui a été dans l'incapacité de prouver les responsabilités directes des personnes chargées d'organiser et de veiller au bon déroulement de la rencontre. « Il est clair, disent les députés, que tant le propriétaire du stade — la ville de Bruxelles — que le locataire — l'Union belge de football — sont en cause. » Responsabilité aussi des services de sécurité.

Un témoin racontera au procès que les Britanniques commencèrent à charger à partir du moment où des gendarmes, qui les avaient contenus jusque-là, furent appelés ailleurs. D'autres révéleront que ce furent ces gendarmes eux-mêmes qui les obligèrent à se déplacer vers le bloc Z, là où, précisément, se trouvaient les Italiens. Dans sa spontanéité, l'aven d'un des responsables du service d'ordre, le capitaine de gendarmerie Johan Mahieu, qui fut inculpé, résume parfaitement l'impression de la sécurité belge : « Je n'avais jamais vu un stade de football de ma vie. »

Boucs émissaires ?

Le gouvernement belge se divise. Les libéraux, sous la conduite de M. Jean Gol, ministre de la justice, veulent démissionner ; les élections fédérales sont fixées.

En Grande-Bretagne, les services de police recherchent, à partir notamment des enregistrements télévisés, les responsables des « hooligans ». Vingt-quatre d'entre-eux sont identifiés comme ayant pris une part importante aux faits. Après une longue procédure, ils seront extradés vers la Belgique. Leurs conditions d'emprisonnement — on parle de « prisons à cinq étoiles » — provoquent la colère des détenus belges, qui organisent des mutineries dans certaines maisons d'arrêt de Bruxelles.

Le procès débute le 17 octobre. A côté des supporters britanniques — comment reconnaître dans ces grands garçons endimanchés, parfois même cravatés, répétant qu'ils n'étaient que des « scape goats » (boucs émissaires) les fous qui avaient semé la terreur trois années auparavant ? — sept autres personnes sont présentes. Trois sont inculpées : l'ancien secrétaire général de l'Union belge de football et deux officiers de gendarmerie. Quatre sont cités à comparaître : le bourgmestre (maire) de Bruxelles et son adjoint aux sports ; le président de l'Union européenne de football et son secrétaire général. La Belgique n'ayant pas de « loi anticasseurs », qui permet de déterminer une responsabilité collective, les avocats des hooligans plaideront tous non coupables. « Ce n'est pas parce que l'on voit mon client se balancer pour ramasser une pierre et éventuellement la jeter qu'il est responsable, à quelques dizaines de mètres de là, de l'écrasement de trente-neuf personnes », déclare un avocat. Quant aux prévenus, ils parviendront à nier totalement leurs responsabilités. Sans grand panache, mais avec beaucoup d'habileté.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## Les précédents

### Plus de huit cents morts en vingt-cinq ans

Avant Sheffield, il n'y avait pas eu que le Heysel. La tragédie du 16 avril fait suite à la longue série de violences et de mouvements de panique dans les stades de football. En un quart de siècle, les incidents les plus graves sur les stades ont tué plus de huit cents personnes.

Le 12 mars 1988 à Kalamoudou, les spectateurs affolés à la suite d'une coupure d'électricité provoquée par un orage veulent quitter le stade dont les portes sont fermées. Soixante-douze morts et vingt-sept blessés.

Le 11 mai 1985 à Bradford (Angleterre), un incendie provoque une panique durant un match. La foule se heurte à des portes fermées. Cinquante-trois morts, dix-huit disparus et deux cents blessés.

Le 29 mai 1985 à Bruxelles, dans le stade du Heysel, les supporters des deux équipes de la Juventus de Turin et de Liverpool s'entre-tuèrent lors de la finale de la Coupe des champions. Trente-neuf morts et six cents blessés.

Le 17 février 1974 au Caire, le stade de quarante mille places est envahi par quatre-vingt mille personnes qui veulent à tout prix assister à un match. Quarante-huit morts et quarante-sept blessés.

Le 2 janvier 1971 à Glasgow (Ecosse), après le match Rangers-Celtics, une partie du public quittant le stade revient sur ses pas et se heurte à ceux qui sortent. Soixante-six morts et un certain nombre de blessés.

Le 25 décembre 1969 à Bikanera (Congo), de nombreuses personnes qui s'entassaient dans le stade pour voir une place sont piétinées. Vingt-sept morts, cinquante-deux blessés.

Le 25 juin 1969 à Kirkkhal (Turquie), des bagarres et des coups de feu dans le public. Dix morts et cent deux blessés.

Le 17 septembre 1967 à Kayseri (Turquie), pour un but contesté, des bagarres font quarante morts et six cents blessés.

Le 23 juin 1968 à Buenos-Ayres, des feux de joie provoquent la panique parmi les spectateurs qui courent à l'incendie. L'une des sorties du stade est fermée. Quarante-vingt morts et cent cinquante blessés.

Le 23 mai 1964 à Lima, un but refusé lors d'un match qualifiant des Jeux olympiques entre le Pérou et l'Argentine provoque une bagarre générale. Trois cent vingt morts et plus de mille blessés.

## A la suite de plusieurs incidents violents

### Matches interdits en Algérie pendant une semaine

Vendredi 14 avril, à Constantine (Algérie), lors de la rencontre opposant l'équipe de cette ville à celle de Sétif, des supporters constamment agités ont provoqué des incidents. Deux d'entre eux ont été sérieusement blessés à coups de couteau sous les yeux de soixante mille spectateurs. L'arbitre ainsi qu'un médecin ont également été agressés. D'autres incidents ont été signalés, le même jour, dans le centre-ouest du pays.

Face à cette « recrudescence de la violence dans les stades », la Fédération algérienne de football a décidé, dimanche 16 avril, de suspendre toutes les compétitions de football sur l'ensemble du territoire jusqu'au 21 avril. Bien que le bilan des incidents de Constantine n'ait pas été trop grave, il s'ajoute aux violences dont ont été victimes plusieurs arbitres au mois de février.

« Le sentiment d'intolérance a été franchi », estiment les responsables de la Fédération, qui incitent les jeunes Algériens à méditer « sur les conséquences désastreuses de la violence aveugle et bestiale ».

Quinze blessés aux Pays-Bas

En Espagne, la police a dû intervenir dimanche dans les tribunes du stade Calderon de Madrid pour mettre fin à une bagarre, lors du match de championnat d'Espagne opposant l'Atletico de Madrid au club Osasuna de Pampelune. Les incidents ont commencé lorsqu'un groupe de jeunes spectateurs ont refusé de respecter une minute de silence à la mémoire des victimes de Sheffield.

A Berlin, la police a dû s'interposer, samedi 15 avril, entre deux groupes de plusieurs centaines de supporters de clubs de deuxième division ouest-allemande. Les deux bandes composées de jeunes, dont certains étaient armés de matraques, se sont dirigées vers le centre-ville de Berlin à l'issue du match, où des bagarres ont éclaté.

Incidents encore à Leicester, dans le centre de l'Angleterre, lors d'une rencontre du club local et de l'équipe londonienne de Chelsea. Vingt-sept personnes ont été arrêtées à la suite d'échauffourées entre supporters rivaux pendant la seconde mi-temps.

Enfin, le match Ajax-Feyenoord, disputé dimanche 16 avril à Amsterdam (Pays-Bas) et considéré par les organisateurs comme « un événement à haut risque », a été marqué par de nombreux incidents. Ces violences ont commencé le dimanche matin lorsque des supporters, après avoir brisé des vitrines, se sont heurtés aux forces de police. Les incidents ont continué à l'issue du match, lorsque les policiers, armés de bâtonnets, ont tenté de séparer les groupes antagonistes. Quinze personnes ont été blessées et dix-huit autres arrêtées lors de ces bagarres.

« Je n'avais jamais vu un stade de ma vie »

Car les supporters britanniques ont très vite « chargé », considérant comme un défi la présence à leurs côtés des Italiens. Les images vidéo — revues jusqu'à l'écrasement lors du procès — montrent ces vagues de flux et de reflux de centaines de jeunes Britanniques se précipitant à l'assaut. La foule, paniquée, se trouve comprimée contre un mur de soutènement. Les corps s'écrasent les uns sur les autres. Le mur heurté, certains s'écroulent, permettant une ouverture sur l'extérieur. Car certains gendarmes continuent, malgré le drame qui se noue, à interdire au public de pénétrer sur le gazon. Trente-neuf morts et plus de mille cinq cents blessés seront dénombrés.

NUMERO HORS SERIE - 40 PAGES

# Le Monde

## DOSSIERS & DOCUMENTS

### MUNICIPALES 89

#### LE PRINTEMPS DES HERÉTIQUES

Le Monde retrace et analyse les scrutins du 12 et du 19 mars

- Les résultats et les commentaires pour les 800 plus grandes villes de France
- Les nouveaux élus, dans les villes de plus de 20000 habitants
- Les portraits des grands vainqueurs
- Le retour des socialistes, la poussée des Verts
- La perspective des élections européennes

30 F - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

# Le Monde

## SCIENCES ET MÉDECINE

## MUSIQUES

« Orphée », de Renaud Gagneux, à Strasbourg

## Un mythe d'initiation

L'Orphée de Renaud Gagneux est la seconde création de l'année pour René Terrasson et l'Opéra du Rhin, qui mériteraient bien la croix du mérite lyrique...

Après *Orphée aux enfers*, d'Offenbach, était-il encore possible de prendre le vieux mythe au sérieux ? Un compositeur de quarante-deux ans et, qui plus est, un des ardents « révolutionnaires » de mai 68 a relevé le défi, au terme d'une double évolution intérieure qui lui a fait rechercher le sens de la mort, découvrir Dieu et ressentir la nécessité d'écrire de la musique, après avoir délaissé cette vocation première pendant une dizaine d'années pour des occupations paramusicales.

D'où la démarche très religieuse et sincère de cet opéra-oratorio, qui explore en profondeur les divers aspects de la légende d'Orphée (en qui Gagneux voit un symbole chrétien avant la lettre), et l'abandon de tout moyen mis en œuvre, où l'on reconnaît la marque d'une nécessité intime plutôt que la volonté d'être joué à tout prix.

Renaud Gagneux s'est entouré d'ombres grandioses : il emprunte ses textes à Homère, Euripide, Virgile, Ovide, Apulée, Striggo (le librettiste de Monteverdi) et au Sarastro de la *Flûte enchantée*, chacun dans sa langue pour affirmer l'universalité de cette quête, avec seulement quelques sentences, oburgations, affirmations, en français, qui ponctuent le développement du « mystère », et jouent un peu le rôle des chœurs chez Bach.

En deux heures à peine et sans solennité, le musicien décrit les principales étapes du mythe : les exploits d'Orphée avec les Argonautes, auxquels il révèle les secrets du monde par le feu, la terre et l'eau ; l'amour d'Eurydice et la mort de celle-ci, causée par Aristée ; la descente aux enfers et les grands



Christian Lara, dans le rôle d'Orphée : un doux malabar habillé en chevalier blanc

supplices (Tantale, les Danaïdes, Sisyphes, etc.) ; la perte définitive d'Eurydice ; la purification ultime d'Orphée au cours d'une cérémonie initiatrice, avant qu'il soit déchiré par les Bacchantes pour passer à l'éternité.

## Des soli au style tendu

L'écriture vocale de ces beaux textes est assez étrange, du moins pour les soli, qui adoptent en général

un style très tendu, atonal, niché dans une tessiture très aiguë, une sorte de récitatif solennel, mystérieux mais assez inexpressif, tandis que les nombreux chœurs sont beaucoup plus dramatiques ou harmonieux, comme la très riche partition d'orchestre, qui est l'âme de l'ouvrage : les grands hymnes, les longues plaintes, les méditations prophétiques traversent cette musique transparente, argente, aux percussions brillantes et délicates, musique vigoureuse mais jamais tapageuse, toujours ouverte à l'an-

delà. La couleur est originale, avec peut-être quelques légères traces de Messiaen.

Il n'était certes pas facile de traduire sur scène ces images mythiques. Albert André Lheureux s'en est plutôt bien tiré en recourant à une pantomime plus ou moins dansée, qui se déroule à l'avant-scène, autour du grétoir des enfers (décor et costumes d'Isabel Echarré et Diego Etcheverry), tandis que l'orchestre et les chœurs occupent le fond du plateau (comme pour *Lulu* à Nantes), derrière un rideau de tulle où sont projetés des dessins ou motifs suggestifs.

Une sorte de ballet blanc, agrémenté parfois d'attitudes ou de cortèges rituels, accompagne ainsi les chanteurs ; un peu fade peut-être, il contribue cependant à faire entrer dans l'esprit du « mystère ». Présente en oratorio, l'œuvre n'aurait certainement pas été aussi chaleureusement applaudie qu'elle le fut par le public strasbourgeois. Les scènes infernales, en particulier, étaient fort animées et rehaussées par d'étonnantes exercices gymniques.

Au milieu d'une foule de chanteurs, danseurs et figurants, on ne peut guère citer ici que les principaux protagonistes : Orphée (Christian Lara), doux malabar habillé en chevalier blanc, personnage très inattendu et sympathique malgré une prononciation presque incompréhensible, Eurydice et Perséphone (interprétées par la toujours délicate Anne-Marie Blanzat) et le percuteur Aristée, solide « héros », de Claude Méloni. Et quel beau travail réalisé par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et les chœurs de l'Opéra du Rhin, sous la direction vibrante de Claude Schmitzler !

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations à Strasbourg les 21, 23, 25, 27 avril, et à Lyon, en octobre, le 17 mai. Signaler que l'Opéra du Rhin rend un bel hommage à Jean-Pierre Ponnelle avec une exposition captivante qui se tient dans son foyer jusqu'au 6 juin ; le catalogue renferme d'étonnantes témoignages sur le grand metteur en scène.

## Au Théâtre des Champs-Élysées

## Souchon nature

Alain Souchon donne une série de concerts de « chambre » avec ses sentiments incertains et sa manière de dire sans en avoir l'air.

Au Palais des sports il y a trois ans, Alain Souchon se présentait lui-même avec dérision comme un homme « creux de poitrine mais avec une belle âme ». Au Théâtre des Champs-Élysées, cette semaine, l'espace d'une première chanson, il se donne l'illusion d'un peu dégingandé de Dustin Hoffman dans *Le Laïot*, lunettes, veste rouge et pantalons noirs. Le personnage est conforme à l'image populaire depuis les années 70 d'anti-héros doux et fragile, toujours prêt à s'écrouler, naviguant entre le rêve et la réalité, camouflant ses angoisses et ses désirs sous une légère folie.

La scène et le cinéma ont guéri Alain Souchon de sa timidité. Et s'il reste toujours torturé, plein de doutes, s'il conserve une lenteur naturelle, une nécessité de courir après les mots et les notes, il a pris soin de ne pas laisser son personnage figé dans les mêmes jeux de dire des choses d'une manière plus crue, plus réaliste, de développer un humour acide, souvent dirigé contre lui-même. De se dégarer enfin d'une enfance un peu rétro, de parler moins de soi et plus des autres.

Au Théâtre des Champs-Élysées, Alain Souchon, plus nature que jamais, chante des chansons nouvelles (*Les Cadors*, *Ultra-modern*, *La Chanson parfaite*, *Le Bénédict d'Ana Gardner*) et anciennes (*Le Bagat de Linn-Bihoud*, *On avance*, *Y'a du rumba dans l'air*) fixées, non modifiées, transcendant l'univers de ses ballades par son plaisir d'être là et de chercher, de trouver des rapports directs avec le public. Notamment par des monologues caustiques sur le thème du « bon chemin » et du « mauvais chemin », de l'immigré venu en France alléché par la devise de la République : liberté, égalité, fraternité.

C.F.

★ Théâtre des Champs-Élysées, 20 à 30. Albums et CD Virgin.

La « Deuxième Symphonie » de Mahler au Châtelet

## Apothéose de la version longue

L'Orchestre national retrouvait son chef en titre, Lorin Maazel, au plus fort de sa rivalité avec la Philharmonique. Que croyez-vous qu'il arriva ? Tout le monde se surpassa.

Une seule solution, en ce soir de vendredi 14 avril, pour l'Orchestre national : se montrer au-dessus de tout soupçon. Et remporter, dans la deuxième symphonie *Réurrection* de Mahler (reprise le lendemain), un succès au moins égal à celui du Philharmonique dans la huitième, le week-end précédent, sur la même scène.

Les musiciens du plus prestigieux orchestre français, et qui ont eu le plaisir de se retrouver le 7 avril, avaient un allié de taille : un Lorin Maazel — leur chef en titre —, rajouté de vingt ans, à peine éprouvé, deux petites heures plus tard, d'avoir porté à bout de bras cette musique d'immense espoir, le plus beau cadeau de Mahler à l'humanité.

Il eût été trop simple que la symphonie fût expédiée à une vitesse standard, celle par exemple que Maazel a adoptée dans son enregistrement déjà ancien. Non, Maazel (que l'on dit frappé du syndrome Klempner : plus le temps passe, plus les temps se tassent) fit comprendre, dès les premières mesures de la marche funèbre initiale, qu'une version historique allait naître en direct sur les antennes nationales (France-Musique enregistrée). Lent, très lent, ce premier mouvement, mais d'une lenteur par-

cours d'éclair, semée de coups d'accélération imprévisibles, comme improvisés.

Dans les arrières, cuivres et bois se cassent miraculeusement dans ce phrasé affranchi du temps : tous suspendus au regard de Maazel, à cette baguette de magicien dont on constate les effets sans même l'avoir vue bouger.

Lentement encore, comme emporté de plaisir, de la valse qui suivait : mouvement prénatal ainsi infiniment étiré, y compris dans ses silences, et rien ne s'effilocheait !

Apothéose ensuivante, mais apothéose lente, d'une incroyable majesté, avec chœurs (mélodiques et solistes (moyennes), dans l'*Urlicht*. Pas avant que le scherzo, ce préliminaire de fête, soit lui aussi passé au ralenti, comme un cauchemar dont on ne s'éveillerait jamais.

Vers une histoire ? Une heure cinquante (1) de l'épave de direction d'orchestre, on n'en voit pas dix comme cela dans une vie). Démonstration renversante. Le National à son apogée. L'auditeur bouche bée.

Bouleversé ? Admiratif. Mais un peu dépassé par tant de miracles, tant d'effets, tant de péris brèves et surmontés. Au point d'en oublier parfois les grandes lignes de l'œuvre elle-même et de rester presque insensible aux coups de théâtre essentiels. A l'entrée du chœur pianissimo dans le final, tout le monde doit frissonner. Qui en était encore capable ?

ANNE REY.

(1) L'enregistrement de la Symphonie n° 2 par Maazel chez CBS dure un bon quart d'heure de moins.

L'Orchestre de Leningrad en France

## Jusqu'à l'âme

L'Orchestre philharmonique de Leningrad a entamé dimanche à Cannes une tournée de deux mois à travers l'Europe.

Deux mille deux cents personnes au Palais des festivals ? Le public crie à la folie, car l'Orchestre de Leningrad méritait bien cette affluente : les cordes, d'une expressivité exceptionnelle, qui reflètent l'excellence des écoles instrumentales russes, se marient avec des cuivres vainqueurs et des bois aux sonorités nerveuses et pénétrantes.

Le prélude de la *Khamantchina* de Moussorgski, était une ouverture délicate. Mais un déchaînement, un peu effréné en écoutant le *Deuxième Concerto pour piano* de Rachmaninov, cette œuvre mélancolique et angossée, d'une virtuosité si sensible jouée par un artiste solide, Nicolai Petrov, à la technique irréprochable, mais au toucher dépourvu de chair et de vibration.

La *Symphonie pathétique* de Tchaïkovski, dirigée par l'empereur, dédonnaient l'amplement. Ce chef caennais de cinquante ans, au visage effilé et tourmenté, est le digne successeur d'Evgueni Mravinski, qui, pendant ces mêmes cinquante ans (1938-1988), marqua la Philharmonique

de Leningrad de son autorité grandiose et impatible (1).

Il exerce sur ses musiciens la même emprise, un contrôle absolu des lignes et des rythmes, de l'intensité mélodique qui va jusqu'à l'âme, mais sa technique très imagée paraît souvent plus élaborée, plus fantasmatique et moins mélancolique. Il ne dédaigne pas de faire un peu de spectacle et de charmer quand l'occasion se présente (au début de *L'Allegro con grazia* par exemple). Mais c'est pour mieux les reprendre ensuite, les secouer, leur communiquer cette panique, cette étonnante fondamentalité qui saisi Tchaïkovski.

Sur le visage de Temirkanov, ruisselant, livide, on lisait alors l'épave du chef qui a tout donné de lui-même pour recréer la vision du compositeur, bien qu'il ait joué une telle œuvre au moins cent fois...

J.L.

★ L'Orchestre de Leningrad sera à Marseille le 17 mai, à Bordeaux le 18, Toulouse le 20, Strasbourg le 22, Lyon le 24, Dijon le 25, Paris (salle Pleyel) le 28 (direction Jancovici) et 29 avril (direction Temirkanov).

(1) Philips vient de publier opportunément l'enregistrement de la *Huitième Symphonie* (1943) de Tchaïkovski par la Philharmonique de Leningrad sous la direction de Mravinski. (Philips, un disque compact, 42244-2).

## DISQUES

## Classique

Schumann par Alicia de Larrocha

Merveilleuse Alicia de Larrocha ! Son dernier disque est consacré à Schumann, à ses deux carnavaux et à l'*Allegro* op. 8. Dans ces œuvres — très, très — célèbres, Schumann traite souvent le piano de manière symphonique, même le descriptif (opus 9) à la musique pure (*Carnaval de Vienne*), complice la tâche de malheureux interprètes en changeant sans cesse de couleur, d'atmosphère, d'humour. Alicia de Larrocha ne se laisse jamais prendre au dépourvu. Les enchaînements paraissent si naturels, les blancs entre chaque pièce respirent avec tant de calme qu'on parierait qu'elle l'a enregistré dans la continuité. Et la « Romance » ! Comme dans l'impossible « Piano et Arlequin » du *Carnaval*, Larrocha épale par son refus de la convention. Elle ne craint pas le sentiment. Et c'est bien la première fois, que l'*Allegro* op. 8, retiendra l'attention jusqu'au bout.

Malheureuse Alicia de Larrocha ! Son piano est mal enregistré. Des micros au-dessus des cordes pour la précision, d'autres plus loin pour l'ambiance. Résultat ? Le son est dur, les basses sont dénuancées, gonflées par une réverbération de piano, le médium nasal, les aigus criants. Domage.

A. L.

★ Un disque compact Decca 425 255-2. Minutage : 64' 35". Temps de présentation en français, DDD.

## Rock

The Fabulous Thunderbirds

Les Fabulous Thunderbirds sont des musiciens simples : ils jouent le blues sur un tempo moyen, casent un solo de guitare par titre et dépassent rarement les deux syllabes dans leurs textes (les femmes sont *hot*, *tough* ou *mean*). Il y a des exceptions, bien sûr, qui se voient comme un réservoir d'eau dans la plaine texane : de temps en temps, ils inventent une petite section de cuivres ou louchent du côté du rhythm'n'blues, école Stars-Atlantic. Et pourtant, ne s'ennuie jamais avec les Thunderbirds. Kim Wilson, leur chanteur — qui ressemble à Coluche dans *Tchao Pantin* — est un bon technicien doublé d'un vrai comique (ce qui se voit sur scène et s'entend même sur disque) ; et Jimmy Vaughan, leur guitariste, est un maître de la flûte. Un virtuose qui sait s'économiser. La rythmique, comme toutes les rythmiques heureuses, est sans histoire.

Powerful Stuff, leur dernier disque, ressemble aux précédents, et le contraire serait inquiétant. Simple, le groupe s'est offert un son extrêmement propre, qui pourra agacer les puristes et ravir les poseurs de lecteurs de CD. Un disque des Thunderbirds est aussi indispensable à l'amateur qu'une bouteille de bourbon au barman, alors pourquoi pas cela ?

T.S.

★ Un disque compact EPIC-CBS.

## ARTS

Une exposition de Dominique Thiolat

## Déchirures

Depuis Matisse, couleur et coupe font bon ménage. A preuve, Thiolat et ses travaux sur papier.

Il y a les papiers bruns et hâissants des emballages. Il y a ceux, livide-vin, qui tapissent le fond des cages de fruits. Il y a les vert-de-gris, les bristols bleus pâles ou jaunes pâles. Et les blancs, de tous poids, textures, grains et formats.

Les uns « boivent » la peinture, et l'huile y laisse des auréoles. Sur d'autres, elle glisse et s'étale. Certains sont rigides et, quand on les déchire, produisent des contours compliqués et peels. Les plus minces ont tendance à se froisser ou à crever. Typologie d'imprimeur ou de graveur ? Typologie de peintre-déchirer-coller à la Thiolat.

Ce peintre français, que n'ont laissé indifférents ni les expressionnistes abstraits américains ni Support-Surface, a élevé la manipu-

lation papivore à la dignité d'art. Ces prédécesseurs, le Matisse des gouaches ultimes, le Picasso des « papiers collés » cubiques, décomposaient proprement, aux ciseaux, suivant des lignes déterminées.

Lui arrache, met en charpie, en lambeaux, en morceaux irréguliers des quantités effarantes de feuilles de récupération, les unes brutes, les autres déjà chargées de formes abstraites et de taches tracées au pinceau.

Ce répertoire d'éléments et d'accessoires réuni, Thiolat se met à l'œuvre : il compose par association, il attend que fragments et couleurs trouvent leur juste place. Il ajoute parfois quelques traits, un peu d'encre, de fusain ou de peinture. Il raccorde la peau de peinture. Il greffe et suture diverses.

Ensuite, il fixe l'équilibre, ou le déséquilibre, l'harmonie ou la dissonance. Et le collage est achevé. Guidé par le hasard ? Sûrement pas. Mais par une combinatoire empirique fort habile. Et par un constant

esprit de provocation aussi, car Thiolat se déteste par les stridences qui émettent, les tons peu plaisants et les constructions instables. Il obtient ainsi des compositions attirantes par leur complexité même, et par leur légèreté de formes dansantes et papillonnantes.

Cet artiste de l'accumulation sait en effet se défendre contre le risque de l'enlaidissement et résister au plaisir de la simple virtuosité. Les meilleurs de ses travaux récents, qu'éclaire un chromatisme de rouge, rouille et ocre, sont fort séduisants.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galerie Apollinaire, 19, rue Guénégaud (Paris, 6<sup>e</sup>). Jusqu'au 29 avril.

● Un bronze de 21 millions de francs. — L'enlèvement d'Hélène par Paris, du sculpteur italien Jean-François Sussni a été adjugé samedi pour 21 millions de francs lors d'une vente aux enchères à Paris. Ce bronze réalisé à Florence en 1627 était estimé à 10 millions de francs. Ce prix record le classe parmi les objets d'art les plus chers du monde.



Culture

Communication

THÉÂTRE

« Flaubert Opéra » à Orléans

Le grand « vidangeur »

Un spectacle revigorant comme une douche écossaise; quelques pages arrachées à la correspondance de Flaubert par Claude Malric, sur une musique de Pascal Dusapin.

« Nous sommes, cela nous autres, des vidangeurs et des jardiniers. J'ai le regard penché sur les mousses des moisissures de l'âme. » C'est l'une des quelques phrases arrachées à la volumineuse correspondance de Gustave Flaubert par Claude Malric, le directeur du Centre d'art contemporain d'Orléans. Son adaptation est d'une brièveté efficace. En à peine plus d'une heure on est submergé par un déferlement d'impressions, de sensations, de pas vraiment progressistes contre la civilisation, le suffrage universel, la critique, « le troupeau, la règle et le niveau », par un torrent d'images charriant les scories de la bêtise

humaine. Sous les cris, la haine, se dessine le credo artistique. « Je ne ferai que dire la vérité, mais elle sera horrible, crue et crue. » Une phrase revient : « Je n'écrirai pas. Tout ce qu'il y a de beaux a été dit et bien dit. » Elle se module comme un leitmotiv en : « Je n'écrirai que pour moi. » Puis voici cet aveu qui, plus tard, donnera à tant de poètes matière à vertige : « Ce qui me semble beau, ce que je voudrais faire, c'est un livre sur rien, un livre sans attache extérieure (...). Les œuvres les plus belles sont celles où il y a le moins de matière. »

On comprend alors ce qui a pu inciter le compositeur Pascal Dusapin (il prépare pour cet été un opéra, *Roméo et Juliette*, qui sera donné à Montpellier et Avignon) à partager avec Claude Malric l'aventure de ce *Flaubert Opéra*, dont le titre n'est pas très adéquat puisqu'on n'y chante pas. Mais qu'importe. Les moments de musique et de jeu ne se superposent pas, ils participent bien et tout naturellement de la même respiration.

Dans un autre soubassement (décors de Gouri), un Flaubert de trente ans, moustache fournie et calvitie précoce, affalé dans un fauteuil, domine un tas de débris civilisés : livres, tissu, objets. Le comédien Jean-Christophe Cochar, quasi immobile, le geste rare, dévide ses imprécations sur un ton monocorde, un peu blasé, bien loin de tout naturalisme. Peu à peu une paix semble gagner la musique de Pascal Dusapin, qui emplit d'abord l'espace d'un violent chaos où se heurtent des pulsations charnelles, des envolées humides de cors, des douleurs sourdes de hautbois. Jusqu'à cette dernière et seule voix d'une clarinette solo presque éthérée. Flaubert, soudain debout, émet trop sagement, « *l'éternel, l'immuable, l'absolu*. » Dans son gémissement, Flaubert polissait son style. Voici une petite forme qui ne manque pas de souffle.

ODILE QUROT.  
\* Jusqu'au 20 avril, CAC d'Orléans, 20 h 30. Tél. : (16) 38-62-45-68.

« Sit venia verbo », au Théâtre de la Colline

Incompréhension

Une pièce belle, ardue, inspirée du destin d'Heidegger, dont la « lisibilité » est trahie par l'interprétation.

Il est des sujets graves qui demandent qu'on les traite impeccablement. Le procès, dans l'immédiat après-guerre, d'un intellectuel, d'un maître à penser rallié au III<sup>e</sup> Reich en 1933 est un sujet grave, gravissime même. Michel Deutsch, l'un des auteurs dramatiques les plus passionnés depuis dix ans, et le philosophe Philippe Lacoue-Labarthe se sont intéressés de près au destin d'Heidegger et à son silence quand est venue la « dénazification » de l'Allemagne.

Il s'agit pour cela d'Heidegger lui-même, et, usant justement de leur droit d'auteur, ont collé à quelques-uns de ses propres mots d'autres mots ou associations extirpés du journal de Kurt Harnack. Sur les sentiers où l'herbe repousse, de Gottfried Benn — son cadet de trois ans qui, à la différence d'Heidegger, devait être radié de la Chambre des écrivains et interdit (en 1938) de publication après s'être désolidarisé du régime nazi. On se souvient aussi, à voir cette mise en scène, que Deutsch a traduit Hölderlin.

*Sit venia verbo* est donc avant tout l'occasion d'une méditation, entre philosophie et poésie, sur la responsabilité et son assomption, en l'occurrence un silence assourdissant.

sanct. Un grand penseur de cinquante-cinq ans, Erwin Meister (Serge Merlin), se retrouve à Berlin en 1945 emmuré dans un théâtre en ruine — très beau décor de Laurent Peduzzi. — soumis aux questions répétées d'un de ses anciens élèves et disciples, Wolfgang Lerner (Grégoire Ostermann), ex-ténor des Alliés et professeur à l'université de New-York, sous le regard d'une infirmière (Michèle Fouchet).

Lerner est jeune et, comme il le dit, « ne peut pas savoir ce qui s'est passé » en Allemagne depuis qu'il en est parti. De Meister, une nouvelle fois, il attend une sorte de lumière. Or Meister, lui, considère avoir « écrit une œuvre des ténébrs, crépusculaire et tragique ». Comment pourrait-il comprendre l'incompréhensible, expliquer l'impensable ? Lerner questionne un homme qui interroge son ombre. La situation dramatique est belle, et forte. La langue de Michel Deutsch est belle aussi, et forte.

Mais, immense difficulté du théâtre, cette situation-là, cette langue-là exigent une interprétation exceptionnelle. Le metteur en scène s'en est aperçu et a confié le rôle de Meister à un comédien de grande classe, lors pair *(lire le portrait de Serge Merlin paru dans le supplément « Arts et spectacles »*, du 30 mars). Impensable aussi, capable, comme Meister, de s'extirper aux sommets les plus escarpés, de faire la synthèse de ce qu'il doit être dans l'espace de la représentation et

de ce qu'il est par-dessus tout. Cela suppose qu'on lui oppose, ou plutôt qu'on lui associe des comédiens surdoués. Or ni Grégoire Ostermann ni Michèle Fouchet n'assument leur personnage de manière convaincante et ne peuvent le suivre à aucun moment de la représentation.

L'œuvre de Michel Deutsch s'en trouve irrémédiablement déséquilibrée et pour le moins ambiguë. Qu'attend-on du spectateur ? Un élan de sympathie, d'adhésion, qui balayerait toutes les préventions, pour un être qui ne permet pas lui-même que l'on souffre avec lui ? La lecture de *Sit venia verbo*, après coup, rassure. Son interprétation, elle, laisse perplexe.

OLIVIER SCHMITT.  
\* Théâtre national de la Colline. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures et dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 1 h 40. De 30 F à 110 F. *Sit venia verbo* est paru aux éditions Christian Bourgois, 96 pages, 50 F.

« Vient de paraître : le Théâtre de boulevard, par Michel Corvin. — Histoire, esthétique et sociologie de ce théâtre, qui aurait « mauvaise presse et bon public ». (PUF, coll. « Que sais-je ? », 127 p., 28 F.)

Chroniques d'un chasseur d'oubli, par Jean-Pierre Thibaudet. A Paris ou Los Angeles, chez Antoine Vitez ou Stendhal, Flaubert, Leconte de Lisle, ces « histoires » vraies ont le charme d'un roman. (Christian Bourgois, 315 p., 120 F.)

Un parti pris de pragmatisme et d'action au coup par coup

M. Thierry de Beaucé définit l'Eurêka de l'audiovisuel

Le 29 septembre 1987, M. François Mitterrand formulait, pour la première fois, l'idée d'un Eurêka de l'audiovisuel. L'Europe, constatant-elle, souffrait d'un déficit croissant de programmes télévisés, alors même que les chaînes allaient se multipliant. Un sursaut des pays européens se révélait nécessaire. Les récentes polémiques autour de la directive « Télévision sans frontières » (le Monde des 5 et 6 avril) ont remis d'actualité ce débat. M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, dévoile ici, pour la première fois, la philosophie et la démarche d'Eurêka.

« L'épreuve du feu semble avoir eu raison, ces dernières semaines, des beaux discours : le débat sur les quotas angars mal de la construction de l'Europe de l'audiovisuel... »

Erreur. Les débats sur la directive ont, au contraire, témoigné d'une prise de conscience aiguë des enjeux de la télévision européenne et de l'urgence d'une réflexion sur les multiples questions qu'elle soulève. Quelle télévision voulons-nous ? Quels programmes ? Quelle culture ? Quel avenir pour nos artistes et créateurs ?... La conjonction d'événements nous oblige soudain à sortir du cadre national et à nous placer dans une perspective européenne : le satellite TDF 1, qui se moque bien des frontières ; la multiplication des chaînes à vocation pan-européenne, que l'on recevra sur le câble et par le satellite ; la constitution d'une poignée de groupes privés qui atteignent aujourd'hui le seuil critique ; et la tentative de la Communauté pour organiser cet espace audiovisuel européen... C'est elle qui a été le déclencheur de la polémique, elle qui a contraint les professionnels à dépasser la logique purement française. En un court laps de temps, les esprits ont mûri. Le moment est venu de prendre des initiatives et de proposer aux professionnels une ambition et des moyens pour créer l'Europe de l'audiovisuel. C'est le rôle d'Eurêka.

L'Europe doit se réveiller

La formule a séduit, mais quelle définition en faites-vous ? Eurêka, c'est un esprit et c'est une méthode. C'est la volonté de fédérer les forces des différents pays européens, d'additionner leurs compétences et leurs talents, de transformer en atout ce qui pourrait, sinon, apparaître comme une faiblesse et qui vient de la multiplicité des langues, des cultures et des traditions ; l'obsession de retrouver une nouvelle dimension continentale. C'est aussi

la démarche empruntée avec succès par l'Eurêka technologique : un parti pris résolu de pragmatisme et d'action au coup par coup.

Sur quelles structures Eurêka pourra-t-il s'appuyer ?

Il n'y aura surtout pas de structures attachées à Eurêka. Il lui faudra un maximum de légèreté et de souplesse. Le gouvernement a nommé un « M. Eurêka » de l'audiovisuel, Bernard Miyet ; chaque pays d'Europe devrait en faire autant. Et pas seulement les Douze. La Suisse, la Suède, la Turquie sont également intéressées. J'y ajoute les pays de l'Est — je reviens de Moscou — et je souhaiterais même que les grands groupes privés de l'audiovisuel désignent leur « Monsieur Eurêka ». Il est important que l'on ressente partout la même sensibilisation, la même ambition, voire la même vigilance sur la question de la télévision européenne. De ce volontarisme naîtront des initiatives communes : Eurêka promet d'en être le catalyseur.



Un catalyseur dépourvu de moyens ? Ne croyez-vous pas que les producteurs attendaient plus une aide concrète que des encouragements à travailler ensemble ?

Ne vous méprenez pas. Nous n'avons pas l'esprit boy-scout ! Si nous adoptons la démarche Eurêka, c'est qu'elle nous paraît la plus réaliste, la mieux adaptée et la plus performante. Qu'attendait donc les producteurs français ? La généralisation massive d'un compte de soutien à l'audiovisuel dont ils sont pratiquement les seuls à bénéficier en Europe ? Ce n'est pas le propos et vous savez que ce n'est pas le problème. Ce qui importe aujourd'hui, c'est que les producteurs changent de façon de travailler ; qu'ils intègrent davantage — dans leurs sujets, leurs équipes, leurs montages financiers, leurs plans de diffusion — la dimension européenne ; qu'ils fassent preuve d'idées et adoptent, enfin, une attitude offensive. Eurêka saura donner à telle ou telle de leurs initiatives le coup de pouce financier nécessaire. Mais il est aberrant de voir que l'Europe, qui importe tant de programmes télévisés, soit aussi peu exportatrice.

Les Etats-Unis, qui prévoient un triplement de leurs ventes de programmes en Europe, ne sont pas prêts de perdre leur formidable suprématie sur le Vieux Continent... Qu'en savez-vous ? Hollywood n'affiche pas une santé florissante.

Les séries comme « Dallas » ou « Dynastie » s'essouffent sur nos écrans et battent systématiquement en retraite dès lors qu'elles sont confrontées à une série ou à un téléfilm national. Il arrivera un moment où les Européens en auront assez de voir sur leurs écrans le même angle de rue de Los Angeles ou pour la énième fois la pente de San Francisco ; assez aussi des mythologies américaines et du non-renouvellement des feuilletons qu'on exploite à fond, comme autant de filons. L'Europe doit se réveiller, prouver qu'elle peut satisfaire ses propres besoins et avoir sa part dans les marchés du monde. Les programmes pour enfants de Hongrie valent bien ceux de Walt Disney ! Mobilisons donc nos atouts ! Moi, je suis résolument optimiste. L'avenir va dans le sens de l'Europe.

La balle est dans le camp des professionnels

L'incantation suffira-t-elle à inverser le cours des choses ? Pourriez-vous au moins donner quelques exemples d'actions concrètes qu'Eurêka viendrait stimuler ?

Il faut d'abord faire connaître aux professionnels le système, la production et le patrimoine des autres pays européens. N'est-il pas surprenant de constater que nos producteurs et réalisateurs connaissent mieux le marché nord-américain que celui des Etats voisins ? Que nul n'ignore le titre, la distribution, le scénario et les audiences des nouvelles séries hollywoodiennes alors que, bien souvent, on ne sait rien des succès allemands, britanniques ou italiens ? Pour y remédier, on pourrait imaginer créer une banque de données qui constituerait une sorte de *Who's Who* professionnel européen, ouvrir une vidéothèque où tous les producteurs pourraient accéder à ce qui a été tourné et faire connaître leurs projets ; mettre en valeur les archives nationales ; harmoniser les mesures d'audience pour mieux évaluer les habitudes et les goûts des téléspectateurs des différents pays...

Il faut faire se rencontrer les hommes pour mettre fin aux cloisonnements nationaux. L'équivalence des diplômes serait un premier pas. L'ouverture de bureaux à l'étranger communs à plusieurs télévisions européennes en serait un autre. On pourrait aussi concevoir une villa Médicis de l'audiovisuel et ouvrir aux étudiants étrangers une école comme la FEMIS...

Vous ne citez aucune action d'ordre économique ou financier.

Il y en aura ! Il faudra étudier, adapter et étendre les systèmes les plus favorables à la production. S'inspirer par exemple des aides britanniques à l'exportation ou du système français de garantie des investissements dans l'audiovisuel. Tout ce qui permettra aux Européens de travailler ensemble doit être retenu. On peut citer encore, péle-mêle, les aides à l'écriture de scénarios ou cet intéressant projet de chaîne reliant, via le satellite Olympus, les grandes universités d'Europe.

Il y a mille idées, mille projets qu'il est encore trop tôt pour dévoiler. Des assises européennes de l'Eurêka de l'audiovisuel se tiendront en septembre à Paris, qui permettront de les brasser et de les enrichir. La balle, maintenant, est dans le camp des professionnels. Eurêka sera ce qu'ils en feront.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN et PIERRE-ANGEL GAY.

Réduction massive du budget culturel de Bruxelles

BRUXELLES de notre correspondant

Après la décision prise, le 20 mars, par le conseil communal de Bruxelles-Ville (une des dix-neuf communes de la capitale) de faire des coupes claires dans le budget culturel de la commune, les directeurs de théâtre ont fortement réagi contre ce que l'un d'eux, Roger Demaree, du Théâtre de Poésie, qualifie d'« levée ».

Des réductions budgétaires de près de 100 millions de francs belges (16 millions de francs français) ont ainsi été décidées par les responsables des finances en pleine déconfiance. Les directeurs de théâtre n'ont pas eu de mots assez durs pour qualifier ces mesures : « Un peuple sans culture est un peuple invertébré ; en prenant de telles décisions, le pays a l'air de se rendre encore plus petit qu'il n'est », a ainsi déclaré Philippe Van Kessel, de l'Atelier de Sainte-Aune. « Comment

Bruxelles peut-elle se targuer d'être capitale européenne, alors que le budget de la culture est tombé, en quelques années, de 400 à 125 millions ? », demande Yves Lacroix, directeur du Théâtre du Parc.

Même son de cloche chez les responsables flamands, tel Koen de Ruyter, directeur du Koninklijke Vlasme Schouwburg, qui interroge : « Se rend-on compte que nous sommes l'embellie de Bruxelles ? » Gérard Mortier, responsable du prestigieux Théâtre de la Monnaie, qui verra aussi son budget réduit, n'est pas moins violent. Attaqué personnellement par le responsable de la culture au sein du conseil communal, M. Freddy Teiselmans, le directeur de la Monnaie, a insisté sur le rôle primordial que jouait le Théâtre royal dans le prestige de Bruxelles, mais aussi sur la modicité relative, comparée notamment aux scènes parisiennes ou londoniennes, des subventions octroyées à son théâtre.

JOSE-ALAIN FRALON.

MC 93 BUBIGNY 48 31 11 45 DON JUAN d'après Molière

Mise en Scène Mikhaïl Tumanishvili 18-28 avril THEATRE GEORGIEN

ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR MUSSET/J-P VINCENT PRIX 110 F et 70 F LOC 42.74.22.77 2 PL. DU CHATELET

CINÉMA Le Grand Prix du Festival de Cognac décerné à « True Belle-ver »... Le jury du huitième Festival du film-policier de Cognac, présidé par l'acteur Mel Ferrer, a annoncé dimanche un verdict en faveur de l'accordant le Grand Prix à True Belle-ver. Ce film américain de Joseph Ruben, interprété par James Wood et Robert Downey, portait grand favori. Joseph Ruben devient un habitué du palmarès. L'année dernière, il avait obtenu un prix avec le Beau-Père. Deux films obtiennent le Prix spécial du jury, Little Sweetheart, d'Anthony Simmons, avec John Hurt, et Without a Clue, de Tom Eberhardt avec Michael Caine et Ben Kingsley.

Lancement de « Décisions médias »

Le nouveau mensuel consacré aux médias, *Décisions médias* — paru vendredi 14 avril, — se présente comme un véritable *news magazine* centré sur l'économie des médias et l'analyse de leurs outils, du sondage d'audience au sponsoring. Les responsables de ce nouveau mensuel, Patrick Collard et Philippe Larroque, issus tous deux du groupe Stratégies, espèrent vendre onze mille exemplaires et recueillir 9 millions de recettes publicitaires dès 1989. Ils disposent d'un atout : la diffusion qualifiée, très en vogue aux Etats-Unis. Ainsi, six mille directeurs de marketing, chefs de produits, direc-

teurs médias, etc., vont recevoir gratuitement le mensuel pendant un an avant que leur soit proposé un abonnement. Ce lectorat haut-de-gamme devrait inciter les annonceurs à faire appel au nouveau support. *Décisions médias* est aussi vendu en kiosques (40 F). Le capital investi — 1 million de francs — a été souscrit par les fondateurs (40 %), Médias Investissement (banque Worms, 30 %), Agora (10 %), Espace TV communication (10 %) et la société créée par les deux responsables d'IPSON, Jean-Marc Lech et Didier Truchot, L et T (10 %).

EN BREF

Grève au « Dauphiné libéré ». — Une grève lancée dans deux services techniques du quotidien régional grenoblois le *Dauphiné libéré*, a empêché le titre de paraître dans les neuf départements de la zone de diffusion, lundi 17 avril. Cette grève intervient alors que le nouveau PDG du journal, M. Denis Huertas, ancien PDG du *Progrès* de Lyon, doit prendre officiellement ses fonctions (le Monde du 7 avril). Lyon-Matin, l'édition lyonnaise du *Dauphiné*, a paru normalement.

ECHECS : Ljubojevic tient bon. — Les treizième et quatorzième rondes du Tournoi de Barcelone ont vu Kasparov marquer le pas. Après trois victoires consécutives, le champion du monde n'a pu qu'annuler face à Nikolic et à Vaganian. De son côté, Ljubojevic a fait fuir aussi deux nuls devant Kortchnoi et Huebner. Le Yougoslave maintient donc son point d'avance (9,5) sur Kasparov (8,5) mais n'a plus que deux parties à jouer contre trois à Kasparov et à Huebner, quatrième avec 8 points. Quant à Short, il a subi une défaite inattendue face à Hjartarson et se retrouve troisième avec 8,5 et deux parties à jouer.





# Radio-télévision

# Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi matin. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision ». F Film à vision. On peut voir sur No pas manquer. M M Chef d'œuvre ou classique.

Lundi 17 avril

TF 1

20.40 Feuilles : La Mafia III. De Luigi Perrelli, avec Michele Placido, François Pétit, Giuliano Sini.



23.25 Informations : 24 heures sur la 2. 23.45 Météo. 23.49 Soirée musicale. Carlo De Benedetti. 23.50 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.35 Chânes : Yallah connexion. Film français de Paul Boujenah (1986). Avec Charles Aznavour, Upo Topouz, Vincent Lindon. 22.10 Journal et Météo. 22.35 Magazine :



Océaniques. Raymond Abellio, interrogé par Dominique de Roux et Jean-José Marchand. 23.15 Minitel, musique. 23.25 Documentaire : Les hauts lieux.

CANAL PLUS

20.30 Chânes : Mafra Panchet. Film d'animation américain de Wolfgang Reitherman (1963). 21.45 Flash d'informations. 21.50 Magazine : Bobagolfoot. 0.45 Chânes : Maximilien overdrive. Film américain de Stephen King (1986). Avec Emilio Estevez, Pat Hingle, Laura Harrington (v.o.). 2.30 Série : Max Headroom.

LA 5

20.30 T4film : Black color. 22.20 Les rubriques de Saïga. 22.50 T4film : Double assassinat dans la rue Margue. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Double assassinat dans la rue Margue (suite). 0.45 L'inspecteur Derrick (rediff.). 1.50 Un juge, un flic (rediff.). 2.40 Boulevard et compagnie (rediff.). 3.00 Tendresse et passion (rediff.). 3.20 Journal de la nuit.

M 6

20.35 Chânes : Poésie au vingtième. Film français de Claude Chabrol (1985). Avec Jean-Pierre, Stéphane Audran, Michel Bouquet. 22.20 Magazine : Club 6. 23.10 Six minutes d'informations. 23.15 Magazine : Club 6. 0.35 Magazine : Jazz 6. 0.45 Les dessous de ciel (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Sa majesté le maire. Avec Jean-Pierre, Philippe Séguin, député et maire d'Épinal, Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, Jacques Julliard, historien, et Guillaume Malaurie, journaliste. 21.30 Dramatique. Les places, de Geneviève Hutin. 22.40 Cote d'Amour. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Minitel. Coda : Né-gô.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 11 octobre 1988 à Berlin) : Sacre cantones, de Gesualdo ; Cinq chants pour chœur mixte à deux voix, de Messiaen ; Magnificat, Amphion pour chœur à cappella, de Part ; Motet BWV 227, de Bach, par le Chœur de chambre de la Radio de Berlin, dir. Marcus Creed. A 23.00, Concerto vocal de Rachmaninov, par Rachmaninov. A 23.07, Concerto pour violon et orchestre n° 4, de Kubelick ; Traume pour soprano et orchestre, de Wagner ; Der Ring des Nibelungen, Michel Bouquet. 23.20 Les dessous de ciel (rediff.). 0.30 Myosotis. Magazine des oubliés ; à 1.00, Ecoute : Les mémoires de Tintin.

Mardi 18 avril

TF 1

20.40 Chânes : Salvage. Film français de Luc Besson (1985). Avec Christophe Lambert, Isabelle Adjani, Richard Bohringer. 22.25 Magazine : Ciel, nous sommes à l'été. 0.15 Magazine : Livres en tête. De Joseph Pili et Jacques Daquin. 0.25 Série : Dites d'histoires. 0.50 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

20.35 Les dossiers de Péron : Catherine de Médicis. T4film d'Yves-André Hubert, avec Alice Sapich, Aurélien Recoing. Première partie : Le tocan de la Saint-Barthélemy. 22.10 D6 : La Saint-Barthélemy ou le massacre des protestants. Avec Jean-Claude (conservateur en chef aux Archives nationales), Janine Garisson (historienne), Jean Baubert (sociologue), Marc Vennard (professeur d'histoire moderne), M. von Thadden (professeur à l'université de Göttingen). 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Météo. 23.55 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 0.14 Soirée musicale. César. 0.15 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.35 T4film : Ombre sur Elvros. De James Goldstone, avec James Frawley, Leslie Nielsen. 22.20 Journal. 22.45 Chânes : Duet. Film franco-belge de Marion Hainé (1985). Avec Jane Birkin, Trevor Howard, John Mathias. 0.05 Minitel, musique.

CANAL PLUS

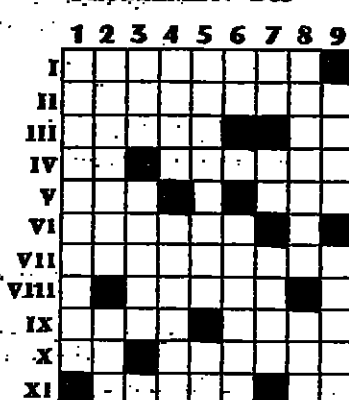
20.30 Chânes : Psychone III. Film américain d'Anthony Perkins (1985). Avec Anthony Perkins, Diana Scarwid, Jeff Fahey. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Chânes : Golden chât, l'enfant sacré du Tibet. Film américain de Michael Ritchie (1986). Avec Eddie Murphy, Charles Dumas, Charles Lewis (v.o.). 23.35 Chânes : L'artefact. Film américain de Peter Menegon (1987). Avec Gary Fark, Ray Parker, Jay-Michel Vincent. 1.00 Chânes : Le Roi croisé. Film italo-français de Victor Tourjansky et Arnold Gorenst (1958). Avec Edmund Purdon, Ettore Manni.

Audience TV du 16 avril 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REÇU LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	48.9	7 sur 7	Stade 2	Shaddock Holton	Tout	Films d'Hemell	Cagney et Leary
19 h 45	55.4	7 sur 7	Maguy	Shaddock Holton	Cà c'est bon	Films d'Hemell	Cagney et Leary
20 h 16	65.7	30.2	Journal	Replay 101	Cà c'est bon	Journal	Cuby show
20 h 55	68.5	Alot Farchon	Cocher	Opéra	Golden chât	Catherine et C	Centre Terre
22 h 5	63.3	Alot Farchon	Enlène	Journal	Jeux	Catherine et C	Six minutes
22 h 44	30.4	Gottel voix	Stade	Ma et Mère	Météo	Etat de droit	Un coup de...

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4983



HORIZONTALEMENT

I. Huiles et légumes. II. Fait tomber la veste. III. Tout à fait interdit. Rigole quand il passe en ville. IV. Dans une série d'interdictions. Pisser au bleu. V. Est parfois trouvé très chouette. On se découvre quand il arrive. VI. Un fleuve infernal. VII. Permettent de s'y retrouver. VIII. Qui a pris de mauvais plis. IX. Sont représentés sur les pyramides. Une vieille fourrure. X. Mesure. Peut se prendre à la cuillère. XI. Ardentes, sur les volcans. D'un auxiliaire.

VERTICALEMENT

1. Évoque un homme qui tenait à peine debout. 2. A le bras long. Esprit. 3. Dans un alphabet étranger. A toujours le pied mouillé. 4. Peut annoncer une crise. Ne croit pas aux révélations. 5. Fait l'effet d'une très grosse bise. Roux y accorde, on n'a plus besoin du bac. 6. Panneau d'étoffe. Une grosse envie. 7. Lie. Note. Cajoie dans les bois. 8. Il ne faut pas l'oublier quand on fait une fugue. Ordre de départ. 9. Département. Sans l'ombre d'un doute.

Solution du problème n° 4982

Horizontalement

I. Boisselier. IV. Lias. Avènements. IV. Logiciel. RA. Oie. V. Esée. Léopard. SI. VI. II. GI. Gel. VII. Or. Prudence. Ion. VIII. Mariet. Sal. Etna. IX. Assner. Ires. En. X. Nervi. Eole. Sort. XI. Pi. Prélude. XII. Duo. Serengeti. XIII. Név. Tém. Aces. XIV. Iso. Erroné. Et. XV. Délicatasse. Ose.

Verticalement

1. Balletomane. Nid. 2. Orion. Rasa. Pée. 3. Images. RSVP. Vol. 4. Sosie. Piéride. 5. SI. Irène. Oc. 6. Éraillure. Pot. 7. Levée. RER. Et (Tee). 8. Eluges. Gstre. 9. Eon. Finalité. 10. Rêve. Cérure. Os. 11. Emarge. Diane. 12. Ida. Dé. Essence. 13. Nô. Lit. Ge. 14. Rôti. Onéreuse. 15. Enseignant. Té.

## EN BREF

● Débat sur le Roumanie. Une soirée-débat sur le thème « Roumanie 88, mythes et réalités » aura lieu le mardi 18 avril, à 19 h 30, dans l'amphi 1 de Paris-III-Panthéon, 12, place du Panthéon, Paris-6, autour des livres de M<sup>me</sup> Durand : *Révolution à la française ou la russe (PUF)*, *Le Roumanie de Ceausescu* et *Une mort roumaine* (éd. Epaul). Cette soirée-débat est organisée par des étudiants de l'Institut français de presse de Paris-II.

● SESSION. Les Groupes de formation universitaires (GFU) organisent, du 1<sup>er</sup> au 13 août, une session à l'abbaye de Solignac (Haute-Vienne) pour des jeunes, sortant de terminale, étudiants universitaires, qui souhaitent réfléchir à la possibilité d'un service particulier de l'Église, comme prêtres ou religieux. Cette session s'appuie sur un enseignement de base en théologie, une analyse du monde et un partage des expériences personnelles.

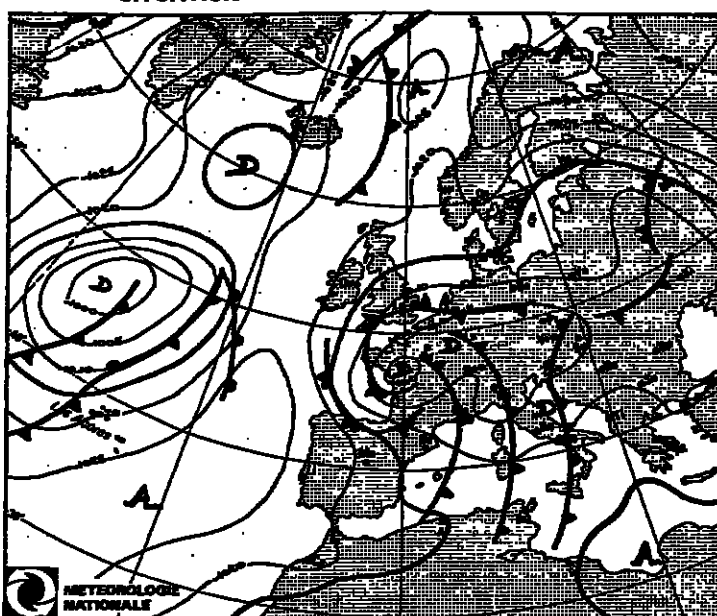
★ Renseignements : P.M. Carre/GFU, 16, rue de la Trinité, 96034 Poitiers Cedex.

● COLLOQUE : symboles et manifestations de l'énergie. La Fédération nationale des enseignants de yoga (FNEY) consacrera les assises qu'elle tiendra du 4 au 7 mai, à Poitiers, aux « symboles et manifestations de l'énergie ». Les conférences — par exemple, de Jean Audouze, directeur de l'Institut d'astrophysique de Paris, de Marie-Claire Boisset, psychanalyste, ou d'Alfred Tomatis, spécialiste du son — alternent avec des ateliers et des cours de yoga.

★ Symboles et manifestations de l'énergie. Du jeudi 4 mai à 14 heures au dimanche 7 mai à 13 heures. Centre de congrès du parc du Futuroscope de Poitiers. 1 020 F (activités et repas compris). Renseignements et inscriptions : FNEY, 3, rue Aubriot, 75004 Paris. Tél. : (1) 42-78-03-05.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 AVRIL 1989 À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le lundi 17 avril à 0 heure et le mardi 18 avril à 24 heures.

Les dépressions se dirigent vers l'Europe centrale et entourent avec elles les passages pluvieux les plus abondants. Une amélioration se dessinera sur la France. Les passages nuageux seront encore assez nombreux, mais les éclaircies deviendront plus fréquentes et il pleuvra moins.

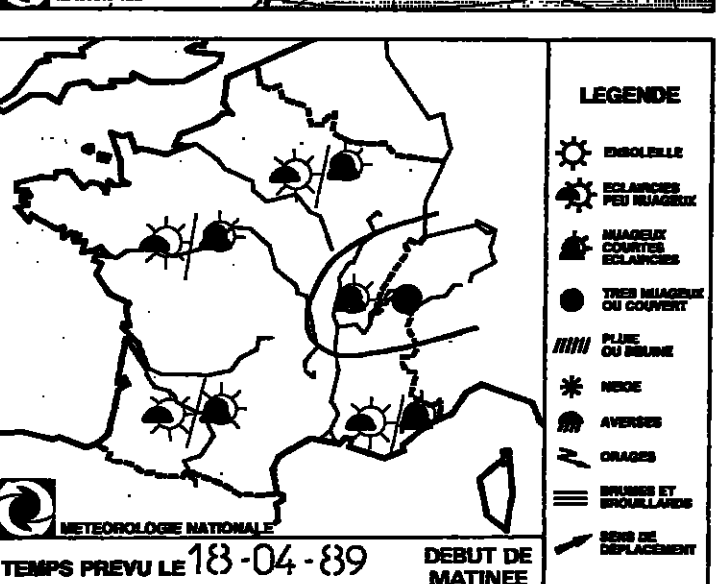
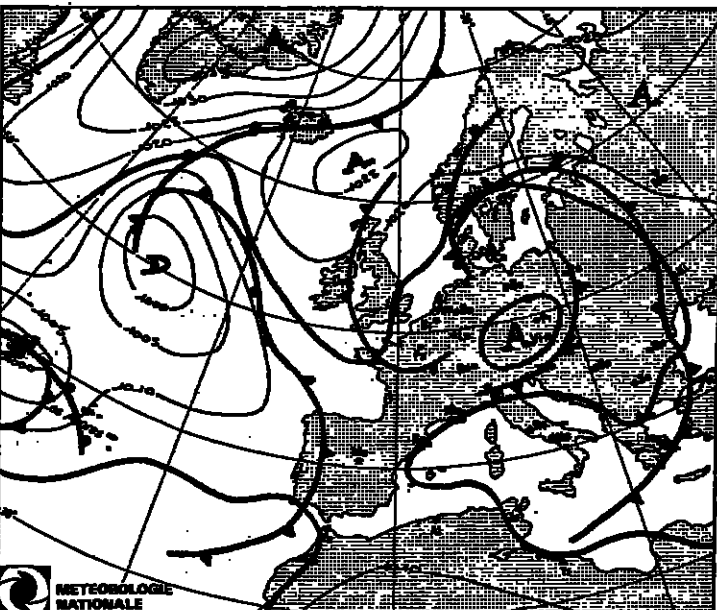
Mardi : nuages et éclaircies, rares orages à l'est et au sud. Sur les Ardennes, la Nord, l'Île-de-France, la Normandie, la Bretagne et les Pays de Loire, le temps sera assez ensoleillé. A noter l'arrivée de nuages menaçants en soirée sur le Nord-Pas-de-Calais.

Les régions méditerranéennes, la Langue-doc-Roussillon et la Provence seront très ensoleillées grâce à un maistrat et une tramontane modérée. Les Alpes du Sud, la Côte d'Azur et la Corse connaîtront un temps plus variable et resteront sous la menace d'orages.

Sur le reste du pays, le ciel sera encore bien nuageux au début de journée, en particulier sur le relief où quelques orages, de neige au-dessus de 800 à 1 000 mètres, se produiront. Dans l'après-midi, les éclaircies gagneront du terrain. Elles deviendront prédominantes dans le Sud-Ouest, mais resteront assez timides dans les régions de l'est.

Les températures maximales seront comprises entre 4 et 8 degrés. L'après-midi, elles ne dépasseront pas 11 à 14 degrés sur la moitié Nord et le Centre-Est, 15 à 19 degrés sur le Sud-Ouest et le Midi méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 19 AVRIL 1989 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

le 16-4-1989 à 6 heures TU et le 17-4-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOUTES	LOS ANGELES	20	15	N
ALGER	11	7	C		
BARCELONE	12	6	C		
BATON ROUGE	30	22	N		
BELGRADE	11	8	P		
BOMBAY	20	8	N		
BREKEL	10	6	P		
BUEENOS AIRES	19	13	D		
CAEN	14	9	C		
CHENNAI	9	7	C		
COLUMBIA	12	6	P		
DUBLIN	12	2	N		
GENÈVE	11	6	C		
GRANDE-BRETAGNE	11	6	C		
LYON	7	6	P		
MADRID	16	9	P		
MARSEILLE	12	7	P		
NANTES	13	9	P		
NICE	13	8	D		
PARIS-MED	12	7	N		
PARIS-NORD	11	3	P		
PERDRIAN	16	6	N		
RENNES	14	9	C		
SECTEUR	14	5	C		
STRASBOURG	13	8	P		
TORONTO	11	7	C		
TOKYO	20	10	N		
VALPARAISO	18	12	D		
VENEZUELA	31	10	D		
YOKOHAMA	15	7	D		
ZAGREB	12	7	P		

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



## Informations « services »

Au sommaire des « Dossiers et Documents » d'avril 1989

## A quoi servent les maths ?

Etrange paradoxe : les mathématiques sont devenues le principal outil de sélection de notre système éducatif, et pourtant la France manque de bacheliers scientifiques et souffre d'une pénurie de professeurs de maths. Quant aux « mathématiques », ils n'ont pas la foi, considérant leur matière plus comme une technique qu'une culture.

L'enseignement des maths va-t-il tuer les maths ? Les professeurs eux-mêmes posent la question : ne peut-on enseigner autrement, humaniser l'enseignement des mathématiques et éviter le phénomène de rejet qu'il rencontre ?

Mais pourquoi les maths ? Parce qu'elles sont un outil d'insertion dans la vie quotidienne, qu'elles représentent un langage commun aux autres sciences, qu'elles sont enfin réellement utilisées dans de nombreux métiers, tant par l'industrie, les services que l'administration.

Le constat accablant dressé sur le statut des mathématiques en France doit cependant être relativisé : la situation en Allema-

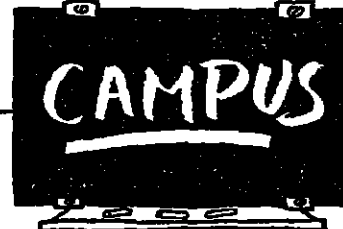
gne fédérale et aux Etats-Unis, par exemple, n'est pas plus brillante. Et puis la France réagit : un rapport courageux devrait indiquer quelques pistes de réformes. Pour renverser le paradoxe initial par un autre : accorder moins d'importance aux maths pour qu'elles acquièrent aux yeux de tous plus d'intérêt.

## Littérature d'Afrique

Filles des traditions orales, rencontrant la technique européenne, les littératures africaines sont aujourd'hui reconnues partout dans le monde, du jury du Nobel à l'académie Goncourt.

Nouveaux titres, nouveaux auteurs, usant de l'arabe, du français, de l'anglais ou du portugais : tous se signalent par un renouvellement sémantique, un non-conformisme politique, une pugnacité sociale.

Mais les difficiles conditions de création, d'édition, de diffusion sont autant d'épreuves pour les plumes d'Afrique, du nord au sud.



## Des cadres pour le tourisme

Le tourisme est une activité en plein développement, qui, de plus en plus, demande un encadrement de haut niveau. Mais la situation et les évolutions prévisibles de l'emploi ne sont pas très claires. Traditionnellement, le recrutement se fait à un niveau moyen (bac + 2) et les postes supérieurs sont pourvus par la promotion interne. Toutefois, la complexité des problèmes à traiter conduit à rechercher des diplômés plus élevés, d'écoles de commerce notamment. D'autre part, une dizaine d'universités ont mis en place des filières conduisant à des licences, des maîtrises et des diplômes de troisième cycle, qui accueillent près de sept cents étudiants et délivrent environ deux cent trente-cinq maîtrises par an. Faut-il encourager de telles formations, développées jusqu'à présent avec une certaine prudence ? Ou préférer des diplômés généraux, complétés par de courtes périodes de spécialisation ? Cette question, qui intéresse les formateurs et les professionnels, a fait l'objet d'une journée de réflexion au ministère du tourisme, avec des représentants de l'éducation nationale et des entreprises.

Si une certaine prudence s'impose — notamment sur les prévisions quantitatives — étant donné l'incertitude sur les besoins réels de la profession, l'utilité de formations de généralistes du tourisme, comme il en existe dans les universités d'Angers, de Lyon-II ou de Toulouse-II, complétées par des formations complémentaires plus pointues a été soulignée. Mais les participants à cette réflexion ont aussi insisté sur la nécessité de développer une recherche spécifique « théorique et appliquée » dans le domaine du tourisme. Ce secteur doit prendre son autonomie par rapport aux disciplines voisines (géographie, économie, sociologie...) et entreprendre des études dans des domaines où la France a pris du retard par rapport à d'autres pays d'Europe, notamment l'Allemagne et la Grande-Bretagne : droit du tourisme, étude du comportement des départs en vacances, aménagement et gestion, industrie des voyages à forfait, hôtellerie de loisirs, transports aériens, animation...

F. G.

(« La formation supérieure et la recherche en matière de tourisme », ministère du tourisme, direction de l'industrie touristique, 2, rue Lincoln, 75015 Paris. Tél. : 45-75-82-18.)

## ● Ethique et économie

L'Institut de la communication sociale organise, jeudi 20 avril au Palais du Luxembourg, un symposium international sur le thème « Ethique, économie et entreprise ». Cette manifestation, patronnée notamment par l'ESSEC et l'ENA, aura pour objet une réflexion sur les pratiques déontologiques en économie. Elle sera clôturée par M. Michel Rocard.

(Institut de la communication sociale, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : 45-48-81-73.)

## ● Protestantisme

Le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) organise le 25 avril, de 17 heures à 19 heures, un débat sur le thème : « Les protestants dans la société politique française : intégration réussie ou

identité compromise d'une minorité religieuse ». Avec une conférence de Jean Baubérot, directeur de l'Ecole pratique des hautes études, et auteur de l'ouvrage *Le protestantisme doit-il mourir ?*

(CERI, 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris. Tél. : 45-48-81-34.)

## ● Vidéo d'entreprise

Le premier concours de films vidéos d'entreprises ouvert à tous les étudiants est organisé par Sup de Co La Havre-Caen. Inscriptions jusqu'au 30 juin. Les candidats devront réaliser par équipes de trois des clips d'environ cinq minutes illustrant la réussite d'une PME-PMI. Jury présidé par Pierre-Luc Séguillon et Raymond Lévy.

(Sup de Co La Havre-Caen, 9, rue Emile-Zola, 76000 La Havre. Tél. : 35-21-12-18.)

**Aquascutum**  
SEMAINE DE L'IMPERMÉABLE  
du lundi 17 avril au samedi 22 avril  
20 % de remise à la caisse  
seule carte acceptée : CB  
10, RUE DE CASTIGLIONE - 75001 PARIS

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Françoise et Patrice DIEBOLD, sont heureux d'annoncer la naissance de Henri,

le 21 février dernier à Cahors.

Hôtel de la sous-préfecture, 46300 Gourdon.

## Adoptions

— Brigitte JOSEPH-JEANNENEY, Thierry JOSEPH, Mathilde, Dorothée, ont la joie de faire part de l'arrivée à leur foyer, le 14 avril 1989, de

Benoît,

né le 18 août 1988.

## Décès

— Roger Andrea, son mari, Simone, Pierre, Maurice et Georges, ses enfants, Séverine, Muriel, Nicolas, Manuella, Paul, Aurélien, Alice et Benjamin, ses petits-enfants, ont fait part du décès de

Marguerite ANDREU, née Molleas.

L'inhumation a eu lieu le 18 avril 1989.

Les fleurs pourront être remplacées par un don à la Ligue nationale contre le cancer.

10, rue Albert-Lauranson, 92100 Boulogne-Billancourt. Louvise-Soubiron, 64440 Laruns.

« Ils l'ont tant aimé, ceux qui le cherchaient, que vive leur cœur à jamais. » (Psaume 21.)

François BOUISOSSOU, ingénieur général de l'armement (CR), officier de la Légion d'honneur,

s'est endormi dans la paix du Seigneur, le 14 avril 1989.

De la part de Simone Bouissou, son épouse, Catherine et Frédéric Gauthier, Jean-Marie et Elisabeth Bouissou, Jérôme et Brigitte Bouissou, Et Juliette, Delphine, Anne-Marie, Jérôme, Alice, Marie-Laure, Sonia, Olivier, Jonathan, Nicolas, Raphaël, Laure-Aymée, Mathys, Camille et Marianne, ses petits-enfants.

La messe des funérailles sera dite en l'église Saint-Jacques-de-Chantal, porte de Saint-Cloud, Paris-16<sup>e</sup>, le mardi 18 avril, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-87-85-03.

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h du soir du jour même.

7, r. des Indes, 75427 Paris Cedex 08. Tél. MONPAR 650 572 F. Télécopier : 45-25-06-81.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 83 F

Abonnés et actionnaires ..... 73 F

Communications diverses ..... 86 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du 15 avril 1989 :

UN ARRÊTÉ

— Du 13 avril 1989 relatif à la frappe et à la mise en circulation des pièces commémoratives de 5 francs.

UN DÉCRET

— N° 89-224 du 14 avril 1989 relatif aux aides apportées par l'Etat aux collectivités locales pour la maintenance en activité des salles de spectacles cinématographiques.

UN ARRÊTÉ

— Du 10 avril 1989 déclarant l'urgence des travaux de construction d'une liaison en site propre entre la station d'Antony de la ligne B du RER et les deux aéroports d'Orly, sur le territoire des communes d'Antony (Hauts-de-Seine), de Paray-Vieille-Poste et de Wissous (Essonne) et d'Orly (Val-de-Marne).

UNE LISTE

— Des films ayant obtenu le diplôme d'ingénieur des techniques agricoles de l'Ecole nationale d'ingénieurs des travaux agricoles de Clermont-Ferrand.

— Germaine Koltès, sa mère, Jean-Marie et François, ses frères, Sa famille, ont l'immeuble tristesse de faire part du départ de

Bernard-Marie KOLTÈS,

survenu le 15 avril 1989.

« Une insombrable famille dont même les morts n'étaient jamais arrachés, mais gardés serrés au milieu de nous, à cause du froid sous le magot. »

— Cécile-sur-Tille (Côte-d'Or), Saint-Pierre-de-l'Isle (Charente-Maritime).

(Lire page 36.)

M<sup>me</sup> Annie Pannard, son épouse, André et Alban, ses enfants,

Marian Desjardins, Joséphine Ducaze, Carole Veyrières, ses sœurs,

Patrick Pannard, son frère,

Ses neveux et nièces,

M<sup>me</sup> Madeleine Perand, sa belle-mère,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Pannard, M<sup>me</sup> Marie-Madeleine Amiel, M. et M<sup>me</sup> Yves Lamy, ses oncles et tantes,

ont la douleur de faire part du décès de

Christian PANNARD,

journaliste,

survenu le 16 avril 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 18 avril, à 15 heures, en l'église de Cécile-sur-Tille, où l'on se réunira.

L'inhumation se fera en cimetière de Saint-Pierre-de-l'Isle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cécile-sur-Tille, 21110 Genlis.

## POMPES FUNÈRES

ROBLOT

ASSISTANCE TOTALE

DANS

L'ORGANISATION

D'OBSEQUES

NEVERT 05.45.22.27 PERMANENCE 24 HEURES 24 H

(Paris 15)

Une messe de requiem sera dite à sa mémoire le mardi 25 avril, à 18 heures, en l'église Saint-Symphorien de Versailles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## JACQUES GAUTIER

Broche « Marguerite » cristal sur argent et email noir ..... 2 600 F

Boucles d'oreilles

36, rue Jacob, 75006 PARIS

Tél. 42-49-84-33

hauts lieux musicaux d'Europe

Livre de référence, ce guide du voyageur mélomane présente plus de 60 villes.

(100 lieux) dans 25 pays européens et près de 120 festivals avec leurs traditions musicales, leurs caractéristiques, leur personnalité et le plan stylisé de leurs salles.

Format 17 x 25 cm, 600 pages, 85 plans, nombreuses illustrations. Prix : 226 F.

autrement

8, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-26-90-72

## Anniversaires

— Ce 18 avril est le premier anniversaire de la mort de

Marie-Suzanne AUSSAVY.

— Il y a un an, le 17 avril 1988

Maurice TOURNIER

nous quitte.

Son fils Antoine demande à ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé une pensée affectueuse.

Services religieux

— Une messe de requiem sera célébrée à l'Inscription du

Sa Majesté l'Impératrice

ZITA d'AUTRICHE,

reine apostolique de Hongrie,

le mercredi 19 avril 1989, à 11 h 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1<sup>er</sup>.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire de

appel à Dieu de

Jean CHEDEAU,

une messe sera célébrée le vendredi 21 avril 1989, à 19 heures, en la chapelle Sainte-Nino, 6-8, rue de la Roche, Paris-15<sup>e</sup>.

Communications diverses

— Les Jutis de Pologne entre Allemagne et URSS (1939-1945) : sur ce thème, les revues *Pardis* et *Esprit* organisent le mardi 18 avril, à 19 heures, au Centre Sèvres, 25, rue de Sèvres, Paris-7<sup>e</sup>, un débat avec : Annie Kriegel, directrice de *Pardis*; Paul Thibaud, ancien directeur d'*Esprit*; Alexander Smolar, auteur des *Jutis dans la mémoire polonaise* (*Esprit*, juin 1986); Jean-Charles Szwarc, coauteur de *Jutis et Pologne sous l'occupation soviétique* (*Pardis*, 1988); Michel Wicioro, auteur de *Les Jutis, la Pologne et Solidarnosc*, 1984.

Soutenances de thèses

— Université Paris-V (René-Descartes), le lundi 24 avril à 14 heures, à la Sorbonne, salle 224, parlera Claude-Bernard, ancien P. 1<sup>er</sup> degré, à : Yves Vireux-Cousin, M<sup>me</sup> Françoise Yvart. — Le couple algérien : sa formation et son évolution. Les thèmes de la thèse de Claude-Bernard.

— Université Val-de-Marne (Créteil), le vendredi 25 avril à 9 heures, salle des étudiants bâtiment P, M. Philippe Lacroix : « Le théâtre tragique de Racine au regard de son temps et de l'Histoire ».

Remerciements

— M<sup>me</sup> Germaine Mosquet, ses enfants, ses petits-enfants, et toute sa famille, très touchés par les marques de sympathie que vous leur avez témoignées, remercient de soutenir que vous gardez de

Germaine MOSQUET.

Une messe de requiem sera dite à sa mémoire le mardi 25 avril, à 18 heures, en l'église Saint-Symphorien de Versailles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Lotusport

RESULTATS COMPLETS

1 857 289,00 F

15 985,00 F

816,00 F

NUMERO FACTILE : 4

Thème de Dimanche 16 Avril 1989

Lotusport

16 13 19 29 34 36

43

PROCHAINES TIRAGES, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30

— 17 JUILLET 1989, à 20 h 30



# Le Monde

## ECONOMIE

### LES BOURSES EUROPÉENNES A L'HORIZON 1992

## Une intégration en ordre dispersé

DEPUIS une demi-douzaine d'années, les Bourses mondiales demeurent résolument à la hausse, et la reprise observée après le fameux krach d'octobre 1987 contribue à entretenir une euphorie, tempérée, toutefois, ces derniers mois par les menaces inflationnistes et de surchauffe qui pèsent sur la plupart des économies occidentales.

Mais, dans le même temps, la finance apparaît comme une véritable industrie. Avec de nouvelles règles aussi, qui ont pour nom concurrence, fusions, restructurations, course à la taille critique, qualification accrue des acteurs, mise en valeur du savoir-faire et du service rendu sur un produit unique: l'argent.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de voir des experts s'interroger. Sur l'avenir du nerf de la guerre économique, sur l'évolution des marchés où vont se dérouler les affrontements les plus sévères. Sur ceux, enfin, qui ont des chances de l'emporter.

C'est à ce difficile exercice que s'est livré le cabinet Arthur Andersen dans une volumineuse étude sur l'avenir des marchés de capitaux à l'horizon 1993, réalisée sous l'égide de la Fédération internationale des Bourses de valeurs: un questionnaire (en 600 points) sur les marchés financiers, les stratégies concurrentielles, l'industrie de la finance, la rentabilité, etc., a été adressé à mille experts (en majorité acteurs: banquiers, agents de change, courtiers...) de treize pays européens (notamment la Grande-Bretagne: la City est un cas à part); la synthèse des réponses a été soumise à un panel de personnalité de chaque pays, puis à trente-cinq experts internationaux, enfin à deux groupes distincts, l'un aux Etats-Unis, l'autre au Japon (1).

Trois conclusions principales s'en dégagent: Dans les prochaines années, la Bourse de Londres continuera à dominer largement les marchés européens. Tant par le niveau de

développement atteint par la City que par la qualité de ses opérateurs. Les autres places européennes devront poursuivre à cadence accélérée leur modernisation et l'intégration de leurs moyens techniques. Paris y tient, à cet égard, pris quelques longueurs d'avance mais Francfort suit de près.

L'intégration du marché européen des capitaux ne sera pas achevée fin 1992. Ce rendez-vous sans doute raté avec l'histoire explique vraisemblablement la réticence des investisseurs japonais, qui continuent à juger ces places financières trop morcelées, peu liquides et compliquées. Un morcellement que les Américains, au contraire, jugent propice à des arbitrages avec les autres grandes places. New-York, bien sûr, et le numéro un mondial, Tokyo.

Un jugement global égayé par une étude en profondeur des différents chapitres de l'enquête. Pour ce qui est des marchés d'actions, le sondage est éloquent: pour 77 % des experts interrogés, Londres

Face à New-York et Tokyo, la « forteresse Europe » a du mal à unifier ses marchés financiers. Londres fait cavalier seul.

conservera dans les prochaines années sa place dominante sur les marchés européens. Même si la capitalisation boursière de la City ne dépasse pas 50 % du total européen. Un avis auquel se rangent... les Britanniques.

#### La suprématie de la City

Dans le même temps, on devrait assister à la conjonction de deux éléments: une concentration de la négociation des valeurs internationales autour des places de Londres, New-York et Tokyo et une spécialisation des autres places financières sur les sociétés nationales de taille plus réduite.

Sur l'avenir de la Bourse de Paris, les avis sont plus partagés. Si la majorité des experts français escomptent pour le Palais Brongniart une croissance supérieure à la moyenne européenne, seuls 43 % des « répondants » européens abondent dans ce sens. Pour nombre d'entre eux, c'est plutôt le marché allemand qui devrait connaître ce type de croissance. Ceux d'Italie et d'Espagne sont tout au plus crédités d'une « émergence timide », leur part de la capitalisation boursière européenne se situant respectivement à 10 %-15 % et 5 %-9 %.

Les marchés obligataires et dérivés (à terme, options...) devraient enregistrer les prochaines années un léger ralentissement de la croissance du marché euro-

obligataire à l'émission. Parallèlement, les marchés domestiques devraient être marqués par une forte baisse de la part des émissions à taux fixe (notamment en France), au profit des titres obligataires à composante action.

De leur côté, les marchés des emprunts d'Etat seront caractérisés par une internationalisation croissante et par une innovation accrue. Pour une raison simple: pour améliorer le financement de la dette publique, les Etats européens vont tout à la fois faciliter l'entrée des intermédiaires étrangers et émettre de plus en plus fréquemment à l'étranger.

Quant aux marchés à terme et conditionnels, seuls les experts français interrogés leur accordent d'importantes perspectives de développement: les autres spécialistes mettent en évidence les problèmes de statut et d'organisation des organismes responsables de la gestion de ces marchés taxés d'une liquidité insuffisante.

#### Place à la concentration

Au plan des bouleversements à attendre dans l'industrie financière, les prochaines années seront, d'après l'enquête, marquées par une concentration de la négociation des grandes valeurs internationales sur le marché de gré à gré londonien (en dehors du marché centralisé). La City apparaît en bonne place pour capter ce type d'opérations organisées des deux cents grandes valeurs européennes parmi lesquelles les « blue chips » françaises. Cette prédominance s'explique par l'expérience de la place britannique en matière de prises de position et par la capacité de ses intervenants à assurer la liquidité nécessaire sur une valeur.

Sans négliger l'importance du « market-making » à Paris, là où les opérateurs « font » le marché à travers des blocs de titres, la plupart des experts ne pensent pas que ce marché de gré à gré se substituera complètement au marché centralisé. La concurrence devrait porter sur la négociation des valeurs internationales par les investisseurs locaux et la négociation des valeurs nationales n'ayant pas une envergure mondiale.

Du fait de l'essor des marchés de gré à gré, l'internationalisation de la cotation des actions appelée à se développer ne devrait plus être un obstacle au développement des négociations à l'étranger, laquelle répond surtout à des objectifs d'image pour la société. Limité à environ deux cent cinquante sociétés européennes, ce phénomène d'internationalisation devrait se traduire par une plus forte attraction de Paris à l'égard des sociétés étrangères que l'inverse.

Pour ce qui est des acteurs de ce nouveau paysage financier, les spécialistes hexagonaux anticipent une concentration de la négociation des emprunts d'Etat sur quelques intermédiaires parmi lesquels le rôle des « market-makers » devrait se confirmer. Eternel sujet de polémique: le sort des petits ordres. A cette question, la plupart des spé-

cialistes français considèrent qu'ils ne seront plus exécutés sur le marché mais par une procédure préalable via la banque du donneur d'ordre, les établissements financiers ayant déjà la possibilité de compenser les ordres de leur clientèle avant leur transmission sur le marché.

Mais cette évolution prévisible de la profession et de ses méthodes de travail passe par une intégration croissante des différentes places européennes (la City comprise). La moitié des personnes interrogées s'attendent à la mise en place d'un réseau automatisé, à l'échelle européenne, de diffusion des prix et des cours. Toutefois, l'intégration des procédures de négociation apparaît moins probable. En effet, c'est à un domaine où les particularismes nationaux en termes d'organisation du marché et de réglementation semblent les plus tenaces et les plus difficiles à homogénéiser.

Enfin, en ce qui concerne les procédures de règlement-livraison - un point noir pour de nombreux pays face à l'explosion des transactions en Bourse - il est acquis que l'intégration des marchés européens ne devrait pas passer par la mise en place d'un organisme centralisateur prenant en charge l'ajustement et le dénouement de toutes les valeurs internationales mais par la persistance de plusieurs organismes internationaux offrant des services similaires. Et concurrents. Exit donc les projets de réseau européen de règlement-livraison fondé sur des accords bilatéraux entre organismes nationaux et organismes internationaux.

#### Un nouvel environnement réglementaire

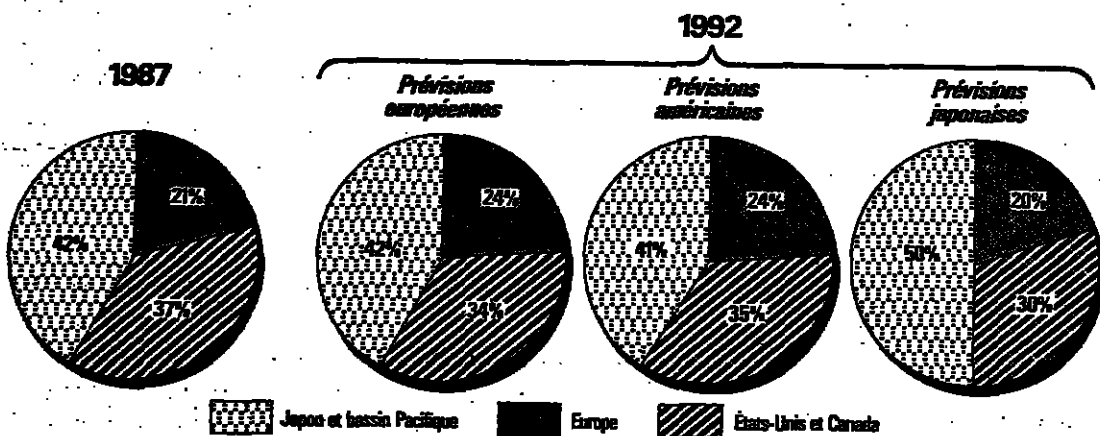
L'intégration des marchés de capitaux, en principe dès 1990, mettra en œuvre la liberté d'établissement et de prestation de services, de même que l'harmonisation des règles prudentielles applicables aux intermédiaires financiers. De l'avis des deux tiers des spécialistes, cela impliquera un bouleversement en profondeur de la structure des marchés européens, les organismes réglementaires nationaux devant être soumis, de façon de plus en plus étroite, aux directives communautaires.

L'autre grand volet de l'intégration porte naturellement sur l'harmonisation des fiscalités nationales dont la première étape vise les règles applicables aux marchés financiers. Un premier pas a été franchi avec la proposition de mettre en place dans toute la CEE une retenue à la source sur les revenus d'obligations, selon le modèle allemand, il est vrai très contesté par les investisseurs autochtones, qui craignent une fuite des capitaux.

SERGE MARTI  
(Lire la suite page 39.)

### Les parts de marché vues par les experts

(en capitalisation boursière)



Interrogés sur le rôle de l'Europe en 1992, face à l'évolution des marchés financiers internationaux, les experts européens et américains sont unanimes: la part de marché devrait croître (de 3 %) au détriment des Etats-Unis et, dans une moindre mesure, du Japon. Une prévision contestée par les spécialistes japonais, qui, au contraire, prévoient de détenir, en 1992, la moitié de la capitalisation boursière mondiale!

### EXPERIENCES DE DEVELOPPEMENT AU BANGLADESH

## Petit crédit pour grande pauvreté

A U bout de la ligne carrossable sur laquelle des cyclo-pousseurs peinteurlurés peignent en grinçant, tirés pour des sommes dérisoires par des hommes émaciés, il y a un village, semblable à des milliers d'autres au Bangladesh. Il y a aussi une école, pas banale, et une grosse bâtisse de béton bien incongrue dans ce paysage de rizières, incançues, mais vitale. Comme toutes les écoles de la Grameen, une banque spécialisée dans le mini-crédit pour maxi-pauvreté, celle de Suruj Tanguil prouve quotidiennement que « ça peut marcher », économiquement et financièrement. De l'école au cyclo-pousseur en passant par le village il ne faut pas longtemps pour mesurer l'impact de cette expérience.

Projet pilote, l'école de base pour l'éducation de masse (quelques baraquas rudimentaires) se double d'ateliers où des dizaines d'enfants apprennent simultanément un métier et l'alphabet. Dans la bonne humeur, sur fond de martèlement des apprentis étonnés, on s'affaire, côté filles à la couture, au travail de la cire ou à la teinture des étoffes; côté garçons, à la menuiserie, au travail du fer, à la réparation mécanique. A l'ombre d'un bouquet d'arbres, un maître fait la classe.

Ce système permet aux enfants les plus pauvres, tout en étant scolarisés, d'apprendre une technique et de s'insérer très vite dans la réalité économique en faisant de menus travaux payés. Ils aident ainsi leurs familles et sont un exemple pour les autres. En principe, ils doivent rester ici au moins trois ans», explique un responsable. Autour de lui des enfants font des travaux pratiques avec une pompe à eau. Dans ce pays où irrigation et inondations rythment la vie, ce sont « les plus demandés ».

Au village voisin, une femme, mère de six enfants a - cas banal - travaillé pendant des années à

Une banque rurale assure son succès en misant sur les plus démunis et leur solidarité

« blanchir » du paddy (riz non décortiqué) pour un marchand. A longueur de journée, avec pour tout salaire un bol de riz et quelques morceaux de viande. Pour se mettre à son compte, et gagner ainsi 25 takas (5 F par jour), il lui fallait un investissement initial de 250 takas (50 F): « une grosse somme ». Elle a fini par l'obtenir. Aujourd'hui, libérée d'une situation de quasi-esclavage, elle envisage un nouvel emprunt pour s'offrir une vache laitière. Abul, lui, fait le « taxi ». Comme tant d'autres, pendant des années, il a passé ses journées arc-bouté sur les pédales d'un cyclo-pousse à tirer des fardeaux pour le plus grand profit d'un patron. Aujourd'hui, s'il redouble d'ardeur c'est qu'il entend rembourser en temps voulu les 5 000 takas (1 000 F) qu'il a empruntés au banquier du gros cube bleu. Cette somme, c'est le prix d'un cyclo flamant neuf, et le statut de propriétaire qui va avec.

#### Sortir du cercle vicieux

Outre le fait d'être né pauvre et bengalais, ces « gens sans importance » du district de Tangail, au nord-ouest de Dacca, ont un autre point en commun: tous sont redevables à la Grameen Bank d'avoir transformé leur vie. Et, comme des millions d'autres Bengalais, ils le lui rendent bien: leur taux de remboursement est proche de cent pour cent!

L'expérience a réussi - de la Grameen Bank tourne le dos aux formes d'aide, jourdes et coté-

pement généralement « extorqué », que préconisent les grandes institutions multilatérales d'aide au développement et la plupart des « experts » étrangers. Son promoteur, doté d'une forte personnalité, n'a pas hésité à prendre appui sur les couches les plus pauvres de la population et même, fait étonnant dans un pays musulman, sur les femmes.

La Grameen Bank (banque rurale en bengali) tire son origine d'un projet lancé en 1969 par Muhammad Yunus, jeune professeur d'économie de l'université de Chittagong. Le Fonds international de développement agricole (FIDA), basé à Rome, résumait ainsi sa démarche: « Révisant les mythes entretenus par les banquiers selon lesquels il est impossible de consentir des crédits aux pauvres, Yunus entendait donner aux paysans sans terre la possibilité d'acheter des biens généraux de revenu et de sortir du cercle vicieux: faible revenu, faible épargne, faible investissement, faible revenu ».

Le postulat était simple: « Pour sortir de la misère, échapper aux usures et aux intermédiaires, ce doit être le paysan sans terre à le plus besoin, dans l'immédiat, c'est d'accéder au crédit. Sans cela, pas moyen pour lui d'entreprendre, pas moyen de prendre son destin en main », dit Muhammad Yunus. Malgré ces évidences, on restait dans la logique désespérante des banquiers traditionnels: « Pas de garantie foncière, pas de crédit » ou dans celle, informelle, des usures.

Partie des environs de Chittagong, le grand port du sud, la Grameen s'est rapidement développée, avec des moyens modestes et

des recettes simples, adaptées au terrain et aux besoins des intéressés. Car, ici, l'essentiel - la confiance du banquier - repose sur eux, sur leur volonté et leur capacité de s'en sortir. Pour obtenir des prêts, les candidats, tous issus des milieux ruraux les plus déshérités, doivent d'abord constituer un groupe de cinq emprunteurs. Réunis régulièrement autour d'un employé de la banque ils apprennent des notions de base, se mettent en condition et se confortent mutuellement.

En effet, dans un premier temps, deux seulement ont droit au prêt. Les suivants n'en obtiennent un à leur tour que si les premiers ont remboursé intégralement et principal échelonnés sur cinquante semaines. Le groupe est donc collectivement responsable et directement intéressé au remboursement, ce qui permet de supprimer la garantie foncière.

#### Recouvrement: 98 %!

Les prêts sont modestes: de trois fois rien à un maximum de 5 000 takas par an. Mais cela suffit généralement à financer les mini-projets sur lesquels les emprunteurs, en majorité, portent leur choix: décorrection du riz, réparation mécanique, achat de cyclo-pousse, de vaches laitières et de chèvres, tissage, poterie, etc. Dans un pays de cent dix millions d'habitants où le revenu moyen est inférieur à mille francs par an, la Grameen a vite grandi, malgré toutes sortes de difficultés. Devenue banque de plein droit en 1982, elle est passée d'une centaine de succursales en 1984 à 500 à la fin de 1988, avec 500 000 clients (soit plus de vingt millions de personnes concernées). On s'attend à un doublement de ces chiffres d'ici à 1993. Cette année-là, la clientèle devrait augmenter de 30 000 clients par mois.

De Dacca  
ROLAND-PIERRE PARINGAUX.  
(Lire la suite page 38.)



Une formation au plus haut niveau de professeurs, de chercheurs et d'experts en gestion, conduisant au titre de Docteur des Hautes Etudes Commerciales. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de grande école d'ingénieurs ou de gestion, d'un DEA, d'un Master, ou équivalent. Des aides financières pourront être accordées sous forme de bourses et de fonctions d'assistantat. Date limite de candidature: 16 mai 1989. Pour toute information:

DOCTORAT HEC - CENTRE HEC-ISA - 78350 JOUY-EN-JOSAS  
TEL (1) 39 56 72 39 ET (1) 39 56 70 06

Le Doctorat HEC reçoit le soutien de la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir une documentation et un dossier de candidature, retourner ce coupon à: Doctorat HEC - 78350 Jouy-en-Josas

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Département \_\_\_\_\_ Université/Ecole \_\_\_\_\_

## EXPÉRIENCES DE DÉVELOPPEMENT AU BANGLADESH

## Pharmacie de campagne

L'initiative d'un médecin rural  
à permis de jeter les bases  
d'une politique nationale du médicament.

«SUIVEZ le guide !» Voluble, chaleureux et débordant de vitalité, le docteur Zafrullah Chowdhury fait visiter les installations du centre de santé populaire de Savar qu'il a fondé en 1972. Au pas de charge défilent l'école, l'imprimerie, les ateliers d'artisanat, l'hôpital et le jardin de plantes médicinales. Vient enfin l'usine de fabrication de médicaments, fleuron de cette « commune populaire » particulière. Succès industriel remarquable, elle est aussi le symbole d'une « révolution pharmaceutique » unique en son genre dans le tiers-monde.

C'est ici, en pleine campagne, à 40 kilomètres de Dacca, que tout a commencé. Fils de la bourgeoisie, Zafrullah a alors vingt-six ans, l'année précédente, en 1971, il est passé de l'université britannique à la chirurgie d'urgence, en pleine guerre d'indépendance. En pleine misère rurale aussi. Il est, depuis lors, animé par une obsession : « mettre la médecine à la portée des pauvres ». Une conception intégrée (à la chinoise) des soins de santé primaires et du développement rural va le conduire à se lancer dans une expérience communautaire devenue depuis aussi exemplaire que controversée.

Aujourd'hui, le centre de Savar emploie 1 500 personnes pleines temps. Ses activités, orientées vers la satisfaction des besoins fondamentaux et l'autosuffisance des populations pauvres de la région, touchent environ 250 000 personnes. Partout l'accent est mis sur l'information et sur la formation. Comme dans le cas de Grameen Bank (voir ci-contre) les femmes y jouent un rôle essentiel.

#### Une unité de production moderne

Mais le grand succès, désormais, c'est l'usine pharmaceutique. Part des problèmes de santé dans les campagnes, Zafrullah Chowdhury s'est vite heurté au problème des médicaments : inadéquats, mal distribués, toujours chers. Dans ces conditions son système de médecine populaire était un peu comme « une arme sans munitions ». Huit multinationales se partageaient les trois quarts du marché. (1) Le docteur Chowdhury tente, en vain, de les convaincre de baisser leurs prix, « au moins sur les produits utilisés dans les maladies de la pauvreté » (pneumonie, anémie, tuberculose, etc.). Le gouvernement de l'époque n'est pas non plus réceptif à ses suggestions « progressistes » : produire des médicaments essentiels et produire bengali. Pour prouver qu'il a raison, Zafrullah décide alors de se lancer dans la production.

En 1980, à Savar, il crée Gonoshasthya Pharmaceutical Limited (GPL), société privée à but non lucratif, pour fabriquer des médicaments essentiels. Avec l'appui financier de la CEE et d'organisations non gouvernementales hollandaises, britanniques et

australienne ; avec aussi l'aide d'un comité français qui, depuis des années, soutient le projet communautaire. (2) Aujourd'hui GPL est une unité de production moderne qui emploie 400 personnes et détient 10 % du marché local. Elle prépare et conditionne 45 médicaments essentiels dont la qualité est régulièrement attestée par des experts étrangers ; ses prix sont parmi les plus bas ; ses bénéfices sont réinvestis dans l'entreprise et dans des œuvres sociales.

Exemplaire, l'expérience GPL viendra opportunément renforcer les arguments des partisans d'une nouvelle politique pharmaceutique. En 1982, dans un contexte gouvernemental plus favorable, un comité d'experts est chargé de la formuler. Le docteur Chowdhury et un autre intellectuel nationaliste, le professeur Nurul Islam, y joueront un rôle décisif. « Les prix étaient élevés dès le départ, nous disaient récemment ces universitaires. Les matières premières, souvent achetées à bas prix dans les pays socialistes, étaient surfacturées par la maison-mère, la plupart du temps étrangère aux filiales, avec des profits allant jusqu'à 500 % ! Ici, ces firmes gagnaient encore 30 % sur le conditionnement et l'emballage, puis de 30 % à 40 % sur le prix du produit fini. Sans parler des bénéfices cachés. »

Malgré cela, « le marché était envahi de produits simples et sans grande utilité (toniques, vitamines, digestifs, strops) alors que les médicaments essentiels manquaient ».

Largelement inspirée des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la nouvelle politique adoptée en juin 1982 se fixait les objectifs suivants : approvisionnement en médicaments essentiels de qualité ; baisse des prix ; élimination des médicaments inutiles ou dangereux ; promotion de la production locale ; amélioration des contrôles et du système de distribution.

#### « Très fortes pressions »

Les résultats furent parfois spectaculaires : dès 1984, 80 % des médicaments étaient produits dans le pays ; la production locale de 45 médicaments essentiels passait, en valeur, de 85 à 110 millions de dollars entre 1981 et 1986 ; la part de marché des entreprises locales doublait pour atteindre plus de 60 % (et cela alors que la production des multinationales augmentait de plus de 20 %) ; plus de 1 700 médicaments (sur environ 4 000) étaient éliminés ; enfin, une baisse générale des prix, parfois considérable, intervenait. Par exemple, pour les produits de base avant conditionnement le prix moyen de l'ampicilline est passé de 120 dollars le kilo à 67 dollars, celui de la doxycycline, de 1 500 dollars à 140 dollars ; celui de la glibenclamide de 2 350 dollars à 160 dollars et celui du propranolol, de 490 dollars à 27 dollars.

Mais, comme le remarquait M. Nurul Islam, ce « formidable succès » n'a pas été acquis sans mal. Directement ou par gouvernements interposés, les multinationales ont exercé de « très fortes pressions » (qui n'ont, semble-t-il, pas complètement cessé). Le général Ershad, qui avait pris le pouvoir en 1982, a néanmoins tenu bon, et l'on estime dans les milieux officiels que « la nouvelle politique pharmaceutique est désormais irréversible ». On rappelle qu'en 1982 ces firmes menaçaient de fermer boutique, affirmant qu'on les étranglait. « Mauvais procès : la concurrence est libre et le marché tellement important qu'à eux seuls les produits essentiels permettraient à toute l'industrie de prospérer », précise un officiel. D'ailleurs, fait-il remarquer, « aucune multinationale n'a mis sa menace à exécution ». Au contraire, une neuvième (SFK) est depuis venue s'implanter.

Reste, et c'est la principale critique des multinationales, que la

qualité de certains médicaments fabriqués localement laisse encore à désirer. En effet, peu d'entreprises pharmaceutiques nationales sont aussi rigoureuses que GPL dans ce domaine. Le professeur Nurul Islam le reconnaît, mais il souligne que c'est précisément sur ce point, et sur les problèmes de distribution — autre point faible, — que le gouvernement fait aujourd'hui porter son effort. Quant à l'infatigable Zafrullah Chowdhury, jamais à court de défis dans sa croisade pour une médecine populaire, il ajouterait bien à sa panoplie une unité de fabrication de vaccins.

« Envoyez-moi Mérieux ! », lançait-il récemment au secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, Bernard Kouchner, en visite à Savar.

Jugée exemplaire par beaucoup, à commencer par l'OMS, la politique pharmaceutique du Bangladesh n'a pas vraiment d'équivalent. Pas, en tout cas, de façon aussi générale et radicale. Les Philippines, dont l'industrie pharmaceutique est dominée par des sociétés transnationales, ont récemment manifesté leur volonté de s'engager sur la même voie. Une nouvelle politique pharmaceutique a été décrétée. Mais, à supposer que la volonté politique d'aller jusqu'au bout existe, la résistance, là aussi, promet d'être forte.

R.-P. P.

(1) Pfizer, Fisons, Squibb, ICI, Glaxo, Hoechst, Organon, May et Baker (filiale de Rhône-Poulenc).

(2) Ce comité a publié sur Savar et sur la question pharmaceutique au Bangladesh des études statistiques utilisées pour cet article.

## Petit crédit pour grande pauvreté

(Suite de la page 37.)

Le rythme de déboursement atteint deux millions et demi de dollars par mois. Tous les prêts, sauf exception, ont un taux d'intérêt de 16 %. Pour son financement, la Grameen emprunte auprès de la Banque centrale du Bangladesh, sur le marché des capitaux et auprès d'organismes internationaux et nationaux d'aide au développement. Ainsi, un groupement comprenant le FIDA, la Suède, la Norvège, le Canada, la RFA et la Fondation Ford s'est-il récemment engagé à prêter 105 millions de dollars pour la troisième phase de développement de la banque.

Particularité qui tient, évidemment, à son système original, la Grameen affiche un taux de recouvrement proprement phénoménal : 98 % ! « Un rêve de banquier », dit Mohammad Yunis en riant. Contraste frappant avec l'expérience des grandes banques internationales au Bangladesh, comme le notait le *Los Angeles Times* en 1987 : « La Banque Mondiale et la Banque asiatique de développement (BAD) ont prêté plus de 500 millions de dollars par le biais de banques du gouvernement. Dix pour cent ont été remboursés ; mais, grâce à la corruption gouvernementale, intermédiaires et consultants se sont enrichis ».

Ses succès, la Grameen (qui n'a jamais employé de consultants étrangers) les doit aussi à ses employés, plusieurs milliers de personnes particulièrement motivées et fortes d'une expérience concrète du terrain. Et, phénomène peu banal en terre d'islam, aux femmes. Leur rôle dans cette aventure est capital et Yunis, sur ce sujet, est intarissable.

« Près de 80 % de nos emprunteurs sont des femmes. Pour-

quoi ? Parce que la femme vit la pauvreté et la faim de façon bien plus intensive que l'homme. Traditionnellement, elle doit s'occuper de la maison et des enfants avec quasiment rien. Si quelqu'un doit se priver, se sacrifier c'est elle ; et c'est elle aussi qui subit les expériences les plus traumatisantes quand ses enfants sont malades ou affamés. Alors, cette femme-là, donnez-lui la possibilité de lutter contre la faim et la pauvreté et elle se révélera naturellement un meilleur combattant que l'homme », dit le patron de la Grameen avec passion.

#### Un droit fondamental de l'homme

Cela dit, si la politique de la Grameen a surtout bénéficié aux femmes, leur permettant d'améliorer leur situation économique mais aussi d'être moins dépendantes et mieux considérées, cela n'a pas été facile. Tout, on presque, dans la tradition et la société s'y oppose encore. « Dans notre société, dit le banquier, la discrimination à l'encontre de la femme est une donnée fondamentale du système. Il faut être prêt à la protéger, elle et son crédit : contre son mari, contre les mol-lars, gardiens de la place de la femme dans l'islam. Ce n'est pas facile, car nous voulons renforcer les équilibres sociaux et économiques et non pas provoquer leur désintégration ».

« La Grameen Bank constitue maintenant un modèle d'organisme prêtant à des pauvres qui pourrait tout à fait être reproduit non seulement dans les pays les plus déshérités mais également au cœur des plus riches, comme en témoigne un projet analogue destiné aux femmes à faible

revenu de Chicago (*Etats-Unis*) », notait le FIDA. Il y a peu, le président de la Banque asiatique de développement, M. Fujioaka, soulignait l'attachement qu'il y avait, d'un point de vue bancaire, à investir dans la pauvreté. Lui aussi constatait, que « les pauvres remboursent plus que les riches » (le Monde du 17 février). Alors, pourquoi la Grameen reste-t-elle une exception ?

Selon Mohammad Yunis : « Il existe une prévention contre l'octroi de crédits aux pauvres. C'est une question de mentalité, d'idéologie et surtout de méconnaissance des réalités chez ceux qui sont chargés des politiques d'aide. Depuis quarante ans, on prête aux gouvernements, aux élites, aux grands projets (1). Résultat : dans bien des cas, la pauvreté ne diminue pas alors que l'endettement augmente. En revanche, lorsqu'on permet aux gens d'être les agents de leur propre développement, les résultats sont remarquables et les remboursements inespérés ».

Rien d'étonnant, compte tenu de cette expérience, que Mohammad Yunis fasse campagne pour que le « droit au crédit » soit reconnu par l'ONU comme un droit fondamental de l'homme. Et même comme un droit qui joue un rôle critique dans la réalisation des autres.

De Dacca

ROLAND-PIERRE PARRAUX.

(1) Les mardi 18 et mercredi 19 avril ont été à Paris la réunion annuelle du consortium d'aide au Bangladesh pour examiner les projets présentés par ce pays. Présidé par la Banque mondiale, ce consortium comprend les organisations financières internationales et les gouvernements prêteurs.

## LA COFACE AU SERVICE DES PME

La COFACE propose aux PME/PMI des formules de garantie adaptées pour :  
- prospecter avec plus d'audace les marchés étrangers,  
- vendre à crédit en toute sécurité,  
- facturer en devises sans risques.

### AUJOURD'HUI, LA COFACE ACCÉLÈRE ET MET À LA DISPOSITION DES PME L'ASSURANCE CRÉDIT GCP SUPER S

Super simple, super souple et super sûre, la Super S est destinée aux entreprises réalisant moins de 3 millions de francs à l'export. Elle comporte notamment 30 demandes de garantie gratuites pour favoriser la constitution sans frais d'un fonds de clientèle solvable.

#### L'ACCÉLÉRATION SUPER S S'ACCOMPAGNE :

- d'un bureau d'information PME au siège,
- d'un « Monsieur PME » dans chaque délégation régionale,
- d'un magazine télématique PME sur minitel : 36.14 COFACE® PME,
- d'un numéro vert PME : **NUMEROVERT 5 5 5 5**



L'ASSUREUR CRÉDIT  
AU SERVICE DES ENTREPRISES

**PCS**  
PRÉPARATION COMMERCIALE  
SUPÉRIEURE

Centre de préparation  
aux HEC et à Sciences Politiques  
créé en 1976

- Taux confirmés de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classe «pilote» HEC

Conditions d'admission

- Voie générale : baccalauréat C plus mention et/ou admissibilité aux concours
- Voie économique : baccalauréat B et D plus mention et/ou admissibilité aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

**PCS**  
46, rue de la Fédération 75016 Paris  
Tél. (1) 45.66.99.96  
établissement d'enseignement supérieur

27/11/1989



NOUVEAUX DÉFIS POUR LE PAKISTAN

# Trouver l'argent pour investir

Malgré une prospérité relative, le gouvernement doit accroître la productivité industrielle et agricole

Par GILBERT ETIENNE (\*)

**B**ÉNÁZIR BHUTTO n'a pas la vie facile. Elle se trouve coincée entre les manœuvres politiques d'une forte opposition et une économie ambivalente. Le baromètre indique à la fois le beau temps avec 6 % à 7 % de croissance par an depuis 1980 et de très rudes turbulences financières. Les caisses de l'État sont vides et la dette extérieure s'alourdit.

Tirant les leçons des maigres résultats obtenus par la politique socialo-populiste de Zulfikar Ali Bhutto, le président Zia a adopté une ligne pragmatique dès sa prise de pouvoir en 1977. Le Pakistan n'échappe pas aux vents de libéralisation économique qui commencent à souffler sur l'Asie. La bureaucratie pakistanaise se trouve quelque peu allégée. Certaines entreprises publiques sont dénationalisées. Le plan 1983-1988 contribue à relancer l'agriculture et l'industrie. Les exportations marquent des points, les services s'étoffent.

Des facteurs extérieurs y sont pour quelque chose. La nature se montre plutôt clémente, sauf en 1987-1988, et favorise les efforts des paysans. L'aide étrangère occidentale, arabe, japonaise, augmente, conséquence de la guerre d'Afghanistan, qui donne au Pakistan un rôle clé dans la région. Le boom pétrolier du Proche-Orient a attiré quelque deux millions de travailleurs pakistans, ingénieurs, médecins ou manœuvres, qui envoient leurs économies dans leurs foyers.

Face à ces données positives, la corruption et l'argent noir sont en hausse, phénomène non pas nouveau, mais aggravé par le trafic d'héroïne, sinistre conséquence, celle-ci, de la guerre d'Afghanistan. En effet, la culture du pavot et la fabrication d'héroïne des deux côtés de la frontière ont été fortement stimulées par les besoins d'argent des parties du conflit.

« Les Pakistanais sont riches mais l'État est pauvre », lançait un journal étranger l'an dernier. Le propos est excessif, mais force est de constater que les niveaux de vie sont relativement élevés face à ceux de l'Inde (environ 400 dollars de revenu par tête contre 270). L'extrême misère est plutôt rare. Même les salaires des manœuvres agricoles dépassent en

général ceux de l'Inde, et à plus forte raison ceux du Bangladesh. Dans les campagnes commencent à apparaître les automobiles des gros propriétaires et les motocyclettes des paysans moyens. Les bazars urbains regorgent de biens de consommation semi-durables : télévisions, frigocifiques.

Ce mouvement est favorisé par l'argent du Proche-Orient et d'ailleurs, puisque environ 10 % de la population active travaillent à l'étranger.

## Des équipements vieillissants

Côté cour, première constatation inquiétante : le taux d'investissement (15 % du PNB) est plutôt modéré. Les usines du secteur public donnent des résultats médiocres. Quant aux industriels du secteur privé, échaudés par la politique du père de Bénazir Bhutto, ils n'ont réagi que modérément aux encouragements du président Zia ul Haq, craignant que sa politique ne soit remise en question en cas de retour au pouvoir du Pakistan People Party (PPP). Dans maintes entreprises, notamment dans la très importante industrie textile, les équipements vieillissent et la productivité baisse.

Aussi beaucoup d'hommes d'affaires ont préféré investir dans des opérations qui rapportent vite comme la construction, comme le montrent les nouveaux beaux quartiers de Karachi et de Lahore. Quant aux travailleurs dans le Golfe, il faut les voir débarquer à Karachi avec d'énormes paquets plus ou moins bien ficelés, contenant postes de radio, vidéos, télévision... Pour le reste, ils refont leurs maisons en dur. Ces édifices baroques jettent une note insolite au milieu des villages en pisé.

Les argentiers du gouvernement éprouvent de gros soucis. Les dépenses militaires sont de plus en plus lourdes (6,7 % du PNB). Malgré quelques réductions, les subventions (engrais chimiques, blé, irrigation publique...) drainent beaucoup trop de ressources. Ces dépenses réduisent les capacités d'investissements publics et, en même temps, font gonfler l'endettement intérieur, tandis que la dette exté-

rieure, elle aussi, devient prépondérante (13 milliards de dollars à la fin de 1987).

Comment desserrer l'étau ? Avec sagesse, Bénazir Bhutto se garde bien de revenir à la politique de son père. Elle et ses ministres font chorus pour célébrer les mérites du secteur privé. De même, les investissements privés étrangers continuent à être encouragés. Si le premier ministre parvient à consolider son pouvoir grâce à un *modus vivendi* avec les partis d'opposition, il n'est pas exclu que les investissements privés augmentent.

Reste le besoin d'une fiscalité plus performante. Les tentatives du président Zia d'augmenter les impôts avaient suscité un tel tollé qu'il avait battu en retraite. Or, aujourd'hui, on ne peut plus attendre : à la fin de 1988, le FMI a accordé 830 millions de dollars au Pakistan pour éviter un rééchelonnement de la dette et, en contrepartie, le Pakistan s'est engagé à réduire son déficit budgétaire.

Bénazir Bhutto se trouve le dos au mur dans des circonstances politiques délicates. Réduire les

subventions suscitera la grogne dans la rue, taxer les gros propriétaires fonciers et augmenter les impôts des industries privées, c'est en même temps s'attaquer à des milieux déjà peu favorables au PPP. Lutter contre l'argent noir, c'est déranger les intérêts établis de toutes les formations politiques.

## L'intelligentsia s'étoffe

Si l'économie n'a pas encore rejoint celle des nouveaux pays industriels, elle fait partie du deuxième peloton des pays à un stade intermédiaire de développement. Le Pakistan couvre à peu près ses besoins en blé ; il est un gros exportateur de riz, de coton, de textiles. Le secteur industriel est en train de dépasser le stade initial de l'industrie légère. Cimenteries, usines d'engrais azotés, agro-alimentaire progres-

(\*) Professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales (Genève).

sent, tout comme l'industrie des machines-outils et des équipements électriques : l'assemblage de camions, tracteurs, voitures, scooters comporte une indigénisation progressive des composants.

Malgré un fort exode des cerveaux, l'intelligentsia s'étoffe. Les ingénieurs pakistanais et leurs entreprises décrochent des contrats dans le Golfe, en Libye, en Algérie. Les petites industries (pompes d'irrigation, batteries, articles de sport, de chirurgie, tapis, cuirs) prolifèrent, notamment dans les bourgades du Pendjab et s'exportent.

Des écueils se profilent néanmoins à l'horizon. Tout d'abord la démographie. Le Pakistan est un peu la lanterne rouge de l'Asie en matière de limitation des naissances. La population continue à augmenter de près de 3 % par an, contre 2 % dans plusieurs autres pays du continent. Jusqu'à maintenant, cette croissance n'a pas affecté le marché du travail, mais la soupe de sécurité du Proche-Orient se bouche avec la fin du boom pétrolier (ce qui réduit aussi les rentrées en devises). Malgré les efforts récents du gouvernement, la population (103 millions d'habitants en 1988) risque fort de passer le cap des 150 millions peu après l'an 2000.

Autre souci : malgré des progrès sensibles, les exportations restent très en deçà des importa-

tions : 3,5 milliards de dollars pour les premières en 1986-1987 contre 5,8 milliards pour les secondes. Les industries doivent accroître leur place sur les marchés extérieurs avec des produits moins chers et de meilleure qualité.

Reste la production d'électricité, où l'offre ne parvient pas à satisfaire la demande, ce qui grève le fonctionnement des usines.

Enfin, dans le domaine agricole, le Pakistan s'appuie sur le plus formidable réseau d'irrigation du monde. Les trois quarts des terres (surface brute, incluant les doubles récoltes annuelles, soit 16 millions d'hectares sur 20 millions cultivés) sont irrigués, mais de manière insuffisante pour promouvoir les futures hausses de rendements. D'énormes investissements sont nécessaires pour améliorer la maîtrise de l'eau.

Ces tâches interdépendantes relèvent de l'art du possible, moyennant une situation politique relativement calme. En d'autres termes, il s'agit d'utiliser au mieux les forces vives de la nation : hauts fonctionnaires compétents, industriels qui, moyennant un climat favorable, savent se montrer dynamiques, paysans entrepreneurs, depuis les grands propriétaires jusqu'à tous ces cultivateurs de quelques hectares...

## LES BOURSES EUROPÉENNES A L'HORIZON 1992

### Une intégration en ordre dispersé

(Suite de la page 37.)

Restent les moyens d'action des autorités de tutelle. Pour la majorité des experts, la réglementation se concentre sur des marchés ou des fonctions spécifiques, sans souci du type d'établissement concerné, avec, comme souci majeur, la protection des investisseurs.

Reste le calendrier de ces réformes. Pour les spécialistes d'outre-Atlantique, la construction d'un marché financier européen intégré prendra... au moins une dizaine d'années ! Ce long délai, qui s'explique par l'hétérogénéité des règles actuelles de négociation et par les différentes règles légales et comptables, n'empêchera pas les investisseurs américains de poursuivre une diversification de leur portefeuille, amorcée depuis plusieurs années, au profit des marchés européens. Loin d'être un handicap, les imperfections du système actuel permettent de procéder à des arbitrages entre marchés et d'en tirer profit. De leur côté, les investisseurs financiers new-yorkais voient dans la libéralisation en cours dans de nombreux pays européens la possibilité de développer les opérations de fusion-acquisition.

Les experts japonais, eux, sont beaucoup plus sévères. A l'évidence, leur intérêt pour les valeurs cotées dans la CEE est souvent découragé : ils ont un mal fou à trouver les analyses détaillées sur l'ensemble des sociétés européennes dont ils ont besoin. Faute de services de recherche ouverts. En fin de compte, leur principale critique porte sur le morcellement des places financières européennes dû à l'absence d'une monnaie de négociation commune, ce qui rend la gestion du risque de change particulièrement complexe. De plus, la faible liquidité déplorée sur beaucoup de valeurs nationales paralyse une activité importante, la négociation des blocs.

D'une façon générale, les investisseurs nippons se disent passablement perdus entre les divers intermédiaires (courtiers, agents de change, « market-makers »...), divers modes de négociation (prix nets ou bruts), les réglementations variant d'un pays à son voisin (impôts de Bourse, retenue à la source, double imposition...). Enfin, l'impossibilité de recourir à des procédures de règlement-livraison fiables est abondamment citée par les experts interrogés à Tokyo.

Pourtant, en dépit de ces critiques — justifiées, — les experts interrogés par Arthur Andersen ne voient pas tout en noir. Dans les cinq ans à venir, la gestion d'actifs en Europe devrait pratiquement doubler, estiment-ils. Cette explosion des capitaux à placer se fera par une diminution des formes traditionnelles d'épargne (livret Ecu-reuil, par exemple, en France) au profit de produits financiers investis en valeurs mobilières : SICAV, fonds communs de placement, assurance-vie, plans d'épargne retraite. Canalisée vers la Bourse, cette épargne nouvelle contribuera à accroître la marge de manœuvre européenne sur les marchés financiers internationaux.

Ainsi, la plupart des experts s'attendent à voir, à l'horizon de 1993, la part de l'Europe passer de 21 % à 24 % en termes de capitalisation boursière mondiale face aux Etats-Unis et au Japon, qui détiennent respectivement 37 % et 42 % du marché. Un sentiment que partagent les spécialistes américains, mais catégoriquement repoussé par les membres du « panel » japonais. Selon eux, la part de l'Europe devrait, au contraire, diminuer les prochaines années pour s'établir autour de 20 %, et ce sont les marchés nippons (et du Pacifique) qui devraient dépasser 50 % de la capitalisation mondiale, confirmant ainsi leur suprématie financière...

SERGE MARTI



## 6000 MUTUELLES, LA VIE PLUS SEREINE

La vie plus sereine ? C'est un espoir. 6000 mutuelles le partagent avec vous. Les 6000 mutuelles de la Mutualité française.

C'est leur raison d'être : les mutuelles ont été créées par des hommes et des femmes comme vous qui voulaient se mettre à l'abri des coups du sort.

C'est leur métier : les mutuelles sont aujourd'hui des entreprises de vie qui recherchent, innovent, investissent pour votre avenir. La dynamique de la solidarité, c'est le plus des mutuelles. La vie plus sereine, vous y avez droit.

Mutualité française - 255, rue de Vaugirard 75719 PARIS Cedex 15.





## La chronique de Paul Fabra

## Réalité et bluff de l'entreprise

Il y a quatre ans, l'Institut de l'entreprise avait organisé un congrès dont l'énorme succès révéla un phénomène qu'on ne faisait que soupçonner : la popularité de l'entreprise en France. A cette occasion, Jacques Lesourne écrivait (1) : « Il est impossible de répondre aux aspirations individuelles sans des entreprises vigoureuses, capables (...) de dégaier, année par année, un surplus économique (...). Il ne faut donc pas s'étonner de voir s'ébaucher en France, depuis quelques mois et pour la première fois depuis vingt ans, un consensus national autour de l'entreprise : pas de France prospère sans entreprises fortes ».

Depuis lors, ce consensus s'est, à n'en pas douter, approfondi et élargi. Plus que jamais l'entreprise est à l'honneur. Les raisons pour qu'il en soit ainsi ne sont pas fortuites, et tout porte à croire qu'il ne s'agit pas d'un phénomène de mode, car une analyse même rapide du monde environnant nous montre qu'inevitablement, la réalité, par quelque bout qu'on l'aborde, nous ramène — ou peut nous ramener — à l'entreprise. Aussi la seule question qui se pose véritablement au sujet de cet engouement, à première vue de très bon aloi, doit-elle être la suivante : les espoirs que l'on met dans l'entreprise, le développement de celles qui existent, l'encouragement donné aux initiatives pour en créer d'autres, l'importance accordée à la « culture » que ces cellules élémentaires de la vie économique sont censées porter, tout cela a-t-il des chances raisonnables de se réaliser ? En d'autres termes, la politique suivie par les pouvoirs publics sert-elle l'objectif proclamé ? Le cours que semblent prendre les affaires dans notre pays est-il ou non favorable à l'essor de l'entreprise ? Certains facteurs ne sont-ils pas à l'œuvre, propres à en perturber le fonctionnement, voire à en détruire la substance ?

Une première contradiction éclate à nos yeux. Qu'elle soit très visible ne veut pas dire qu'elle soit futile. Le spectacle auquel donne lieu, tous les ans (la prochaine échéance est pour le mois de juin), le renouvellement des présidences et des directions générales des entre-

prises nationalisées agit comme un parfait repoussoir. Si vous demandez aux jeunes, notamment aux jeunes diplômés des grandes écoles, pourquoi ils veulent créer leur propre entreprise, la réponse la plus probable que vous recevrez sera : « Je ne veux dépendre que de moi-même ». Comme on est loin des théories qui fleurissent il y a une vingtaine d'années ! L'idée même d'entreprise individuelle paraissait dépassée. L'avenir ne pouvait appartenir qu'aux très grosses unités de production et de distribution. Et il était de bon ton de penser que ces dernières ne pouvaient déployer toutes leurs virtualités qu'à la condition d'exercer leur activité en symbiose avec l'Etat. Aujourd'hui, l'aspiration des apprentis entrepreneurs à se débarrasser eux-mêmes, loin de faire sourdre son romantisme, apparaît comme la traduction en termes psychologiques de l'attribut sans quoi une entreprise cesse de mériter son nom et d'être capable de remplir sa fonction : sa nécessaire autonomie.

CETTE liberté de mouvement est inséparable des motifs qui ont conduit, au terme d'une longue et douloureuse expérience, à la réhabilitation de l'entreprise. Celle-ci doit beaucoup à la refutation, apportée par son fait, de la thèse centrale de l'idéologie dominante pendant les années 60. John Kenneth Galbraith en avait donné l'expression la plus achevée dans un livre publié en 1967 sous le titre *The New Industrial State*. Pour cet auteur, la grande entreprise était en mesure de tirer toutes les ficelles de l'activité économique. Non seulement elle était seule à maîtriser les techniques de production, mais elle était en mesure d'influencer la demande, voire de susciter de toutes pièces des besoins de consommation. La « crise » qui allait bientôt suivre montra, s'il en était besoin, les limites de cette conception selon laquelle le marché était « administré », ce qui revenait à dire qu'il n'existait pas en tant que tel. Ce que

l'opinion publique et, avant elle, les hommes politiques, bien en peine de réagir aux nouvelles épreuves qu'ils avaient été incapables de prévoir, apprirent à sentir chez les entreprises, ce fut, au contraire, leur aptitude non pas à marcher sur l'eau mais à savoir naviguer au plus près à travers les écueils et dans la tempête. A partir du moment où l'entreprise cessait d'être une force dominatrice pour redevenir un instrument d'adaptation aux circonstances, son image changeait du tout au tout. On l'acceptait comme un mal nécessaire d'abord et bientôt comme une forme d'organisation supérieure, à force de savoir se plier aux contingences.

Il est vrai que, entre-temps, les mêmes entreprises, pour faire face aux difficultés, avaient beaucoup licencié. Mais le retournement de la conjoncture aide aussi à prendre conscience de la face positive de leur intervention sur le marché. Il n'y a, en fin de compte, pas d'autre moyen de susciter des emplois sans rien prendre dans la poche de ceux qui en possèdent déjà un que de créer de nouvelles activités marchandes.

Une autre idée reçue (ou, en tout cas, très rarement contestée) durant les « trente glorieuses » était que le management des grandes entreprises échappait désormais au contrôle des propriétaires-actionnaires. De ce préjugé, il existait deux versions. La version pessimiste, émanant du même John Kenneth Galbraith, tenait pour acquise la prépondérance d'une technocratie animée non plus par la recherche prioritaire du profit, mais par l'appât de pouvoir pur et simple. Selon la version optimiste (qu'on pouvait lire à travers les lignes du Plan français), cette technocratie, plus attentive aux aspirations de la société qu'on appellerait aujourd'hui civile, était enfin en mesure de rebattre les prétentions du capital et d'assurer par là même une distribution plus équitable du surplus entre les différentes parties prenantes, les salariés de l'entreprise et ses clients.

Cette dernière vision des choses a elle-même été réduite en miettes, ou peu s'en faut, par les événements des dix ou quinze dernières années. La « berlusconie » qu'il y avait un — de l'évincement au moins relatif des capitalistes était, on aurait pu s'en douter, l'arrivisme de la part des fonds propres pour la financement des entreprises. Ce fut l'ère de ce qu'on appelle le « capitalisme sans capital », autrement dit, l'économie d'endettement.

A cette époque où l'on fustigeait les délices trompeurs de la société de consommation, un des thèmes souvent développés par ses détracteurs était l'opposition entre l'avoir et l'être. La société dite d'abondance se payait, en quelque sorte, par une perte d'âme. Appliquée à l'entreprise, cette analyse, fautive le prédisait, n'a guère de signification. Il ne serait même pas difficile, en la paraphrasant à l'usage, de mettre en lumière son caractère très superficiel à partir du moment où l'on prétendrait juger à cette aune le développement de l'économie tout entière. Une entreprise ne peut prétendre exister en tant qu'entité indépendante qu'à la condition de présenter un capital qui réponde de sa signature. Pour elle, l'avoir est la condition nécessaire (mais pas suffisante) de l'être. A partir d'un certain degré d'endettement, on entre dans l'ère des apparences, lesquelles, comme on l'a vu, ne résistent pas au choc des réalités. Le capitalisme sans capital, c'est l'enfure du crédit, le bluff du chiffre d'affaires pour le chiffre d'affaires.

La suprême ironie de la phase actuelle de notre histoire économique et financière est que ce sont les raiders et leurs parais qui ont brandi le bannière du propriétaire-actionnaire lésé, ou ignoré, par le management des technocrates. Aux Etats-Unis, où est née la grande vague des OPA hostiles, ces dernières sont le plus souvent menées au nom de la défense de la petite épargne. Nul

doute que, verbalement au moins, et même quelquefois dans les faits, les prédateurs aient marqué un point. L'actionnaire était effectivement devenu le cadet des soucis de l'économie industrielle moderne. Et sans un actionariat solide, l'entreprise est effectivement vouée à l'endettement, donc à la perte de son indépendance au profit soit des créanciers, soit de l'Etat, amené à donner indirectement sa garantie. Mais comment les raiders mobilisent-ils les sommes d'argent de plus en plus considérables nécessaires pour acheter le contrôle d'une grande société ? En empruntant, par là même, en endettant pour de longues années l'entreprise qu'ils vont prendre d'assaut.

Cependant, le facteur déterminant de cette évolution, ce n'est pas, comme on pourrait le penser, les chevaliers blancs ou noirs de la finance. L'analyste américain Peter Drucker, célèbre théoricien du management, a eu le mérite de montrer qu'il n'y aurait probablement pas eu d'OPA, du moins à cette échelle, si les actions des sociétés ne s'étaient pas trouvées concentrées entre les mains d'investisseurs institutionnels. Ceux-ci, de par leurs fonctions, sont obsédés par le rendement à court terme des titres qu'ils gèrent pour le compte d'autrui (la multitude des petits épargnants anonymes). C'est vrai que les managers doivent à nouveau rendre des comptes. Mais à qui ? Rarement à l'actionnaire final, le plus souvent aux institutions financières auxquelles incombent la gestion de l'épargne. C'est là où la réforme de la Bourse que Pierre Bérégovoy veut mener à son terme apparaît sous son jour le plus dangereux. J'y ai déjà fait allusion dans ma chronique de la semaine précédente. En favorisant systématiquement l'investissement institutionnel au détriment de la venue de l'épargne, qui a passé un ordre tous les dix ans et assure par là même la stabilité de l'actionariat des entreprises concernées, la réforme voue le capitalisme français aux mêmes tares que le capitalisme industriel américain : l'horizon borné à la publication des comptes trimestriels.

(1) « L'Entreprise dans dix ans », par Jacques Lesourne, à l'Institut de l'entreprise.

## A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

## L'ingénuité créatrice

TROIS économistes français nous parlent à cœur ouvert de leurs démarches, de leurs références, de leurs méthodes : Maurice Allais d'abord, qui, avant la consécration du prix Nobel, avait été invité à rédiger, pour *The American Economist*, le traditionnel papier « My life philosophy » (1) ; Serge-Christophe Kolm, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, qui nous expose ses convictions et ses analyses sur la réciprocité (2) ; et Hubert Brochier, professeur à l'université Paris-I, qui nous livre la substance de ses réflexions sur le thème idéologique et science en économie (3).

« Ma vocation d'économiste n'a pas été déterminée par l'école »,

écrit Maurice Allais, et c'est la réalité économique à laquelle je me suis trouvé confronté dans les premières années de ma vie active qui en a décidé ; mon métier d'ingénieur de l'Etat ; le caractère intellectuellement choquant et socialement dramatique de la grande dépression ; l'incertitude des problèmes sociaux et la conviction qu'une analyse économique objective pouvait contribuer à leur solution. » Nombreuses, assurément, sont les vocations d'économiste nées dans de semblables conditions.

« Cependant, poursuit-il, l'évolution de ma pensée a été tout à fait analogue à celle de Pareto. Je suis aujourd'hui plus soucieux de comprendre ce que font les

hommes que d'essayer de les convaincre. »

Serge-Christophe Kolm, lui, demeure fort soucieux de convaincre. L'ambivalence de nos sociétés, il l'analyse ainsi : d'un côté, l'économie de marché et l'économie planifiée reposent sur le principe de l'égoïsme et la recherche de l'intérêt individuel ; de l'autre, charité du christianisme, compassion du bouddhisme, fraternité et solidarité des éthiques laïques, « presque toutes les grandes éthiques du monde mettent la relation de don, ou d'altruisme (...) au premier plan ». Cette dichotomie, d'ailleurs, a marqué la pensée d'Adam Smith : n'avait-il pas, avant d'étudier les vertus de la recherche égoïste, par chacun, de son propre intérêt — idée centrale du paradigme majeur de la science économique — souligné l'importance de l'altruisme chez l'homme, dans son *Traité des sentiments moraux* ? S.-C. Kolm, pour « trouver une issue économique à la loi du plus fort », continue à plaider pour la « réciprocité générale » et à en rechercher les « conditions de possibilité ».

N'est-ce pas d'ailleurs, comme le souligne Hubert Brochier, la vocation de la science économique, comme des autres sciences sociales, d'« expliciter les conditions sociales du vrai, du juste et du déraisonnable » (3) ? Comprendre ce qui est, réfléchir sur ce qui pourrait ou devrait être : voilà sans doute deux pôles majeurs de l'économie.

Mais une autre polarisation doit être prise en compte : il est en effet impossible, selon Hubert Brochier, « de parler de la société et, à plus forte raison, d'élaborer sur elle un projet scientifique et des méthodes de recherche, sans avoir sur cette société une vision primitive, une Weltanschauung implicite ou explicite ». Or deux visions majeures s'opposent : celle d'une société fondée sur le contrat social et l'harmonie des intérêts, et celle d'une société fondée sur la violence et l'exploitation. Et, dès lors qu'il n'y a pas accord sur la conception du monde, il est bien difficile que puisse émerger une « conception scientifique unifiée ». Si un tel accord existe pour les sciences de

la nature, il est loin d'avoir été atteint pour les sciences de la société.

Pour Maurice Allais, le clivage n'est pas là : « Il n'y a de science que là où existent des régularités susceptibles d'être analysées et d'être prédites. Tel est par exemple le cas de la mécanique céleste. Mais tel est également le cas d'une grande partie des phénomènes sociaux et en particulier des phénomènes économiques (...) ». C'est là la raison pour laquelle la discipline économique est une science, et que cette science relève des mêmes principes et des mêmes méthodes que les sciences physiques. « Encore faut-il respecter la démarche scientifique, à partir d'hypothèses bien explicites, déduire de ces hypothèses toutes les conséquences et rien que les conséquences, confronter ces conséquences avec les données de l'observation... Une théorie dont ni les hypothèses ni les conséquences ne peuvent être confrontées avec le réel est dépourvue de tout intérêt scientifique (...). La soumission aux données de l'expérience est la règle d'or qui domine toute discipline scientifique. »

Très proche, sur ce point, apparaît la position d'Hubert Brochier. Certes il nous met en garde contre le « fétichisme » de la méthode. Mais, après avoir discuté le problème de l'incommensurabilité des théories, rejeté les thèses « notamment excessives » de Feyerabend, écarté le rejet de la notion de sciences sociales, il en vient à prôner une « attitude d'empirisme méthodique » : « empirisme car il me semble que toute une série de théories ou de propositions économiques sont susceptibles d'être testées et ainsi d'acquiescer un haut niveau de plausibilité (...). Mon positivisme ici se caractérise simplement par un souci de preuve, une volonté de se référer à des faits incontestables quand il faut choisir entre des idées rivales. L'attitude contraire me paraît accorder une confiance excessive à un apriorisme trop facile et révéler trop souvent le souhait caché de certains théoriciens de se soustraire à la contrainte exaspérante que représentent les tests ».

Plus sévère est Maurice Allais sur la base du critère de « la confrontation d'une théorie avec les données de l'expérience », il condamne « deux sortes de déviations » : l'inconstance logique et la négligence des phénomènes réels ; plus précisément, il rejette :

— les théories littéraires, dont le défaut commun « est l'usage continu de concepts non opérationnels, de mots vagues et indéfinis, dont le sens se modifie constamment dans les raisonnements et varie d'un auteur à l'autre » ;

— la « mathematical charlatany » que constitue le « développement de modèles mathématiques tout à fait artificiels et totalement détachés du réel », ainsi qu'un « formalisme mathématique qui fondamentalement représente une immense régression » ;

— l'économétrie sauvage, « avec toute une floraison de pseudo-théories reposant sur une application mécanique, dénuée de toute intelligence réelle, de l'économétrie et de la statistique » ;

— et enfin une spécialisation outrancière, « tendance très regrettable qui ne cesse de s'affirmer dans le monde des économistes ».

Il dénonce enfin la « tyrannie des doctrines dominantes (et) des idées dominantes des établissements ». Pour lui, « le principe majeur de la discipline scientifique, c'est de toujours douter de ce que l'on considère comme vrai, d'être toujours prêt à examiner favorablement les opinions adverses et à aider les recherches tendant à infirmer les propositions en lesquelles on peut croire ». Admirables principes.

(1) Maurice Allais, « La philosophie de ma vie », *Revue d'économie politique*, janvier-février 1989 (Éditions Sirey, 22, rue Soufflot, 75005 Paris). Dans ce même numéro, un article de Bertrand Munier, professeur à l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique de Cachan, « Portée et signification de l'œuvre de Maurice Allais, Prix Nobel d'économie 1988 ».

(2) Serge-Christophe Kolm, « Le devoir général de réciprocité », contribution concernant les sciences économiques à un dossier consacré aux « Devoirs de l'homme : de la réciprocité dans les droits de l'homme », *Le Supplément*, revue d'éthique et de théologie morale, mars 1989 (8, rue François-Villon, 75015 Paris).

(3) Hubert Brochier, « Fondements idéologiques et visée scientifique en économie », *Economies et sociétés*, octobre 1988, n° 10 (PUG-Presses universitaires de Grenoble, BP 47K, 38040 Grenoble Cedex). Dans le même numéro, Locke, Smith, Hegel, Walras et Keynes.

## Kaléidoscope

— L'économie dans ses relations avec le pouvoir et la nation, mais aussi le corps humain et l'environnement planétaire de l'économie non politique. *La Revue du MAUSS* (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), 1<sup>er</sup> trimestre 1989.

— Le marché de l'art, *ENA mensuel*, avril 1989.

— Retour du Burkina : de la difficulté de provoquer le changement. *Politique africaine*, mars 1989.

— Initiatives locales et réseaux pour l'emploi. *Projet*, mars-avril 1989.

— Maintien du traitement des fonctionnaires et recul de l'épargne en France ; écarts de salaires en Europe, *Economie et statistique*, mars 1989.

— Etats-Unis. Royaume-Uni et autres... contributions à la distribution des revenus, *Journal of Post Keynesian Economics*, hiver 1988-1989.

— Taux de change et emploi, commerces de perfectionnement, stratégies des multinationales, *Revue d'économie politique*, janvier-février 1989.

— Marchés contestables et barrières à l'entrée, privatisations et secteur public, *Revue d'économie industrielle*, 4<sup>e</sup> trimestre 1988.

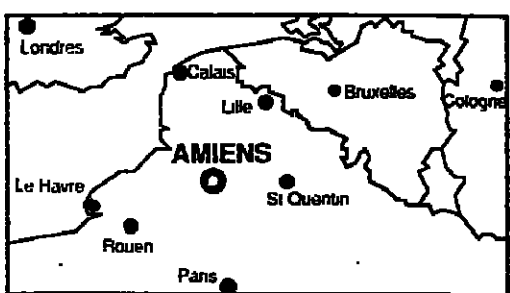
— Pour tout savoir sur la préférence pour la liquidité nationale ou mondiale, son histoire et sa généralisation, les débats de Keynes avec Hicks et Hayek, *Economie appliquée*, 1988, n° 2 (dernier numéro paru).

On vous juge sur votre personnalité.



SUP DE CO AMIENS VOUS AIDE A L'AFFIRMER.

95% des entreprises considèrent que la personnalité est le premier critère du recrutement (enquête nationale de l'A.P.E.C. en 1987) Nous y consacrons plus de 40% du temps des études.



Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises  
18, place Saint-Michel - 80038 Amiens cedex - Tél. 22 91 57 02

## SOMMAIRE

■ Le rapport du comité Delors propose trois étapes pour la construction de l'union monétaire européenne au cours desquelles serait créée une banque centrale (lire ci-dessous).

■ L'UNEDIC rejette de plus en plus de demandes d'allocations chômage. Une conséquence de l'extension du travail précaire (lire page 32).

■ Avant le débat à l'Assemblée nationale, un

groupe d'experts souhaite qu'une proposition de loi traite de la survie des pays les plus défavorisés (lire page 33).

■ La Bourse de Paris devait atteindre lundi son plus haut niveau (lire page 36).

### Le rapport du comité Delors

## Trois étapes pour faire l'union économique et monétaire européenne

Le comité Delors, formé en juin dernier à la demande des chefs de gouvernement réunis à Hanovre, et placé sous l'égide du président de la Commission européenne, pour étudier la mise en place de l'union économique et monétaire des pays de la CEE, devait rendre public son rapport le 17 avril. Ce rapport, qui a dû concilier les points de vue très divergents des pays de la Communauté en matière d'union monétaire, ne fixe

pas de calendrier précis pour son achèvement. Tout au plus évoque-t-il trois étapes, qui devront déboucher en juillet 1990, la première visant à renforcer les mécanismes de coopération existants, la deuxième établissant une fédération des banques centrales européennes qui serait chargée de la plupart des décisions dans le domaine monétaire, et la troisième consacrant l'établissement de taux de change irrémédiablement fixes

entre les devises européennes, permettant l'émergence d'une monnaie commune.

La création d'un système de banques centrales européennes nécessite une révision du traité de Rome de 1957, mais la date et les modalités de cette révision ne sont pas précisées par le rapport Delors. Les conclusions des travaux du comité seront présentées au conseil européen de Madrid les 26 et 27 juin prochains.

La création d'une banque centrale européenne est-elle une étape nécessaire pour la constitution du marché unique dans la CEE ? N'est-ce pas plutôt l'achèvement d'un marché économique unifié, qui permettrait la création d'une banque centrale à l'échelle européenne, étape suprême de l'union monétaire de la Communauté ? A ce jeu de l'oie et de la poule, les Français penchent pour la première hypothèse, alors que les Allemands estiment que seule la deuxième est concevable. Le comité Delors, chargé de l'examen des conditions d'achèvement de l'union monétaire européenne, qui devait rendre publiques ses conclusions le lundi 17 avril, paraît finalement avoir décidé que la banque centrale serait la conséquence de l'achèvement du marché unique et non l'une de ses étapes.

Reposée une nouvelle fois à une échéance lointaine, l'idée de la création d'une banque centrale pour l'ensemble des pays de la Communauté avait pourtant été évoquée dès les premières réflexions sur l'union monétaire européenne, à la fin des années 60. Le conseil de Bruxelles de décembre 1978 avait même proposé, mais jusqu'ici en vain, la création d'un fonds monétaire européen, appelé à devenir une véritable banque centrale.

Pourtant, le rapprochement des politiques monétaires, rendu nécessaire par la libéralisation des mouvements de capitaux dans la Communauté au 1<sup>er</sup> juillet 1990, pourra difficilement être organisé sans un organisme de supervision doté sinon de toutes les fonctions, du moins des principaux attributs d'une véritable banque centrale. Pour pouvoir jouer son rôle de surveillance des marchés, de détermination des taux d'intérêt et de régulation de la masse monétaire, cet organisme aurait besoin d'une devise unique. Or, pour que la Communauté puisse se doter d'une monnaie commune, il faut que les politiques économiques des pays membres soient suffisamment harmonisées.

Le rapport Delors prêche donc la patience, estimant que la banque centrale ne doit être créée qu'au terme d'un processus de renforcement des dispositifs existants. Est-il pour autant prématuré de réfléchir à la forme que prendra cette future banque ? Certes non. Beaucoup de chemin a été parcouru dans le sens de l'abandon de l'autonomie des

politiques monétaires nationales. La gestion concertée des taux d'intérêt européens s'est largement concrétisée depuis les accords de Nyborg de 1987. Les tensions se sont faites progressivement moins vives au sein du système monétaire européen (SME), par lequel huit monnaies finissent conjointement, avec des marges de parité réduites. Les membres les plus récents de la Communauté (Grèce, Espagne, Portugal, qui n'en font pas partie), de même que la Grande-Bretagne, s'efforcent de leur côté de procéder à un réajustement de leur balance des paiements, afin de se mettre en situation d'entrer dans le SME.

### Des progrès vers l'union

Gardons-nous de tout optimisme excessif quant aux chances d'arriver rapidement à des résultats spectaculaires. Après tout, l'union monétaire ne devait-elle pas, selon le rapport Wormser de 1971, être complètement achevée en 1980 ? Beaucoup de progrès sont encore possibles et tout un travail reste à faire pour créer des conditions d'existence d'une banque centrale. A condition, bien sûr, que la volonté politique relie les avancées techniques dans le domaine monétaire.

Tout d'abord, la gestion de la parité extérieure de l'ECU (unité de compte européenne basée sur un panier de monnaies des principaux pays de la Communauté), qui se heurte actuellement à de nombreuses barrières techniques, n'est pas irréalisable. Elle requiert qu'une plus grande partie des réserves des pays en ECU soient utilisées pour intervenir. Lorsque les interventions contre le dollar ou le yen se feront en ECU, comme le souhaite, entre autres, M. Pierre Bérégovoy, les pays de la CEE auront, de fait, abandonné une partie de leur autonomie en matière de changes.

De plus, le processus d'intégration de toutes les monnaies européennes n'est pas encore achevé et la volonté de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal de participer pleinement au SME déclenchera peut-être la décision britannique tant attendue d'intégration de la livre sterling au système. Lorsque l'ensemble des monnaies européennes évolueront de concert, la gestion d'une politique monétaire commune apparaîtra non

seulement appropriée, mais nécessaire et presque naturelle. Enfin, les pays peuvent systématiser leurs liens monétaires en empruntant plus largement en ECU comme la France a prévu de le faire dans quelques semaines.

### Quelle banque centrale ?

C'est alors que pourra véritablement se poser le problème de la création d'une banque centrale européenne, au-delà du simple renforcement du FOMC (Fonds européen de coopération monétaire, responsable de la création de l'ECU officiel) et des comités de consultation.

Alors que cette création requiert des modifications institutionnelles, auxquelles les pays ne sont prêts ni sur le plan politique ni sur le plan monétaire, on voit chacun se battre pour accueillir la future banque européenne dans ses frontières. M<sup>re</sup> Christiane Scrivener, commissaire européen à la fiscalité, a proposé que la banque soit implantée à Luxembourg, certainement pour se faire pardonner auprès des dirigeants du grand-duché son projet d'harmonisation de la fiscalité de l'épargne. Le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Pöhl, souhaite, de son côté, qu'elle soit établie à Francfort, alors même que l'Allemagne est peu favorable à la création d'une telle banque. Au-delà de l'aspect technique de ces intentions, les propos de M. Pöhl posent le véritable problème de la banque centrale européenne.

### La suprématie allemande

Comment achever l'union monétaire sans consacrer la suprématie allemande ?

Une banque centrale européenne centralisant toutes les décisions n'étant pas concevable pour des raisons politiques, seul un système de type fédéral est envisageable. C'est la conclusion à laquelle est parvenu le comité Delors, qui évoque la création d'un système européen de banques centrales. Or il est à redouter que, dans un tel système, dérivé du système américain, la RFA n'occupe une place prépondérante.

Aux Etats-Unis, le système de Réserve fédérale est constitué par la fédération de douze banques de réserve régionale. Le FOMC (Comité fédéral de l'open market),

principal organe de décision, est composé des sept gouverneurs du bureau de la réserve fédérale (nommés par le président des Etats-Unis), du président de la Banque de réserve de New-York et de quatre autres présidents de banques de réserve régionales, qui procèdent à une rotation pour siéger au FOMC. Actuellement, compte tenu du poids considérable du mark au sein du SME et du « modèle vertueux » de la RFA, il est difficile d'imaginer que l'Allemagne fédérale ne réclame pas un rôle prépondérant au sein de la future fédération des banques centrales européennes. Du genre de celui de la Banque centrale de réserve de New-York. Même si l'harmonisation des politiques économiques devrait permettre, à terme, de limiter les prétentions allemandes.

La création d'une banque centrale européenne se heurte également au problème de l'influence respective des gouvernements et des responsables des politiques monétaires nationales. Dans le cas de l'Allemagne fédérale, les divergences d'opinion entre la Bundesbank et le gouvernement sont parfois flagrantes. Elles ont certainement été à l'origine du remplacement, jeudi 13 avril, de M. Gerhard Stoltenberg par M. Theo Waigel au poste de ministre des finances. Plus généralement, les fonctionnaires de chaque pays sont beaucoup moins favorables à la création d'une banque centrale que les gouvernements.

C'est pourquoi, avant la création d'une banque centrale européenne, un important travail de clarification des objectifs doit être accompli. Pour qu'un organisme de cette sorte ait des chances de fonctionner, il faut que les pays dans lesquels l'institution d'émission est soumise au gouvernement acceptent l'idée d'une véritable indépendance de la banque centrale européenne et que ceux déjà acquis à l'indépendance de leur banque centrale acceptent de voir celle-ci amoindrie au profit d'un organisme européen.

Certains jugeront décevantes les conclusions du rapport Delors. L'heure n'est pourtant pas au découragement mais à l'exploration des voies du progrès en matière monétaire. Des voies utilisant la psychologie et les mesures concrètes.

FRANÇOISE LAZARE.

## REPÈRES

### Chômage

#### Baisse dans la CEE en février

Bien que le chiffre précis soit impossible en raison d'une modification de la méthode de recensement aux Pays-Bas, le chômage a baissé en février 1989 dans l'ensemble des douze pays de la Communauté européenne, estime Eurostat, l'office statistique de Bruxelles.

A la fin du mois, il y avait eu 15,6 millions de demandeurs d'emploi dans la CEE, soit, en données corrigées, 1,4 % de moins en un mois et 7,2 % de moins en un an. Le taux de chômage, par rapport à la population active, revient à 9,7 % contre 9,8 % en janvier et, surtout, retrouve son niveau de février 1983. L'amélioration est due à la nette diminution du nombre de chômeurs parmi les hommes âgés de plus de vingt-cinq ans pendant que le recul du taux de chômage se confirme aussi parmi les moins de vingt-cinq ans (18,5 % contre 23 % en février 1983).

Les données n'étant pas disponibles pour la Grèce, le classement des pays selon leur taux de chômage est le suivant, une fois les statistiques

nationales rendues compatibles en données corrigées des variations saisonnières : Espagne 18,3 % ; Eire 17,2 % ; Italie 12 % ; France et Belgique 10,2 % ; Pays-Bas 9,9 % ; Grande-Bretagne 7,3 % ; Danemark 6,8 % ; Portugal 6,1 % ; RFA 5,9 % ; Luxembourg 2 %.

### Inflation

#### Légère accélération dans l'OCDE

La hausse des prix à la consommation dans les vingt-quatre pays de l'OCDE a continué à s'accroître légèrement en février pour atteindre un rythme annuel de 4,8 % contre 4,7 % en janvier, indique l'Organisation de coopération et de développement économiques. Ce taux est le plus élevé depuis novembre 1984, note l'organisation, qui indique que la tendance à la reprise de l'inflation est sensible dans tous les pays, à l'exception du Japon. Sur un mois, la hausse moyenne des prix a été de 0,4 % en février. Une moyenne qui recouvre une baisse de 0,3 % au Japon et des hausses allant de 0,3 % en France et en RFA à 0,7 % en Grande-Bretagne et au Canada, 0,8 % en Italie et 4,3 % au Turke.

## INSTITUT DE GESTION SOCIALE

**DEMAIN VOUS SEREZ EN ENTREPRISE**  
Responsable du Personnel  
Responsable de la Formation  
Responsable du Recrutement  
Directeur des Ressources Humaines  
**10 MOIS D'ENSEIGNEMENT**  
**8 MOIS DE STAGE ENTREPRISE**



L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de prépa.  
CONCOURS : 1<sup>re</sup> session  
24 AVRIL 1989  
Inscriptions immédiates :  
Tel. 47.57.31.41.

DE GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES  
ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR



NOM \_\_\_\_\_ AGE \_\_\_\_\_  
DIPLOME \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2<sup>e</sup> cycle de Gestion du Personnel  
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret

## LES AMPHIS AIESEC Le Monde

### LA FRANCE : PERSPECTIVE 93

MARDI 25 AVRIL à 12 h 30  
UNIVERSITÉ DE NANTERRE  
AMPHI C - BATIMENT G

avec

Jean-Paul FITOUSSI,  
directeur des études à l'OFCE  
Gérard LAFAY,  
directeur adjoint au CEPIL  
Paul DUBOIS,  
directeur des synthèses à l'INSEE.  
Michel BOYER,  
responsable du « Monde de l'économie ».

## IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

les **3** eme Cycles de Management

18 mois de formation  
7 mois de mission en entreprise  
• Agir en généraliste de l'entreprise  
• Maîtriser les savoir-faire professionnels  
Quatre 3<sup>es</sup> cycles spécialisés  
• Management des ressources humaines et communication  
• Management financier et contrôle de gestion  
• Management de la qualité totale  
• Gestion de projet

Admission :  
Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, IEP, maîtrise...)  
Concours :  
1<sup>re</sup> session 24 avril  
Inscriptions immédiates : (1) 47.57.31.41.



NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

souhaite recevoir une brochure du 3<sup>e</sup> cycle de Management  
cocher la spécialisation choisie

☐ MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION  
☐ MANAGEMENT FINANCIER ET CONTRÔLE DE GESTION  
☐ MANAGEMENT DE LA QUALITÉ TOTALE  
☐ GESTION DE PROJET

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret  
Etablissement privé d'enseignement supérieur

## CIME

CENTRE INTERNATIONAL de MANAGEMENT des ENTREPRISES

### MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT HOTELIERIE TOURISME INTERNATIONAL

#### LES NOUVEAUX MÉTIERS

DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE

Gestionnaires d'organisations hôtelières et touristiques, Développeurs et Gestionnaires de sites intégrés

FORMATION CONÇUE EN COLLABORATION AVEC LA PROFESSION HOTELIERE ET TOURISTIQUE

#### COLLABORATION INTERNATIONALE

avec l'Université de HOUSTON, U.S.A. : Conrad Hilton College et l'FEADA (Escuela de Alta Dirección y Administración) de Barcelona

#### CANDIDATS

Diplômés des Grandes Ecoles de Commerce ou d'Ingénieur D.E.A. ou Doctorat Universitaires ou équivalents.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : 25 MAI 1989



Information : Christine DALAINE  
4, ROUTE DE LA JONELIERE - B.P. 72  
44003 NANTES CEDEX 01  
Membre du Chapitre Management de la Conférence des Grandes Ecoles

## orientations SERVICE

### Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

■ Pour en savoir plus ■  
et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :  
Orientations Service, 28, rue de la Trémolles, 75006 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle.  
Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Niveau d'études actuel \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires                    | <input type="checkbox"/> Electronique                      |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Commerce, Gestion         | <input type="checkbox"/> Expertise Comptable               |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale         | <input type="checkbox"/> Expression Visuelle               |
| <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution   | <input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques             | <input type="checkbox"/> Formation Continue                |
| <input type="checkbox"/> 2 <sup>e</sup> Cycle de Gestion          | <input type="checkbox"/> Gestion Financière                |
| <input type="checkbox"/> Administration Militaire : Commissariats | <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel              |
| <input type="checkbox"/> Architecture                             | <input type="checkbox"/> Immobilier                        |
| <input type="checkbox"/> Architecture Intérieur                   | <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste                |
| <input type="checkbox"/> Arts Graphiques                          | <input type="checkbox"/> Journalisme                       |
| <input type="checkbox"/> Assurances                               | <input type="checkbox"/> Logistique Production             |
| <input type="checkbox"/> BTS Automobile                           | <input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordonneurs          |
| <input type="checkbox"/> Cinéma                                   | <input type="checkbox"/> Management Hôtelier               |
| <input type="checkbox"/> Communication et Culture                 | <input type="checkbox"/> Marché de l'Art                   |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise          | <input type="checkbox"/> Optique                           |
| <input type="checkbox"/> Communication Publique                   | <input type="checkbox"/> Para-Médical                      |
| <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle              | <input type="checkbox"/> Problèmes Dentaire                |
| <input type="checkbox"/> Conspiration                             | <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique            |
| <input type="checkbox"/> Concours Ecole Normale                   | <input type="checkbox"/> Réaliser le Baccalauréat          |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS             | <input type="checkbox"/> Services à Bureau                 |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po     | <input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques   |
| <input type="checkbox"/> Cours de Vacances et de Soutien          | <input type="checkbox"/> Tourisme                          |
| <input type="checkbox"/> Danse                                    | <input type="checkbox"/> Système de Mode                   |
| <input type="checkbox"/> Design, Design Industriel                |  |



## Économie

## SOCIAL

Un signe de la précarisation de l'emploi

## L'UNEDIC rejette un nombre grandissant de demandes d'allocation-chômage

Signe de la précarisation croissante de l'emploi, le nombre de dossiers déposés par les chômeurs pour pouvoir bénéficier des allocations prévues par le régime d'assurance-chômage et finalement rejetés ne cesse d'augmenter. La part des refus du fait de durée insuffisante d'affiliation aux ASSÉDIC et donc de cotisations correspondant à des périodes de travail trop courtes s'accroît encore plus vite.

Alors que la progression du travail précaire — contrats à durée déterminée, intérim, travail saisonnier ou intermittent — constitue le phénomène le plus important des années de crise, personne n'avait fait attention aux conséquences, en matière de protection sociale, de cette évolution qui concerne de nouvelles catégories de salariés, parmi les plus touchées par le chômage à répétition. L'intervention de l'assurance-chômage a en effet été définie en fonction de la référence à un modèle d'emploi précis, celui du temps de travail à temps plein et stable, occupé pendant de longues années.

Une note de l'UNEDIC, en date du 27 février dernier, adressée aux partenaires sociaux gestionnaires du régime pose le problème. Sur les 2 millions de demandes d'allocation déposées chaque année, les rejets se sont accrus depuis la mi-1987.

De 25,7 % des cas en 1985, soit 487 000 dossiers, on passe à 26,8 % en 1987 (+ 7,5 % en un an), puis à 30 % et 607 000 en 1988 (+ 16,1 %). Mais la dégradation est encore plus frappante au mois le mois ou par semestre. Aux alentours de 25 %, voire de 26 % en moyenne, entre janvier 1985 et août 1987, le pourcentage de refus s'accroît ensuite. Il est de 22,3 % en janvier 1988 et de 28,5 % en janvier 1989, à une saison pourtant considérée comme la plus favorable. Il est de 30,8 % au second semestre de 1988,

alors qu'il était de 25,4 % au premier semestre, un an plus tôt. Dans les motifs invoqués par les commissions d'examen, le rejet pour cause de « durée d'affiliation insuffisante », déjà le plus important, s'accroît encore. De 40 % de refus en 1985, avec à peine moins de 200 000 personnes alors privées d'indemnisation, il en a représenté 49 % en 1988. Pris d'un sur deux, soit 295 760 personnes qui ont ainsi été sans allocation et 27,2 % de plus au cours de l'année, après 16,8 % de plus en 1987.

An total, le nombre de chômeurs ayant fait l'objet d'un refus de prise en charge progresse au fil des années parmi le « stock » des demandeurs d'emploi non indemnisés. On en dénombreait 360 200 en juin 1986, soit 34,5 % du total des non-indemnisés, 404 900 en juin 1987 (35,8 %) et 418 700 en juin 1988 (37 %). Bien entendu, et cela ne peut constituer une surprise, 65 %, soit environ 2 sur 3 de ces chômeurs privés d'aide pour ne pas avoir assez travaillé, étaient des femmes. Et 2 sur 5 avaient moins de 25 ans.

Tout logiquement, et à moins qu'elles ne renouent de manière brève avec des emplois à durée déterminée, de l'intérim ou des « petits boulots », ces populations abandonnées par l'UNEDIC sont destinées à venir grossir à terme les bataillons de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI). Et cela selon un processus désormais bien connu, qui conduit le travailleur précaire du chômage « récur-

rent » à la marginalisation progressive, puis à l'exclusion.

Outre le danger que cette situation représente pour l'équilibre d'une société, par ailleurs capable de dégrader des richesses, on peut s'interroger sur la logique absurde qui conduit à un tel état de fait. Si, comme on le constate de plus en plus, le recours au travail précaire est devenu un mode d'ajustement des effectifs, au nom de la flexibilité, et si cette méthode de gestion de la main-d'œuvre est appelée à se développer, cela conduit à laisser

sans ressources ou sans accompagnement social ceux qui sont condamnés à subir de tels aléas.

Mais la vraie question concerne le patronat et les syndicats gestionnaires de l'UNEDIC. Peut-on maintenir en l'état un régime d'assurance-chômage qui n'indemniserait que les salariés privés d'un emploi à plein temps pendant de longues périodes de travail quand, à la périphérie, pullulent d'autres formes d'emploi, plus vulnérables au regard du chômage et qui nécessiteraient une meilleure protection ? Puisque le modèle du salariat change, il conviendrait peut-être de changer les règles.

A n'en pas douter, le sujet figurera avant la fin de l'année au menu des prochaines négociations, à l'occasion du renouvellement de la convention UNEDIC, qui vient à échéance le 31 décembre 1989. Le fort mouvement de création d'emplois et de hausse des salaires ayant rempli les caisses des ASSÉDIC de cotisations supérieures à ce qui était attendu, après des années de déficit, le moment est peut-être venu de faire un effort.

ALAIN LEBLANC.

## Radiés de l'ANPE

les dispenses de recherche d'emploi pour les plus de 55 ans.

Sujet sensible, à l'origine de la polémique à propos des nouveaux paquets, elle-même annoncée du revenu minimum d'insertion (RMI), le sort des chômeurs non indemnisés fait l'objet d'une observation attentive de la part de l'UNEDIC. Trimestriellement, ses services publient un bilan de la situation. C'est ainsi qu'une note récente établit que, au 31 mars 1988, le nombre de non-indemnisés avait légèrement diminué et que la population se subdivisait toujours en six catégories qui ne sont pas nécessairement pénalisées ou ne supportent pas les mêmes difficultés. Il n'en reste pas moins que, six mois plus tard, c'est-à-dire au 30 septembre 1988, 48,4 % — un sur deux — de ces demandeurs d'emploi non indemnisés avaient été radiés de l'ANPE... Et qu'ils devaient donc venir gonfler les rangs de ceux qu'on appelle les chômeurs découragés. Parmi les chômeurs de la catégorie 1, 220 400 n'ont pas demandé le versement d'allocation, dont 57 % de femmes. Ceux-ci semblent ne pas connaître leurs droits ou savent qu'ils ne répondent pas aux conditions nécessaires.

Dans le deuxième groupe, constitué de 383 000 personnes, se trouvent les demandeurs d'une allocation dont le dossier a été rejeté. Composés à 65 % de femmes, il comprend des personnes qui ne remplissent pas les conditions d'ouverture de droits, dont ceux qui ne peuvent justifier de durée suffisante de cotisation.

Le troisième groupe rassemble 22 700 personnes dont le dossier a été classé sans suite, et le quatrième en regroupant 76 400, soit beaucoup moins que par le passé, qui, en raison d'un délai de carence, appliqué surtout aux jeunes, ne peuvent être indemnisés sur-le-champ mais le seront à terme.

Les contours du cinquième groupe sont plus difficiles à cerner, avec 246 700 personnes (— 4,5 % en un an). Ils englobent des chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'indemnisation mais dont les situations ne sont pas équivalentes. On y trouve d'anciens fin de droits (35 %) qui ne peuvent bénéficier de l'allocation spécifique de solidarité en raison de l'existence de revenus supérieurs à deux fois le SMIC ou, encore, qui ne peuvent faire état de durée de travail suffisante. Ceux-ci se retrouvent avec des jeunes à la recherche d'un premier emploi qui sont indemnisés

pendant trois mois seulement (23,6 %), ou avec des femmes, essentiellement, décidées à effectuer leur retour dans l'emploi, et bénéficiaires de l'allocation d'insertion (38,9 %).

Selon les cas, la privation d'indemnité recouvre donc des réalités sociales différentes. Mais il faut noter que les femmes, à 64,2 %, et les moins de 25 ans, à 38,7 %, figurent parmi les populations touchées. Abandonnés au travail précaire, ils peuvent aussi être écartés de l'indemnisation.

Enfin, le sixième groupe comprend 37 700 chômeurs dont le versement de l'allocation a été momentanément interrompu, le plus souvent à la suite d'une reprise partielle d'activité rémunérée.

AL. L.

(1) La catégorie 1 comprend les personnes sans emploi, indemnisées, mais disposant, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée et à temps plein. C'est celle qui est utilisée pour les statistiques mensuelles du chômage.

(2) Les autres catégories rassemblent, selon la même définition, les personnes à la recherche d'un emploi à temps partiel et celles à la recherche d'un emploi à durée déterminée, temporaire ou saisonnier, y compris de courte durée.

**Créez un lien privilégié avec vos prospects pour développer votre chiffre d'affaires.**

Votre Numéro Vert est un fantastique outil de développement commercial.

En offrant à vos clients la possibilité de communiquer facilement, rapidement et gratuitement avec votre entreprise, vous améliorez considérablement votre dynamique commerciale.

Passer une commande, s'informer sur la disponibilité d'un produit ou sur ses délais de livraison, demander une intervention urgente... avec votre Numéro Vert, vous développez la qualité de vos relations avec vos prospects, vous analysez mieux vos besoins, vous renforcez votre image de marque et augmentez votre chiffre d'affaires.

Le Numéro Vert vous permet d'adapter vos offres par une meilleure connaissance des besoins de votre clientèle.

Avec le Numéro Vert, le succès répond à l'appel.

Si vous souhaitez des informations supplémentaires, contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM ou appelez notre Numéro Vert national :

**N° Vert 05 00 00 01**  
APPEL GRATUIT

FRANCE  
TELECOM



Avec  
le N° Vert  
les marchés  
répondent  
à l'appel.



05 00 00 01

# Économie

## DÉVELOPPEMENT

### Une proposition de loi pour la survie des pays les plus défavorisés

L'aide française au développement est-elle à ce point inadaptable qu'une nouvelle loi et de nouveaux crédits seraient aujourd'hui nécessaires à sa relance ? Et, le cas échéant, le gouvernement prendrait-il à son compte une proposition de loi « survie et développement » qui va dans ce sens et bénéficie déjà d'un large soutien ?

A l'appel du mouvement Survie 89, des représentants des partis politiques, des grandes religions et de milieux spécialisés dans l'aide au développement ont fait le point sur cette question lors d'un colloque tenu récemment à Paris dans les locaux de l'Assemblée nationale. Lancé par un groupe « représentatif mais informel » de citoyens, Survie 89 espère susciter, par le biais du texte qu'il propose, « une nouvelle dynamique du développement réel ». En se fondant sur une participation accrue des populations les plus déshéritées et sur un partenariat multiforme avec les institutions, organismes et collectivités qui, à tous les niveaux, disposent des ressources nécessaires.

La proposition de loi, mise au point avec l'aide d'experts, tire son origine et son urgence d'un double constat d'échec. En dépit de décennies d'efforts pour le développement, on assiste, notamment en Afrique, à une régression de pays accablés par toutes sortes de maux (dette, désertification, épidémies, émigration, etc.). Et cela alors même que la coopération Nord-Sud est en crise.

Pour certains critiques, l'aide publique au développement (APD) de la France aux États africains est devenue trop politique, institutionnelle et macro-économique pour satisfaire aux besoins du plus grand nombre. Argument de politique étrangère et domaine réservé de l'Élysée autant qu'instrument d'une véritable politique de développement, cette aide sert en outre à combler les déficits de régimes qui jonglent au-dessus de gouffres économiques et de violences sociales. On s'éloigne ainsi des impératifs du développement réel selon Survie 89, à peine un tiers de cette aide va aux pays les moins développés et « dans 95 % des cas n'atteint pas les régions les plus déshéritées ».

Condition sine qua non d'une participation réelle des populations concernées, la dimension du développement de base, ou « primo-développement », fait donc gravement défaut. Avec les conséquences que l'on peut imaginer dans un monde où quarante mille enfants meurent quotidiennement de malnutrition et de manque de soins. Pour corriger ces dysfonctionnements et favoriser une relance qui ne soit pas seulement quantitative (une simple addition de fonds risquant, en effet, de ne conduire qu'à une accentuation de la dérive), la proposition de loi préconise une approche novatrice sur deux grands points.

1. — Elle prévoit l'introduction d'un nouveau « pilier » de la politique française de coopération : le développement local partenarial. Il s'agit de mobiliser, coordonner et cofinancer sur une vaste échelle les acteurs non gouvernementaux, grâce à une procédure de contractualisation à plusieurs niveaux : contrats de plan et de région, constitution de groupements partenariaux de coopération.

2. — Elle institue une « plaque tournante » pour coordonner l'action dans chacune des régions choisies. Un délégué interministériel ou haut-commissaire « à la survie et au développement » serait chargé de mobiliser les acteurs décentralisés, de renforcer la cohérence et la qualité de leurs interventions, de faire le lien avec les services traditionnels de l'aide publique, souligne Survie 89. Cette personnalité, rendrait régulièrement compte au Parlement des progrès des plans de développement en cours.

#### 5 milliards de francs par an

Le coût global de cette stratégie est estimé à 5 milliards de francs par an, soit un millième du produit intérieur brut (PIB) français. L'État cofinancerait à 80 % les groupements partenariaux de coopération, le complément étant fourni par les collectivités locales, les organisations non gouvernementales (ONG) et les partenaires économiques. Outre son caractère réformateur, la proposition présenterait, selon ses auteurs, de nombreux avantages sur les plans intérieur et international. Hautement symbolique à l'heure du bicentenaire des droits de l'homme et de la (prochaine) présidence française de la CEE, elle pourrait, par effet d'entraînement, connaître ultérieurement une extension européenne.

Reste à savoir si la proposition peut, prochainement, devenir loi. Beaucoup l'espèrent, et ses inspirateurs bénéficient d'un soutien conséquent : près de cinq cents parlementaires de tous bords, de nombreuses personnalités et une majorité des organisations non gouvernementales.

● **ERRATUM.** — Une coquille nous a fait écrire, dans le bulletin du Monde daté 16-17 avril intitulé « Zones d'ombres », que le déficit du budget des États-Unis devait être ramené à moins de « 100 millions » de dollars en 1990. Il s'agissait évidemment de 100 milliards de dollars, comme l'indiquait d'ailleurs clairement l'article de Jan Krauze consacré le même jour au même sujet.

de développement. Le récent colloque a, dans une large mesure, confirmé cet optimisme à de notables exceptions près. MM. Bernard Holzer, secrétaire général du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), et Rony Brauman, président de Médecins sans frontières (MSF), ainsi que Mgr Jacques Delaporte, président de la Commission française Justice et paix, se sont montrés réservés. « Encore une loi ? », « Le développement ne se décrète pas ! », « Repensez l'aide avant de l'augmenter ! », etc., ont lancé certains orateurs. Quant au Parti socialiste, il a été le seul des groupes politiques représentés à l'Assemblée à ne pas participer aux débats, une attitude que le journaliste et écrivain Jean Lacouture a jugée, en pareille circonstance, « scandaleuse ».

Le PS nourrit-il un projet concurrent ? Certains ont-ils pris ombrage d'un projet venu de l'extérieur et tombé comme un pavé dans le marigot du domaine réservé ? On sait, en tout cas, que les problèmes de l'aide au développement ne laissent indifférents ni le gouvernement ni le président. M. Stéphane Hessel, ambassadeur de France que le premier ministre, M. Michel Rocard, a récemment chargé d'une « réflexion » sur la question, s'est fait fort de le rappeler. Selon lui, « la prise de conscience de l'adéquation des politiques d'aide au développement des pays du Sud est générale en Occident ».

Une indication sur la volonté éventuelle du gouvernement d'inscrire l'initiative « survie et développement » à son programme pourrait intervenir prochainement, à l'occasion du débat parlementaire sur la coopération.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### EMPRUNTS AVRIL 1989

**Emprunt à taux fixe 9 % de 1 milliard de francs assimilable à l'emprunt 9 % septembre 1988-1997.**

Obligations : 5.000 F.  
Prix d'émission : 5.000 F.  
Date de jouissance et de règlement : 2 mai 1989.  
Durée : 8 ans et 154 jours.  
Taux de rendement actuariel : 8,88 %.  
Taux nominal : 9 %.  
Coupon payable : le 3 octobre de chaque année.  
Le premier coupon payable le 3 octobre 1989 sera de 150 F.  
Amortissement normal : au pair, en totalité, le 3 octobre 1997.  
Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse.  
Assimilation : cet emprunt sera assimilé à l'emprunt 9 % septembre 1988-1997, après paiement du premier coupon le 3 octobre 1989.

**Emprunt à taux révisable de 500 millions de francs avec bons d'échange négociables.**

Obligations : 20.000 F.  
Prix d'émission : 20.046 F.  
Date de jouissance : 15 juin 1989.

Date de règlement : 2 mai 1989.  
Durée : 9 ans et 131 jours.  
Coupon payable : trimestriellement, déterminé par soustraction d'une marge de 0,20 % au taux de référence TIOP à 3 mois.  
Marge actuarielle : - 0,42 % en cas de non-échange, sur la base d'un TIOP à 3 mois de 8,625 % équivalent à un taux actuariel de 9,0358 %. En cas d'échange, le taux actuariel ressort à 8,64 %.  
Amortissement normal : au pair, en totalité, le 10 septembre 1998.  
Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse.  
Assimilation : cet emprunt sera assimilé à l'emprunt TIOP 3 mois septembre 1988-1998, le 14 décembre 1989.  
Bons d'échange : à chaque obligation est attaché un bon détachable et négociable séparément. Du 20 novembre 1989 au 1<sup>er</sup> décembre 1989 inclus, les titulaires d'un bon et d'une obligation TIOP 3 mois 1989-1998 pourront les échanger contre quatre obligations 8,60 % janvier 1989-2001.

Une note d'information (Mise COB n° 89-125 du 12 avril 1989) est disponible sans frais, sur demande BALO du 17 avril 1989.

Emprunts Crédit Foncier, soyez les premiers à en profiter



S.A. au capital de 1.997.129.520 F - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

#### 2000 BILLETS DE 500 F.

C'est la valeur des lots que Nicolas MIGUET, directeur de l'hebdomadaire Business Bourse, va offrir aux heureux gagnants du grand concours : « Savez-vous planter vos sous ? » Douze questions faciles et amusantes pour vous aider à mieux comprendre l'univers de vos placements. Un million de francs de prix sont en jeu, dont un premier prix de 100.000 F en espèces.

La deuxième question est dans le numéro en vente dès le 15 avril, 15 francs, chez votre marchand de journaux.

Business Bourse, 11, avenue Herbillon 94160 SAINT-MANDÉ

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

#### RÉSULTATS 1988

Le conseil d'administration, réuni le 13 avril 1989 sous la présidence de M. Serge Dassault, a examiné les comptes annuels de 1988 de la société mère Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation qui seront présentés à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 27 juin 1989.

Les commandes reçues au cours de l'exercice 1988 s'élèvent à 15 963 MF contre 13 430 MF en 1987, enregistrant ainsi une progression de 18,86 %. L'exportation représente 58 % du total des commandes enregistrées et les avions civils 21 %, un certain rééquilibrage s'étant opéré entre ventes militaires et civiles.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 17 661 MF contre 15 545 MF en 1987. Il est donc en progression de 13,61 %. La part export se maintient à près de 70 % de chiffre d'affaires total.

Le bénéfice après impôts et provisions, notamment, pour la rationalisation de l'outil industriel et avant intéressement du personnel pour un montant de 247,4 MF s'est établi à 393,8 MF, soit un bénéfice net de 146,4 MF.

Compte tenu de ce résultat, il sera proposé à l'assemblée générale de distribuer un dividende de 4,60 F par action (soit 6,90 F avec fiscal comprise).

Le Président a souligné que l'année 1988 avait été très importante en raison du lancement effectif du programme Rafale qui doit assurer l'avenir de notre Société. Il a en outre rappelé que cette dernière a poursuivi sa politique :

— de réduction des coûts et de sa spécialisation de ses usines afin d'améliorer sa compétitivité,

— de développement de la coopération avec des Sociétés françaises et étrangères,

— d'élargissement de ses activités dans le domaine spatial.

Le conseil d'administration a également établi les comptes consolidés du groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 18 819 MF contre 15 030 MF en 1987. Il est donc en augmentation de 25,20 %.

Le bénéfice net consolidé s'est établi à 427,7 MF contre 185,6 MF en 1987.

CITH Acquisition Co.  
a fully-owned subsidiary of  
**HACHETTE S.A.**  
has successfully completed the acquisition of  
**GROLIER Inc.**  
**CREDIT LYONNAIS**  
New York - Paris  
has arranged  
**\$ 370 MM Tender Offer Financing**  
April 1988

**TOTAL MINATOME CORPORATION**  
**\$ 42.300.000**  
Limited Recourse Facility  
on Oil and Gas Properties  
Provided by  
**Credit Lyonnais**  
New York Branch  
dated as of December 4, 1987

**Montgomery Ward**  
Montgomery Ward & Co., Incorporated  
**US \$ 1,065,000,000**  
Acquisition Facility  
Facility Agents:  
Bank of America  
as Sole Loan Agent  
and  
Continental Bank  
as Co-Loan Agent  
June 1988

**LOCAP INC.**  
A Delaware Corporation  
The outstanding shares of which are held by:  
Ashland Oil, Inc.  
Marathon Pipe Line Company  
Shell Pipe Line Corporation  
Texaco Refining and Marketing Inc.  
**\$ 95,000,000**  
Revolving Credit Facility to back up the  
issuance of commercial paper  
Facility arranged and provided by  
**Credit Lyonnais**  
January 1988

An investor group including management,  
**biOMERIEUX**  
and  
Compagnie Générale d'Industrie  
et de Participations (CGIP)  
has acquired  
**Vitek Systems, Inc.**  
from  
**McDonnell Douglas Corporation**  
Financing provided by:  
**Credit Lyonnais**  
Chicago Branch  
December 1988

**PARAGON COMMUNICATIONS**  
A partnership equally owned by affiliates of  
American Television and Communications Corporation  
and Houston Industries Incorporated  
**\$ 275,000,000**  
Commercial Paper Program  
Irrevocable Direct Pay Letter of Credit  
provided by  
**Credit Lyonnais**  
New York Branch  
June 1988

**LAFARGE CORPORATION**  
**\$ 250,000,000**  
Letter of Credit  
and Revolving Credit Facility  
Arranged by  
**Credit Lyonnais**  
New York  
October 1988

## CREDIT LYONNAIS LA BANQUE DE VOS PROJETS AUX ETATS-UNIS

**CREDIT LYONNAIS - 95 WALL STREET,  
NEW YORK, N.Y. 10005, (212) 344-0500**

New York • Chicago • Los Angeles • Houston • San Francisco  
Atlanta • Miami • Dallas • Boston



**CREDIT LYONNAIS**



## 30 millièmes de seconde ? Ou 30 secondes ? Pour l'image de synthèse, de toute façon, nous n'avons qu'un seul objectif : être en tête.

Il y a dix ans, le mot même d'image de synthèse n'existait pas. Aujourd'hui on le trouve partout.

Cela commence avec l'image de synthèse en temps réel, qui change tous les 30 millièmes de seconde, et que nous fabriquons dans tous nos simulateurs de vol (nous produisons 60 % des simulateurs pour Airbus), de conduite de chars (nous sommes les premiers au monde), ou de contrôle de centrales nucléaires.

Et cela va jusqu'à l'image en 3 D des films publicitaires de 30 secondes ou plus, des logos, de l'habillage télévision, utilisée même jusqu'à des applications en architecture et en design industriel. Agissant en pionnier innovateur de cette image de synthèse, Thomson Digital Image a développé et commercialisé le premier logiciel d'application pour l'audiovisuel, l'architecture, le design industriel.

C'est aujourd'hui le plus vendu en Europe.

Quelle que soit l'image qu'on synthétise, c'est l'avenir.

Quelle que soit l'image, Thomson sera dans ce secteur, à la place que nous voulons toujours avoir. En tête.



# THOMSON

JP 11/15/89

## Économie

### AFFAIRES

Investissant lourdement sur un marché difficile

#### Michelin publie des bénéfices en baisse pour 1988

Pour la première fois de l'histoire, le chiffre d'affaires consolidé de Michelin a franchi en 1988 la barre des 50 milliards de francs pour atteindre 51,82 milliards de francs (+ 8,4 %). Cette progression a été pour l'essentiel imputable à l'augmentation des ventes en volume (+ 6,4 %), les niveaux des parités monétaires n'ayant pas beaucoup changé d'une année sur l'autre. Mais c'est le seul record que le numéro deux mondial du pneu a battu. Son résultat d'exploitation a baissé de 7,9 %, pour revenir à 4,86 milliards de francs, et son bénéfice net de 2,5 %, à 2,59 milliards de francs ; enfin, le résultat net (part du groupe) revient à 2,36 milliards de francs (- 3,15 %).

Cette légère détérioration de la

#### Jean Dromer nommé président de la Financière Agache

M. Jean Dromer va prendre la présidence de Financière Agache, holding financière et industrielle du groupe Arnault, succédant ainsi à Bernard Arnault, président du directoire de LVMH (Moët-Hennessy Louis-Vuitton). « L'arrivée de M. Jean Dromer aux côtés de Bernard Arnault dans l'équipe dirigeante du groupe doit permettre à la Financière Agache de poursuivre son développement et à Bernard Arnault de se consacrer plus complètement à ses nouvelles responsabilités industrielles à la tête du groupe LVMH », explique le groupe dans un communiqué.

Pour Jean Dromer, énarque et inspecteur des finances de soixante ans, « c'est l'occasion d'exercer un quatrième métier, après ceux de haut fonctionnaire, de banquier et de président d'institution financière, dans un des groupes les plus importants de France ».

rentabilité n'a, à dire vrai, guère surpris les milieux financiers. L'évolution divergente des profits de Bibendum est en ligne avec celle constatée à l'issue du premier semestre.

D'après le porte-parole du groupe, elle est en partie due à la hausse des prix des matières premières en début d'année et à la pression de la concurrence sur les prix. Mais le bilan de Michelin pour l'exercice écoulé reflète aussi les efforts exercés pour préparer l'avenir.

Les investissements pour 1988, soit 4,71 milliards de francs, se sont accrus de 59,7 %. Ils ont porté sur l'embauche et la formation du personnel à l'étranger, mais aussi sur le renforcement de la présence industrielle hors de France.

La firme de Clermont-Ferrand n'a pas voulu pénaliser ses actionnaires au profit de son expansion, aussi les dividendes versés seront-ils augmentés de 5 centimes (+ 2,27 % environ). Ils atteindront (nets) 2,25 F par action « A » partiellement amortie et par action « B », et 2,35 F par action « A » de capital.

Ajoutons que les actionnaires recevront en outre une action gratuite pour dix, créée jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1989, c'est-à-dire ayant droit au dividende pour l'exercice écoulé. Michelin envisage, enfin, de procéder à une autre attribution gratuite (1 pour 20) dans les prochains mois.

#### Négociations de la dernière chance pour Air Limousin

Depuis près de deux semaines, l'aéroport de Limoges n'est plus relié quotidiennement qu'à Paris et à Lyon. Les autres liaisons vers Marseille, Toulouse, Angers, Nantes et Brive sont interrompues. Au centre du problème : un conflit entre les collectivités locales - conseil général de Haute-Vienne, municipalité de Limoges et chambre de commerce et d'industrie, copropriétaires de l'aéroport - et la compagnie qui assure ces liaisons régulières, Air Limousin.

Air Limousin s'était trouvé en cessation de paiements fin 1988 (le *Monde* du 13 décembre 1988). TAT, d'abord intéressé, avait déclaré forfait en découvrant dans les comptes un déficit de 42 millions de francs. Seule resta sur les rangs une société marseillaise, la DIRAC (Direction internationale de recherche, d'audit et de conseil), à laquelle le tribunal de commerce de Limoges attribua Air Limousin.

Depuis, la situation s'est détériorée au point, selon les termes d'un responsable local, de « faire perdre toute crédibilité à l'aéroport de Limoges ». Les trois collectivités locales accusent la DIRAC de ne tenir aucun de ses engagements.

Lesdites collectivités semblent préférer une liquidation pure et simple d'Air Limousin, qui permettrait de tourner la page et remettrait en compétition les liaisons aériennes régulières. Des négociations de la dernière chance vont se tenir toute cette semaine, et le tribunal de commerce devra se prononcer une dernière fois fin avril. — (Corresp.)

(Publicité)

#### PROBLÈMES DE QUOTAS D'IMPORTATION ?

Sérieuse société peut importer pour votre compte, employant le quota disponible dans son pays (CEE).

On assure une collaboration professionnelle, expérimentée et discrète.

Ecrire à : MEGGER - INTERCONSULTA AG  
Toblerstrasse, 88 - CH-8044 ZÜRICH

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Clôture de l'offre  
le 20 Avril 1989**  
(inclus)

## OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT de INTERNATIONAL PAPER sur AUSSEDAT REY

L'offre publique d'achat d'International Paper  
sur la totalité des actions Ausседat Rey  
au prix de  
675 F par action

sera close  
le 20 Avril 1989 inclus.

Tous les actionnaires d'Ausседat Rey sont donc  
invités à prendre contact avec leur intermédiaire  
(banque ou société de bourse) dans les délais les  
plus brefs.

Une note d'information ayant reçu le visa n° 89-97  
en date du 17 mars 1989 de la Commission des Opé-  
rations de Bourse peut être obtenue sans frais auprès  
de :

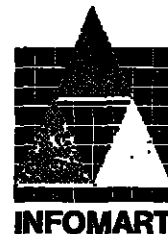
MM. LAZARD FRÈRES & Cie,  
121, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

## DEMAIN AU SICOB RADIO CLASSIQUE AFFAIRES ET INFOMART, C'EST TOUT UN PROGRAMME.

P	R	O	G	R	A	M	M	E
RADIO CLASSIQUE AFFAIRES REPORT 7 H 40 à 7 H 50	Christian L'HUSSIÉ Président Directeur Général de NCR FRANCE							
TABLES RONDES 8 H 30 à 9 H 00	FORMATION : Ingénieurs : la pépinière ?							
QUESTIONS A 18 H 25 à 18 H 35	Jacques DONDOLU DEREGLEMENTATION DES TELECOMS							

En avant-première du CNIT,  
Infomart fait le point chaque jour,  
sur l'actualité technologique.

Radio Classique FM. 101.1 MZ



INFOMART AU SICOB : HALL 5 - STAND 5 J503

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

### Forte hausse des résultats consolidés

Le Conseil d'Administration réuni sous la  
Présidence de Monsieur Paul Alibert, a examiné les comptes de l'exercice 1988.

#### Résultats consolidés en hausse de 50 % (hors plus-values)

Le résultat consolidé (part du Groupe) de la Banque de l'Union Européenne s'élève à F. 332 millions contre 155 en 1987. Filiale de la Compagnie Financière de C.I.C., la Banque de l'Union Européenne consolide les comptes d'U.I.C.-SOFAL (Banque), Omnium de l'Union Européenne, Omnium Industriel et Financier (établissements financiers), Magnin SA (société de bourse), Banque de l'Union Européenne en Suisse.

Le résultat inclut pour environ F. 100 millions la quote-part de plus-value réalisée par l'U.I.C. sur vente d'immeubles. Hors cette plus-value, il progresse donc de 50 %.

#### Risques souverains provisionnés à plus de 50 %.

Le résultat social de la B.U.E. s'établit à F. 81,6 millions contre 80,5 en 1987. Il s'entend après une dotation nette de F. 402 millions (252 en 1987) aux provisions, essentiellement consacrées à la couverture des risques sur les

pays en voie de développement. Il tient compte également d'une charge exceptionnelle de F. 51 millions correspondant aux indemnités versées au personnel dans le cadre d'un plan de départ volontaire. L'exercice a enregistré une plus-value exceptionnelle de F. 204 millions sur la vente de succursales, laquelle a donc été entièrement affectée aux risques souverains désormais provisionnés à 50,7 % (40 % en 1987).

#### Accélération de l'évolution

La spécialisation de la Banque et de ses filiales a été accrue. Elle se traduit tant par un renforcement des activités de participations et de marchés que par un renouvellement en profondeur de l'approche bancaire. La réorganisation qui en résulte permet de ramener les effectifs de 1400 personnes à moins de 1100 personnes en une année et d'accroître la proportion de personnel hautement qualifié. Cette évolution, qui sera poursuivie en 1989, donnera lieu à de nouvelles initiatives dans le domaine de l'intermédiation.

#### Hausse du dividende

Le dividende qui sera versé à la Compagnie Financière de C.I.C. est de F. 63 millions, en hausse de 30 % sur 1987.







## BOURSE DU 17 AVRIL

**Cours relevés  
à 14 h 31**

**Comptant** (réflexion)

## SICAV

14/4

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 433**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



36

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 La situation au Liban. 4 Le projet d'élections dans les territoires occupés. 5 Le voyage du premier ministre chinois au Japon. 8 URSS : selon M. Chevardnadze, les responsables de la répression de Tbilissi seront sanctionnés.	10 La préparation des élections européennes. 12 Les « tables rondes », nouvel enjeu du conflit en Corée. 14 Cinq élections cantonales. — Point de vue : « Demain, la ville », par Jacques Toubon.	16 Un entretien avec M. Claude Evin. 18 L'attaque à main armée de Condé-sur-l'Escaut devant les essues du Nord. 19 Sports : le championnat de France de rugby. 23 Echos.	22 Orphée, de Renaud Gagneux, à Strasbourg. — La Daudenne Symphonie de Mahler au Châtelet. 23 Flaubert Opéra à Orléans. — Communication : M. Thierry de Beaudouin définit l'Eureka audiovisuel.	31 Le rapport du comité Delors sur l'union économique et monétaire. 32 L'UNEDIC rejette un nombre grandissant de demandes d'allocation chômage. 33 Une proposition de loi pour l'aide aux pays les plus défavorisés.	Abonnements ..... 2 Cartes ..... 26 Campus ..... 26 Loto, Loto sportif ..... 26 Météorologie ..... 26 Mots croisés ..... 25 Radio-télévision ..... 25 Spectacles ..... 24	• Après la catastrophe de Sheffield, vos réactions en direct ..... COM • Consultez votre portable la Bourse en direct ..... BOURSE • Abonnez-vous au Monde ..... ABO 3615 tapez LE MONDE • Commandez vos livres LIVES 3615 tapez LM

### Selon le « Times » de Londres

### Un vice-ministre et l'ambassadeur à l'ONU auraient été arrêtés à Téhéran

Selon le *Times* de Londres, M. Mohamed Javad Larjani, vice-ministre des affaires étrangères chargé des relations avec l'Europe et l'Amérique du Nord, a été récemment arrêté et accusé d'être « un espion britannique ». M. Larjani, qui aurait démissionné de ses fonctions au lendemain de l'affaire Rushdie, était connu pour sa modération et était partisan d'un rapprochement avec l'Ouest.

Toujours selon le *Times* de Londres, l'ambassadeur de l'Iran auprès des Nations unies aurait subi le même sort. Il partageait les opinions de M. Larjani.

### Meurtrier présumé de dix-huit vieilles dames à Paris

Thierry Paulin, auteur présumé de l'assassinat de dix-huit vieilles dames à Paris entre 1984 et 1987, est mort des suites d'une maladie incurable dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 avril à l'hôpital de Fresnes (Val-de-Marne).

Agé de vingt-six ans, Thierry Paulin avait été hospitalisé dans un premier temps à l'hôpital de la Casco. Transféré au service de soins intensifs de l'hôpital de Fresnes, il y est décédé à 4 heures du matin.

Né en 1963 à Fort-de-France, Thierry Paulin avait été interpellé le 1<sup>er</sup> décembre 1987 par un commissaire de police à proximité du commissariat de la porte Saint-Martin à Paris (10<sup>e</sup>). Le jeune Martiniquais devait, au cours des interrogatoires, revendiquer vingt et un assassinats de femmes âgées commises à Paris entre 1984 et 1987. Mais les vérifications systématiques entreprises par les policiers n'avaient permis de relever contre lui, si l'on peut dire, que dix-huit de ces meurtres criminels. Cette vague de crimes visant les vieilles dames isolées, avait, avant l'arrestation de Thierry Paulin, créé une véritable psychose dans la capitale où des patrouilles de policiers quadrillaient des mois durant, sans succès, les rues étroites jugées les plus sensibles, notamment les 10<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>.

Toxicomane occasionnel, noctambule menant grande vie dans les milieux homosexuels, Thierry Paulin s'introduisait, d'après les enquêteurs, dans l'appartement de femmes seules, pour la plupart octogénaires, n'hésitant pas à les tuer pour dérober leurs économies et ainsi alimenter son train de vie. Apparu au cours des différentes auditions et expertises comme un être amoral, totalement insensible à l'horreur des crimes ainsi multipliés, Thierry Paulin n'agissait pas toujours seul.

En janvier 1986, Thierry Paulin, arrêté pour une autre affaire, avait été condamné à un an de prison pour violence et usage de stupéfiants par le tribunal correctionnel de Créteil (Val-de-Marne). Son avocat de l'époque, M. Hervé Page, avait alors déclaré que son client présentait « une séropositivité avec complication » qui avait entraîné une toxicomanie, maladie parasitaire pouvant affecter certains individus immunodéprimés, telles les personnes atteintes du sida.

### Adultes

Stages intensifs à l'étranger

CH-ESPAGNE-USA-ITALIE-ALGERIE

### LA LANGUE QU'IL VOUS FAUT

Stages sur mesure, généraux ou spécialisés

Voyage Formation  
31, rue de Rueil 75001 PARIS  
Tél. (1) 40.28.00.65  
V.F. Les Langues en V.O.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
SCIENCES  
ET MÉDECINE

A C D E F G H

### A la suite d'une rumeur

### Les PME néerlandaises ont investi 200 millions de florins au cours du week-end

AMSTERDAM  
de notre correspondant

Deux cents millions de florins, soit trois fois plus de millions de francs, tel est le montant approximatif et minimum d'investissements qu'ont souscrit les petites et moyennes entreprises néerlandaises entre le vendredi 14 avril au soir, et le dimanche 16 au matin, c'est-à-dire pendant les heures où leurs bureaux sont traditionnellement clos.

Machines-outils, engins de chantier, équipements d'automatisation, véhicules commerciaux : rien n'a échappé à cette frénésie de commandes qui s'est notamment traduite par une surcharge de travail nocturne et dominical pour des centaines de comptables, conseils et notaires chargés d'évaluer et d'authentifier les contrats.

A l'origine de cette débâcle d'engagements et de calculs, se trouve une rumeur : celle-ci prêtait au gouvernement de la Haye l'intention d'abolir le KTS, une prime fiscale à l'investissement, et de récupérer les fonds affectés (700 millions de florins) pour financer le plan de protection de l'environnement auquel il met en ce moment la dernière main.

### Décès de Bernard-Marie Koltès

Bernard-Marie Koltès vient de mourir du sida. Il était l'un des auteurs dramatiques contemporains les plus talentueux.

Jean-Luc Bonté a mis en scène, au Petit-Odeon, *La nuit juste avant les forêts*, en 1981, au moment où Patrice Chereau s'appropriait à monter aux Amandiers de Nanterre *Combat de nègre et de chiens*. Patrice Chereau a continué avec *Quel Ouest*, puis avec le plus peut-être la plus achevée, *Dans la solitude des champs de coton*, affrontement mortel de deux hommes, un « dealer », qui n'a rien à vendre que lui-même, et un client, qui a peur. Dans ce spectacle, qui a tourné en France et en Allemagne avant d'être présenté au Festival d'Avignon en 1988, Patrice Chereau a repris le rôle du « dealer » créé par Issachar Bankolé, tandis qu'il préparait *Retour au désert*, avec Jacqueline Maillan et Michel Piccoli, présenté au Théâtre Renaud-Barraut, l'automne dernier.

Le théâtre de Bernard-Marie Koltès raconte le geste de survie chez des êtres terriblement humains qui se cognent à des murs. Il a été traduit et joué dans plusieurs pays d'Europe, dont les Pays-Bas et l'Allemagne. *Retour au désert*, dans la mise en scène d'Alexander Lang au Thalia de Hambourg, sera présenté aux prochaines Rencontres théâtrales de Berlin.

C. G.

### l'Organiseur II

Tout. Dans votre poche. Pour 990 F HT (1174 F TTC)

- ✓ Répertoire électronique
- ✓ Agenda
- ✓ Horloge-calendrier
- ✓ Calculatrice
- ✓ Programmable
- ✓ Et si facile d'emploi !

En vente dans les magasins P.S.I.O.N. et dans les autres points de vente.

Un produit importateur P.S.I.O.N. Aware

Tél. : 45.23.21.12

10, rue de la République, 92100 Nanterre

LES ADRESSES : Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 01 42 18 17 17 - Annecy 01 42 18 17 17 - Chambéry 01 42 18 17 17 - Valence 01 42 18 17 17 - Arles 01 42 18 17 17 - Nîmes 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Perpignan 01 42 18 17 17 - Colmar 01 42 18 17 17 - Mulhouse 01 42 18 17 17 - Metz 01 42 18 17 17 - Nancy 01 42 18 17 17 - Luxembourg 01 42 18 17 17 - Bruxelles 01 42 18 17 17 - Paris 01 42 18 17 17 - Marseille 01 42 18 17 17 - Bordeaux 01 42 18 17 17 - Lyon 01 42 18 17 17 - Nantes 01 42 18 17 17 - Strasbourg 01 42 18 17 17 - Toulouse 01 42 18 17 17 - Montpellier 01 42 18 17 17 - Clermont-Ferrand 01 42 18 17 17 - Dijon 01 42 18 17 17 - Besançon 01 42 18 17 17 - Grenoble 0